Les Temps Modernes

9e année REVUE MENSUELLE n° 101

DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE

Avril 1954



Rédaction, administration : 30, rue de l'Université, Paris

Les Temps Modernes

revue mensuelle
paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur :
JEAN-PAUL SARTRE

Comité de Rédaction :
JEAN CAU - CLAUDE LANZMANN - MARCEL PÉJU
Secrétaire général : MARCEL PÉJU

O

La Revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés

La Revue n'accepte les manuscrits ni des condamnés à mort pour fait de collaboration ni des indignes nationaux

La rédaction reçoit le mercredi après-midi sur rendez-vous.

O

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, rue de l'Université, Paris-7e - Tél. BABylone 17-90

O

PRIX DE VENTE AU NUMÉRO

France : 200 fr.

O

TARIF D'ABONNEMENT

	SIX MOIS	UN AN
France et Union Française	1.100 fr.	2 100 fr.
Étranger	1.300 fr.	2.500 fr.

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 20 fr.

Jean-Paul Sartre.

LES COMMUNISTES ET LA PAIX

(*suite*)

III

LES CAUSES

Le découragement des ouvriers, j'ai montré qu'il ne saurait passer pour une condamnation même implicite de la politique communiste. Reste à en trouver la raison. C'est le but que je m'assigne aujourd'hui [1].

On peut éluder la question de deux manières qui procèdent toutes deux du même sophisme. L'anticommuniste « de gauche » ne veut même pas entendre parler de la lassitude ouvrière : il nous montre un prolétariat d'acier plongé jusqu'à la garde dans la charogne bourgeoise. L'anticommuniste « de droite » nous fait voir la bourgeoisie sous les traits d'une jeune géante qui porte dans ses bras un prolétariat moribond. Dans les deux cas, il s'agit de passer sous silence tout ce qui pourrait ressembler à un conditionnement réciproque, bref de nier la lutte des classes.

L'anticommuniste « de gauche » fréquente les bourgeois français; il admet volontiers que leurs caractères nationaux ont été produits

1. Dira-t-on que ce découragement est passager? J'en conviens volontiers. Voudra-t-on ajouter que les grèves d'août 53 annoncent un réveil de la classe ouvrière ? J'en suis moins sûr. Ces grèves sont frappantes par leur ampleur et ce qui leur a donné une importance extrême, c'est qu'elles ont été l'occasion d'un rapprochement *à la base* entre les grévistes. Mais elles n'ont pas affecté la grande industrie — ou presque pas; et puis les dirigeants de la C.F.T.C. et F.O. les ont finalement torpillées pour n'être pas contraints de réaliser l'unité d'action avec la C.G.T. Je demande qu'on prenne patience et qu'on ne m'accuse pas de pessimisme ni de m'arrêter à des conclusions négatives. Je n'ai pas l'intention de faire un constat d'impuissance : j'entreprends de prouver que *seul* un Front populaire peut rendre sa vigueur au mouvement ouvrier.

par les circonstances. Du prolétariat français, par contre, il nie purement l'existence : seul existe le prolétariat en soi qui se manifeste simultanément au sein de toutes les nations capitalistes. Comment ce prolétariat serait-il fatigué? Et quel rapport veut-on qu'il ait, ce produit intelligible du capital en soi, avec notre bourgeoisie si regrettablement empirique. L'une s'est formée peu à peu sous l'action de facteurs accidentels et par là négligeables. (Citons, entre autres, la Révolution de 1789.) Exclusivement déterminée par les contradictions du capitalisme, l'histoire de l'autre se borne à refléter les transformations successives de la grande industrie. Notre bourgeoisie s'affole et reprend courage, se trompe et répare ses erreurs, gère bien ou mal ses affaires; le prolétariat lui ne perd jamais de bataille ni n'en gagne, ne fait jamais d'erreur et ne découvre jamais de vérité particulière. Irrésistible, incompressible, inusable, il mûrit. Impitoyablement. C'est le plus terrible ennemi du capitalisme-en-soi. A la bourgeoisie française, on ne voit pas le mal qu'il pourrait faire : il ne la rencontrera jamais.

Cette conception permettrait de faire l'économie d'une explication historique — et peut-être de toute explication — si ses partisans ne s'étaient mis dans la tête de dénoncer en outre les crimes du P. C. Sans le P. C. le prolétariat français n'aurait pas d'histoire empirique : le Parti s'est logé dans la classe ouvrière comme le grain de sable dans la vessie de Cromwell. Qu'est-ce donc? Une maladie du prolétariat-en-soi? On vous répondra que le prolétariat-en-soi n'a pas de maladie : il ne peut ni freiner ni accélérer le mouvement-en-soi qui l'anime. Non : ses malheurs lui viennent d'une défaillance très historique de ses dirigeants. Le cœur de Staline, s'il eût été plus tendre, la face du monde en eût été changée. Et ne demandez pas comment il se fait que les militants empiriques du P.C. peuvent détraquer les rouages du prolétariat intelligible : pour avoir commencé par chasser l'histoire, l'anticommuniste est contraint de la réintroduire à la fin sous sa forme la plus absurde, comme une suite de hasards, pour rendre compte de l'écart qui sépare la réalité de ses calculs.

Pour moi, je tiens que le développement du capital, pris dans sa généralité, rend compte des aspects communs à tous les mouvements ouvriers. Mais ces considérations de principe n'expliqueront jamais par elles seules les traits particuliers de la lutte des classes en France ou en Angleterre entre telle date et telle autre. Un fait concret est, à sa manière, l'expression singulière

de relations universelles; mais il ne peut être expliqué dans sa singularité que par des raisons singulières : à vouloir le déduire d'un savoir absolu mais vide ou d'un principe formel de développement, on perd son temps et sa peine. En vérité, il y a des dialectiques et elles sont dans les faits, à nous de les y découvrir et non de les y mettre. J'ai parlé de découragement : si l'on veut prouver que je me trompe, il faut établir par des témoignages que les ouvriers ont gardé leur « combativité ». Et quand on l'établirait, ce courage conservé resterait une affection particulière et réclamerait une explication particulière, tout comme le découragement. Le prolétariat français est une réalité historique dont a singularité s'est manifestée, ces dernières années, par une certaine attitude : de cette attitude, je n'ai pas à chercher la clé dans le mouvement universel des sociétés mais dans le mouvement de la société française, c'est-à-dire dans l'histoire de la France.

Les anticommunistes « de droite » arrivent aux mêmes conclusions par le raisonnement inverse : aux ouvriers de chair et d'os, ils opposent la France éternelle, vous savez, celle qui a de si beaux sursauts, celle qu'un homme providentiel sauve toujours au dernier moment; accorte, vive et preste, toujours affairée, toujours courant, elle ressemble à la Madelon. Chevaliers et capitaines d'industrie, négociants, bureaucrates et ruraux, tout le monde chante, tout le monde travaille, tout le monde prend part au branlebas. Un seul poids mort : le prolétariat. La France se retourne, inquiète : « Qui est-ce donc qui empêche mes ouvriers de me suivre? » Et qui voulez vous que ce soit sinon le Parti communiste. Puisqu'il médite notre perte, ne vous étonnez pas qu'il ait entrepris d'abrutir l'ouvrier français. Celui-ci, bien sûr, n'est pas entièrement dupe : il retrouve par éclairs le bon sens de ses pères et comprend que ses intérêts sont solidaires des intérêts patronaux; il ne demanderait au fond qu'à travailler pour prélever sa juste part du revenu national. Mais les communistes lui ont brouillé la tête : s'ils échouent à le dresser contre ses bons maîtres, ils gardent assez de force pour le détourner de les rejoindre. Partagé entre la méfiance que le P.C. lui inspire et celle que lui inspire son patron, il se fige dans une manière de tétanos. Jusqu'où n'irions-nous pas, à quoi ne pourrions-nous prétendre si le virus filtrant du stalinisme n'avait infecté notre prolétariat.

Beaux rats, espérez-vous nous faire croire que la France est immortelle? Pensez-vous nous cacher longtemps qu'elle se meurt?

Le mal qui paralyse le prolétariat, il a commencé par frapper la société tout entière. Vous, vous qui parlez, êtes-vous si vifs? La queue remue encore quand on prononce devant vous le mot de « communisme » mais le corps est flasque et abattu; il se refroidit chaque jour. Et les autres? Tous les autres? Où sont nos grands espoirs, nos grandes ambitions, nos grandes entreprises? Le paysan gratte la terre avec ses mains, l'industriel croupit, les banques se muent en caisses d'épargne. Nous vivons mal, très mal : pour la moitié des Français, le salaire ne dépasse pas le minimum vital; les jeunes étouffent ou s'expatrient, disant qu'il n'y a plus rien à faire en France. Et le gouvernement? Est-ce qu'il gouverne? Entretenir la discorde par des mensonges, truquer la loi électorale, emprisonner les opposants, interdire à leurs fils l'entrée des grandes écoles, asseoir sur nos divisions la dictature sournoise et cagote de la faiblesse, renvoyer aux calendes le vote des lois sociales, faire des promesses aux ouvriers d'État et aux fonctionnaires puis refuser de les tenir, écraser le pays sous le poids d'une fiscalité absurde, est-ce que cela peut passer pour une politique intérieure? Enlever les chefs malgaches en avion pour les précipiter du ciel sur les toits de leurs villages, arroser les Vietnamiens de napalm et saccager le Vietnam, empaler des Tunisiens sur des bouteilles, tirer à bout portant sur des ouvriers marocains, est-ce que cela peut passer pour une politique coloniale? Engloutir des milliards dans une guerre qu'on sait perdue, qu'on poursuit faute d'oser la finir et qu'on se refile d'un ministère à l'autre comme une vérole, maquignonner la souveraineté française, accepter la domination des États-Unis sur la moitié du monde et l'hégémonie allemande en Europe, est-ce que cela peut passer pour une politique étrangère? Sont-ce des hommes d'État, ces catholiques aux nerfs de fille qui s'évanouissent à la tribune, roulent sous les tables de banquets et se prennent pour Richelieu parce qu'ils ont du sang sur les mains? Ces socialistes qui font tirer sur des mineurs en grève? Ces grands patriotes qui trafiquent de la piastre? Cette valetaille ignorante et bouffie, toujours prête à lécher des bottes ou à montrer son cul pourvu qu'on y mette le prix? S'ils restent au pouvoir, c'est que personne, dans la France bourgeoise, ne se soucie plus de politique : rappelez-vous, en 52, les journaux criaient victoire parce qu'on n'avait compté, aux élections, que cinq millions d'abstentionnistes. Vous parlez d'apathie quand les ouvriers boudent une manifestation : que direz-vous donc quand

les électeurs boudent les urnes? Dans la France d'aujourd'hui, la classe ouvrière est la seule à disposer d'une doctrine, c'est la seule dont le « particularisme » soit en pleine harmonie avec les intérêts de la Nation; un grand parti la représente et c'est le seul qui ait mis à son programme la sauvegarde des institutions démocratiques, le rétablissement de la souveraineté nationale et la défense de la paix, le seul qui se préoccupe de la renaissance économique et de l'augmentation du pouvoir d'achat, le seul enfin qui *vive*, qui grouille de vie, quand les autres grouillent de vers : et vous demandez par quel miracle les ouvriers suivent la plupart de ses consignes? Moi, je pose la question inverse et je demande ce qui les empêche de les suivre toujours. La réponse ne fait pas de doute : Si le prolétariat donne des signes d'épuisement, c'est qu'il est gagné par l'anémie de la nation. Pour lutter contre le mal français — ce mal qui l'affaiblit et qui nous ronge tous — il ne suffit pas de nous ranger aux côtés de la classe ouvrière : il faut connaître la maladie par ses causes. Laissant la France éternelle aux prises avec le Prolétariat-en-soi, j'entreprends d'expliquer certains événements rigoureusement définis dans le temps et dans l'espace par la structure singulière de notre économie et celle-ci à son tour par certains événements de notre histoire locale.

Nous vivons mal parce que nous produisons trop peu et à des prix trop élevés. Vous demandez à qui la faute? Eh bien à l'Allemand qui nous a déclaré deux guerres ruineuses, au Russe qui, de Moscou, freine la reconstruction, aux démissionnaires de la natalité qui, en refusant de naître, nous privent de leur clientèle future, aux paysans arriérés qui ne se décident pas à consommer, au sous-sol, enfin, qui a trahi la France en se dérobant sous ses pas. Bref tout le monde est coupable à l'exception de la classe dirigeante.

Voilà bien ce qui me gêne : trop de traîtres. Tant de causes si mal reliées, cela s'appelle un concours de hasards. Est-ce que la France meurt par hasard? Sur le Moscovite et l'ouvrier, nous reviendrons à loisir. Mais les deux mondiales, comment imaginer qu'elles portent la responsabilité de notre marasme? De 13 à 29, malgré cinquante-deux mois de ravages, la production française s'accroît de 30 %; après quoi elle demeure stationnaire jusqu'aujourd'hui, c'est-à-dire pendant un quart de siècle : dans la même période

l'Angleterre [1] augmentait la sienne de moitié. Et puis quoi? On nous dit que nous piétinons depuis 29 : quels que soient les maux qui nous accablent, ne serait-il pas absurde d'en chercher la raison dans un désastre de dix ans postérieur à leurs premières manifestations? A l'origine d'une détérioration si continue, il faut qu'il y ait un vice de structure, une malfaçon.

Le sous-sol alors? Non. Laissons-le aux spéléologues et aux cavernicoles. Blâmez le charbon, blâmez le pétrole, blâmez les métaux non-ferreux pour s'être dissimulés à l'étranger comme de vulgaires capitaux quand nos mérites leur faisaient un devoir de s'enterrer sous nos pieds : vous n'en serez pas plus avancés. La Nature nous trahit? C'est très mal; seulement elle trahit en même temps l'Europe entière et voyez : à égalité de trahison, les Belges, les Suisses, les Scandinaves vivent mieux que nous. Quant aux Anglais, à l'issue de l'autre guerre, ils avaient une belle occasion de crier au traître! Pendant qu'ils tournaient le dos, leur ingrate clientèle les avait plaqués : elle achetait le charbon américain, le coton japonais, l'acier allemand. Si l'Angleterre avait dû faire alors ce que nous faisons aujourd'hui, elle se fût laissée tomber sur son fumier pour assister à sa propre ruine en prophétisant mais sans lever un doigt pour la conjurer. Elle avait toutes les excuses : sa vieille et glorieuse industrie semblait l'ossature de la Nation; peut-on changer ses os? Elle les a brisés : puisqu'on avait sapé les antiques fondations de sa prépondérance industrielle, elle a voulu changer pour rester la même et maintenir son équilibre en bouleversant sa production; on l'a vu transformer en vingt ans son anatomie et sa physiologie, renverser les courants démographiques, reclasser et redistribuer sa main-d'œuvre, abandonner ses puits de mine et ses villes minières pour s'orienter délibérément vers la fabrication de produits hautement qualifiés. Notre problème est-il si différent? Pour nous aussi, il s'agissait de tourner une difficulté qu'on ne pouvait attaquer de front et d'intensifier la production par un remaniement de notre économie. Mais une propagande inspirée nous persuade que notre constitution est immuable pour nous détourner par avance de la modifier : la France a les os mous, le mal de Pott; surtout qu'elle reste couchée : au moindre effort du malade ses vertèbres se briseraient. Bref on veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes et la Nature pour le Destin. N'en croyons rien : la Nature bat les

1. Exactement de 39 à 52.

cartes et fait la donne; chacun tient d'elle son jeu mais non la manière de le jouer; elle pose les questions mais ignore les réponses, elle oriente l'économie sans la gouverner. Mieux : c'est l'économie qui fait la Nature tout autant que la Nature fait l'économie. L'industrialisation peut affecter bien des formes et la pénurie des ressources naturelles ne les exclut pas toutes a priori : on savait au départ que la France, à la différence de l'Angleterre victorienne, ne pouvait même tenter de mettre sa production entière dans la dépendance de ses industries d'extraction; lui était-il interdit de favoriser l'industrie de transformation? Ne pouvait-elle se spécialiser? développer ensemble et l'une par l'autre l'importation des produits bruts et l'exportation des produits finis? On a déclaré bien vite le problème insoluble mais qu'en sait-on puisque, jusqu'à ces dernières années, on s'était gardé de l'énoncer? Nous pouvons acquitter le règne minéral : ce sont des hommes qui ont fait l'économie française, qui la font chaque jour; notre déchéance présente, tout comme notre ancienne grandeur, est une aventure humaine et nous en sommes à la fois les victimes et les artisans.

Si l'on mettait tout sur le dos du consommateur? L'étroitesse de notre marché intérieur contiendrait la production en deçà d'un certain seuil au delà duquel l'écoulement des produits ne serait plus assuré. Bonne idée! Son principal mérite, c'est de nous ramener au règne humain. Et puis le paysan consomme peu, c'est un fait : au moins, dans la moitié sud du pays. Seulement voilà : à moins de croire à la France éternelle et à la pérennité du « caractère » français, je ne vois pas qu'on puisse donner sérieusement le rétrécissement de nos marchés pour une cause première. Nous serions une nation de ladres? Vous voulez rire. Si les cultivateurs remplissent mal leur « devoir social d'acheteurs » ne serait-ce pas plutôt qu'ils vivent sur les produits de leurs terres? Ce qui les y contraint? Parbleu! la constante diminution de leur pouvoir d'achat. Cet appauvrissement progressif, à son tour, vous voulez savoir d'où il vient? De ce que les travaux des champs ne paient plus, tout simplement. Nous voilà renvoyés de la consommation à la production. Direz-vous que c'est leur faute et qu'ils se butent sur leurs routines au lieu d'acheter des tracteurs? C'est vrai. Mais, dans les sociétés comme dans les machines à feed back, les conditionnements sont réciproques; dans le marasme de la consommation, il faut voir un effet autant qu'une cause ou plutôt une

cause qui est en même temps l'effet de ses propres effets. Raisonnons dans le sens des aiguilles d'une montre : on achète peu de tracteurs donc on en produit peu; et, puisque les marchés sont trop exigus pour amortir les dépenses de rééquipement, les fabriques d'engins agricoles n'ont aucun intérêt à se moderniser. Conclusion : les tracteurs se vendent cher parce que les paysans boudent la mécanisation. Le raisonnement est exact et, par-dessus le marché merveilleusement propre à encourager l'inertie : si vous choisissez d'emblée le cultivateur pour variable indépendante, vous vous ôtez par hypothèse tout moyen d'agir sur lui. Saluons au passage ce bel exemple de pessimisme réactionnaire : l'avarice et la routine sont dans la nature paysanne; *donc* notre économie ne changera point.

A présent, raisonnons en sens inverse : tant que l'indice des prix industriels restera supérieur à l'indice des prix agricoles, les petits exploitants ruraux n'auront pas les moyens de moderniser leurs exploitations; s'ils boudent la mécanisation, c'est qu'elle les boude et l'on ne vaincra point leur routine qu'on ne mette d'abord les machines à leur portée. Cette deuxième conclusion, aussi légitime que la première, a l'avantage, en outre, d'être *pratique* : elle ouvre l'issue que l'autre avait fermée. Mais le paysan lui-même, va-t-on dire, n'est-il pas gêné par l'étranglement du marché agricole? Oui, bien sûr. Mais nous retrouvons, sur ce nouveau terrain, la même circularité des effets et des causes. Dans le sens des aiguilles d'une montre : on ne peut écouler la récolte, donc la France produit trop de blé; dans le sens inverse : les Français sont sous-alimentés, donc elle n'en produit pas assez. Puisqu'il faut tourner. tournons. Mais d'où partir? Y a-t-il primat de l'offre, ou primat de la demande? Cela dépend de ce qu'on entend par « consommateur ». Nos producteurs songent-ils au client d'hier ou à celui de demain? Et quels sont ces acheteurs irritants qui se dérobent à leur devoir : des riches qui lésinent ou des pauvres qui ne peuvent pas payer? Au siècle dernier, le fabricant se vantait de créer les besoins pour les satisfaire : « En régime concurrentiel, disait-il, on augmente la production pour diminuer les coûts. L'étroitesse des marchés n'est qu'un accident provisoire : ça se conquiert, un marché, ou ça s'invente. Puisqu'il y a 40 millions de Français, nous avons 40 millions de clients. Il est vrai que la plupart d'entre eux sont des consommateurs qui s'ignorent. Qu'à cela ne tienne : nous en ferons des acheteurs révélés. Au besoin

nous irons les trouver à domicile et, si peu qu'ils puissent payer, nous leur demanderons moins encore. » Bref, à l'entendre, la production dépendait de l'outillage et conditionnait la consommation; la demande variait en fonction de l'offre. Et c'était sur l'enrichissement continu de la Nation que le capitalisme fondait son unique justification, le grand mythe du progrès. En d'autres pays, le mouvement de l'économie concurrentielle devait trouver son aboutissement logique dans la fabrication en série qui vise une clientèle de masse et pour qui, en théorie, le marché se confond avec la nation entière [1].

Bon. Mais que vient-on nous raconter aujourd'hui? Dans la France de 1954, la demande conditionnerait l'offre? Ce fut vrai du temps des croisades : une société stratifiée dont l'économie était dominée par l'agriculture fournissait une clientèle fixe et coutumière à des artisans qui travaillaient selon des recettes héritées. Veut-on dire que nous en sommes revenus-là? Et serait-ce que nos patrons ne croient plus au progrès? Dans ce cas, comment font-ils pour justifier leurs privilèges à leurs propres yeux? Chaque année, depuis vingt-cinq ans, ils déplorent que la consommation demeure stationnaire. La belle excuse : nous vivons sur ce qu'il y a. Quand nous crèverions tous de faim, comment pourrions-nous manger davantage puisqu'on ne nous donne rien de plus à manger? Il est vrai : les enfants ne quitteront pas les taudis que les pères ont habités. Mais où iraient-ils puisqu'on refuse de bâtir? Le destin ni la nature humaine ne sont responsables de l'étranglement du marché; et la production, quoi qu'on en dise, n'a pas cessé de régler la consommation : mais, chez nous, au lieu de la pousser, elle la freine. Tout le monde a entendu parler de ces boîtes de nuit où le champagne coûte les yeux de la tête parce que la direction cherche à « sélectionner sa clientèle »; la France a fini par leur ressembler : c'est l'élite qui consomme et les prix sont tout spécialement étudiés pour que nous restions entre nous; on refuse les logements aux sans-logis, les aliments aux meurt-de-faim, les chaussures aux va-nu-pieds; le temps est proche où l'on affichera aux vitrines des boulangers : pour acheter du pain, une tenue correcte est de rigueur. Voilà qui

1. Il est vrai qu'elle engendre sa propre limite : la production maxima ne coïncide pas avec le profit maximum; la concurrence s'efface devant les ententes. Mais ce malthusianisme-là, pour nuisible qu'il soit, n'a rien à voir avec le nôtre.

semble clair : quand même la consommation, à demi étranglée, se retournerait sur la production pour l'étouffer à son tour, c'est la production qui a commencé; en elle réside le vice constitutionnel de notre économie.

*
* *

Il crève les yeux, ce vice, pourvu qu'on le cherche où il est : il s'appelle la dispersion. Aux États-Unis, dès 1930, les fabriques occupant plus de 260 salariés représentaient 4 % du total des entreprises et absorbaient plus de la moitié de la main-d'œuvre. Chez nous, en 1953, les exploitations qui donnent du travail à plus de 100 salariés, n'absorbent que 46 % de la main-d'œuvre et ne représentent qu'un centième de l'industrie française. Autour de quelques géants, les micro-organismes pullulent : à Paris, pour la seule métallurgie de transformation, on compte 18.000 entreprises qui groupent 400.000 travailleurs. Dans le commerce, la dispersion s'accentue : les établissements qui emploient plus de 100 salariés occupent 12 % du personnel et représentent 0,1 % du total. Ces faits sont connus de tous; on en conclut que la France est une pièce de musée, contemporaine de l'Ordre Moral et de l'éclairage au gaz : cette mécanique aux innombrables rouages survivrait par un caprice de l'histoire et continuerait d'obéir aux lois du siècle dernier. Sur quoi les uns décident que nous subirons le sort d'Athènes, les autres que Dieu est français. Ils se trompent tous : notre économie est de son temps et le XIXe siècle n'eût pas été capable de la produire; pour lui donner ses rides et son petit air suranné il ne faut rien de moins que les puissants moyens dont nous disposons aujourd'hui. Bien sûr, au premier coup d'œil, les quelque 500.000 entreprises françaises avec leurs 8 à 10 millions de salariés évoquent le beau temps du libéralisme; mais ce n'est qu'un trompe-l'œil. Beaucoup plus que par son éparpillement, l'économie libérale se définissait par le régime concurrentiel qui conduit normalement à la concentration. Pour conserver la dispersion archaïque de nos magasins et de nos usines, il a donc fallu supprimer la concurrence : les exploitations mineures ne peuvent subsister que si la grande industrie et le haut négoce s'interdisent de les absorber. Bref les gros ont accepté de vendre aussi cher que les petits. Du coup défense est faite aux petits de se concurrencer : on leur impose une trêve *sine die* et la cohabitation

pacifique. De Dunkerque à Menton les prix sont contrôlés par des associations plus ou moins clandestines qui rassemblent une multitude de margoulins et de boutiquiers autour de quelques grosses boîtes. Pour acculer à la ruine ses minuscules rivaux, le haut patronat n'aurait besoin que de pousser un peu la production. Il s'en garde bien et, s'il consent parfois à rafraîchir son outillage, ce n'est pas pour produire davantage et vendre à meilleur marché mais pour accroître ses bénéfices en réduisant les prix de revient.

Quelque soin qu'il prenne d'épargner ses voisins, il n'a pourtant rien fait s'il ne les protège efficacement contre les crises : au moindre souffle, ils seront balayés. Il les nourrira donc à la becquée — aux dépens du consommateur : à Lyon, nul doute que la Fabrique n'abaisserait sensiblement ses coûts en confiant les travaux de tissage et de moulinage à ses propres ateliers : elle préfère les faire exécuter par des entreprises dispersées et qui ne vivent que d'elles. Cela ne suffit pas encore : il faut que l'État, participe à ces bonnes œuvres, qu'il multiplie les dégrèvements et les primes, qu'il renforce le contrôle douanier. L'État, c'est-à-dire le contribuable et, pour aller vite, la France entière. La fiscalité a pour office principal de redistribuer les revenus : mais cette redistribution, chez nous, profite aux entreprises que le jeu normal de la concurrence eût éliminées. Le Français paye des impôts pour pouvoir acheter au prix fort ses produits nationaux. Sur l'argent qui lui reste — en admettant qu'il lui en reste après ces prélèvements divers — veille une providence spéciale. Tel cet ange de Claudel qui détourne inlassablement la jeune Prouhèze du jeune Rodrigue pour la remettre au lit d'un vieillard, l'ange du malthusianisme ne se lasse pas de détourner le cours des nouveaux investissements vers les entreprises les plus vétustes. Essayez, pour voir, de financer une Société en formation : on vous fera repentir de votre entêtement : « Qu'est-ce que vous prétendez? Collaborer au développement des forces productrices? Mais qui vous l'a demandé? Va-t-on développer la production au moment où la grande industrie n'ose remuer de peur d'écraser la petite. Heureusement les biens de production coûtent fort cher : c'est normal puisqu'on les produit à grands frais. Mieux vaut rafistoler les vieilles machines : elles nous ont vus naître et peuvent encore faire de l'usage. » Si vous insistez, les banques se mettront de la partie : portez-leur vos économies, elles les donne-

ront à l'État qui les engloutira dans la Dette publique. Bref, on ne se contente pas de voler l'argent des pauvres, on stérilise celui des riches. A partir de là, tout est en ordre : outillage périmé, coûts de production considérables ; les prix de l'industrie montent en flèche, la clientèle agricole déserte le marché. Les ruraux à leur tour, usant d'instruments vétustes, produisent à grands frais et la hausse des prix agricoles prive l'agriculture de la clientèle des villes. Voyez le beau cercle et comme les effets renforcent les causes : une branche de l'industrie restreint son activité productrice, elle prive certaines entreprises de leurs débouchés habituels et provoque ainsi le rétrécissement du marché; les entreprises touchées vont se restreindre à leur tour pour survivre, ce qui entraînera de nouveaux rétrécissements; cette dépression tournante finira par revenir à son point de départ, incitant à des restrictions nouvelles les fabriques qui en furent l'origine. Ainsi la consommation s'adapte à la production et la production, en retour, s'ajuste sur la consommation. Le moteur tourne rond; un seul ennui : il ralentit à chaque tour et finira par s'arrêter.

* * *

Quand un système social fait l'objet de tant de soins et réclame de tels sacrifices, peut-on soutenir que c'est le fruit du hasard? La lourde mécanique se serait depuis longtemps détraquée si quelqu'un ne l'avait tenue à l'œil; l'encombrante multiplicité de ses rouages se serait simplifiée à l'usage sans les interventions d'une invisible main. Autrement dit, la dispersion « dirigée » de nos entreprises suppose l'unité d'une intention et l'unité d'une politique donc l'unification secrète de notre économie. En France comme aux États-Unis la grosse industrie contrôle tous les secteurs de la vie nationale. La différence, c'est que les Américains ont tué leurs petits patrons et que nous conservons les nôtres dans les chaînes. Ils vivent mais à peine et l'on s'est assuré leur docilité en leur persuadant qu'ils étaient déjà morts et qu'ils tomberaient en poussière si l'on ne prolongeait régulièrement leur permis de vivre. Par cette raison notre régime économique offre une lointaine ressemblance avec la féodalité. Contre la concurrence, chaque jour plus sévère, contre les crises, contre la férocité des barons, une foule toujours plus dense de margoulins et de boutiquiers cherchaient protection. Ils ont fini par offrir leurs biens

au grand patronat qui les leur a restitués aussitôt sous forme de fiefs vassaliques et non sans les avoir, au passage, marqués de son sceau. A présent, ils n'ont plus que l'usufruit de leurs magasins et de leurs fabriques. Ou les diriez-vous propriétaires, ces vavasseurs misérables qui triment dur, rentrent péniblement dans leurs frais et sont leurs propres salariés? Que peuvent-ils faire? S'agrandir? Renouveler leur équipement? Rationaliser leur entreprise? Produire ou vendre davantage? Rien du tout. Pourtant ces morts en sursis sont « les hommes » des grands seigneurs de l'industrie : en échange d'une protection qui les retient de tomber à leur tour dans le prolétariat, ils sont assujettis à rendre des services d'une nature très particulière : leur office est de sauver les apparences du capitalisme concurrentiel en couvrant les monopoles. Un anachronisme, notre économie? Dites plutôt qu'elle est aberrante : ce système artificiellement créé et maintenu par les soins de notre grand capital vise à l'intégration des forces productrices : mais il substitue à la concentration technique la centralisation cachée des organes directeurs.

***

Reste à savoir pourquoi nos grands féodaux s'obstinent à ruiner la France. Notez qu'ils ont une réponse toute prête : « C'est, disent-ils, pour limiter les dégâts. Admettez que la « Fabrique » ait commis la faute d'ouvrir des ateliers de tissage : vienne la crise, elle aurait du mal à les fermer. Les fournisseurs, au contraire, il lui sera facile de les laisser tomber : les petits patrons sont les futurs oblats de la défense élastique. » Ces propos ne nous éclairent pas. Est-il possible d'avouer plus ingénument qu'on se jette à l'eau par crainte de la pluie? En cas de coup dur, l'encerclement conserve aux grandes exploitations une certaine liberté de manœuvre mais si les circonstances sont favorables, il interdit d'en profiter. Que, demain, la demande s'accroisse, les petites entreprises seront incapables d'y satisfaire : et c'est à elles que la grande industrie a lié son sort. Sur une pente rapide, l'automobiliste prudent met son moteur en première vitesse : ainsi nos sagaces producteurs, craignant que la production ne s'emballe, la font freiner par ses propres machines. Pour eux l'avenir est gros de menaces et jamais de promesses : il y aura des crises et puis encore des crises et puis des catastrophes et puis le déluge;

ils se font tout petits pour offrir moins de surface au désastre. Accroître le revenu national? Vous pensez bien qu'ils s'en moquent : leur propre revenu, ils songent moins à l'augmenter qu'à l'empêcher de décroître; ils ont choisi la politique du pire. On sait comment le marxisme explique la surproduction et les crises périodiques : en régime concurrentiel, les profits investis se résolvent en moyens de production croissants et la consommation des salariés va en décroissant. Nos grands capitalistes auraient-ils lu le *Capital?* Pour éviter les crises, ils ont tordu le cou à la concurrence, organisé la sous-production et ils réinvestissent leurs profits à l'étranger. Ainsi nous ont-ils fait une économie dépressive par terreur de la dépression.

L'opération doit son succès au concours des petits patrons. Ils masquent au consommateur le malthusianisme des hauts lieux. Contraints de payer fort mal leurs salariés et de vendre leurs produits fort cher, il faut qu'ils crèvent ou qu'ils décident des prix et des salaires. Si le gouvernement prétendait réglementer le marché, le trait de plume d'un bureaucrate risquerait de faire sauter 500.000 entreprises. D'ailleurs ces margoulins ont des poumons puissants : qu'un ministre ose les taxer, ils crieront à l'assassin; que leur personnel réclame une augmentation de salaire, ils prouveront, chiffres en main, qu'ils n'ont pas les moyens de l'accorder. Et cela n'est pas entièrement faux puisqu'ils sont toujours au bord de la faillite. On ne voit qu'eux, on n'entend qu'eux, il semble que l'unique affaire de la Nation soit de s'occuper d'eux : ces tumultueux agonisants nous administrent chaque jour la preuve qu'on ne peut rien changer en France sous peine de tout flanquer par terre. Pendant ce temps, abrité derrière eux, le grand patron procède à l'organisation scientifique de ses fabriques : s'il voulait pousser à fond ses machines, les prix s'effondreraient sur l'heure; mais il trouve plus d'avantages à s'assurer un profit sans risques en augmentant jusqu'à l'extrême limite l'écart entre ses coûts et les prix du marché [1]. Comme il faut, pour cela, maintenir une importante fraction de l'industrie française à son potentiel le plus bas, il reconnaît solennellement aux petits exploitants la propriété nominale de leurs entreprises, c'est-à-dire qu'il perpétue leur impuissance et l'émiettement de nos ressources; en retour les

1. Il arrive même que la grande industrie consente à payer des salaires un peu plus élevés que la petite. Histoire de montrer sa bonne volonté aux salariés et de faire mesurer aux margoulins sa puissance.

margoulins se conformeront à leur office qui est de produire peu et à grands frais : ce surprofit injustifié a donc le caractère d'une rente servie à la grosse industrie par la petite.

Ainsi notre bourgeoisie s'embourgeoise : elle préfère le confort et la stabilité à l'accroissement indéfini des gains; nos grands féodaux sont tout simplement des rentiers. Pourtant il faut expliquer ce conservatisme. Est-il possible que notre méfiance devant l'avenir se réduise à la peur des crises futures? Bien sûr, il faut replacer notre évolution dans le cadre européen : la période d'expansion a pris fin, l'Europe perd ses marchés l'un après l'autre, partout on enregistre la tendance à changer le profit en rente. Mais pourquoi cette rétraction générale s'est-elle, chez nous, à ce point accentuée? Qu'est-ce qui peut expliquer cette rage malthusienne dont nous sommes en train de mourir? Je crois que notre histoire nous fournira la réponse.

***

L'histoire s'avance masquée : quand elle se découvre, elle marque les acteurs et les témoins pour toujours; nous ne nous sommes jamais remis des deux « minutes de vérité » que la France a connues au XIXe siècle et notre bourgeoisie joue perdant aujourd'hui parce qu'elle a vu son vrai visage en 48 et en 71.

Sous la monarchie de Juillet, la population française se composait de bourgeois et d'animaux; le roi était bourgeois et le bourgeois était roi, le bourgeois était homme et l'homme était bourgeois. L'animal était animal; on l'attelait aux machines. Assez souvent, la faim le chassait à travers les rues : on le calmait en lâchant les chiens. Et puis, un jour, tout changea; c'était en juin 48, le gouvernement avait entendu des rumeurs et mis le nez à la fenêtre : au lieu du bétail ordinaire il vit une armée; le prolétariat faisait irruption dans l'histoire officielle et livrait sa première bataille rangée. Quelle secousse : ces bêtes se battaient comme des hommes; tout le monde était frappé par l'évidente cohérence de leurs manœuvres. Bref les nantis découvrirent l'homme en face d'eux dans une espèce qui leur demeurait étrangère; ce fut l'origine de leur grande peur : puisque l'Autre prétendait devenir homme, l'Humain tout entier devenait autre et le Bourgeois dans les yeux de l'Autre se connaissait comme autre que l'Homme; si les misérables faisaient partie de l'espèce humaine, il ne se distin-

guait d'eux que par les violences qu'il leur faisait subir; tout à coup le bourgeois se définissait par ses refus : en s'arrogeant le droit de prescrire des limites à son espèce, il s'était donné ses propres limites; si les exclus, à leur tour, devaient se faire la mesure de l'homme, il apercevrait son humanité chez les autres comme une force ennemie. Rarement question fut mieux posée : des sous-hommes s'étaient infiltrés dans le genre humain, il fallait les en déloger. Comment y parvenir? En pendant les meneurs? Cela ne pouvait suffire : la bourgeoisie avait perdu ses calmes certitudes et ne les regagnerait pas à moins de se retrouver seule au monde. Et puis, si l'on commençait le massacre, il eût été dangereux de ne pas le mener jusqu'au bout : les massacreurs n'obtiendraient l'acquittement que s'ils avaient pris soin de faire disparaître les témoins. En un mot, il fallait exterminer la classe ouvrière. L'affaire s'annonçait bien : folle de rage et de honte, la bourgeoisie mise à nu voulait crever tous les yeux du prolétariat; la Garde Nationale se fit un devoir de fusiller les blessés. Par malheur on arrêta prématurément la répression. L'élite fut consternée : 10 millions de morts lui eussent rendu l'innocence; 1.500 fusillés la transformaient en un ramassis d'assassins. Quand tout fut fini. elle craignait si fort de se voir et d'être vue qu'elle fit l'abandon de ses droits politiques à une équipe de nettoyeurs qui lui garantit en retour son droit de propriété. Aux morts, on imputa des crimes atroces qui montraient clairement leur bestialité; on maintint les survivants dans leur condition de bête. Tous les nantis avaient pris la capitale en haine : pour l'assainir, on la coupa en morceaux; la hausse des loyers acheva la besogne en refoulant les pauvres hors les murs. Les ouvriers disparurent de l'histoire officielle. Pourtant ils continuaient à vivre, entassés dans les plages d'ombre qui entourent les villes : de temps en temps leurs yeux brillaient, alors, vite, on tirait dans le tas. Ce n'était pas assez de leur avoir ôté la parole : on essaya de leur enlever la mémoire. Vainement; ils gardaient jalousement leurs souvenirs, ce qui empêcha la bourgeoisie de se délivrer des siens : pas un instant elle n'oublia ses terreurs, ni la vision horrible qu'elle avait eue ni le sang dont elle s'était couverte. On le vit bien à la chute de l'Empire, quand ses représentants, laissant éclater leur frousse et leur ressentiment, refusèrent de siéger à Paris. L'insurrection l'exaspéra sans la surprendre : elle s'y attendait. Une minute effaça vingt années de divertissement; on revenait à la question de principe : eux ou nous?

Dans les yeux de leurs prisonniers — ces yeux fixes que les belles Versaillaises s'exerçaient à crever du bout de leurs ombrelles — les fils découvrirent l'insupportable vérité qui avait rendu les pères enragés; ils reprirent le carnage interrompu : par 20.000 fusillés et 13.000 emprisonnés dont 3.000 moururent au bagne, la bourgeoisie française fit connaître à l'univers qu'elle avait amélioré ses techniques d'extermination.

Mal lui en prit : en dépit de sa performance, elle avait recommencé l'erreur de 48 et, pour la deuxième fois, son bras s'était arrêté trop tôt : faute d'avoir anéanti l'adversaire elle n'avait gagné qu'une bataille et risquait de perdre la guerre d'usure. Cependant l'Europe la regardait avec stupeur : pour ce qui était d'exploiter l'homme, les patrons étrangers nous eûssent rendu des points; seulement — fut-ce adresse ou clémence? — ils s'étaient, en général, épargné le recours aux armes : jamais les capitalistes anglais n'eûssent consenti à tuer l'ouvrier de leurs propres mains; ils se contentaient de l'abrutir et, pour le reste, ils « laissaient faire » les lois naturelles; les travailleurs en excédent, on abandonnait à Dieu le soin de les éliminer. Ces gens ne pardonnèrent pas à la France d'avoir révélé la nature du capitalisme et changé la lutte des classes en guerre civile. Sous leur mépris, notre bourgeoisie se sentit bien seule : volontiers elle se fût vantée d'avoir exécuté en vingt-cinq ans les deux plus jolis massacres de l'histoire contemporaine, mais les puritains d'Allemagne et d'Angleterre la traitaient en brebis galeuse. Quand elle leur criait : « Faisons cause commune », ils s'éloignaient en se bouchant le nez. Pour comble de malheur, il fallait vivre au jour le jour dans la promiscuité des victimes : et elles s'émancipaient drôlement, les victimes, grâce aux bons offices des Cavaignac et des Galliffet. Cinquante ans plus tôt les ouvriers suppliaient le patron de se pencher sur leur misère, sûrs qu'il lui suffirait de voir leurs maux pour souhaiter les guérir; en 48 ils croyaient encore Lamartine quand il leur parlait du « tragique malentendu qui sépare les classes ». Après 71, ils ont compris; tant pis pour les bourgeois. Ailleurs les maîtres ont su rester invisibles, s'effacer devant ce qu'ils appellent « les dures nécessités de l'économie libérale ». Pour cette raison, l'ouvrier ne les hait pas vraiment — peut-on haïr des abstractions sinon d'une haine abstraite? — et d'ailleurs, quand même il les haïrait, sa haine comporte son propre dépassement : il sait qu'ils le tiennent pour une bête qui prétend à l'huma-

nité et qu'il faut sans cesse contenir mais il les tient, lui, pour des hommes qui s'ignorent ou qui veulent s'ignorer. Quelles que soient les violences de la Révolution qu'il espère, il ne s'est jamais proposé d'exterminer ses ennemis de classe : la liquidation de la bourgeoisie doit délivrer les bourgeois de leur ignorance et de l'abstraction bourgeoise pour les restituer à leur humanité. En eux ce n'est pas l'homme qu'il déteste, c'est la notion privative, c'est la négation de l'homme : tant que la lutte se poursuit sur le terrain économique, la haine de l'ouvrier se maintient dans la généralité [1].

En 1848 et en 1871, la bourgeoisie française est sortie des nuées, on a vu son bras frapper. Bien sûr le capitalisme, comme toute oppression, se maintient par la violence : mais il n'exigeait pas *cette* violence ni *cette* férocité dans la répression : en 1848 l'insurrection de la misère ne mettait pas vraiment le patronat en danger; en 1871 des négociations ont été amorcées, une conciliation restait possible : si les Versaillais ont tout refusé, s'ils sont passés les premiers à l'attaque, c'est qu'ils voulaient tuer. En un mot, ils ont fait du zèle. Notre bourgeoisie s'est laissé caractériser par l'insolence et la cruauté de ses officiers, par la cruauté peureuse de ses hommes politiques, par la dureté des propriétaires et des fabricants, par la terreur abjecte qu'elle a d'abord montrée puis, après la victoire, par l'ignoble jubilation de ses bonnes feuilles et de ses honnêtes femmes; ses actes ont sculpté sa figure : elle s'est incarnée. Du coup la haine ouvrière s'incarne à son tour : ce qui en fait l'objet, ce n'est plus l'abstraction capitaliste; dans le bourgeois français, les ouvriers détestent l'homme, l'homme de chair et d'os qui s'est *réalisé* par son entreprise historique. Pour tous les ouvriers du monde, le bourgeois est le produit du capital; pour les nôtres il est aussi le fils de ses œuvres, un tueur — et il va le rester longtemps. La jeune génération ouvrière a grandi dans le silence étouffant du second Empire, elle a assisté, impuissante, aux tueries de la Commune. Quand elle termine son apprentissage, la lutte des classes s'est transportée sur le terrain économique; mais ces nouveaux venus n'oublieront jamais ce qu'ils ont vu : lorsqu'ils voudront prévoir les réactions patronales, ils se rappelleront Thiers, Galliffet, Schneider et s'appuieront sur des souvenirs ineffaçables pour juger le patron capable de tout;

1. Il peut haïr certains patrons renommés pour leur dureté mais c'est l'aspect *accidentel* et subjectif de la lutte de classes.

le conflit social qui s'engage, ils s'attendront chaque jour à le voir dégénérer en guerre civile ou plutôt la guerre civile leur semble la *vérité* de la lutte des classes; pour les bourgeois, ces jeunes hommes vont être des ennemis irréconciliables : parce qu'ils sont payés pour savoir que chaque classe poursuit la mort de l'autre et surtout parce qu'on *leur a fait tort*. Partout ailleurs, on affame la classe ouvrière; en France seulement, on l'a fait saigner. Le prolétaire de 1886 vend sa force de travail aux hommes qui ont tué son père ou son frère aîné; de là vient son attitude envers eux, ce mélange très singulier de haine recuite, de dureté froide, de mépris, de crainte et de violence explosive. Partout ailleurs, les leaders ouvriers renoncent plus ou moins ouvertement à l'action révolutionnaire pour exploiter à fond les avantages du suffrage universel : les classes travailleuses auront leur représentation au Parlement. C'est choisir l'intégration : on accepte *le fait* du capitalisme et l'on défend les intérêts de la communauté nationale pour obtenir en contrepartie l'amélioration des lois sociales. Les patrons, rassurés, développent leurs entreprises; on ne va pas s'inquiéter de la concentration ouvrière quand on a le bonheur de posséder un prolétariat intégré. La Social-Démocratie servait d'otage et d'intermédiaire; son ambiguïté même [1] lui permettait d'assurer en permanence la liaison du Capital et du Travail; par sa simple existence, elle empêchait la sécession ouvrière. Quand les opprimés choisissent des oppresseurs pour exprimer leurs doléances, tout est dans l'ordre, la communication s'établit, l'unité nationale est préservée; et puis, du moment qu'ils usent du langage, le langage peut servir à les mystifier. C'est quand ils se taisent qu'ils font peur.

En France, ils se taisaient : le prolétariat avait fait sécession; après 1871, cette classe décimée, offensée se retranche de la Nation et forme une société dans la société. Que lui importe le suffrage universel? Elle se croit payée pour savoir que les amis électoraux sont le plus souvent des ennemis de classe. C'est elle, après tout, qui a donné le pouvoir à ses mitrailleurs. L'État — qu'il soit ou non démocratique — c'est « le patronat concentré, porté à la suprême puissance ». Pour cette seule raison, même s'il avait une chance

1. Les députés socialistes sont bourgeois et enracinés dans le peuple; ils voient dans l'État bourgeois un organe d'oppression et pourtant ils participent aux affaires publiques.

d'influencer les débats, le prolétariat ne pourrait accepter de prendre part aux affaires publiques. Envoyer des représentants à la Chambre? Et qui donc pourrait le représenter? Il enveloppe d'un même mépris la Droite et la Gauche; à ses yeux tous les hommes politiques sont des bourgeois : croit-on qu'un bourgeois, quelle que soit son étiquette, puisse défendre les intérêts des ouvriers contre ceux des autres bourgeois? La France, en cette fin de siècle, est le seul pays où la Social-Démocratie soit privée de bases ouvrières. L'ouvrier vote, c'est vrai, mais mollement et par acquit de conscience, sans mettre de lien entre ses fonctions d'électeur et son activité revendicative : il remplit les premières à titre d'individu désintégré, de citoyen abstrait perdu dans la foule abstraite des autres citoyens; il exerce la seconde comme membre *organique* d'une communauté fermée. Bref la classe ouvrière, murée dans son isolement farouche, ne compte plus que sur elle-même : elle réprouve le millerandisme et condamne les lois sociales quand ce sont les parlementaires qui prennent l'initiative de les faire voter; ses dirigeants ne perdent pas une occasion d'affirmer l'autonomie du mouvement ouvrier ni de dénoncer l'antagonisme des syndicats et du Parti; en vain la S.F.I.O. multiplie les avances; tout ce qu'elle y gagne, c'est d'être accusée de « violer l'indépendance syndicale ». En face de ces « parlotes », de ces « routines », le prolétariat, sans autre expérience que *la sienne*, invente son propre chemin; il maintient la lutte sur le seul terrain qui lui appartienne : celui du travail. Le syndicalisme révolutionnaire c'est le prolétariat lui-même, exalté par sa solitude et fier de son délaissement : trahi par les paysans, deux fois trahi par les petits bourgeois il décide de tirer tout — même les valeurs éthiques — de son propre fonds; les ouvriers vivent un moment très particulier de leur histoire : le moment de la séparation. En 1871 la communauté nationale les a rejetés : ils assument leur exil et changent le négatif en positivité; ce qu'on a nommé parfois impérialisme syndical ou totalitarisme ouvrier n'est que l'admirable retournement d'une caste de parias : ils ne souhaitaient qu'être *quelque chose*, on les condamne à n'être *rien*, donc ils revendiqueront d'être *tout* [1].

1. Que le prolétariat soit porteur des valeurs humaines, cela n'est pas douteux : ce qu'il revendique *pour lui* il faut bien qu'il le réclame *pour tous*. Qu'il soit *seul* porteur de ces valeurs, c'est encore admissible. Mais on reprochera à Sorel d'avoir confondu *le fait* que la classe ouvrière est

Nos bourgeois se conchiaient de terreur : puisque le prolétariat désavouait ses prétendus défenseurs, tous les ponts étaient rompus, un no man's land peuplé de cadavres séparait les ouvriers des patrons. La bourgeoisie n'avait même plus la ressource de prendre cette foule silencieuse pour un troupeau de bêtes : puisqu'ils avaient tenu les troupes régulières en échec, les prolétaires étaient des hommes. Pas tout à fait cependant : si l'on ne voulait pas qu'ils devinssent des juges, il fallait bien qu'ils n'eussent pas cessé d'être des animaux. Homme et fourmi tout ensemble, le prolétaire paraissait à la fois transparent et opaque : il mettait l'intelligence, l'énergie, le courage au service d'une mystérieuse nature animale et d'incompréhensibles instincts. Le patronat se fascinait sur cette masse obscure et n'y découvrait que le reflet de sa propre violence. Il ne s'y trompait pas du reste : le secret de la classe ouvrière, c'est quelle tient la bourgeoisie française pour un gang de criminels. En voulant récuser ces juges muets, notre élite confirma leur sentence : les honnêtes gens, ayant poursuivi les massacres longtemps après la victoire, ne pouvaient invoquer la légitime défense : il fallait donc prouver que leurs victimes méritaient la mort par nature; ils s'y employèrent : le prolétaire, disaient-ils, n'est ni homme ni bête; homme, nous l'eûmes respecté; bête, nous l'eûmes encagé sans lui faire de mal; mais c'est une bête humaine, c'est-à-dire une bête qui attaque l'homme avec des moyens humains, ou, si l'on préfère, un homme que des forces irrésistibles entraînent toujours vers le pire; il est assez libre pour qu'on ait le droit de le punir, assez esclave de sa nature pour qu'on puisse désespérer de sa rédemption; bref, il faut l'avoir à l'œil et se tenir prêt à l'abattre sans sommation. Ainsi, pour se laver d'un crime, la bourgeoisie se donnait le droit de le répéter à volonté; peut-être eût-elle plaidé avec quelque apparence de raison que la rage et la peur l'avaient rendue folle et qu'elle n'était coupable que par occasion; mais non : elle veut justifier sa faute; en la justifiant elle se change et se fait criminelle par vocation.

Quant au jeune patron qui, vers 1890, assure la relève des géné-

seule fidèle à l'humain avec *l'idée* que cette classe serait porteuse d'un message *singulier* et, somme toute, incommunicable. C'est transformer l'humanisme radical du prolétaire en un *particularisme*; c'est arrêter le prolétariat *à ce qu'il est* aujourd'hui et refuser de prendre son mouvement en considération. Ce moment du totalitarisme sorélien ressemble à celui de la négritude chez le noir colonisé.

rations, il semble d'abord qu'on ne puisse rien lui reprocher : c'est un fils d'assassin, sans doute, mais il était trop jeune pour avoir pris part aux exécutions sommaires et le sang versé par les parents ne doit pas retomber sur la tête des enfants. Il a donc le choix et peut, à son gré, désavouer son père ou s'opinâtrer. Il choisit, comme on sait, l'opiniâtreté. C'est qu'on l'a élevé dans la haine : on lui a appris à détester la victime pour empêcher qu'il ne jugeât le bourreau. Il prend tout, actif et passif, la fabrique et les crimes paternels. Du coup, il est contraint d'en remettre : « En entrant dans l'usine, dit-il, j'ai trouvé la haine et je n'avais rien fait pour la provoquer. Que me reproche-t-on? Nous autres, jeunes patrons, nous n'avons encore tué personne et personne, que je sache, n'a encore été tué parmi les jeunes ouvriers. » La démonstration est faite : puisque le jeune bourgeois ne lui a pas encore coupé la gorge, la haine de l'ouvrier est injustifiée, c'est un *a priori*, la relation fondamentale du travailleur à son patron; le prolétaire est haineux par nature, le bourgeois fait l'innocent objet de sa détestation. Pauvre bourgeois! Quoi qu'il fasse, ce sera toujours l'*autre* qui aura commencé : puisqu'on vous dit que les ouvriers poursuivent notre mort! Aujourd'hui encore l'argument fait le bonheur des courriéristes réactionnaires : il a plus de soixante ans et pas une ride.

Dès 1890, il n'est de petit patron qui ne s'identifie à la société bourgeoise. On lui réclame une augmentation? C'est qu'on veut détruire la communauté nationale. Un congrès syndical met le capitalisme en question? C'est qu'on veut lui couper la gorge et violer ses filles. Grâce à ce tour de passe-passe, la bourgeoisie, à la fin de l'autre siècle, s'est octroyé un droit supplémentaire qu'on pourrait appeler la légitime défense perpétuelle. Cette classe exquise prend prétexte du sang qu'elle a versé pour s'imaginer qu'elle est en état de siège, investie par la bête humaine, et que chacun de ses membres, de la naissance au trépas, est en danger de mort permanent. En un mot les enfants de Versailles détestent les ouvriers français de tout leur cœur, comme les barons allemands, trente ans après la guerre des paysans, haïssaient encore les fils et les petits-fils des vilains que leurs pères avaient torturés. Qui a tué tuera. Une troisième génération de massacreurs entre dans la carrière, y trouve la poussière de ses aînés et la trace de leurs vertus; ces cadets font ce qu'ils peuvent pour donner à la lutte

des classes un petit air de vendetta; ils manifestent leur haine pour que les ouvriers fassent paraître la leur : ainsi chaque inimitié se renforce par l'autre; ils tentent de maintenir, en somme, la tension sociale à l'extrême de telle façon que le moindre incident puisse déclencher l'émeute et la répression sanglante[1]. Les armes sont fourbies et les justifications sous la main : cette belle jeunesse se prépare des lendemains qui chantent. C'est à se demander quel miracle a sauvé le prolétariat d'une nouvelle Saint-Barthélemy.

Quel miracle? Mais tout simplement la « deuxième révolution industrielle » : elle prend naissance aux États-Unis, gagne l'Europe et la France; notre grande bourgeoisie est au seuil des vingt-cinq années de vaches grasses qui doubleront notre production de fonte et tripleront notre production d'acier. Il y a de quoi se réjouir, naturellement, mais non sans arrière-pensée : l'ennui, avec le capitalisme, c'est qu'il engendre ses fossoyeurs; et voilà justement que les fossoyeurs se sont mis à pulluler. Non seulement la classe ouvrière s'accroît sans cesse de l'afflux rural mais, par-dessus le marché, c'est elle — dans les agglomérations urbaines — qui fait le plus d'enfants. Les statistiques de 1906 découvrent l'effrayante vérité : pour 100 employés mariés 299 rejetons; pour 100 patrons 358, pour 100 ouvriers 395. Encore faut-il ajouter que la propagande néo-malthusienne des anarcho-syndicalistes a entamé les « couches supérieures » du prolétariat : ce sont les manœuvres qui sont les plus prolifiques. Dès 1869, Leroy-Beaulieu notait mélancoliquement : « Les ouvriers qui occupent les derniers rangs, ceux qui sont adonnés aux travaux les plus grossiers et les moins rémunérés continuent à avoir une nombreuse

1. Les causes sociales et idéologiques de l'anarchisme sont assez bien connues; il faut y ajouter, en ce qui concerne la France, un facteur historique : les journées sanglantes de 71. Le terrorisme anarchiste tire sa justification psychologique des massacres antérieurs. Une situation économique suffit à déterminer un mouvement de grèves mais pour engendrer un meurtre, il faut un autre meurtre ou, en tout cas, des circonstances singulières et datées : c'est pourquoi les Ravachol tiennent du bandit d'honneur et du justicier : ils tuent ceux qui ont tué. On peut dire que chacun d'eux a des motifs généraux et idéologiques (la « Société » est ceci ou cela, le Capital engendre telle ou telle situation) et un mobile très concret : venger les victimes des Versaillais. On remarquera que l'anarchisme italien a suivi de près le massacre des ouvriers milanais et s'est manifesté comme *vendetta* par la condamnation à mort et l'exécution d'Umberto Ier. Ce phénomène n'a pas de correspondant en Allemagne et en Angleterre parce que la lutte des classes, pour impitoyable qu'elle ait été, s'est maintenue en général sur le terrain économique.

famille, faute de comprendre leur intérêt ou par l'impossibilité de la continence. » Le résultat : la classe ouvrière représente 28 % de la population au début du second Empire et 35 % au début du XXe siècle. S'il fallait donner un nom au miracle qui sauvegarde le prolétariat je l'appellerai multiplication des fossoyeurs. Le patronat prend peur : la physionomie traditionnelle de la France se modifie; en 1850, un Français sur sept habite dans une ville de 5.000 habitants et plus; en 1900 un Français sur sept habite dans une ville de plus de 100.000 habitants. Or ce sont les « ruraux » qui ont aidé les Versaillais, en 1871, dans leurs grands travaux d'assainissement; appuyée sur les campagnes, la bourgeoisie était sûre d'écraser, à la moindre incartade, la minorité ouvrière : après tout un soldat c'est un paysan. Mais qu'arriverait-il si le rapport s'inversait? A qui le tour de massacrer? la haine s'attrape vite; qu'ils naissent ou non dans la classe ouvrière, les nouveaux arrivants s'en approprient la mémoire et reprennent à leur compte les souffrances des Fédérés. Pendant ce temps, bien sûr, Paris est assaini : on y habite bourgeoisement, on y vote bien, on n'y tolère que les bons pauvres; mais quand les gens de Passy lèvent la tête, il leur semble que leur obsession favorite a pris corps : une énorme foule se masse aux portes de la ville et ne cesse de grossir; la capitale est en état de siège. Nos Messieurs montent sur les fortifications : c'est le prolétariat à perte de vue, le prolétariat à n'en plus finir, qui couvre la campagne et foule aux pieds les moissons; cependant des quatre coins de la France, des misérables se mettent en route pour aller rejoindre l'armée des fossoyeurs. Les Versaillais n'avaient assassiné qu'une poignée de personnes; leurs enfants découvrent soudain que ces morts ont une postérité innombrable. Il faut arrêter cela.

Comment? On parle déjà d'intégrer la classe ouvrière : c'est vite dit; mais intégration veut dire paternalisme et les fusillades de 1871 ont fait voler le paternalisme en éclats. Dans le Nord, la Compagnie intègre à tour de bras : mais c'est qu'elle travaille en vase clos. Dans ces départements verrouillés où personne n'entre et dont personne ne sort, la question du peuplement ne se pose pas, tout est sous la main : les habitants changent de métier sans presque changer de résidence; s'ils quittent leur village, c'est pour s'établir dans la cité ouvrière construite à proximité : ils y trouvent des cadres et des mœurs, une hiérarchie féodale où leur place est déjà marquée; en un mot on fabrique des prolétaires en opérant

des prélèvements contrôlés sur l'indigénat. Mais dans la banlieue parisienne? dans la banlieue lyonnaise? Comment *diriger* la métamorphose du paysan en ouvrier? Sans cesse des usines surgissent de terre et d'autres ferment leurs portes; sans cesse les exigences du marché obligent à modifier la technique de la production. Ces bouleversements se traduisent par une instabilité permanente des emplois; les ouvriers n'ont plus aucune attache géographique avec leur lieu de travail; à Levallois-Perret, à Charenton, chaque soir, la population active explose et s'éparpille; une autre la remplace qui revient de partout. Va-t-on courir après ces semi-nomades? Où les chercher? Comment les rassembler? Et quelle influence exercer sur eux? La concurrence s'oppose au paternalisme : c'est elle qui remanie sans cesse la physionomie des banlieues; à cause d'elle ces monceaux d'hommes sont perpétuellement brassés par des mouvements pendulaires qui réalisent mécaniquement la transformation des ruraux en prolétaires. Alors? Déconcentrer? Fragmenter cette masse énorme où la moindre rumeur s'amplifie jusqu'à devenir tonnerre? Ce rêve n'est pas neuf et le patronat s'y complaisait bien avant la Révolution Française, quand il confiait le travail à des paysans hors les murs pour échapper aux réglementations corporatives. Déconcentrer, décentraliser, décongestionner : substituer à la grande masse incontrôlable de « petites masses » disséminées dans le pays et qu'on tiendrait bien en main! Malheureusement le moment n'est pas propice et puis il faudrait une entente, un plan directeur : c'est encore la concurrence qui s'y oppose en semant la discorde entre les patrons.

Alors? Comment empêcher la terrifiante montée du prolétariat? On ne peut tout de même pas tirer dans le tas. La politique d'extermination convient aux périodes de chômage; en 1848, elle était tout indiquée : on avait eu raison de passer par les armes des hommes qui coûtaient sans rapporter. De toute façon l'économie libérale, cette admirable machine, se fût chargée de rétablir l'équilibre par elle seule; on n'avait guère fait que lui donner un coup de main et nul ne blâmera de bonne foi ceux qui fusillent les ouvriers pour les empêcher de mourir de faim. Mais ces mêmes raisons interdisent, en période de prospérité, d'entraver le libre développement des forces économiques. Quel que soit l'accroissement de la population ouvrière, l'offre de main-d'œuvre reste inférieure à la demande : tirer sur l'homme quand il vaut si cher, c'est du

gaspillage. De loin en loin le gouvernement peut se permettre, comme à Fourmies, une rectification locale des effectifs ouvriers. Encore faut-il agir avec prudence : si la classe ouvrière venait à se fâcher, on perdrait des millions. Taine et Renan conseillent de recourir aux forces douces du malthusianisme social dont les effets sont assez lents pour passer d'abord inaperçus. Puisque — comme Leroy-Beaulieu l'a montré — le manœuvre ignore ses véritables intérêts (qui lui commandent évidemment de crever au plus vite et sans progéniture) on pourrait essayer de lui ouvrir les yeux. Notre gouvernement devrait s'assigner deux tâches : fixer le paysan à la glèbe et faciliter la continence du pauvre. On fait une campagne de discours; aux Chambres, aux Comices, à l'Académie, ce n'est qu'un cri : « La terre se meurt, la terre est morte, vive la terre! » On montre avec quel art la France a, jusqu'ici, équilibré l'une par l'autre son agriculture et son industrie : c'est dans cet harmonieux balancement des forces productives qu'il faut chercher le secret de notre bonheur et de nos vertus. N'y touchons pas, n'ôtons pas au bon Dieu l'envie d'être français. Ce qui signifie, bien entendu : maintenons la supériorité numérique des ruraux sur les ouvriers. « Lorsque la classe dominante exerce le pouvoir absolu, écrit M. Sauvy, elle est populationniste... Lorsque, pour une raison ou pour une autre, les dominés acquièrent des droits et, par suite, les dominants des devoirs, la question change d'aspect... La domination n'étant plus absolue, la limitation du nombre des naissances devient sinon nécessaire du moins avantageuse. »

Le père tuait les ouvriers excédentaires; on persuade au fils de les empêcher de naître; conseil excellent mais qu'il faudrait pouvoir suivre : en période d'essor industriel, la multiplication des travailleurs sert les intérêts de la production; en ce début du siècle les prolétaires effrayent à vue de nez parce qu'ils sont trop nombreux; mais la source vraie de leur jeune pouvoir, c'est qu'ils ne le sont pas encore assez; l'appel de main-d'œuvre les valorise, provoque la hausse des salaires, limite les droits réels du patronat : entre 1871 et 1910 le nombre annuel des grèves passe de 267 à 1.073 et leur pourcentage de succès oscille entre 55 et 60 %. Les opprimés jouissent à la fois des avantages du nombre et du bénéfice de la rareté. Et si les anarchistes rejoignent le patronat sur le terrain de la propagande anticonceptionnelle, c'est qu'ils font du malthusianisme une arme de la lutte des classes.

Les capitalistes français sont trahis par leur propre capitalisme : ce régime esclavagiste leur impose d'exercer un pouvoir discrétionnaire sur la masse; mais il leur rend en même temps la tâche impossible en augmentant continuellement leurs besoins de main-d'œuvre. Pris entre les exigences contradictoires de la domination et du gain, le patronat s'arrache les cheveux : comment maintenir les profits sans augmenter la production? Comment stériliser le prolétariat sans provoquer la hausse des salaires? Comment faire de la France une grande nation industrielle en lui conservant l'aspect démographique d'un pays agricole?

Les réponses sont dans les questions mais nos capitalistes, pris entre la peur et l'appât du gain, hésitent à les y chercher : c'est pour cela qu'on trouve encore deux courants dans la France de 1914, l'un « populationniste » et l'autre malthusien, dont chacun correspond à l'un des termes de la contradiction. En apparence, le populationnisme finira par gagner : le gouvernement en fait sa doctrine officielle; mais ce n'est guère plus qu'une mystification. Pour combattre vraiment la dénatalité, il faudrait commencer par obtenir que le coût de la vie baissât; et comme on est bien résolu, au contraire, à tout mettre en œuvre pour l'en empêcher, la « politique démographique » de nos ministres se réduit à un vacarme déclamatoire et à des mesures sans portée [1] Cependant tout indique que la bourgeoisie a secrètement fait choix de l'autre solution. Ce qui surprendra peut-être, c'est qu'elle l'ait choisie *pour elle-même* : la brusque prolifération des banlieues semble provoquer *intra-muros* un effondrement de la natalité. Comme si, faute d'avoir pu chaponner les pauvres, les riches s'étaient chaponnés eux-mêmes : la stérilité bourgeoise ressemble bien fort à une conduite d'échec [2]; la capitale devient le tombeau de la

1. Qui donc soutient le populationnisme? Les industriels? Jamais de la vie : ils ont trouvé dans le malthusianisme économique le moyen d'ajuster l'offre et la demande de main-d'œuvre. Non : ce sont les propriétaires fonciers, les militaires et les curés. Ces arriérés se croient encore sous l'Ancien Régime, à l'époque où la Morandière conseillait aux dirigeants de « multiplier les sujets et les bestiaux »; ils n'ont pas remarqué que la bourgeoisie perdait un à un tous ses pouvoirs et qu'elle était entrée dans sa phase de *domination relative*. La grosse industrie leur donne satisfaction tout de même : leur populationnisme bruyant masquera ses travaux souterrains de dépopulation.

2. Étrange situation. Les ménages bourgeois (sauf ceux qui appartiennent à des milieux religieux) pratiquent couramment le birth control sous toutes ses formes et l'avortement. Mais cette même bourgeoisie soutient de ses votes un gouvernement qui punit de prison (parfois même de

race. Vers le même moment, le Comité des Forges, tout en se vantant de continuer : « la magnifique progression des années précédentes » fait ses premiers essais de malthusianisme économique. Tout est en place : en 1914, il ne reste plus qu'à construire la machine infernale qui reliera par un conditionnement réciproque les menées abortives de l'industrie et celles de la famille bourgeoise. Pour décider le patronat il ne faudra rien de moins que les grands ébranlements de la guerre et de l'après-guerre. L'élite s'aperçut que les civilisations étaient mortelles : « Pauvre France, on l'a saignée. Que fera l'univers sans elle? » L'univers s'en moquait, comme on pense, mais ces lamentations académiques cachaient une vraie terreur : et la guerre n'était pas en cause ni le charbon; entre 1917 et 1921 le patronat avait acquis la certitude que la victoire finale reviendrait au prolétariat. Ce n'était pas pour aujourd'hui ni pour demain, peut-être, mais lentement, sûrement... Ce fut une évidence atroce : mais oui, mais OUI! Ces salauds vont gagner. Depuis soixante-dix ans la bourgeoisie n'avait rien appris ni rien oublié et tous les parfums de l'Arabie n'avaient pu laver le sang de ses mains : elle se retrouve tout à coup *la même* qu'en 1848, *la même* qu'en 1871, avec les mêmes hommes en face d'elle. les massacrés de la Commune, qu'il allait falloir tuer en vain pour la troisième fois. Cette fois-ci, ils finiraient par vaincre : et personne n'aurait pitié d'elle, puisqu'elle n'avait, à son heure de gloire, eu pitié de personne. Nos patrons se virent perdus, la France bourgeoise se mit à parler d'elle en termes émus. D'elle, c'est-à-dire du genre humain car c'est tout un, pour elle, de prédire la fin du monde ou la fin du capital : puisque l'ouvrier n'est qu'une bête, le sort de l'homme est entre les pattes des fourmis : quand ils prendront le pouvoir, ces hyménoptères prodigieux, nous perdrons nos biens, nos vies, notre

mort) les pratiques anticonceptionnelles. La contradiction serait énorme si l'on ne prenait garde que les femmes bourgeoises sont très rarement impliquées dans les procès de faiseuses d'anges. On ne voit guère à la barre que de petites employées ou des ouvrières. Tout se passe en apparence comme si la classe dominante était malthusienne pour elle-même et populationniste pour les classes dominées. *Or cela n'est pas vrai* : car elle devrait montrer un égal souci de la mortalité infantile; or, on sait qu'elle va chercher les enfants jusque dans le ventre des mères ouvrières pour, ensuite, les laisser crever comme des mouches. Le patronat ne souhaite pas qu'il y ait *beaucoup* d'ouvriers; il souhaite tout simplement ôter au prolétariat le contrôle de ses naissances pour que l'ajustement de l'offre et de la demande de main-d'œuvre s'opère automatiquement à l'intérieur de la machine infernale qu'il a montée.

ıonneur et toutes ces délicatesses pour lesquelles il valait, hier ·ncore, la peine de mourir; les nouveaux seigneurs nous donneront ì manger aux mites, le règne de l'homme s'enfoncera dans le)assé. Et ne comptons pas sur l'histoire pour nous rendre justice ût-ce après coup : les fourmis la récriront. Notre avenir est barré)ar cette effroyable catastrophe qui continuera de nous détruire ıprès notre mort et qui fait de nous par avance à nos propres yeux les morts vivants ou, mieux, des erreurs expliquées et corrigées.

A la même époque, sur le même Continent, la rage et la peur ngendraient partout les fascismes : c'était, si j'ose ainsi parler, la éaction « saine » : si les Italiens et les Allemands, avec un siècle e retard, recommençaient une Saint-Barthélemy, c'était la reuve qu'ils comptaient vaincre et qu'ils croyaient au capital. ıu milieu de ces forcenés, la vieille bourgeoisie française, chargée 'ans et de crimes, faisait figure de défaitiste. Napoléon III, la oulange, les tueries, les camps de la mort lente : elle connaissait out et, finalement, elle pouvait dire que ça ne menait à rien. Le apitalisme produit sa propre mort; le prolétariat ressemble à hydre de Lerne : coupez une tête, il en renaîtra dix. Donc autant e pas les couper, ces têtes foisonnantes : il vaut mieux chercher moyen de les faire, toutes ensemble, crever à demi. Quand les ourgeois du Sud et de l'Est criaient « Aux armes ! » les bourgeois ançais répondaient : « Temporise »; quand l'étranger criait : Pille et tue ! Massacre ! » les nôtres répondaient : « Sous-alimente ! » ui, c'est vers cette époque que l'on construisit, chez nous, la ıachine à tourner en rond : puisque le progrès du capitalisme le onduit à sa perte, on arrêtera le progrès; puisque les biens de ce ıonde doivent passer tôt ou tard en d'autres mains, on s'arrangera our ne produire que le nécessaire et pour consommer tout ce u'on produit; puisqu'on nous annonce le crépuscule de l'homme ous prolongerons son déclin en lui fabriquant une économie épusculaire. Puisque la concurrence pousse à produire davan- ıge, on jugulera la concurrence; puisque, les jours d'émeute, la anlieue vient occuper les rues de Paris, on freinera la concentra- on technique pour ralentir la concentration sociale. Il ne s'agit, ı somme, que d'arrêter l'histoire. Un moment. Un tout petit oment. Nos patrons veulent retarder le cataclysme de quelques écades pour avoir le temps de mourir en paix. Cela ne présente ıcune difficulté pourvu qu'on accepte de ruiner le pays : car il s'agit pas d'acquérir des forces nouvelles mais de savoir utiliser

nos faiblesses et de renforcer chacune par toutes les autres : le marché tend à se rétrécir? Parfait : on achèvera de l'étrangler en élevant les prix. Les prix tendent à hausser? On accentuera la tendance en restreignant la production. Les matières premières font défaut? Excellente raison de passer sous la coupe de l'étranger. Les enfants sont rares? On les rendra plus rares encore en réduisant les parents au désespoir; le malthusianisme économique s'appuie sur le malthusianisme social et l'accélère : un enfant coûte avant de rapporter, c'est une entreprise nouvelle qui nécessite de nouveaux investissements; quand la France entière répugne à moderniser l'outillage, on ne va pas s'amuser à renouveler sans nécessité le matériel humain. Et puis quoi? Fréquemment les renaissances économiques se sont accompagnées de bouleversements démographiques : on voulait des fils parce qu'on participait à une entreprise collective dont ils verraient l'aboutissement. Mais nous n'attendons que le déluge : pourquoi faire des enfants qui seront noyés? Persuadons plutôt à l'ouvrier que la France va mourir, que le sort du fils sera pire que celui du père: c'est le meilleur moyen de lui ouvrir les yeux sur ses intérêts, Ainsi, au milieu du vacarme fasciste, notre bourgeoisie organise un lent suicide qui s'étalera peut-être sur un demi-siècle. Menacée, elle a d'abord réagi par des conduites d'échec; puis elle a repris en main ces conduites et les a transformées en stratégie défensive. Elle jouait perdant, elle jouera donc à qui perd gagne. Notre économie tournante tournera de plus en plus lentement et, un beau jour, cessera de tourner : mais nous serons morts; si les Russes s'avisent alors de mettre la main sur notre belle France, ils ne trouveront qu'une charogne et seront bien attrapés. Le malthusianisme français est à son frère italo-allemand le fascisme, ce qu'est la défensive à l'offensive, la résistance passive à l'action, le féminin au masculin, le pessimisme à l'optimisme, d'un mot le négatif au positif. Dans l'un et l'autre cas il s'agit pour les dirigeants de rétablir sur les dirigés la domination absolue : mais les nazis voulaient asseoir leur puissance sur la force de leur appareil répressif; le bourgeois français tire son pouvoir d'un immobilisme dépressif qui réduit à l'impuissance son ennemi de classe.

Nous avons vu le désarroi des patrons devant la croissance numérique du prolétariat : « S'il grandit encore, il nous mange; s'il vient à diminuer, l'industrie peut manquer de bras. » Le malthusianisme rend ces craintes vaines : la production stagne quand la

productivité tend à augmenter, les conditions d'un chômage technologique sont réunies, le *containment* de la classe ouvrière paraît donc souhaitable à tout point de vue. Ce *containment*, d'ailleurs, c'est encore le malthusianisme qui fournit les moyens de le réaliser.

Le prolétariat s'accroît exagérément parce que les ouvriers font trop d'enfants et parce que les ruraux quittent la terre en trop grand nombre. L'immobilisme économique va permettre de régler l'un et l'autre facteur.

Les naissances, d'abord : à partir de 1935 le patronat gagne sur toute la ligne. Jusque-là rien n'y avait fait : ces paysans mal dégrossis s'obstinaient à garder la fécondité des bêtes. Mais il suffit de quelques années d'économie dépressive pour provoquer l'effondrement du taux de la natalité ouvrière : cette fois, ils ont compris; ils s'abstiennent, tout comme des bourgeois. Ce recours subit aux pratiques malthusiennes, on a voulu en trouver la cause dans l'évolution interne du prolétariat. Cela n'est pas faux : la classe productive est devenue plus homogène et les fils d'ouvriers y sont plus nombreux que les fils de paysans. Mais si les premiers font moins d'enfants que les seconds, c'est qu'ils ont subi plus longtemps l'épreuve de la misère des villes et du désespoir. On accordera, bien entendu, qu'ils sont tous les jours davantage ne produit de cet univers technique qu'ils produisent et qu'ils apprennent peu à peu les *techniques* de la vie et de la mort : les pères étaient soumis aux fatalités du corps, les fils savent le contrôler. Mais le contrôle des naissances n'est qu'un moyen et qui peut servir des fins bien différentes; il ne peut expliquer à lui seul la stérilité soudaine et opiniâtre des nouvelles générations : il ne suffit pas de connaître les pratiques malthusiennes, encore faut-il vouloir en user. Chercherons-nous la cause de cet « abstentionnisme » dans les exigences inhumaines de la production en série? Si l'on veut. Mais, sous cette forme, l'explication reste insuffisante puisqu'on n'enregistre pas la même dénatalité dans les pays de capitalisme avancé. Le travail de l'ouvrier spécialisé est toujours pénible; pour qu'il devienne tout à fait insupportable, il faut que les normes nouvelles soient appliquées dans le cadre d'une économie dépressive. Demandez plutôt aux ménages ouvriers pourquoi ils ne font plus d'enfants; la réponse n'est pas douteuse : « Nous connaissons trop nos souffrances pour vouloir les infliger à d'autres. » Condamnés à vivre dans l'univers de la répétition, ils n'imaginent

d'autre avenir pour leurs fils que leur propre passé. De criminelle notre bourgeoisie devient faiseuse d'anges; elle poursuit avec ses méthodes propres l'œuvre de ses pères : au lieu de massacrer, elle oblige l'adversaire à se décimer de ses propres mains.

L'exode rural ensuite : il faut le ralentir ou le compenser ou les deux. Rien de plus facile aujourd'hui : on sait que le paysan n'est pas attiré par les feux mortels des villes mais poussé et rabattu sur eux par l'excès de sa misère; assurons-lui donc une misère sans excès. Les grandes émigrations du XIXe siècle sont riches d'enseignements. La première, qui se situe aux environs de 1860, est due à la concentration des terres et aux transformations conséquentes de la culture : des industriels inventèrent le marché paysan; on fabriqua, on vendit des charrues, des engrais chimiques : le rendement et le prix de la terre augmentèrent, la demande de main-d'œuvre décrût, d'innombrables journaliers furent jetés sur les routes, d'autres les suivirent, moins misérables, mais qui avaient perdu tout espoir de devenir un jour des propriétaires. La leçon a été entendue : le malthusianisme freine la mécanisation des techniques agricoles pour préserver le morcellement de la propriété. On sait que les transports occupent plus de la moitié du temps consacré à la culture. Parfait : on témoignera donc aux cultivateurs une sollicitude toute particulière en mettant les tracteurs hors de leur portée et en leur conservant 800.000 bons kilomètres de chemins défoncés. Qu'ils aillent à pied, qu'ils grattent la croûte terrestre avec leurs vieux outils, qu'ils plantent à main nue : c'est la meilleure garantie de la stabilité sociale. Il est vrai que les faits sociaux sont circulaires; et c'est aussi bien le morcellement des propriétés qui retarde la mécanisation des techniques : les petites exploitations sont trop exiguës pour tirer individuellement grand avantage de la motorisation. Ainsi le malthusianisme de l'industrie trouve sa justification dans la rareté de la demande[1]. Et si pourtant les paysans s'associaient? S'ils avisaient d'acheter les tracteurs en commun? « Dans ce domaine, disent les spécialistes, on ne fera rien sans l'association. » Mais c'est qu'il s'agit de ne rien faire : le régime a tout à redouter des transformations sociales que les machines introduiraient dans les campagnes. Heureusement, il y a la routine : nos paysans ne sont pas près de s'entendre.

1. Même ainsi d'ailleurs (c'est-à-dire en mettant le seuil de la rentabilité des tracteurs à 15 hectares) il faudrait environ 500.000 tracteurs. Nous en avons 130.000.

On déplore leur particularisme mais on le protège en sous-main. L'État fait tout ce qu'il peut pour sauver la précieuse ignorance paysanne : en 1949 le ministre de l'Agriculture a reçu 471 millions pour l'enseignement agricole contre 14 milliards au Ministère de l'Éducation nationale pour l'enseignement technique et l'apprentissage artisanal. Le résultat c'est qu'il nous manque 10.000 instructeurs. Grâce à ce déficit soigneusement entretenu, chez nous 2 à 3 % des exploitants agricoles reçoivent une instruction technique; au Danemark 95 %. Nous voilà tout à fait tranquilles : le régime mystificateur sera exigé par les mystifiés eux-mêmes. La machine tourne rond.

L'autre grand exode du siècle dernier — celui de 1880 — fut la conséquence de la concurrence étrangère. Notre économie agricole restait à demi fermée; le développement des communications met l'Amérique à nos portes et le Nouveau Monde déverse ses produits alimentaires sur nos marchés; les prix s'effondrent : voilà nos fermiers sur les routes encore une fois. Près d'un million d'hommes abandonnent la terre; pour obtenir des autres qu'ils restent chez eux, on recourt en toute hâte à des mesures protectionnistes. Mais après? Comment éviter le retour du désastre? En accroissant le rendement? Il faudrait mécaniser : on chasserait le progrès d'une main pour le réintroduire de l'autre; pour empêcher l'exode de 1880 on nous préparerait celui de 1860. Alors? Profiterons-nous du climat pour nous spécialiser dans la culture de luxe comme l'Angleterre s'est spécialisée dans l'industrie de haute qualité? Impossible : spécialiser la culture, c'est instruire le cultivateur. Et puis l'on obtiendrait à coup sûr ce qu'on veut éviter : l'exode; pour pouvoir aborder les marchés extérieurs, il faudrait mécaniser, motoriser, augmenter le rendement, réduire la main-d'œuvre et les paysans quitteraient leur village. Sacrés paysans : au moindre progrès, ils reprennent la route! Heureusement le malthusianisme donne le moyen de les fixer : puisque c'est le progrès qui les chasse, il faut les protéger contre le progrès. Qu'ils produisent du blé, encore du blé, toujours du blé, au prix le plus élevé, par le travail le plus ingrat, avec la technique la plus arriérée : l'appel de main-d'œuvre sera d'autant plus grand que la productivité de chaque travailleur sera plus faible [1] Contre la

1. Aux États-Unis, dans les dix dernières années, la productivité par travailleurs agricole s'est accrue de 5,5 % par an. Si l'on réalisait en France, pour les vingt années qui viennent, un accroissement annuel de même

concurrence du dehors on dresse un mur atlantique, on isole la France des marchés mondiaux; pour la concurrence à l'intérieur, c'est plus simple encore; il suffit de détruire; puisque les gros exploitants du Nord et de l'Ouest ne peuvent freiner la production aussi commodément que les industriels, le gouvernement va les aider : il leur achète les produits excédentaires pour les distiller. Bref la France fait un feu de joie avec ses récoltes et chaque Français, le ventre creux, paye pour voir la fumée. L'État engloutit des milliards dans la combine mais le but est atteint : c'est chez nous que le pain coûte le plus cher [1] et que le cultivateur est le plus mal rétribué [2]. Car c'était le but, n'en doutez pas : en maintenant nos prix agricoles au-dessus des prix mondiaux et nos prix industriels au-dessus de nos prix agricoles le malthusianisme engendre et conserve à chaque instant par une création continue le paysan français, ce monstre absurde et douloureux qu'une propagande intéressée veut faire passer pour sage, qui se tue au travail pour ne rien gagner, croit posséder une terre dont il n'a pas même l'usufruit, défend les intérêts des grands propriétaires et vote tous les cinq ans pour sa misère par crainte de devenir plus misérable encore. Cet homme de la nature ignore qu'il est un produit de l'artifice et que son destin se fabrique dans les ville comme celui des ouvriers : mais on le dresse contre les villes en lui rappelant que ses créanciers y habitent et surtout contre les ouvriers en lui montrant que leurs revendications provoquent la hausse des prix industriels. Si le paysan se mettait à produire davantage et à meilleur marché, s'il réclamait un nombre croissant de tracteurs à des prix décroissants, il risquerait de s'apercevoir un jour qu'il a des intérêts communs avec les travailleurs industriels : c'est justement ce qu'on ne veut pas; la stabilité exige qu'on sépare les classes travailleuses par des barrières d'incompréhension et de haine : convaincu qu'il faut diviser pour régner, le haut patronat entretient à nos frais dans les campagnes une horde de bons sauvages dont les suffrages appuient sa politique.

Il ne faut pas trop demander : le malthusianisme freine l'exode chronique des ruraux, il ne le supprime pas. Sur 1.000 travailleurs,

grandeur, le revenu de la production agricole passerait de 2.500 à 3.500 milliard *mais* le nombre des travailleurs diminuerait d'environ 30 %.

1. En 1951-52, 2.880 calories coûtent en Allemagne 55.900 francs, en France 96.000 francs.

2. La recette brute, pour les deux cinquièmes de nos fermes, ne dépasse pas 300.000 francs par an.

n compte, en 1905, environ 480 agriculteurs; on n'en trouve plus que 70 en 1930; en 1953 plus que 329 : l'émigration subsiste donc; mais lle change de nature et s'oriente vers les petits emplois d'admi- istration. C'est encore un effet de l'économie dépressive : endetté usqu'au cou, crevant de faim sur une terre hypothéquée, le paysan eut la sécurité pour son fils; il fera de lui un fonctionnaire. Et uis surtout le progrès technique fait naître ou développe une lasse nouvelle dont la rapide croissance va équilibrer puis conte- ir, stopper et dépasser celle du prolétariat : la classe moyenne sala- iée. On sait que Colin Clark a établi, pour la plupart des pays ndustriels, une corrélation statistique entre le revenu national par ête et la proportion des salariés improductifs (ou indirectement roductifs) dans la population active. Pour adopter sa terminologie, groupe secondaire et le groupe tertiaire [1] augmentent ensemble et ans les mêmes proportions jusqu'à la première guerre mondiale; 'est l'époque où l'industrie capitaliste constitue en même temps es cadres et sa masse de main-d'œuvre. Après 1918, la croissance u tertiaire s'accélère pendant que celle du secondaire ralentit. e développement universel des bureaux et de l'administration orrespond à l'effort des entreprises pour se réorganiser en fonction u progrès technique et de la concentration industrielle; on entralise les services, on « intègre » les différents secteurs de 'exploitation, on assure la rapidité des transmissions, on charge les équipes spécialisées de préparer les tâches et de les répartir, l'interpréter la conjoncture et de prévoir les fluctuations du arché, de régler la distribution : le but est d'accroître la produc- ivité en assurant le contrôle de la production. Or le schéma de lark se retrouve en France. A ceci près toutefois, qu'il devient aricatural; chez nous la production stagne à partir de 1929 et croissance numérique du prolétariat reçoit son coup d'arrêt ers 1931 tandis que le gonflement du tertiaire ne cesse de s'ac- ntuer [2] C'est l'effet direct du malthusianisme : le fabricant ne soucie pas d'augmenter son personnel ouvrier puisqu'il ne songe as à produire davantage; il augmente son personnel adminis-

1. Rappelons que, pour Clark, la population active est répartie entre ois secteurs :
primaire (pêche, forêts, agriculture);
secondaire (industries extractives, énergétiques et de transformation);
tertiaire (transports, commerce, banques, assurances administrations rvices privés).

2. En 1866 on compte dans l'industrie de transformation 10 employés ntre 240 ouvriers; en 1948, 10 contre 47.

tratif parce qu'il veut rationaliser l'entreprise pour produire à moins de frais. Résultat : un excédent de 800.000 personnes actives dans le tertiaire et un véritable sous-emploi. Si par contre on voulait satisfaire aujourd'hui les besoins globaux de la nation il faudrait élever de 46 % la production : il va de soi que c'est impossible mais *d'abord* à cause de la pénurie de main-d'œuvre. Où trouver des ouvriers pour construire les millions de logements qui manquent? Et si l'on se donne un délai de dix ans, de vingt ans, comment combler les vides du secteur secondaire à moins de prélever des effectifs sur le primaire et le tertiaire? Mais le patronat s'en garde bien : il entretient un demi-chômage dans les « services » et maintient la France en état d'anémie chronique pour freiner le développement des forces ouvrières. Le malthusianisme n'a pas manqué son coup : une agriculture arriérée, un tertiaire en excédent et un prolétariat déficitaire, cela suffit pour assurer la stabilité sociale. Et, naturellement, les patrons sont à couvert : la sous-production provoque la sous-consommation, c'est-à-dire le rétrécissement du marché, qui justifie à son tour la sous-production. Tout est pour le mieux à condition de laisser une partie de la population crever de froid en hiver et de faim tout le long de l'année.

Un gouvernement qui voudrait augmenter le taux annuel de la productivité, nous avons vu qu'il lui faudrait décongestionner le tertiaire; mais les patrons sont tout à fait tranquilles : cela ne se fera pas de sitôt et cette saignée, théoriquement possible, est pratiquement interdite à cause des résistances *sociales* qu'elle soulèverait. Pourtant le tertiaire a ses gagne-petit dont le salaire est au plus égal à celui d'un travailleur manuel : on pourrait attendre de ces frontaliers qu'ils ne fassent pas de difficulté pour passer d'un secteur à l'autre en cas de besoin. Eh bien, justement non : l'emploi fait l'employé comme l'habit fait le moine; par son pouvoir d'achat le commis s'apparente au salarié productif, il se distingue de lui parce qu'il ne produit pas. Le travail de la dactylo fait partie intégrante des activités de direction : dans cette mesure même, elle se juge intégrée aux classes dirigeantes. A vrai dire ses fonctions ne l'éloignent pas de l'ouvrier autant qu'elle le croit; bien sûr, elle ne *produit* pas mais enfin c'est elle qui donne leur matérialité aux significations élaborées dans les bureaux : en cela, elle me semble toute proche du typo qui est un manuel. Le moment bureaucratique de la pensée, c'est la concep-

ualisation : la pensée nie la réalité des choses et sa propre réalité, e langage nie l'existence de l'objet désigné: le bureaucrate se, naintient au niveau des statistiques, des possibles et des idées laires, c'est-à-dire des idées qui ne comportent pas leur propre lépassement. La pensée ne retrouvera sa profondeur qu'en retrouvant la matérialité; comme elle ne dépasse jamais que les objets, elle ne se dépassera elle-même qu'en recevant du dehors le caractère l'objet. Lorsqu'elle tape une circulaire, la dactylo transforme l'idée en chose, elle réalise le dépassement réciproque de la signification par sa matérialité et de la matière par la signification. Il y a donc lans son travail comme dans celui de l'expéditionnaire, du facteur, etc. — un caractère de productivité. Mais c'est précisément ce caractère que les commis entendent nier : ils croient participer à l'élaboration des consignes et des tâches et passent sous silence leur fonction véritable qui est de les transformer en les nscrivant dans le réel. Par leurs conduites et par leurs aspirations es « économiquement faibles » du tertiaire prétendent manifester eur appartenance aux classes supérieures qui les oppriment. Mais ls ne font que singer leurs patrons et ce que leurs attitudes dissimulent c'est le refus entêté d'être assimilés aux salariés productifs. Ils n'ont qu'une réalité sociale toute négative puisqu'ils ne sont pas ce qu'ils prétendent être et qu'ils rejettent toute solidarité avec ceux qui leur ressemblent le plus. Il a suffi d'opérer quelques prélèvements sur les secteurs primaires et secondaires pour dresser la misère contre elle-même en créant ce prolétariat en faux col qui déteste les vrais prolétaires parce que la condition ouvrière lui fait horreur. Dans le cadre d'une économie expansive, le mal serait moins grand : même si, dans leur ensemble, les « services » continuaient à croître, les masses ouvrières s'accroîtraient elles aussi; augmentation du revenu national et la demande de main-d'œuvre contribueraient à revaloriser le secteur productif et favoriseraient es mutations comme aux États-Unis où de vastes effectifs flottants ont massés de part et d'autre de la frontière et toujours prêts à la ranchir pour envahir le tertiaire ou refluer dans le secondaire selon a conjoncture. Mais l'immobilisme économique entraîne l'immobilisme social : sur cent fils d'ouvriers nés il y a un quart de siècle, inquante-cinq sont restés ouvriers dans la grosse et la moyenne ndustrie, dix sont retournés à la terre et travaillent comme uvriers agricoles; trente-cinq ont passé la ligne, dont vingt et un ont allés grossir les effectifs du prolétariat en faux-col. En d'autres

termes, un jeune fils d'ouvrier, aux environs de 1930, avait 65 chances sur 100 de rester ouvrier, 86 chances sur 100 de ne pas quitter les classes défavorisées. Si nous ajoutons à cela que l'exode rural s'est ralenti, qu'il est à peu près impossible aux commis inférieurs de s'élever aux situations bourgeoises, que les petits patrons sont protégés et maintenus à leur poste par l'État et la grande industrie, il faudra bien conclure que notre économie abortive a cloisonné les groupes sociaux et fait de la France, sinon tout à fait un régime de castes, du moins une société en voie de stratification. On voit l'avantage : le malthusianisme ne se contente pas de réduire le prolétariat, il achève de l'isoler ; bien sûr, on y entre encore, il arrive encore qu'on en sorte : mais, de plus en plus, on naît et l'on meurt ouvrier. Et ce n'est point assez de tenir cette classe dangereuse à distance : il faut l'encercler. Au siècle dernier la bourgeoisie vivait en état de siège ; aujourd'hui c'est elle qui s'arrange pour faire assiéger le groupe ouvrier. Chacun se cramponne à sa place, à ce qu'il croit être son privilège : le paysan à se terre hypothéquée, le petit patron à sa misérable entreprise, le commis subalterne à son emploi de meurt de faim. Les gros mènent tout ; il leur suffirait d'un signe pour ruiner ces petites gens mais ils n'auront garde de le faire ; ce sont leurs alliés, leurs soldats. Ces hommes qui diffèrent en tout les uns des autres ont une haine commune : celle du prolétariat. Sans la haine du prolétariat, le petit patron s'apercevrait qu'il est victime et complice des capitaines d'industrie, le paysan que sa terre le fuit et s'écoule comme de l'eau, le commis qu'il est exploité par son employeur. Mais ils ne voient rien : rien sauf les revendications ouvrières qui font monter les prix industriels, augmentent la dette du paysan et mettent le margoulin au bord de la ruine, rien sauf le gouffre sombre qui les attire et qui leur répugne. Le patronat français s'appuie sur les deux tiers de la Nation pour réduire le troisième à l'impuissance.

On ne cherche plus à intimider par des massacres mais à affaiblir de l'intérieur la combativité ouvrière ; l'on n'hésite pas à enfermer le prolétariat dans une situation sans issue et si bien machinée qu'il s'étrangle ou se déchire s'il tente d'en sortir. L'encerclement dont je viens de parler n'est encore qu'un succès tout extérieur. Il y a plus : puisque la production produit l'ouvrier et puisque le

malthusianisme est le caractère dominant de notre production, le prolétariat français en est la victime et le produit : nous allons voir comment il est conditionné dans sa lutte même par le mal contre lequel il doit lutter.

1° Nos pères nous disent que la France a eu son prolétariat de choc entre 1890 et 1911. Et, par le fait, il faut reconnaître que la classe ouvrière a mené plus de 18.000 grèves pendant ces vingt et un an. A les compter par année, on distinguerait aussitôt des maxima et des minima. Mais les uns comme les autres sont en constante progression : les premiers passent de 261 à 1.025, les seconds de 267 à 1.525. Le pourcentage de grèves réussies, lui non plus, ne cesse pas de s'élever : il était de 53 % à la fin du siècle, il sera de 62 % en 1910. Cette époque bénie prend fin avec la première mondiale : en moyenne les grèves de l'après-guerre ont été plus nombreuses. Mais, jusqu'en 1936, les minima et les maxima annuels sont en constante régression et, surtout, le pourcentage de réussite tombe de 70 % dans l'année 1919 à 35 % dans les années 1930-1935. Après la marée de 1936 le nombre des grèves restera très élevé mais la tendance à la régression va reprendre et s'accentuer : elle persiste encore aujourd'hui et les pourcentages de réussite sont inférieurs à la moyenne. Faut-il croire pour de vrai que les ouvriers étaient plus courageux au temps du syndicalismes révolutionnaire et leurs leaders plus malins, plus dévoués¿ Et quelle serait, dans ce cas, la cause du changement? A cette question, les commentateurs bourgeois frétillent : « La cause, ô mon âme, la cause? » Il n'y en a qu'une : observez la montée triomphale du prolétariat jusqu'en 1919, l'année bénie où l'ouvrier n'avait qu'à faire un vœu pour qu'on l'exauçât et considérez ce qui advient ensuite : la multiplication des échecs, la recrudescence de la misère, la dégringolade. 1920 où l'année cruciale. Et pourquoi 1920? Parce que *c'est l'année du Congrès de Tours* et de la scission ouvrière; désormais le prolétariat a son cancer.

L'ouvrier perdant courage parce que le chancre communiste le ronge, c'est tout de même trop bête. Et pourtant il est *vrai* qu'on enregistre un certain affaiblissement de son action. Revenons aux faits et voyons ce qu'ils disent. Nous remarquerons d'abord que le nombre annuel des grèves et leur pourcentage de réussites croissent jusqu'en 1912 avec l'industrialisation. Nous avons noté d'autre part que cette courbe ascendante comportait quelques échancrures : par moment les grèves se font plus rares et chacune

en particulier a moins de chances de réussir. La courbe générale des prix présente le même aspect : la période d'expansion ne va pas sans crises mineures. . Si l'on compare les deux courbes il saute aux yeux que les *minima* de l'une et de l'autre se correspondent exactement. De 19 à 35 la tendance s'inverse mais la relation ne change pas [1] : les grèves augmentent avec la hausse des prix et diminuent avec la baisse. Le sens est clair : dans les périodes d'essor l'ouvrier est autrement *situé* dans la société; il fait l'objet d'une demande; cela signifie que le revenu national est en en pleine croissance et que l'appel de main-d'œuvre suffirait à provoquer la hausse des salaires; si la classe ouvrière tente d'accentuer cette hausse par l'agitation sociale, c'est qu'elle exige de participer à l'enrichissement collectif. Autrement dit le prolétariat *passe à l'offensive* et tire son agressivité de la conjoncture. Au reste le régime de la concurrence permet aux travailleurs de consolider leurs victoires : les concessions qu'ils lui ont arrachées, le patron ne peut les leur reprendre; s'il voulait compenser la hausse des salaires par une hausse des prix, il serait perdu : il lui faut renoncer à ses profits ou produire davantage : la *praxis* est préesquissée par le mouvement de l'économie : happé par des courants qui le jettent en pleine bataille, l'ouvrier se retrouve agissant sans avoir décidé d'agir et l'efficacité de ses actes est directement proportionnelle à la force d'expansion de notre industrie. Le prolétariat se taille un avenir dans l'avenir du capitalisme. Nous savons à présent que cette période heureuse devait prendre fin avec l'armistice de 1918. Mais la praxis se crée sa représentation d'elle-même en projetant à l'infini l'avenir immédiat qui l'engendre : ouvriers et patrons, par un simple passage à la limite, avaient projeté devant eux le mythe du progrès et l'illusion réformiste. Il suffisait que le prolétariat poursuivît ses conquêtes : il contraindrait le capitalisme à produire sans cesse davantage et se rapprocherait sans cesse de la prise du pouvoir. Ce que Jaurès exprimait vers 1902 en des termes qui nous semblent aujourd'hui choquants mais qui traduisaient l'espérance commune :

« Il est impossible aux syndicats de s'organiser, de s'étendre, de se systématiser sans intervenir bientôt dans le fonctionnement de la société capitaliste... Et le jour où les syndicats ouvriers, même par l'inspection, même par le contrôle, interviennent aussi dans la

1. A une réserve près, que nous ferons plus loin.

constitution du machinisme, le jour où ils conseillent, où ils imposent au patronat telle machine, tel appareil technique, ils collaborent, qu'ils le veuillent ou non, avec le patronat, à la direction de la machine capitaliste. Et certes, je ne suis pas fâché pour le prolétariat de cette collaboration qui est un commencement de prise de possession. »

Ainsi l'avenir vrai mais fini du capitalisme libéral se prolongeait en trompe-l'œil jusqu'à l'infini et l'ouvrier le prenait pour son propre avenir. Cette fausse perspective excitait la combativité ouvrière tout en disposant, par le mirage du réformisme, l'exploité à collaborer avec son exploiteur. Les ouvriers n'avaient pas oublié les anciennes Saint-Barthélemy, mais à mesure que l'univers bourgeois cédait à leur action, le mot d'ordre du syndicalisme révolutionnaire devenait lettre morte; révolutionnaires et réformistes ne s'opposaient plus guère que par le langage : quand la Révolution apparaît au terme d'un progrès continu, qu'est-ce qui la distingue d'une simple évolution? Le prolétariat restait hostile aux politiciens et aux programmes mais il inclinait à sortir de son exil volontaire, à s'infiltrer chez l'ennemi, à « faire de la présence ». Il avait appris que le fait social est, comme dit Mauss, un fait total. Mais la vérité objective de sa lutte, c'est qu'elle l'intégrait chaque jour davantage à la société capitaliste et qu'elle devait entraîner, pour finir, la subordination des organisations syndicales à l'État.

Pendant les dépressions, au contraire, le prolétariat se bat le dos au mur. Lui aurait-on ôté son courage? Certainement non. Mais si l'on mesure sa combativité au nombre des batailles livrées, il faut avouer qu'elle diminue : c'est que la gréve a perdu son efficacité : les chômeurs constituent des réserves où le patron ne se prive pas de puiser; et puis, si la boîte marche mal, on prendra prétexte des conflits sociaux pour la fermer. Hier l'ouvrier disait son mot sur tout; aujourd'hui s'il proteste, on le jette à la rue; bienheureux s'il n'est pas congédié sans avoir rien dit. Hier il faisait partie intégrante de l'usine, il lui semble aujourd'hui qu'il y est toléré. Ce n'est pas lui, bien sûr, qui subit cette dévalorisation, c'est sa force de travail. N'empêche qu'il se sent atteint dans sa réalité d'homme. Il se croyait indispensable : on lui répète à présent que la chance seule ou la bienveillance du patron le maintient à son emploi et qu'il y a, pour tout dire, une sorte d'injustice à lui donner du travail quand on en refuse à tant d'autres;

à force de s'entendre dire qu'il a de la veine de n'être pas chômeur, le travailleur tend à se considérer comme un chômeur qui a eu de la veine : bref, en temps de crise, c'est le chômage qui donne son sens au travail. Or le chômeur est un produit de désintégration, un citoyen passif qu'on a refoulé aux confins de la société et qu'on entretient chichement à ne rien faire pour qu'il ne soit pas dit qu'on l'a laissé mourir de faim. Chômeur en puissance, chômeur en vérité, le travailleur se sent *de trop* : la crise le dépouille à la fois de ses pouvoirs et de ses responsabilités. Il avait l'illusion de « collaborer » avec le capitalisme : il réalise son impuissance; il ne suffit plus, à présent, de remplir correctement le contrat de travail : s'il veut garder sa place il faut la *mériter*, devenir ce que les contremaîtres et les patrons nomment un « bon » ouvrier. Du reste les employeurs profitent de l'occasion pour sélectionner le personnel : on renverra les « fortes têtes », les syndiqués, les militants, on gardera les autres, ceux que la résignation, la fatigue, les charges familiales détournent de protester; il s'opère ainsi une sorte de brassage de la classe ouvrière : les meilleurs militants disparaissent, exilés dans ce *no mans' land* qu'est le chômage; ils perdent à la fois leurs moyens d'action et le contact avec les masses; parmi ceux qui, malgré leur relative impuissance, demeurent capables d'exercer une pression sur le patronat, la proportion de résignés tend à augmenter. Le travailleur a perdu l'illusion de collaborer avec le capital : hier encore il contribuait par son action revendicative à l'expansion de l'industrie; à présent il subit les effets de la dépression sans pouvoir l'enrayer : son intégration progressive l'amenait à partager les responsabilités de ses exploiteurs; l'exil le délivre mais l'isole, il perd tout contact avec la société qui l'exclut : c'est ce qui le rend particulièrement hostile aux manifestations politiques. « La conscience de la classe ouvrière, écrit Lénine, ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre *tous* les abus, toutes les manifestations d'arbitraire *quelles que soient les classes* qui en sont victimes et à réagir justement du point de vue social-démocrate [1]. » Il a raison sans aucun doute mais il est infiniment plus facile de « jeter les révélations politiques dans les masses », en période d'essor industriel qu'en temps de crise : entre elles et les classes dirigeantes tous les liens se sont desserrés, y compris et

1. *Œuvres choisies*, édit. de Moscou, I, page 22.

surtout celui de la lutte sociale ; l'antagonisme tend à faire place à une relation de pure juxtaposition [2]. N'allons pas conclure que le prolétariat a perdu la mémoire de sa tâche infinie : ce qui est vrai c'est que la conjoncture le prive de tout avenir en l'obligeant à se buter sur ses intérêts immédiats : il se battait pour conquérir, il se bat pour conserver. Jamais pourtant la vérité n'est si clairement apparue : chaque classe poursuit la mort de l'autre ; si le capitalisme veut sauvegarder ses intérêts, il faut qu'il maintienne le prolétariat au-dessous du minimum vital. Loin de pousser l'industrie à produire, les revendications les plus humbles risquent de l'acculer à la ruine. Et, par le fait, si la crise s'aggrave, elle peut conduire à la Révolution, c'est-à-dire à l'éclatement d'une économie sapée par ses contradictions intérieures. Mais cette perspective elle-même freine souvent l'action syndicale : quand les circonstances ne favorisent pas les grands mouvements, une grève locale risque d'être réprimée par la force ou de ruiner l'entreprise.

La leçon ne sera pas perdue : les patrons se basent sur les observations qui précèdent pour réaliser artificiellement les conditions objectives du découragement ouvrier. Le nombre des grèves croît avec la produciton ? On empêchera donc la production de croître. Si elle tombe au-dessous d'un certain niveau, des troubles insurrectionnels sont à craindre ? On fera donc en sorte qu'elle ne décroisse pas non plus. Il suffira de maintenir l'économie nationale en état de crise larvée. Une conséquence paradoxale de ce qu'on nomme loi d'airain, est que les classes se reflètent l'une dans l'autre : à patronat progressiste, prolétariat de choc ; à patronat fainéant, prolétariat fatigué. Pour obscurcir la conscience ouvrière, nos industriels ont choisi de se mettre en veilleuse ; ils espèrent que l'étiolement de la production sera vécue de l'intérieur par le prolétariat sous la forme d'une anémie généralisée. Grâce à leurs pratiques, en effet, le prolétariat français est tout à la fois en déficit et très légèrement excédentaire. Pour une économie qui se proposerait de combler par une production de masse tous les besoins de la

2. Il s'agit bien entendu de la relation *sociale* : le lien économique reste l'exploitation. Quant à cette pure contiguïté, il ne faut pas l'entendre comme un rapport vrai et permanent avec le patronat mais comme une forme transitoire que prend la lutte des classes quand la combativité ouvrière tend à se rapprocher de zéro.

nation, il n'est pas assez nombreux : le malthusianisme le maintient donc en état de sous-développement. Mais pour une économie qui prétend s'être faite dépressive, par crainte de la dépression, la classe ouvrière risque à tout moment d'être trop fournie. De fait, la crise est notre unique perspective et la peur de la crise conditionne tout. En s'entourant des petites entreprises comme d'un dispositif de sécurité, la grosse industrie suggère que la catastrophe est à nos portes; l'État achève de nous convaincre par l'extravagance de ses précautions : cette catastrophe, il n'est pas question de la conjurer tout à fait mais on peut la différer par une vigilance de tous les instants. Notre unique espoir serait donc la perpétuation de l'immobilisme. Certes il y a du travail pour tout le monde mais c'est que la nation s'impose de cruels sacrifices pour *empêcher* le chômage; l'ouvrier serait la première victime d'une conjoncture défavorable; il est donc le premier bénéficaire de la sollicitude gouvernementale; que l'on cesse de barrer la route aux produits étrangers, il se retrouvera sur le pavé; et quand on ne laisserait entrer que les denrées alimentaires, ce serait la ruine de nos fermiers, les paysans reprendraient la route des villes et viendraient gonfler le prolétariat au moment même où les marchés industriels supporteraient les conséquences de l'effondrement des prix agricoles. Ce n'est pas tout : le patron lui-même, ses salariés tiennent leur emploi de sa bienveillance; s'il devait utiliser sans ménagement la main-d'œuvre étrangère ou coloniale, la discorde et la concurrence risqueraient de diviser la classe ouvrière; s'il perfectionnait ses procédés de fabrication sans accroître la production, le prolétariat serait frappé de chômage technologique. En droit l'ouvrier français est chômeur; s'il ne l'est pas en fait, c'est grâce à la protection des pouvoirs publics et du grand Capital. On lui fera donc entendre que notre économie peut crouler au moindre souffle. Qu'il se mette en grève s'il veut : on l'aura prévenu qu'il a tout à y perdre.

Reste à le convaincre qu'il n'a rien à y gagner. Sur ce point le malthusianisme a fait merveille; la méthode fut mise au point vers 1936 et sert encore aujourd'hui. Selon l'accord Matignon « les salaires réels devaient être rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15 % pour les salaires les moins élevés et descendant jusqu'à 7 % pour les salaires les plus élevés. » En fait il n'est pas impossible que l'augmentation totale, sous la pression des masses, soit montée à 20 %. Le gouvernement et les

syndicats suggéraient aux fabricants de compenser l'augmentation des charges par celle de la production mais le patronat fit la sourde oreille. Appuyé sur les margoulins qui criaient misère, il haussa délibérément les prix. De mai à novembre 1936, pour les seuls produits industriels, l'indice des prix de gros indique une hausse de 35 %. Cette hausse s'est poursuivie pendant toute l'expérience Blum; elle est toujours restée supérieure à la hausse des salaires. En février 1937, c'est Léon Blum lui-même, qui déclare, dans un discours aux fonctionnaires : « La hausse du coût de la vie depuis huit mois fait supporter à un ménage de salariés des charges supérieures aux avantages que l'ensemble des mesures prises en leur faveur ont pu leur procurer. »

A partir de là, on a bouclé la boucle et le fameux « cycle infernal des prix et des salaires » est organisé. Il va de soi qu'on nous le présentera comme une inexorable loi de l'économie mais c'est pur mensonge et il n'y a ici ni loi ni cycle ni enfer. La vérité, c'est que la « masse des revenus consommables » ne peut s'accroître si la production ne s'accroît pas : la planche à billets n'a jamais enrichi personne. En rajustant les salaires, on n'opère donc qu'un déplacement des revenus : reste à décider aux dépens de qui cette redistribution va se faire. En régime libéral, nous l'avons vu, le patron doit s'accommoder des charges nouvelles; en régime de monopoles il les fera supporter par le consommateur. L'avantage est double : on dresse les classes moyennes contre le prolétariat; on divise, on règne. Et puis on mystifie l'ouvrier : quelle que soit en effet la hausse du salaire nominal, le pouvoir d'achat ne varie pas. Tout change et rien ne change : ce qu'on accorde d'une main aux salariés, l'autre main le reprend dans leur poche. Après la victoire populaire de 1936 il ne fallut pas deux ans aux patrons pour ramener le pouvoir d'achat de l'heure de travail à son niveau de 1929. Sous l'occupation, il est tombé plus bas encore, et, aujourd'hui, dix ans après la libération, il n'a pas rejoint son niveau de 1938 : depuis un quart de siècle, malgré des fluctuations diverses et d'âpres conflits sociaux, le salaire réel de l'ouvrier n'a pas bougé : il a cessé de croître en même temps que le revenu national et ne recommencera qu'avec lui. Voilà le tour de passe-passe qui déconcerte les travailleurs et je ne pense pas les insulter en les comparant à ces taureaux pleins de courage qui foncent dix fois sur la cape et s'arrêtent brusquement, déçus de n'avoir rencontré qu'un leurre. L'ouvrier fait tout ce qu'il peut, il s'impose des privations pour

gagner la grève, il arrive épuisé à la victoire et c'est pour assister à une hausse générale des prix qui remet tout en état. On fait tout pour le convaincre qu'il a perdu sa peine : certains fabricants poussent l'impudence jusqu'à élever en hâte les prix de la cantine pour pouvoir afficher les nouveaux tarifs le jour même où les salariés ont obtenu leur augmentation. Il n'a fallu qu'un tourne-main pour renverser la situation. Sans crise et sans massacres, les patrons ont usé la combativité ouvrière : le travailleur perd tout espoir de vaincre; qu'il agisse, s'il veut, sur les salaires, il n'a rien fait s'il ne bloque les prix; mais il sait fort bien qu'il ne bloquera les prix que s'il prend le pouvoir et les autres classes semblent tout à fait décidées à ne pas le lui laisser prendre. Faut-il dire que le prolétariat, comme dans les périodes de crise, est coupé de son avenir? Non : mais nous avons vu que cet avenir est d'abord celui du capitalisme [1]. Or c'est l'immobilisme dépressif, chez nous, qui donne à notre temporalité ses deux caractères contradictoires : la répétition et l'involution. La répétition, c'est l'apparence immédiate : les jours se suivent et se ressemblent; pendant trois siècles les fils ont été mieux nourris et mieux logés que les pères mais depuis vingt-cinq ans rien ne change et la masse des biens à partager ne s'accroît pas; s'il y a des gens qui vivent mieux c'est qu'il y en a d'autres qui vivent plus mal. L'Europe entière nous traite de grigous : et, bien sûr, ce reproche ne peut atteindre le prolétariat qui, de toute manière, n'a pas les moyens d'être avare; mais il ne concerne pas non plus les classes moyennes : la ladrerie est dans le système, il ne faut pas y voir un caractère national, mais la situation collective que nos seigneurs nous ont faite. Dans les pays de capitalisme avancé, l'avarice est un accident individuel que le mouvement des échanges bouscule mais notre malthusianisme décourage les investissements et l'argent, chez nous, joue un rôle éminemment conservateur : puisqu'on le détourne des entreprises nouvelles, il nous entraîne à sa suite vers les plus anciennes; nous prenons peur des risques parce qu'on nous empêche de les prendre et nous finissons par détester ce qui est neuf. Il est vrai que nous gardons tout; mais c'est qu'on nous fabrique un avenir qui est la reproduction exacte de notre passé; les Américains jettent avant d'avoir usé : demain

1. Tout simplement parce que l'entreprise révolutionnaire, tout comme l'entreprise réformiste, se développe dans les cadres temporels du capitalisme.

es produits seront meilleurs et à meilleur marché; chez nous la narchandise ne changera pas de qualité, elle coûtera plus cher, implement. Comment s'étonner après cela qu'un logis français essemble au nid de la pie voleuse? Robes de noces, complets usagés, hapeaux démodés, fioles vides, rubans défraîchis, cartons défoncés, icelles : il y a dans nos armoires assez de vestiges et de monuments pour retracer l'histoire du demi-siècle [1]. Il semble que nous 'oulions à tout prix retenir un passé qui se décompose : mais c'est ue nous avons peur du lendemain.

Ce retour éternel dissimule une dégradation continue : tout 'use; on remplace parcimonieusement et surtout l'on rafistole. e pays moisit par dessous : vieilles maisons dans de vieilles villes, natériel périmé dans de vieilles usines, vieilles terres et vieilles outines, populations vieillissantes, enfants vieillots, enfants de ieux. Pendant ce temps, les autres pays, lancés dans une immense venture, dressent autour de nous leurs murailles d'acier.

Ce sont elles qui montent bien sûr : mais tout se passe comme si ous descendions. Quand tout change, il faut changer pour rester même : à vouloir *d'abord* ne pas changer, notre économie engendre a propre mort et c'est cette mort qui devient notre avenir : on ous répète chaque jour que notre grandeur est derrière nous que nous nous en éloignons chaque jour davantage, on nous ante je ne sais quelle douceur de vivre que nous n'avons pas onnue, que nos pères ont connue, peut-être, quand l'outillage était euf. Nous vivons le temps de la récrimination et du regret; France, c'est Jeanne la Folle couchée sur son beau mari pourssant. La pensée bourgeoise est tombée dans le prophétisme; on plaît à parler de l'Europe en « termes de destin »; on prédit le éluge mais ce n'est qu'une manière de couvrir notre envie de ourir en paix : le déluge, oui, mais après nous. On tâte les murs, a sonde les planchers : cela tiendra bien jusqu'au déménagement nal.

La classe ouvrière travaille et combat dans ce climat débilitant. lle n'est pas désespérée; et les travailleurs ne sont pas contaminés par l'infâme désir de mourir tranquilles puisqu'on ne les isse pas même vivre en paix. Mais dans cet avenir de plomb qu'on énage à la France, comment ne verraient-ils pas leur propre venir? L'univers du travail manuel a toujours été plus ou moins

1. A l'appel de l'abbé Pierre, on a vu brusquement émerger d'étonnantes aves : couvertures, appareils de chauffage, vieux costumes, etc.

celui de la répétition. Du moins l'ouvrier conservait-il, en période d'expansion, l'espoir d'améliorer son sort; du moins la misère et la rage le poussaient-elles en période de crise aiguë, à rejeter le fardeau qui l'écrasait et à tenter la Révolution. Mais tout conspire aujourd'hui à le convaincre que son sort ne changera pas quoi qu'il fasse. On pousse la bienveillance jusqu'à lui expliquer la situation plusieurs fois par jour : qu'attend-il? Ne sait-il pas que le revenu national est stagnant. Bien sûr une distribution plus juste des richesses serait souhaitable et le grand patronat est tout prêt, pour sa part, à lui accorder certaines satisfactions : malheureusement c'est ce qui ne peut se faire sans ruiner les petits patrons. Et n'ont-ils pas, eux aussi, le droit de vivre? Conclusion : rien ne bougera, rien ne peut bouger. Pourquoi le prolétariat serait-il révolutionnaire? Il a quelque chose à perdre. Et pourquoi réformiste? Il n'a rien à gagner. L'ouvrier ne tombe pas dans ces panneaux; mais, tout de même, il ne peut s'empêcher de mesurer son impuissance. La Révolution, j'ai dit l'autre fois qu'il y croit toujours : mais il ne fait qu'y croire; ce n'est plus sa tâche quotidienne, il a perdu l'orgueilleuse certitude de la rapprocher par ses efforts; il voyait autrefois dans le nombre toujours croissant de ses victoires locales une preuve de son pouvoir sur l'univers; mais le malthusianisme, en émoussant ses armes, l'a dépouillé de sa prise sur le monde : Il a prouvé qu'il ne craignait ni le patronat — même le plus dur — ni l'État, ni les C.R.S.; mais son principal ennemi est un être sans visage et sans corps qu'il n'arrive pas à saisir : le *prix*. Au cours de ces vingt dernières années, les syndicats ont élaboré peu à peu la notion de « minimum vital » et celle d' « échelle mobile » : on a voulu voir dans ces idées nouvelles un progrès du mouvement ouvrier. Mais elles sont, tout au contraire, nées du malthusianisme : l'immobilisme de notre économie oblige l'ouvrier à se battre pour maintenir le *statu quo*. C'est ce qui permet de mieux comprendre sa répugnance actuelle pour les manifestations politiques. Car les buts politiques et sociaux du prolétariat sont progressistes par définition : quand il est en mesure d'imposer sa volonté sur le terrain économique, l'action politique naît d'elle-même : c'est la signification des progrès accomplis dans la lutte quotidienne; mais quand l'action syndicale piétine, quand l'ouvrier est réduit à la défensive, les fins politiques se décalent par rapport aux fins économiques; elles risquent de rester en l'air : précisément parce qu'elles sont des positions

vancées l'ouvrier les considère de loin comme des espoirs ou des ouhaits mais il demeure entièrement coupé d'elles et ne trouve lus les chemins qui pourraient l'en rapprocher. On lui montre perte de vue la répétition de ses travaux et de ses peines; s'il ersiste à mettre la Révolution au bout, comment pourrait-il 'imaginer qu'il la prépare? Le monde change et la France ne ouge pas : le prolétariat français se demande s'il n'est pas tombé n dehors de l'histoire. En Chine une société nouvelle s'organise; n U.R.S.S. le niveau de vie s'élève de jour en jour : l'ouvrier de hez nous apprend ces nouvelles avec des sentiments mitigés; elles xaltent son courage parce qu'elles lui prouvent que le progrès ocial est possible, elles le dépriment parce qu'elles semblent iarquer qu'il reste sur place, séparé de ses camarades russes et hinois par une distance qui s'agrandit sans cesse, et que le salut, 'il vient jamais, doit lui venir de l'extérieur. J'y reviendrai : mais, ès à présent, si nous voulons le comprendre, rappelons-nous ce ue nous éprouvions sous l'occupation, lorsque nous attendions ue les Alliés gagnent pour nous une guerre que nous n'avions pas s moyens de gagner avec eux[1] Ainsi la stratégie malthusienne ermet au patronat de conserver l'initiative : l'économie dépres-ve commande du dehors à la *praxis* ouvrière, elle esquisse en eux les opérations possibles, elle en définit les caractères, elle en élimite la portée et la signification; c'est elle qui décide des fins des chances de victoire Dès que le travailleur s'engage dans ette action préfabriquée, elle se referme sur lui : il se retrouve nprisonné dans un espace truqué qui lui impose ses voies, sa ourbure et ses perspectives; le découragement du prolétariat est n produit de la sous-production industrielle; il traduit subjec-vement les bornes objectives que la structure de l'économie npose à la *praxis*.

2º Le malthusianisme, donc, veut avoir l'ouvrier à l'écœurement. ais cela n'est pas encore assez : il faut diviser pour régner.

Marchal a montré que le nombre des grèves, entre 1890 et 1936, oît et décroît en même temps que la production. Mais il a dénoncé

1. Il y avait les Résistants, bien sûr — et l'on peut croire que je ne sous-time pas l'importance de leur action —; et il y avait aussi l'invisible sistance passive des masses : tout cela compte. Il y a aujourd'hui le arti Communiste et les militants des syndicats; il y a le poids énorme des asses et l'action qu'elles exercent à distance, fussent-elles inertes, sur us les milieux sociaux. Mais la Résistance est née de notre défaite mili-ire; et les organisations actuelles du prolétariat tirent leurs principaux ractères du grand reflux ouvrier qui commence avec le malthusianisme.

le premier cette exception remarquable : à partir de 1920 la fréquence des grèves et leur pourcentage de réussite sont en pleine décroissance; cependant, jusqu'en 1929, notre économie reste en expansion. On explique le fait par les dissensions ouvrières et l'on n'a pas tort. Mais ces dissensions, d'où viennent-elles? Ah! me dira-t-on, de la guerre, de la trahison socialiste, de la révolution russe, de tout sauf du malthusianisme qu'on ne pratiquait pas encore lorsqu'elles sont apparues. Il est vrai : le pluralisme syndical est antérieur à la stagnation industrielle et nos malthusiens ont trouvé le prolétariat coupé en deux. Mais qui nous dit qu'ils n'ont pas exploité cette chance à fond et perpétué un état provisoire en freinant la production?

Le prolétariat hiérarchisé de l'autre avant-guerre est le produit de la machine à vapeur. Celle-ci s'est substituée au muscle mais non pas encore à l'adresse; elle demeure *dépendante* : il faut l'entretenir, la régler, la diriger, la contrôler. Le tour parallèle dispense l'ouvrier de mouvoir son outil et de l'appliquer contre la pièce à tailler : reste à préparer la tâche, à fixer la position de la pièce, les angles de coupe, les vitesses, etc. Par ses imperfections mêmes, le tour définit le tourneur : il y a des profils spéciaux que la machine ne peut donner et qu'on obtiendra par un travail manuel, effectué au moyen d'outils auxiliaires; l'opération et, par conséquent, l'opérateur conservent en partie le caractère artisanal. L'homme que la machine exige, c'est la société qui le forme : elle lui confère le savoir professionnel et l'expérience technique par un apprentissage de plusieurs années; la concurrence sélectionne ensuite les meilleurs : ceux qui font preuve de tact, de « jugé », d'habileté corporelle, d'initiative. Mais cela coûte cher de faire un ouvrier qualifié : en régime de capitalisme libéral, ce sont les parents qui doivent assumer la majeure partie des frais. Les paysans qui viennent de quitter la terre et les fils de manœuvres n'ont, pour la plupart, ni les moyens ni la volonté de faire leur apprentissage [1].

Ainsi les exigences de la machine vont jusqu'à prescrire le mode de recrutement : les ouvriers professionnels sont fils d'ouvriers professionnels ou d'artisans; cette aristocratie compte

1. Dans *Travaux*, Georges Navel montre les difficultés que rencontrait encore vers 1919 un fils de manœuvre pour devenir professionnel. Lui et deux de ses frères ont été obligés de truquer pour devenir monteur, chaudronnier ou ajusteur sans passer par la filière de l'apprentissage.

quelques parvenus mais on y accède surtout par droit de naissance. Certes le travailleur d'élite est exploité au même titre que ses camarades : mais il diffère d'eux parce que sa compétence le désigne seul pour diriger une machine. c'est le producteur par excellence; agent principal et principal témoin de la transformation du matériau en produit usiné, il prend conscience de soi dans l'élaboration de la chose inerte. Pour lui l'apprentissage représente beaucoup plus qu'une formation technique : il y voit une initiation révolutionnaire et un rite de passage qui lui ouvre l'accès de sa caste et du monde ouvrier.

L'unité du groupe de travail, c'est encore la machine qui l'assure ou plutôt c'est l'opération complexe et synthétique que le professionnel effectue au moyen de la machine et avec l'assistance des autres travailleurs. Dans une entreprise de mécanique, au début du siècle, on compte, sur cent ouvriers, une vingtaine de « mécaniciens » qui ont fait leurs quatre années d'apprentissage et qui se consacrent au montage et à l'ajustage, une soixantaine de perceurs, taraudeurs, mortaiseurs, fraiseurs, ouvriers adroits et compétents mais qui sont loin d'avoir la formation des premiers, enfin une vingtaine de manœuvres qui vivent à l'écart des machines et ne prennent aucune part à la fabrication. Le mécanicien dirige en même temps sa machine et ses hommes : les ouvriers semi-qualifiés qui l'entourent, il les appelle ses « accessoires » et les fait « bricoler » pour lui; les manœuvres, eux aussi, lui obéissent : ils le délivrent des basses besognes. Cette hiérarchie technique est soulignée par la hiérarchie des salaires : le professionnel gagne 7 francs quand l'homme de peine en gagne quatre. A cette époque, on commence à parler de « masses » pour désigner la classe ouvrière et l'on a tort : les masses sont amorphes et homogènes, le prolétariat de 1900 est profondément différencié, la hiérarchie du travail et des salaires se retrouve intégralement sur le terrain social et politique. Les manœuvres eux-mêmes, leur simple addition ne peut suffire à constituer « les masses » : c'est par abstraction qu'on les séparerait des autres ouvriers et chacun d'eux est plus étroitement lié à ses camarades d'atelier qu'aux autres manœuvres de l'usine et de la ville; la classe ouvrière est constituée par une multitude de systèmes solaires, petits ensembles structurés qui gravitent autour d'une machine. Ces équipes de travail communiquent par le sommet : la forme de l'appareil syndical est déterminée par la composition de la classe ouvrière : en 1912 la France compte

plus de six millions de travailleurs manuels et la C.G.T. n'a que 400.000 adhérents. Pourtant les grèves sont menées durement, rondement, avec discipline, et nous avons vu qu'elles réussissent la plupart du temps : cela signifie qu'un militant suffit en général pour entraîner une quinzaine de non-syndiqués; dans la lutte revendicatrice les professionnels conservent l'autorité dont ils jouissent pendant le travail. Non pas tous, cependant, puisqu'ils adhèrent au syndicat dans la proportion d'un sur trois : les meilleurs d'entre eux, ceux qui ont eu le courage de se donner une instruction générale et qui joignent à la volonté révolutionnaire la conscience la plus claire de la condition ouvrière. A la machine à vapeur correspond un prolétariat hiérarchisé qui produit à son tour un syndicalisme d'encadrement avec l'atelier pour base, l'entreprise pour champ de bataille et l'ouvrier d'élite pour militant.

Il paraît que c'était le bon temps : un quart de siècle après sa mort, nos belles âmes ont découvert le syndicalisme révolutionnaire et ne cessent de nous le donner en exemple : à l'âge d'or du Congrès d'Amiens, la bureaucratie n'existait pas; l'appareil syndical émanait directement du prolétariat et demeurait en lui comme un simple principe interne d'organisation; la défense des intérêts ouvriers était assurée par les ouvriers eux-mêmes, on militait sans quitter l'atelier, donc sans perdre contact avec les problèmes concrets de l'entreprise. De fait, l'état-major bergsonien de la C.G.T. se faisait le champion de la spontanéité : tantôt c'était Pelloutier qui évoquait un « lien mystérieux » unissant les organisations ouvrières et tantôt Greffuelhes qui vantait « l'action spontanée et créatrice » du syndicalisme français; le Moi syndical, en somme, plongeait ses racines dans le Moi profond du prolétariat. Avant la première guerre mondiale la lutte des classes avait du je ne sais quoi.

Bien entendu, ce sont des fariboles : l'élan vital des classes travailleuses dissimulait la dictature de l'élite professionnelle. La « minorité agissante » méprise ce qu'elle nomme déjà « la masse » et déteste la démocratie. « Ce n'est pas, dit Lagardelle, la masse lourde et attardée qui doit se prononcer ici, comme dans la démocratie, avant d'entreprendre la lutte; ce n'est plus le nombre qui fait la loi. Mais il se forme une élite agissante qui, par sa qualité, entraîne la masse et l'oriente dans les chemins du combat. » Traduisons : la couche « supérieure » du prolétariat se charge de faire valoir ensemble ses propres revendications et celles des

« moins favorisés »; cette élite prétend juger seule du bien de tous et cherche moins à comprendre les résistances populaires qu'à les briser. Je n'aurai pas l'injustice de prétendre que ces lutteurs admirables ont trahi leur classe : s'ils se méfient de leurs camarades c'est qu'ils les soupçonnent d'être plus moutonniers que révolutionnaires; ils gardent le souci constant de concilier leurs intérêts avec ceux des manœuvres et, au début du moins, dans un pays prospère et en voie d'industrialisation, ces conciliations ne sont pas trop malaisées. Elles deviennent de plus en plus rares dans les dernières années de l'avant-guerre. La lutte ouvrière a deux faces : pour la minorité agissante, c'est une expérience concrète et un instrument d'émancipation; pour la majorité qui la suit elle reste souvent un impératif abstrait. Et quand les militants entraînent les manœuvres dans une action revendicative, on peut bien dire, avec nos belles âmes, que la classe ouvrière s'est unie dans l'action et que son unité lui demeure immanente; en fait il leur arrive de plus en plus fréquemment de lutter sur deux fronts : contre leurs camarades et contre les chefs d'entreprise. Au sommet, pourtant, on trouve une poignée de militants dont les vues sont plus larges et qui s'institulent fièrement « minorité agissante » : contre le particularisme de l'élite, ils se sont donné pour but de défendre les intérêts généraux de la classe. Mais quand elle essaye de convertir les professionnels au syndicalisme d'industrie et à la centralisation, cette minorité va à contre-courant. L'aristocratie ouvrière reste favorable à « l'administration anarchique » et au syndicalisme de métier. Ils auraient perdu la partie, les Pelloutier, les Pouget, les Merrheim, les Monatte sans la mutation brusque de l'industrie.

1884 : les premiers transformateurs pratiques font leur apparition. Dix ans plus tard le moteur électrique concurrence partout la machine thermique et permet de pousser la mécanisation : le progrès technique réduit peu à peu la part de l'ouvrier dans la fabrication, ce qui entraîne la disqualification progressive du travail manuel. Le nouveau tour produit les nouveaux tourneurs : il n'a besoin que d'une chiquenaude qui se transmet d'elle-même aux mécanismes d'exécution. Tout à coup, entre les manœuvres et les semi-professionnels, on découvre cet inconnu, l'ouvrier spécialisé, qui accède aux machines comme un professionnel et remplit son office sans apprentissage[1] comme un manœuvre. Il

1. Ou après un apprentissage de très courte durée.

était déjà là mais nul ne l'avait remarqué : d'où vient-il? De partout : quelquefois c'est un rural qui vient d'arriver à la ville, le plus souvent il était manœuvre dans une autre industrie. Dès 1900, à Saiht-Étienne, dans certains ateliers de la Manufacture d'Armes, « il arrive qu'il y ait 50 mécaniciens sur 250 ouvriers; tous les autres sont d'anciens mineurs ou d'anciens tisseurs [1]; ils ont entre les mains des machines perfectionnées qui rendent inutile le savoir professionnel. [2] » Ces nouveaux venus sont encore timides : ils n'ont ni le temps ni la volonté ni la force de s'organiser seuls; ils réclament l'aide de l'élite professionnelle et militante. En 1912. Merrheim, au Congrès Confédéral du Havre, prête ce discours à un lamineur de l'Est : « Comment voulez-vous que nous pauvres lamineurs, qui sommes fatigués le soir quand nous arrivons chez nous, nous nous occupions du syndicat? Ceux qui pourraient s'en occuper, les ouvriers techniciens ont créé des syndicats de métier. »

Comme on voit, leurs revendications sont modestes : et s'ils réclament le droit d'adhérer aux organisations syndicales, c'est dans l'intention arrêtée de déléguer aussitôt leurs pouvoirs à l'élite. Mais l'élite n'en a cure : contre les nouveaux venus, elle défend âprement le syndicalisme aristocratique. Plutôt que de fusionner avec les métallurgistes et les mouleurs pour former une fédération d'industrie, la Fédération des mécaniciens, en 1910, préfère quitter la C.G.T. En 1900, on trouve 51 syndicats d'industrie contre 34 syndicats de métier; en 1911 on en trouve 142 contre 114 : la proportion n'a pas changé. Pendant ce temps, sans qualification, sans expérience syndicale, sans instruction politique l'O.S. est abandonné à la propagande et à l'oppression du patronat. Je me rappelle les traits principaux de ce nouveau prolétaire, brusquement engendré par les machines modernes et les techniques de l'organisation.

Fixé dans les bureaux en fonction des différentes opérations qui s'exécutent au même moment dans l'entreprise, le rythme de son travail, s'impose à lui comme une force ennemie et le gouverne du dehors; sa fatigue résulte moins d'une dépense musculaire que d'une continuelle tension nerveuse et d'un effort constant pour s'adapter à des normes préétablies; à la fin de la journée, elle lui

1. La mécanisation est déjà très avancée dans l'industrie textile. Les tisseurs sont des O. S. qui ont changé de machines.
2. Cité par Collinet : *Esprit du syndicalisme*, p. 24.

colle à la peau; elle l'accompagne jusque dans le sommeil et c'est elle qu'il retrouve au réveil; cette lassitude chronique devient une seconde nature et la manière même dont il sent son corps. Elle est inscrite sur son visage, dans sa démarche, elle limite ses pouvoirs et fait de lui, au sens propre du terme, un homme *diminué*.

La dégradation du travail entraîne la dévalorisation du savoir; les patrons n'aiment pas que l'ouvrier soit instruit; ni surtout qu'il soit intelligent : l'intelligence nuit au rendement : l'O. S. et la machine réalisent une symbiose si parfaite qu'une idée chez l'un est assimilable à une avarie de l'autre. Pourtant la distraction totale est impossible : l'évasion et l'oubli provoqueraient autant de désastres que la pensée lucide; il faut *être là*, une vigilance sans contenu, une conscience captive qui ne se maintient en éveil que pour mieux se supprimer. Mais si l'ouvrier se nettoie de sa propre pensée, c'est pour faire place à celle des autres : depuis que la rationalisation a consacré le divorce de la conception et de l'exécution, il ignore le sens de ses actes; on les lui vole, ou les conditionne du dehors, on décide à sa place de leur but et de leur portée. Dans le moment même où il se fait l'agent de la production il se sent agir; au plus profond de sa subjectivité, il s'éprouve comme objet. Complice involontaire du patron, il s'efforce d'oublier le peu qu'il a appris parce que la connaissance lui rendrait sa condition intolérable; il se réfugie dans la passivité parce qu'on l'a privé de toute initiative; puisqu'on l'a dépouillé de sa pensée, comment saurait-il que les idées sont le produit de l'homme? Il s'habitue à voir dans l'ordre établi par les techniciens une fatalité extérieure dont il est la première victime. L'histoire sociale de la rationalisation tient en deux formules. A la fin du siècle dernier, Taylor disait *aux* ouvriers : « N'essayez pas de penser; d'autres feront cela pour vous. » Trente ans plus tard, Ford disait *des* ouvriers : « Ils n'aiment pas penser par eux-mêmes. »

La mécanisation du travail altère les relations humaines. Avant 1914, le prolétariat était une constellation : cette structure aristocratique n'excluait ni la solidarité ni un lien d'homme à homme qui ressemblait vaguement à la vassalité. Entre l'O. S. et les « élites », la solidarité du travail est rompue : le professionnel décidait de la tâche du manœuvre; celle de l'ouvrier spécialisé, c'est l'homme

1. Il va de soi qu'il ne s'agit pas ici de faire le procès de l'automatisation, ce qui serait absurde, mais de montrer ses effets *dans le cadre de la production capitaliste.*

des bureaux qui en décide; il en décide de loin et pour tous, sans jamais voir personne : aujourd'hui l'O. S. n'a de rapport qu'avec d'autres O. S.; encore la machine interpose-t-elle entre eux sa rigidité : chacun perçoit l'existence de ses voisins sous la forme du rythme collectif auquel il doit s'adapter; *l'autre* apparaît avec les retards, les fautes ou les ratés : dans l'univers mécanique la personne est une erreur entraînant un manque à gagner. La machine semi-automatique est l'instrument par excellence de la massification : elle fait éclater les structures internes du prolétariat; rebut des molécules homogènes et séparées les unes des autres par un milieu inerte et sans élasticité.

En l'isolant de ses camarades, le travail parcellaire renvoie l'O. S. à lui-même; mais il ne trouve en soi qu'une essence générale et formelle : ce qu'il fait, tout le monde peut le faire, donc il est le même que tous et sa réalité *personnelle* n'est qu'un mirage. Cependant des besoins impérieux le ramènent à la pure subjectivité du désir et de la souffrance : faim, douleur, fatigue le poussent à la préférence de soi mais sans la justifier. Pourquoi toi plutôt que moi? — Parce que je suis moi. — Et qui es-tu, *toi*? — Le même que toi. L'injustifiable subjectivité entre en conflit avec l'interchangeabilité objective. Il en résulte sur le plan individuel un profond sentiment d'infériorité; sur le plan collectif, les formes classiques de la lutte revendicative ont fait leur temps : l'apparition de ces travailleurs sans valeur professionnelle, *remplaçables* et obsédés par la crainte de chômer risque de rendre les grèves inefficaces.

Ce qui est sensible d'abord, en effet, ce n'est pas tant la promotion d'un ouvrier inconnu, c'est la liquidation des anciens. Les mécaniciens que la crise de 1907 a jetés sur les pavés ne seront pas réintégrés; en 1913, pendant la grève des usines Renault, les spécialistes tiennent plus longtemps que les autres : ils se savent irremplaçables, le patron finira par céder. Le patron ne cède pas : il les remplace par des machines et par des ouvriers sans qualification; il apparaît à tous que l'ouvrier professionnel a fait son temps. Cependant les O. S. se multiplient et le syndicalisme végète, démoralisé, privé de son arme principale; à ces hommes neufs, sans tradition ni passé, les vieux militants n'ont plus rien à dire. Et puis tout d'un coup, en août 1914, la guerre dessille les yeux des syndicalistes : ils découvrent les masses; la surprise fut rude quand ils les virent sortir de terre en criant : « A Berlin! » Vingt

ans de propagande pour aboutir à cette folie? « Que reste-t-il de notre action? se demande un militant. Que reste-t-il de nos meetings contre la guerre? » Et un autre : « Dans un wagon à bestiaux, avec d'autres hommes qui gueulaient « A Berlin », j'ai senti la faillite de la C.G.T., la faillite des éducateurs, la faillite intellectuelle du pays. » Et Merrheim : « La classe ouvrière était soulevée par une formidable vague de nationalisme », et Monatte : « La vague a passé, elle nous a emportés. » Ignorées puis brusquement découvertes, les masses nécessitaient la création d'un syndicalisme de masses, d'un parti de masses, d'une propagande et d'une idéologie nouvelles. Incapable de remplir ces tâches le syndicalisme révolutionnaire découvre soudain qu'il est périmé; l'appareil ancien de la classe ouvrière tombe en dehors du mouvement, la guerre surprend les dirigeants sans les masses et les masses sans protection; ces jeunes foules, victimes du décalage qui sépare leur activité productrice du contenu réel de leur espérance, ne peuvent être encore pour elles-mêmes ce qu'elles sont en soi : leur radicalisme, leur instabilité, leur fureur bientôt suivie de découragement expriment tout simplement le fait que la nouvelle condition ouvrière est insupportable; le mythe fascinant de la guerre trompera quelque temps leurs aspirations révolutionnaires et leur fera prendre conscience de la violence qui est en elles : mais cette violence reste captive, aliénée.

C'est encore de la guerre que viendra la démystification. De la guerre et non des circonstances de la production; ce ne sont pas les dirigeants syndicaux, c'est la Somme, c'est Verdun qui déchireront l'image illusoire qu'elles ont d'elles-mêmes : « Quand je les ai retrouvés à Verdun, écrit Dumoulin, ils en voulaient à tout le monde : aux journalistes, aux députés, aux socialistes, aux Parisiens, aux gendarmes, à ceux de l'arrière. L'impression la plus forte, la plus nette entre eux était celle du bourrage de crânes, du mensonge, de l'exagération, de l'erreur. »

Quand elles refluent, en 1919, ivres de colère et de méfiance, les masses sont disponibles. Un peu partout, en Europe, les révolutions vont dépendre de la rencontre des soldats et des ouvriers. Chez nous deux millions de démobilisés se mêlent aux trois ou quatre millions d'ouvriers qui travaillaient en usine. Mélange instable, explosif : de nouveaux militants gonflent les cadres de la C.G.T. Il paraît que la Révolution était possible et la bourgeoisie prête « à consentir les plus lourds sacrifices au prolétariat ». Mais

la grève de juin 1919 prouve que les masses n'étaient pas prêtes. D'où l'eussent-elle été? Qui les avait préparées? Le 2 juin, les métallurgistes parisiens abandonnent le travail; la grève s'étend à trois syndicats de Seine-et-Oise, on compte 130.000 grévistes, 80.000 cartes syndicales sont délivrées. Grève mi-politique, mi-corporative : il y a des revendications mais aussi « une grande angoisse... une pensée générale qui intéresse le prolétariat entier ». La grève est dirigée d'abord par un *Comité d'entente*, organisme syndical qui venait d'être créé. Mais la foule immense des nouveaux syndiqués — plus de la moitié des grévistes — se méfie de tous les délégués, envahit les lieux de réunion syndicaux, traite ses propres représentants de vendus et finit par élire un Comité d'action qui prétend se substituer au Comité d'entente. Le Comité d'entente, débordé, abdique son autorité entre les mains de la Fédération des Métaux qui prend la grève en charge. Le Comité d'action fait irruption le 22 juin dans les bureaux de la Fédération, exige d'assister aux séances, traite les dirigeants de « bourreurs de crâne ». Pourtant la Fédération voulait la grève générale. Elle demanda la réunion du Cartel interfédéral. Celui-ci refusa d'étendre le conflit mais déconseilla aux grévistes de reprendre le travail sans avoir obtenu des garanties. Or, dès le 26 juin, le Comité d'action lui-même, tirant les conséquences d'un découragement bien antérieur à la décision du Cartel, avait ordonné de cesser la grève. L'échec fut total; on revint aux machines sans avoir rien obtenu : les masses s'étaient trouvées aux prises avec une bureaucratie dont les méthodes prudentes et les prévisions à longue échéance les déconcertèrent et elles avaient élu un Comité dont l'incompétence et la turbulence avaient compromis la fermeté. L'événement a la valeur d'une *indication* : produit récent du nouveau machinisme, les masses avaient besoin d'une direction et d'une discipline appropriées à leur structure fondamentale; elles refusaient les syndicalistes qui les avaient refusées avant la guerre et n'eussent daigné se soumettre qu'à une autorité de fer combattant implacablement le déséquilibre constant des formations massives. Où la trouvera-t-on en 1919? Les dirigeants de la S.F.I.O. et de la C.G.T. s'accusent, se justifient ou se confessent; ils ne sont d'accord que pour condamner les nouveaux venus. La grève de juin leur fournit de nouveaux « attendus » pour étayer leur structure : l'un parle de « Comités de désobéissance et d'indiscipline ». Un autre déplore que « les instincts de la foule de la rue qui hurle

et qui lynche aient été transportés dans nos meetings ».. Pour un troisième, c'est la pire souffrance que « d'avoir rencontré en France une situation révolutionnaire sans esprit révolutionnaire dans les masses. » Blum dira en 1921 : « Nous savons ce que sont les masses inorganisées... Nous savons derrière qui elles vont un jour et derrière qui elles sont le lendemain... Ceux qui auraient marché derrière vous la veille seraient peut être, le lendemain, les premiers à vous coller au mur... On ne fera pas la révolution avec ces bandes qui courent derrière tous les chevaux. »

Et pourtant il fallait renoncer à la faire ou la faire avec « ces bandes-là ». Pour inorganisées, elles l'étaient sans aucun doute mais c'était tout simplement la preuve qu'il leur fallait une organisation. Malheureusement elles ne pouvaient la tirer d'elles-mêmes faute d'avoir pris conscience de leurs besoins. Déchirée entre une aristocratie agonisante et une multitude qui épuisait ses révoltes dans le désordre, la classe ouvrière serait-elle réduite à l'impuissance?

Non : ces déchirements semblaient provisoires; la situation ne pouvait manquer d'évoluer : bien sûr, l'organisation n'allait pas émerger brusquement de la foule anarchique mais déjà les plus jeunes militants de la C.G.T. et de la S.F.I.O. se rapprochaient des Kienthaliens et de l'opposition socialiste; leurs expériences de guerre les avaient tous amenés à condamner la IIIe Internationale; ils avaient décidé de se mettre au service des masses et de leur donner l'appareil qui leur faisait défaut.

Et puis surtout on supposait que le mouvement de concentration allait se poursuivre et qu'il achèverait de liquider l'aristocratie ouvrière. Pour se persuader que les O. S. finiraient par constituer la quasi-totalité du prolétariat il suffisait, aux environs de 1925, de jeter un coup d'œil sur les statistiques fournies par les Établissements Ford [1] : dans cette entreprise, un travailleur sur cent

1) Pourcentage des travailleurs	43 %	36 %	6 %	14 %	1 %
Durée de leur formation chez Ford.	pas plus d'un jour	De un à huit jours	De une à deux semaines	De un mois à un an	Jusqu'à six ans

Tableau de Julius Hirsch : *Das Amerikanische Wirtschaftswunder.* Reproduit par Friedmann : *Problèmes humains du machinisme industriel.*

méritait encore le nom de professionnel; sur dix ouvriers, huit étaient des O. S. Cette impitoyable dégradation pouvait faire horreur : elle ravalait les fiers militants du syndicalisme révolutionnaire au rang de ces sous-hommes dont parle Marx. Mais, d'un autre côté, elle éliminait le manœuvre. Et surtout, elle rendait sa force au mouvement ouvrier. Quand ce « néo-prolétariat » si homogène aurait trouvé ses cadres et sa formule de combat, sa cohésion serait plus rigoureuse que jamais et l'unité ouvrière cesserait d'être un mot.

On avait compté sans nos malthusiens. En arrêtant le mouvement de concentration, ils ont renvoyé l'unification aux calendes. La grande industrie n'absorbe pas plus de 45 % des travailleurs, le reste se partage entre 500.000 entreprises. Naturellement ce ne sont pas toujours les établissements les plus importants qui sont les mieux équipés : dans l'industrie automobile, le secteur de la construction est beaucoup plus concentré et beaucoup moins automatisé que celui des accessoires. N'empêche : l'entreprise moyenne n'a pas les moyens de pousser l'automatisation; la petite entreprise reste artisanale. En 1948 sur les 3.677.000 ouvriers de l'industrie de transformation on compte 1.306.000 professionnels, 1.320.000 O. S. et 1.051.000 manœuvres. Les deux premières catégories s'équilibrent à peu près [1]. La troisième est fort divisée : dans le Livre et le Bâtiment où les professionnels sont de beaucoup les plus nombreux, la structure archaïque du prolétariat est conservée : le manœuvre travaille sous leurs ordres. Dans la sidérurgie et le textile, c'est l'O.S. qui domine; les professionnels se détachent de la fabrication; ils forment des équipes d'entretien et d'outillage qui n'ont plus aucun contact avec les autres ouvriers [2] : O. S. et manœuvres forment alors une masse à peu près homogène, d'autant qu'il suffit de quelques heures ou de quelques jours pour changer ceux-ci en ceux-là. Il ne faudrait pas croire que ce bouleversement fasse bénéficier le prolétariat d'une expérience nouvelle : il provoque, au contraire, une rupture d'expérience et un dédoublement du *sujet* historique : la classe ouvrière, pour la plus grande joie des patrons, court le risque de rester coupée en deux tronçons à peu près égaux, qui n'ont ni les mêmes structures, ni les mêmes valeurs, ni les mêmes intérêts ni les mêmes techniques d'organisation et de combat.

1. 35,5 % contre 35,9 %.
2. Souvent les locaux de la *fabrication* sont situés à plusieurs kilomètres de ceux de *l'outillage*.

a) Dualité des valeurs.

L'ouvrier professionnel a toujours fondé ses exigences sur la qualification de son travail. Le véritable producteur, la source unique de toute richesse, c'est lui; c'est lui qui transforme les matériaux bruts en biens sociaux. L'idée de grève générale, si populaire avant 1914, naît de cette orgueilleuse conscience de soi : pour faire crouler la société bourgeoise, le travailleur n'aura qu'à se croiser les bras; s'il réclame la propriété de ses instruments de travail, c'est qu'il est le seul capable d'en user. Au reste, dans les petites entreprises, son savoir technique est rarement inférieur à celui du patron; le syndicat groupe les *compétences* et se juge donc habilité à contrôler la production : il se transformera tout naturellement, au lendemain de la Révolution, en organe de gestion. Puisque ses droits découlent de ses mérites, cette aristocratie n'est pas loin de se considérer comme la seule victime du capitalisme. Au Congrès Fédéral de 1908, cette intervention d'un mécanicien traduit le sentiment général : « Nier la valeur professionnelle de l'ouvrier, c'est plus ou moins donner des circonstances atténuantes à l'exploitation capitaliste. » D'où un esprit chagrin conclurait sans trop de peine que l'exploitation des manœuvres n'est, après tout, pas si criminelle. L'élite ouvrière n'allait pas jusque-là : mais il est vrai qu'elle prenait ses auxiliaires pour des « poids lourds ». Leur reconnaissait-elle des droits? C'est douteux. Disons qu'elle voyait en eux les objets permanents de sa générosité. Cet humanisme du travail est ambigu : on conviendra volontiers qu'il réalise un progrès sur l'humanisme de la richesse. Et pourtant ce n'est qu'une étape; si l'on s'y arrête, la multitude restera exclue de l'humanité. Il faut, dites-vous, mériter d'être homme. C'est parfait tant qu'on peut *acquérir* du mérite. Mais que ferez-vous de ceux qui n'en ont pas le moyen?

Le nouveau prolétaire ne peut arguer du moindre mérite puisqu'on a mis tout en œuvre pour lui faire entendre qu'il n'en a aucun. Pourtant la fatigue et la misère l'accablent : il faut qu'il crève ou qu'il obtienne satisfaction. Sur quoi donc va-t-il appuyer ses exigences? Eh bien, précisément sur rien. Ou, si vous préférez, sur elles-mêmes : le besoin crée le droit. Avec l'apparition des masses, un renversement des valeurs s'est opéré; l'automatisation a radicalisé l'humanisme. Ne prenons pas l'ouvrier spécialisé pour un homme fier et conscient de ses droits : c'est « un sous-homme

conscient de sa sous-humanité » et qui revendique le droit d'être homme. L'humanisme du besoin est, par conséquent, le seul qui ait pour objet l'humanité entière : la liquidation du mérite fait sauter la dernière barrière qui séparait les hommes. Mais ce nouvel humanisme est un besoin lui-même : il est vécu *en creux* comme le sens même d'une inadmissible frustration. Pour les ouvriers professionnels, l'homme est fait, il ne lui reste plus qu'à réorganiser la société; pour les O. S. l'homme est à faire : il est *ce qui manque à l'homme*, ce qui est *en question* pour chacun de nous à chaque instant, ce qui, sans avoir jamais été, risque continuellement d'être perdu.

Tout serait pour le mieux si l'humanisme du travail s'était progressivement effacé devant l'humanisme du besoin : et c'est ce qui aurait eu lieu si le malthusianisme n'avait arrêté la révolution industrielle. Aujourd'hui les deux humanismes coexistent et cette coexistence brouille tout : si le premier se fige et se pose pour soi, il devient l'ennemi de l'autre. Les masses, d'autre part, sont contaminées secrètement par l'idéologie de l'élite ouvrière : devant les bourgeois elles n'ont pas de honte car le meilleur d'entre eux, quoi qu'il fasse, ne *méritera* jamais les privilèges dont il jouit; mais les professionnels appartiennent au prolétariat, ils sont exploités tout comme l'ouvrier spécialisé et s'ils vivent un peu mieux que lui cette différence paraît négligeable dès que l'on compare leur niveau de vie à celui des bourgeois. Et, surtout, ils prétendent devoir ces légers avantages à leur mérite. Si c'était vrai? J'ai dit qu'ils étaient, pour la plupart, fils de professionnels : mais enfin, cela n'est pas inscrit sur leur front. L'O. S. se dit que ses parents, s'ils s'étaient imposé quelques sacrifices, auraient pu le mettre lui aussi en apprentissage. Ou, peut-être, il se reproche d'avoir manqué de volonté, de persévérance. L'apparente inégalité des conditions souligne à ses yeux l'inégalité des valeurs : si le professionnel tire sa valeur de son opération, l'O. S. ne vaut rien puisqu'il est, par définition, remplaçable. Bref, il a honte devant ceux qui devraient être ses camarades de combat; sa combativité risque d'en être diminuée. Pour délivrer les masses du sentiment de leur infériorité, il a fallu liquider systématiquement toutes les valeurs socialistes d'avant-guerre; il a fallu leur faire comprendre qu'elles offraient à tous les hommes la chance de regarder l'homme et la société *dans leur vérité*, c'est-à-dire avec les yeux du plus défavorisé; puisque l'évolution de la

technique aboutissait à disqualifier le travail, cette ultime supériorité de l'homme sur l'homme, il a fallu montrer à cette jeune barbarie, contre toutes les morales et toutes les élites, que les « supériorités » sont des mutilations, que la seule relation humaine est celle de l'homme *réel*, total avec l'homme total et que cette relation, travestie ou passée sous silence, existe en permanence au sein des masses et n'existe que là. Mais à mesure que la multitude se pénètre de cette idéologie radicale, les professionnels, qui voient contester leur *valeur*, se raidissent sur leurs positions. L'aristocratie prend conscience de soi quand on l'attaque : dès les dernières années de l'autre avant-guerre, par réaction contre la montée des masses, des théoriciens bien intentionnés baptisèrent « chevalerie » le syndicalisme minoritaire et voulurent faire du militant un nouveau templier : despote éclairé, le professionnel consent à se dévouer pour les masses mais il leur refuse le droit de défendre par elles-mêmes leurs intérêts. L'après-guerre a opéré un nouveau brassage et le syndicalisme révolutionnaire a disparu. Mais non pas son esprit : même à l'intérieur de la C.G.T.U. de 1921 à 1927, les partisans du syndicalisme de l'élite résisteront âprement aux communistes. De 1919 à 1934, la C.G.T. de Jouhaux est contrainte de se bureaucratiser « par suite de la complexité croissante des tâches syndicales » mais le fonctionnaire du syndicat ne représente que l'élite ouvrière et les masses demeurent en dehors de l'organisation. En 1936, lorsque Sémard déclare, au Congrès de Toulouse : « Deux idéologies principales continuent à s'affronter dans le mouvement ouvrier et dans le mouvement syndical. Ces deux idéologies sont celle de Proudhon et celle de Marx. », Jouhaux a raison de lui répondre : « Depuis 1909, jamais je n'ai entendu les militants devant prendre la parole pour exposer leurs points de vue se prévaloir de Marx ou de Proudhon. » Il a raison *dans la forme* mais en fait il noie le poisson. Car les deux tendances dont parle Sémard, ne sont pas *d'abord* marxistes ou proudhoniennes : elles existent dans le prolétariat français en dehors de toute culture philosophique ou politique. Demandez à un militant communiste ce qu'il pense de la « *dignité* humaine » : il haussera les épaules. Est-ce un hasard si, sous le règne de Jouhaux, la Fédération des Métaux et la C.G.T. se déclarent favorables à l'organisation scientifique du travail, pourvu qu'elle « ne porte pas atteinte à la dignité humaine [1] » et si ces mêmes

1. Congrès confédéré des métaux. 1927. Cité par Collinet : id pp. 60-61.

mots se retrouvent en 1945 dans une déclaration de la C.F.T.C.? La « dignité » du travailleur professionnel, c'est la supériorité de son opération. Il est *déjà* un homme — puisqu'il est fier de son travail —, *déjà* libre — puisque la machine universelle laisse une large place à l'initiative : au nom de la liberté et de la dignité, il réclame une société plus juste qui reconnaîtra sa valeur et ses droits. Les masses, elles, ne sont pas *dignes*; la liberté, elles n'imaginent même pas ce que c'est : mais leur simple existence introduit, comme une écharde dans la chair, l'exigence radicale de l'humain dans une société inhumaine.

β) *Dualité des intérêts.*

On a souvent noté — et je n'y insisterai pas — que la masse se plie à un rythme de travail qui répugne au professionnel. Dans les établissements Citroen, les grèves de 1926 et de 1927 opposent l'outillage et la fabrication. Les syndiqués — tous des ouvriers professionnels — voudraient abaisser les normes de rendement; les O. S. veulent accélérer la cadence : puisque, de toute façon, leur travail est une malédiction, autant qu'il rapporte; leur gain aux pièces peut égaler le gain horaire du professionnel : c'est une revanche. A sa naissance, le travail à la chaîne et aux machines semi-automatiques a été condamné par les représentants du prolétariat : mais, à la longue, il a produit de nouveaux travailleurs qui vivent de la mécanisation et, bon gré, mal gré, doivent s'en déclarer solidaires. Il n'est pas douteux, en effet, que le « néo-prolétariat », par sa fonction même, réponde aux exigences de la production en série : il est apparu aux États-Unis quand les fabricants, sous l'aiguillon de la concurrence, ont voulu, élargir le marché intérieur et prendre les masses pour clientèle, en augmentant le rendement pour abaisser les coûts. Cela ne signifie certes pas que les masses travaillent pour elles-mêmes : entre l'O. S. producteur et l'O..S. consommateur s'interpose l'écran du profit et de l'exploitation. Mais il n'en est pas moins vrai que l'élévation du niveau de vie accompagne l'acccroissement de la productivité. En 1949 pour une heure de travail, un ouvrier américain produit quatre fois plus qu'un ouvrier français. La même année, le revenu national, par tête d'habitant monte à 1.453 dollars aux États-Unis contre 482 dollars en France. L'intérêt de l'O. S., chez nous, ce n'est pas d'intensifier son effort ou d'accroître le

nombre de ses heures de travail : pour un même effort et pour un même nombre d'heures, il doit exiger l'augmentation progressive de sa productivité. Mais cela n'implique rien de moins que l'abandon des pratiques malthusiennes : il faudra renouveler l'outillage, pousser la concentration, la rationalisation et l'automatisation. Or le sort du professionnel dépend du maintien des formes archaïques de la production : il a, d'une certaine façon, partie liée avec le malthusianisme. Certes l'élévation du niveau de vie peut compenser la disqualification du travail et l'écrasement de la hiérarchie des salaires : mais ce sont les privilèges de l'élite qui sont en jeu, sa fierté, sa « joie au travail » et sa dignité, c'est-à-dire la conscience de ses supériorités. Ainsi les revendications des masses tendent à briser les cadres actuels de notre économie ; l'élite, par contre, modère les siennes pour ne pas provoquer des transformations qui lui seraient fatales.

γ) *Pluralisme syndical.*

La qualification professionnelle exige et développe chez l'ouvrier le jugement, l'initiative et le sens des responsabilités ; c'est elle aussi qui le rend irremplaçable. L'employeur — au moins dans les petites entreprises, où l'automatisation est nulle — reste encore assez proche de son personnel, constitué en majorité par des travailleurs qualifiés. Ceux-ci, par la finesse même de leur opération, sont mis en mesure d'exercer une action fine et continue sur le patronat ; le « contact » et la tension sont maintenus par l'affrontement perpétuel de l'aristocratie ouvrière et des industriels. A l'échelle de l'entreprise, cette élite, dans la mesure même où elle est difficilement remplaçable, peut obtenir beaucoup par la simple menace de grève et, finalement, puisque cette menace reste constamment sous-entendue, par la négociation. L'ouvrier professionnel a des atouts dans son jeu : il peut discuter, marchander ; il n'use de violence qu'en dernier recours. Il avance et recule, menace et redevient conciliant ; il s'adapte à l'attitude patronale, à la situation, au rapport toujours variable des forces en présence, le tout *en paroles* : des paroles qui ne sont en réalité ni des souffles de voix ni des actes mais des *jetons* qu'on met sur le tapis et qu'on peut aussi bien retirer. Avant de passer à l'action, le professionnel peut reprendre son coup autant de fois qu'il le veut ; chantage et menaces réciproques, promesses, rupture et

reprise des pourparlers : ces manœuvres abstraites et presque symboliques font souvent l'économie d'une épreuve de force, une solution transactionnelle intervient au bon moment. La qualification du syndiqué permet au syndicat de garder sa liberté de manœuvre.

Ajoutons que cette élite est homogène : sans doute le mouvement de centralisation a donné naissance à une bureaucratie. Mais le militant de base peut se considérer comme un dirigeant en puissance, il ne le cède à ses chefs ni en expérience ni en savoir théorique; il exerce sur eux un contrôle effectif et permanent; inversement, la direction ne peut se tromper sur les sentiments de la base : les syndiqués parlent, donnent leur avis, les courants d'opinion se *manifestent*; ils contribuent tous et personnellement à fixer lès grandes lignes de l'action syndicale. Contact permanent des chefs et de la base, pression constante du travailleur sur les patrons : les deux conditions d'une *politique* syndicale sont réunies.

Avec les masses, les chances de négociation diminuent. Disqualifié, le travail cesse d'être un moyen d'action par lui-même. Tant que les moteurs tournent, le « facteur humain » paraît négligeable. D'un même mouvement l'ouvrier, privé de la garantie que donnait la valeur professionnelle, et la direction chaque jour plus lointaine se perdent l'un pour l'autre dans l'anonymat. En ce sens, la nouvelle condition du prolétaire tend à briser la continuité de son action : pour peser sur les décisions patronales, la résistance des travailleurs doit franchir un certain seuil, en deçà duquel elle n'est pas même perçue. En un mot, la grève — c'est-à-dire la violence — est leur unique recours. Mais cette « arme spécifique des ouvriers » [1] a changé de nature : le professionnel est indispensable; pour bloquer la production, il n'a qu'à rester chez lui. Certes il exerce une violence : mais cette violence est légale et puis — en principe du moins — elle tend à rester abstraite et comme passive. Du coup, la réaction patronale doit se contenir dans certaines limites, l'employeur peut, s'il gagne, multiplier les sanctions : il aura du mal à faire couler le sang. Mais l'O.S., comme producteur, étant n'importe qui, on peut le remplacer par n'importe qui; ce n'est donc pas assez d'abandonner le travail, il faut empêcher que les autres ne le fassent. Après vingt ans d'incertitudes et de flottements, les masses ont trouvé l'arme nouvelle, la seule qui fût

1. Léon Jouhaux. Conférence à l'Institut supérieur ouvrier, 1937.

aptée à leur condition : la grève avec occupation des usines. était violer le plus sacré des droits bourgeois, et s'exposer, en nséquence, à l'intervention des C.R.S. Sommations, bombes crymogènes; si cela ne suffit pas, on tire. Dirons-nous que les asses sont plus acharnées, plus « méchantes » que l'élite? Ce rait simplement absurde. La vérité c'est que l'évolution de la chnique a radicalisé la violence : pour défendre son salaire, uvrier spécialisé doit risquer sa peau.

Par la même raison les masses n'ont d'autre défense que l'action assive : il s'agit, par des opérations d'ensemble menées à l'échelle tionale, d'obtenir des conventions collectives qui soient valables ur des branches entières de l'industrie. Mais ces opérations ne nt possibles que si les masses adhèrent d'un seul mouvement à seul mot d'ordre. Or, nous l'avons vu, c'est à tort qu'on les ractérise par une sorte d'unité sauvage : elles sont éparpillement oléculaire, agrégat mécanique de solitudes, pur produit de utomatisation des tâches. Sans doute la structure en archipel une limite purement idéale de la massification : dans la réalité forces désintégratrices rencontrent de nombreux obstacles. particulier, quand la tension sociale se relâche, la seule présence l'appareil syndical — ce système nerveux — conserve au olétariat un « tonus résiduel ». Reste que les masses ouvrières uvent difficilement passer pour une armée sur le qui-vive; tes la lutte des classes ne cesse pas un instant : pas un instant uvrier ne cesse de subir la violence et de s'y opposer par sa aple réalité d'homme. Mais l'activité des individus ne prouve llement que les masses soient elles-mêmes actives. C'est à tort, us l'avons vu, qu'on les prend pour un *sujet* collectif dont on urrait « faire la psychologie ». Les comportements de la masse sont pas psychologiques du tout et la pire erreur serait de les nparer aux conduites des personnes. L'homme des masses, st n'importe qui, vous ou moi; et ses attitudes personnelles nt aucune importance; en lui-même, il est un agent conscient is les forces de dispersion, en lui opposant son voisin comme un er-ego qui lui reflète son impuissance et double sa solitude, utralisent son activité et produisent un ensemble collectif qui git comme une chose, comme un milieu matériel où les exci-ions se propagent mécaniquement. Les masses sont l'objet de istoire : elles n'agissent jamais *par elles-mêmes* et toute action la classe ouvrière exige qu'elles commencent par se supprimer

en tant que masses pour accéder aux formes élémentaires de la vi collective. On n'a pas le droit de parler d'une « pression » qu'elle exerceraient sur leurs employeurs; et leur influence ne peut êtr que négative : les patrons savent que l'exploitation, si elle dépass un certain seuil, joue en sens contraire des forces massifiantes e risque de provoquer une cristallisation rapide des masses ouvrière en prolétariat. Mais, pour ce qui concerne l'action quotidienne d militant, la contradiction saute aux yeux : son travail s'exerc sur les masses-objet pour les transformer en prolétariat-sujet il s'efforce, où qu'il soit, de liquider leur structure granulaire a profit d'une unité organique. Or l'unité ne peut se réaliser que s elle est donnée au départ en quelque façon : chacun, voyant s solitude dans celle de l'autre, ne peut s'en évader que si l'autr s'en évade; en un mot, où qu'on soit, il faut que le commencemen soit *ailleurs*. Dans les grosses concentrations industrielles le mod de propagation mécanique peut, au départ, tenir lieu d'unité C'est ce qu'on appelle l'imitation : on ne la tiendra pas pour un action collective mais elle est ce mouvement anonyme qui ren l'action possible : au militant de transformer la marée contagion nelle en une opération précise. Seulement il faut ajouter que l'imi tation elle-même suppose une certaine unité préalable. Il est vra que les « lois de l'imitation » régissent uniquement les secteur sociaux en état de désintégration permanente [1] : ce que j'imite e mon voisin ce n'est pas l'Autre, c'est moi-même devenu mo propre objet; je ne répète pas son acte parce qu'*il* l'a fait mai parce que moi-même, en lui, je viens de le faire. Bref il faut qu je perçoive sa situation et ses besoins comme *ma* situation et *me* besoins de manière que sa conduite m'apparaisse *au dehors* comm un projet jaillissant de ma tête; l'imitateur et l'imité sont à la foi interchangeables et séparés et la conduite imitative est le résulta d'une dialectique de l'identité et de l'extériorité; l'O.S. étan n'importe qui, le mode de propagation du mouvement revendicati à travers les masses sera contagionnel parce que chacun voit veni l'autre à lui comme n'importe qui, c'est-à-dire comme lui-même Dans la mesure où la massification engendre à la fois l'isolement et l'interchangeabilité elle donne naissance à l'imitation comm

1. Les membres d'une collectivité intégrée diffèrent par leur fonctio (et, par conséquent, leur situation) dans la mesure même où ils sont lié par la loi du groupe : divers au sein de l'unité, pourquoi s'imiteraient-ils Ils coopèrent.

ation mécanique entre les molécules; et l'imitation n'est pas
e *tendance* ni un caractère psychique : c'est le résultat nécessaire
certaines situations sociales. Encore faut-il que ces liaisons
rement mécaniques se fondent sur une synthèse préalable qui
rmette au moins la *mise en présence* des imitateurs et des imités,
-ce l'unité purement matérielle de l'habitat ou de l'entreprise;
faut à tout le moins l'unité du danger couru ou de l'espoir
senti. Or la relative dissémination de l'industrie française joue
faveur du patronat. L'éloignement ne supprime pas la propa-
tion contagionnelle : il en élève le seuil; à distance le *même*
vient *l'autre*; pour que l'unité de la situation soit perçue, il faut
e l'urgence du péril augmente : seules des circonstances excep-
nnelles révéleront aux masses dispersées l'unité concrète et
ésente du prolétariat. En 36, pour ne citer qu'un seul exemple,
riomphe politique du Front populaire a déclenché la propagation
ntagionnelle des mouvements sociaux : les masses apprenaient
r unité en la percevant hors d'elles dans l'alliance des trois
rtis populaires et elles réagissaient à leur manière, presque
écaniquement, par l'identité de leurs conduites; si le mouvement
avait été freiné, il se serait transformé tôt ou tard en action
volutionnaire.

Les circonstances qui réalisent la cristallisation des masses en
ules révolutionnaires, on les nommera à bon droit « historiques » :
es sont liées aux transformations sociales, économiques et poli-
ues du continent; autant dire qu'elles ne se rencontrent pas
us les jours. Ainsi le passage de l'état de masse à l'unité primitive
la foule offre nécessairement un caractère d'intermittence;
masses sont affectées d'une inertie qui les empêche de réagir
x excitations fines : on ne peut attendre d'elles ces mouvements
pides et rapidement arrêtés, ces démonstrations de puissance
ces opérations de détail, ces feintes et ces manœuvres qui
rmettent d'exercer une pression continue sur l'adversaire sans
trer en lutte ouverte avec lui. Au reste, les cristallisations pri-
aires n'ont pas d'équilibre : la mécanisation du travail a volé
venir des ouvriers : s'ils bougent, c'est que leur condition
ésente est inacceptable, c'est qu'ils entrevoient la possibilité
la modifier sur-le-champ. On ne peut attendre d'eux qu'ils
puisent à soutenir une entreprise à long terme : à la raideur et
a discontinuité qui caractérisent les mouvements de masse il
nvient donc d'ajouter une certaine instabilité.

N'allons surtout pas en conclure que le « néo-prolétariat est plus réformiste que révolutionnaire : c'est tout le contrair Il est vrai qu'on ne peut mobiliser les masses que pour la défen d'intérêts immédiats : mais, quand elles s'ébranlent, elles veule tout, tout de suite. La propagande bourgeoise leur avait persua qu'on ne pouvait apporter sans catastrophe le moindre chang ment à leur condition. Ainsi la réalité quotidienne devenait leurs yeux un système rigoureux d'interdits. Mais ce qui l arrache à leur état de masse, c'est une impossibilité plus fond mentale encore : celle de supporter leurs besoins plus longtemp devant cette impossibilité majeure, tous les interdits s'effondre et c'est le changement qui devient leur possibilité la plus imm diate; le désespoir engendre l'espoir, la cristallisation des mass en foule engendre la croyance que tout est possible. L'ouvri qualifié peut se limiter à *quelques* revendications; les mass veulent *tout* parce qu'elles n'ont rien. Une action concertée, fond sur des années d'expérience, en pleine possession de ses techniq et de ses traditions, consciente d'être une entreprise de long haleine peut se limiter dans l'instant à un objectif défini : ma puisque les masses n'ont pas de mémoire collective et puisq leurs « réveils » sont intermittents, leur action est toujours neuv toujours recommencée, sans tradition ni prudence : rien ne limite ni la peur de l'échec ni la réflexion sur l'histoire; elle pose dans son essence pure, comme efficacité souveraine et pouvo absolu de changer le monde et la vie. Du même coup, *tous* l besoins se découvrent à la fois. Le mot de « minimum vital » d bien ce qu'il veut dire : au-dessous de cette limite, c'est la mor Pour l'homme des masses, vivre c'est tout juste ne pas mourir s l'heure. En période « normale » le travailleur ne peut assouv qu'un très petit nombre de besoins : ceux dont la non-satisfacti entraînerait sa mort; et puisque les forces de dispersion l'o pénétré du sentiment de son impuissance, il faut qu'il exerce u censure permanente sur tous les besoins qui ne sont pas *vitau* A demi refoulés, à demi masqués, ces besoins n'en sont pas moi présents à toute heure : simplement ils ne sont pas reconnus nommés. Mais lorsqu'une brusque détérioration de son niveau vie met tout à coup le travailleur en danger de mort, un mouv ment populaire naît et les masses se transforment; à l'instant rapport au possible et à l'impossible est inversé et les besoi se démasquent parce que l'action peut les satisfaire. Quand to

t possible, il devient intolérable de « vivre au minimum ». partir de là le mouvement populaire va toujours plus loin à oins qu'il ne se brise contre la résistance armée du patronat : iacun de ses succès est un encouragement à exiger davantage ; ›ujours plus radical sans cesser d'être immédiat, il met nécesirement en cause l'essence même de la société. Pour la oitié des Français, les salaires oscillent autour du minimum tal : s'il fallait du jour au lendemain augmenter d'un tiers leur ›uvoir d'achat réel, la France bourgeoise sauterait. Peu importe ›nc que les grévistes ou les manifestants aient ou non la volonté faire la révolution : objectivement toute démonstration de asse est révolutionnaire : on la commence *pour ne pas mourir* on la continue *pour vivre*; et puis, même s'il était possible, dans cadre du capitalisme, de satisfaire par une politique soutenue, ar un travail de dix ans, de vingt ans, certaines de leurs exigences, fait est qu'elles n'ont pas le temps d'attendre : un bourgeois mal gé peut prendre patience : il est à l'étroit, voilà tout; une famllle 'ouvriers s'entasse oans un taudis : il faut qu'elle crève ou qu'elle éménage. Mais ceux qu'on lui promet n'existent pas encore : comient déménager à moins d'occuper ceux qui existent déjà : pour btenir entière satisfaction la foule révolutionnaire doit prendre pouvoir[1]. Ce serait parfait si la misère ne la mettait en branle ue dans les cas où le pouvoir est à prendre. Mais comment croire cette « harmonie pré-établie »? Il est vrai que tout « mouvement e masses » est un début de révolution; et, parfois, les circonstances ui déterminent une action populaire peuvent affaiblir du même ›up la résistance des classes dirigeantes. Mais l'histoire héroïque sanglante du prolétariat suffit à montrer que les conditions 'une victoire ouvrière sont rarement données toutes ensemble. t puis le prolétariat se représente que le tiers de la nation et s masses ne sont qu'une fraction de ce tiers. Pour qu'elles puissent agner un jour, il faut préparer leur triomphe : nouer des alliances l'intérieur de la classe ouvrière et, au besoin, hors d'elle, arrêter n plan, définir une stratégie, inventer une tactique; c'est justeient ce dont elles ne sont pas capables. En conséquence, le rôle u militant va changer du tout au tout.

1. Et quand elle l'aura, ses dirigeants devront *en même temps* s'employer la satisfaire et lutter contre son impatience. Une nouvelle dialectique rend naissance : c'est qu'il faut une entreprise de longue haleine pour aliser ce qu'elle exige dans l'instant.

En premier lieu, c'est un fonctionnaire. Collinet dit fort bien « La masse ne peut par elle-même participer à la vie syndicale elle donne sa confiance aux militants responsables, les jugeant sur les résultats immédiats qu'ils lui apportent. » Mais pourquoi vient-il ensuite nous décrire un militant idéal qui servirait d'intermédiaire entre les dirigeants et les masses? Bien sûr, il serait beau que ce médiateur consacrât sa journée, comme les camarades « au travail purement technique et professionnel », tout en s'élevant par une succession d'ascèses au-dessus de sa spécialité pour juger des problèmes professionnels, au-dessus des professions pour envisager « les problèmes sociaux dans leur généralité ». Malheureusement, ce personnage « enraciné » et « détaché », tout ensemble n'a rien de commun avec l'O.S. contemporain; c'est une vieille connaissance et Collinet, sous un autre nom, nous présente tout simplement l'ouvrier professionnel et syndiqué de 1900. Ne nous étonnons pas s'il confesse après coup que « le militant est rare et instable chez les ouvriers spécialisés ». Que certains hommes soient à la fois détachés et situés, c'est possible : tout dépend de la condition, de la santé, des loisirs, de la culture, en un mot du genre de travail. Mais ceux qui gisent écrasés sous le poids de la Terre, il n'est pas possible qu'ils planent en même temps au-dessus d'elle. A première vue il n'y a pas la moindre difficulté de principe à ce qu'un O.S. fasse un excellent militant; le seul empêchement sérieux paraîtra vulgaire et circonstanciel : c'est la fatigue. Seulement voilà : cette fatigue n'est pas un accident; elle s'accumule sans fondre, comme les neiges éternelles, et c'est elle qui *fait* l'O.S. Bien sûr, elle passera : quand on aura réduit les heures de travail ou poussé jusqu'au bout l'automatisation. Mais l'O.S. passera avec elle. Et puis nous ne rêvons pas sur les possibilités de l'industrie américaine ou de l'industrie soviétique ni sur la condition de l'homme en l'an 2000 : je vous parle de 1954 et de la France malthusienne; je vous parle de travailleurs minés *en même temps* par la fatigue et la misère. Dès 1912 les lamineurs cités par Merrheim se plaignaient d'être trop las pour s'occuper du syndicat et souhaitaient explicitement que d'autres le fîssent à leur place. Depuis les choses n'ont fait qu'empirer : pour gagner *autant* qu'en 38 l'ouvrier doit travailler *plus*. Il se lève à quatre ou cinq heures, part à six, rentre chez lui à huit heures du soir, dîne et se couche à neuf heures; il se plaint amèrement d'être privé de vie familiale : où veut-on qu'il prenne le temps de militer?

es horaires de travail ont d'ailleurs pour effet d'empêcher les :unions syndicales, à moins qu'on ne les fasse sur le tas; souvent faut provoquer les ouvriers au débrayage si l'on veut qu'ils onnent leur avis sur une question qui les concerne. Quant aux rares » militants qui satisfassent aux exigences de Collinet, je omprends qu'ils soient « instables » : ils sont obligés de prendre ır leur sommeil et, tôt ou tard, ils s'effondrent. *A moins* qu'ils 'abandonnent le travail manuel et qu'ils ne soient entretenus par : syndicat, c'est-à-dire par leurs camarades. Certes, il est indisensable que le militant sorte de la masse : mais précisément il en *ort*. Parlerez-vous encore, après cela, de « trahison communiste »? llons donc! Cette « bureaucratisation » est une nécessité à l'époque u « scientific management »; aux U.S.A., où le P.C. est resté ratiquement sans influence sur l'évolution syndicale, tous les élégués ouvriers des grandes usines — y compris les « délégués l'atelier » — sont des permanents, salariés par la section locale u même par l'employeur. La division du travail qui s'opère entre nilitants et travailleurs au sein des organisations corporatives ıe fait que refléter celle qui s'est opérée à l'usine et qui a créé le ıouveau prolétaire; et la « bureaucratie » syndicale n'est que 'exacte réplique de la bureaucratie patronale. Puisque « d'autres ensent pour l'O.S. », puisque des spécialistes, dans les bureaux le l'entreprise, se chargent de lui répartir les tâches, il faut bien que d'autres spécialistes dans d'autres bureaux pensent contre ette pensée et décident des modalités de l'action revendicative. L'élimination de l'homme par l'homme [1] à la fabrique doit avoir a contre-partie syndicale, le « tandem du technicien et de l'O.S. » loit être compensé par celui de l'O.S. et du militant professionnel. Est-ce dommage? Peut-être; mais qu'y faire? La forme de l'appareil syndical est déterminée par la structure du prolétariat. Et uis, par-dessus le marché, ces récriminations portent à faux. Collinet montre le bout de l'oreille lorsqu'il emploie le mot « élite » our désigner ses équipes de médiateurs : c'est le nom que se lonnaient les « minorités agissantes » de l'autre avant-guerre; ıotre auteur connaît certainement les masses et montre un louable ouci de leurs intérêts; mais, quand il veut en juger, il n'arrive as à dépouiller les préjugés aristocratiques et, quoiqu'il ne soit as un prolétaire, il fournit le moyen de comprendre les dissensions

1. L'expression est de Friedmann (*Où va le travail humain?*).

ouvrières puisqu'il prend sur une partie du prolétariat le point de vue de l'autre partie. Oui, c'est au nom d'une ancienne élite qu'il critique la bureaucratie nouvelle et son intelligence des masses trouve sa limite dans le mépris où il les tient.

Mais si nous acceptons les perspectives d'un humanisme du besoin, tout change et les nouveaux fonctionnaires sont légitimés par le besoin qu'on a d'eux. Ils conviennent mieux aux masses que n'importe quelle élite, parce qu'ils n'ont pas l'obligation contradictoire de défendre à la fois l'intérêt général et un intérêt particulier. On voudra dire, peut-être, qu'ils constituent eux aussi une élite mais cela n'est pas vrai : l'ouvrier d'élite, c'est celui qui accomplit le même travail que ses camarades et qui milite *par-dessus le marché*, il est « *primus inter pares* »; son office supplémentaire et bénévole lui acquiert du mérite, du crédit, le droit d'être écouté. Le fonctionnaire syndical est né, au contraire, de la division du travail : il fait ce que ses camarades n'ont pas le temps de faire et, par cette raison même, il ne fait plus ce qu'ils font. Puisqu'ils rétribuent ses services, il n'a aucun droit à leur gratitude ni d'autres pouvoirs que ceux qu'ils lui ont délégués. Il y a des risques, bien sûr : et l'on a souvent signalé la tendance de l'organisation bureaucratique à se prendre pour sa propre fin mais, contrairement à ce que l'on a dit, c'est dans le syndicalisme de masse que ce défaut est le moins sensible. Certes, il faut abandonner pour toujours la conception romantique et participationniste d'une élite plongeant ses racines dans les couches profondes de l'inconscient populaire : les masses n'ont pas plus d'inconscient que de conscience, étant pure dispersion mécanique; et il est bien vrai, d'autre part, qu'elles sont incapables d'exercer un contrôle permanent et détaillé sur l'appareil. Faut-il en conclure qu'on peut les mener où l'on veut? C'est tout le contraire : leur dissémination même les soustrait à toutes les influences. La vieille idée bourgeoise du « meneur » est si tenace que les écrivains politiques d'aujourd'hui n'arrivent pas à s'en délivrer. Et M. Burnham a dit sur ce sujet de bien surprenantes sottises. Collinet, beaucoup plus prudent, ne se retient pas d'écrire : « La masse fait preuve de capacités explosives... Mais, celles-ci éteintes, elle démissionne entre les mains des cadres en qui se résume alors la totalité de la vie syndicale. » Or rien n'est plus faux : bien sûr, les masses n'ont ni la volonté ni les moyens de renouveler les cadres, elles préfèrent conserver les dirigeants

qu'elles ont. Mais c'est moins par routine que par indifférence. Avant 14, quand on portait un militant aux fonctions de secrétaire syndical, c'est qu'il avait mérité la confiance de ses camarades; mais ensuite, on lui obéissait parce qu'il était secrétaire : dans le syndicalisme minoritaire, la source de l'autorité est en grande partie institutionnelle. Les masses d'aujourd'hui se moquent des institutions : et d'abord parce qu'un très grand nombre d'O.S. demeurent en marge des organisations ouvrières, se réservant de suivre les consignes quand ils les jugeront conformes à leurs intérêts. L'ouvrier professionnel et syndiqué obéit parce qu'il reconnaît l'autorité des dirigeants qu'il a élus; quand l'O.S. reconnaît l'autorité de chefs qu'il n'a peut-être même pas contribué à élire, c'est que les circonstances l'ont amené à leur obéir. Ainsi l'action équivaut à un plébiscite : les masses ne se révoltent jamais, ni ne protestent ni n'exigent le renouvellement des cadres et l'on ne peut parler d'une pression de la base sur les chefs : elles suivent ou ne suivent pas, voilà tout. Cela veut dire qu'elles s'organisent en collectivité agissante ou qu'elles s'effondrent et s'abandonnent aux forces de massification. Et, selon les résultats obtenus, les effectifs syndicaux se gonflent ou se dégonflent : les cadres, bien entendu, ne sont pas atteints; seulement il arrive parfois qu'ils constituent à eux seuls la totalité du syndicat. Que cette instabilité favorise une oligarchie de fonctionnaires, cela n'est pas douteux; mais il est faux qu'elle encourage la routine : elle oblige au contraire les dirigeants à rectifier sans cesse leur politique. Bien entendu ce flux et ce reflux ne peuvent passer pour des *témoignages* de satisfaction ou de mécontentement : ce sont des signes involontaires et des symptômes. N'importe : ils constituent à leur manière un contrôle rigoureux quoique non conscient; les masses contrôlent le militant comme la mer contrôle l'homme de barre. Il est chef quand elles s'ébranlent; qu'elles s'éparpillent, il n'est plus rien. Fût-il plus soucieux de l'appareil que de ses camarades, il a donc l'intérêt général pour intérêt particulier; ses ambitions personnelles, s'il en a, il ne peut les réaliser qu'en inspirant aux masses une confiance chaque jour renouvelée; et il ne leur inspirera confiance que s'il accepte de les mener où elles vont. En un mot, il faut qu'il soit *tous* pour être lui-même.

N'importe : il a beau n'exister que pour elles, il a cessé d'en faire partie; il a partagé la condition de ses camarades mais, depuis qu'il milite, il ne la partage plus. Comment pourrait-il en

être autrement : les masses ne sont rien qu'une fausse unité de solitudes, dissimulant un perpétuel éparpillement; s'il était resté en elles, il serait voué à l'isolement et à l'inefficacité comme n'importe qui. En 1900, la différenciation du prolétariat permettait aux militants de rester dans la classe : les différences professionnelles assuraient la hiérarchie; le fondement du pouvoir, c'était le lien qui unissait le seigneur professionnel au manœuvre vassal. Les masses sont de sable : si je n'en suis qu'un grain, comment pourrais-je commander aux autres grains? L'étrange réalité formelle qu'on appelle « n'importe qui » n'est qu'une solitude commutative : je suis n'importe qui aux yeux de n'importe qui; à mes yeux, n'importe qui est moi; du coup, ce caractère abstrait m'échappe : il est toujours ailleurs; cela n'aurait pas d'importance si je pouvais me définir par mon activité singulière; mais puisque l'ouvrier spécialisé fait n'importe quoi, il se réduit à cette essence abstraite qui ne lui appartient même pas. Cette fuite perpétuelle de ma réalité explique l'imitation, nous l'avons vu : j'imite pour récupérer ma réalité de personne, qui se présente toujours comme Autre et posée sur l'Autre; mais si n'importe qui prétend me commander, il se change en *quelqu'un* et je lui demande ses titres. Certes, quand les masses bougent, des chefs sortent des rangs : mais c'est qu'elles ont cessé d'être masses et qu'elles ont cristallisé en quelque forme primaire de collectivité dont le chef improvisé concentre et incarne la souveraineté diffuse : quand elles reviennent à l'état dispersé, le chef disparaît. L'appareil, lui, demeure : il justifie sa permanence par son caractère institutionnel; mais l'autorité du militant n'est qu'un exil : s'il donne des ordres aux masses en leur propre nom, c'est qu'il se réfère à leur unité d'hier ou de demain, c'est qu'il s'est fait le dépositaire de leur souveraineté à éclipses. Il témoigne à cette multitude de ses métamorphoses en lui rappelant qu'elle fut une société terrible, violente, autoritaire et qui exerçait sur chacun de ses membres une pression infinie. Du coup, les masses le tiennent à distance : elles ne contestent pas son autorité puisqu'elles ne peuvent lui en opposer une autre et que leur structure dispersée leur interdit d'être une source légitime de pouvoir; pourtant, elles ne la *reconnaissent* pas : de fait elle vient d'*ailleurs*, de ce groupe intégré qu'elles ont cessé d'être. L'unité du prolétariat — que l'appareil syndical incarne en permanence — demeure une consigne abstraite ou un idéal irréalisable plutôt qu'une synthèse vivante; il y a même une sorte d'antisyndicalisme des

masses : les ouvriers se méfient toujours un peu de ces fonctionnaires qui, pour dévoués qu'ils soient, ne partagent pas entièrement la condition ouvrière. Quand les forces de massification l'emportent, la présence de l'appareil empêche la totale désintégration du prolétariat sans lui assurer l'entière cohésion de la classe; elle maintient la population ouvrière dans un état sans équilibre qui ne cesse d'osciller entre la juxtaposition purement mécanique et la composition organique. Brassées par un impérieux courant, les masses redeviendront une collectivité; dans l'organisation syndicale elles recommenceront à voir leur émanation et le chiffre visible de leur unité; en retrouvant leur souveraineté diffuse, elles *reconnaîtront* l'autorité des fonctionnaires [1]; peu importe alors que la majorité des travailleurs aient ou non leurs cartes de syndiqués : on suit les ordres et l'on juge sur l'issue. C'est la vitesse qui agglutine ces particules discrètes, c'est la *praxis* qui les intègre en les différenciant, c'est l'appareil qui opère la médiation entre tous et chacun. Mais l'origine du courant reste extra-syndicale : c'est la faim, la colère ou la terreur qui donnent le branle ou, parfois, comme en 36, c'est la foudre soudaine de l'espoir. Sans l'organisme syndical, les mouvements s'arrêteraient peut-être : sa présence maintient le semblant d'unité qui permet leur propagation contagionnelle; ses journaux et ses délégués suppriment les distances, mettent l'ouvrier de Strasbourg en contact immédiat avec celui de Perpignan [1]. Mais il est par lui-

1. Plus ou moins. Et dans tous les grands mouvements populaires, on observe des conflits latents ou déclarés entre les chefs improvisés et les responsables syndicaux. La plupart du temps, ce sont les « permanents » qui finissent par l'emporter : ils ont plus d'expérience. Encore faut-il qu'ils mettent leur compétence au service des véritables intérêts ouvriers.

1. Les faits qui suivent montreront l'importance de l'information et le rôle qu'elle peut jouer pour freiner ou accélérer un mouvement prétendu spontané : en 1936, la première grève avec occupation d'usine éclate au Havre, le 11 mai; le 13 à Toulouse, les ouvriers des usines Latécoère cessent le travail et restent dans l'usine. Mais ces deux grèves restent inconnues à Paris : la presse syndicale n'en souffle pas mot. Seul, dans la presse bourgeoise, *Le Temps* les mentionne en quelques lignes et sans détail. Le 14 mai, à Courbevoie, nouvelle grève sur le tas. Silence de la presse. Enfin le 20 et surtout le 24 mai, l'*Humanité* rapproche les trois grèves et souligne la nouveauté et l'identité des méthodes de combat. Le même jour, 600.000 manifestants défilent devant le Mur des Fédérés, conviés par le Comité d'entente socialiste-communiste et la C.G.T. Les ouvriers apprenaient donc en même temps leur nouvelle puissance et les nouvelles méthodes de lutte. Or, à partir du 26 mai le mouvement de grève s'étend à toute la région parisienne et à partir du 2 juin à toute la France. Le rôle de l'*information* est bien défini par ces quelques dates : le silence

même incapable de *produire* les mouvements ; quand il les déclenche c'est qu'il a gagné de vitesse leur cause véritable. Par contre il est responsable — dans une certaine mesure — de leur force, de leur ampleur, de leur direction, de leur efficacité : à lui d'éclairer les masses sur leurs propres fins, d'accélérer ou de freiner les développements locaux en fonction de l'évolution générale. Encore faut-il être au courant de la conjoncture économique, connaître la situation sociale et le rapport des forces en présence. Et surtout il faut être en mesure de prévoir les réactions ouvrières : le mouvement qui s'amorce est-il durable ? Faut-il le soutenir de toutes les ressources syndicales et pousser l'ouvrier à s'y engager à fond ? Ou bien n'est-ce qu'un feu de paille qu'il vaut mieux laisser s'éteindre ? Comment décider si l'on n'a rassemblé les informations, opéré des sondages et consulté les statistiques. Les masses ne cessent de *donner des signes* : au militant de les interpréter ; il n'est plus temps d'invoquer je ne sais quelle connaissance confuse qui naîtrait de l'enracinement ni d'appuyer les décisions sur quelque intuition créatrice : étant objet par nature, les masses deviennent *l'objet propre* du militant [1] et il y a une technique des masses comme il y en a une de la navigation. Le texte suivant de Force Ouvrière est caractéristique :

« ... A notre avis il ne fait pas question qu'ils (les mouvements de grève de 1947) ont pour support les difficultés matérielles de vie de la grande masse des petits et moyens salariés... Il n'est pas besoin d'accélérateur pour démarrer un véhicule stoppé sur une pente. Il suffit que les freins soient lâchés. Quant aux caractéristiques particulières à ce mouvement — parce que chaque processus gréviste a les siennes propres — on ne manquera pas de se rappeler ce que nous ont appris les techniciens des sciences nucléaires, à savoir que l'origine de la bombe atomique réside dans le déclenchement d'un phénomène de réaction en chaîne par quoi s'accomplit et se propage la désintégration de la matière [1] ».

quasi total de la presse a différé de 12 jours la propagation du mouvement. Dès que les journaux ont mentionné les trois premières grèves le mouvement s'est généralisé. Toulouse et le Havre étaient mis aux portes de Paris.

1. Ce qui ne préjuge naturellement pas des relations *personnelles* qu'il peut avoir avec les ouvriers.

1. N° du 12 juin 1947. Force ouvrière était encore intégrée à la C.G.T. et la position de Jouhaux était ambiguë : il ne voulait ni approuver les grèves ni condamner les grévistes.

Le caractère franchement mécaniste de ces images fait un contraste frappant avec la phraséologie « organiciste » de l'autre avant-guerre. On reconnaît explicitement le rôle de la propagation contagionnelle et le caractère extra-syndical des causes du mouvement. Mais surtout ces syndicalistes terrorisés (ils devaient bientôt quitter la C.G.T.) avouent sans fard leur impuissance : on peut freiner, endiguer un mouvement mais si les freins sautent ou si la digue se rompt, le car roule jusqu'en bas de la pente ou l'eau déferle sur les basses plaines. On retrouve dans ces pages un écho de la terreur que Blum et les anciens syndicalistes éprouvaient devant les masses : la sécession de F.O. est un sauve-qui-peut.

Centralisation, bureaucratie, technique : ces traits du nouveau syndicalisme lui sont imposés par la nature du « néo-prolétariat ». Et c'est encore elle qui va bouleverser la tactique syndicale en lui apportant trois caractères neufs : on entretiendra l'agitation sociale, on favorisera l'extension des grèves chaque fois que cela sera possible; on s'efforcera de « radicaliser » les conflits.

L'agitation permanente.

Les masses sont toujours en retard ou en avance sur leurs chefs. Mais gardons-nous de conclure à leur stupidité ou à l'infamie des bureaucrates : nous retomberions dans le psychologisme. En fait, ce décalage n'est que la projection *temporelle* de la distance *spatiale* qui sépare le militant de son objet; il s'explique par le caractère conjectural de la technique des masses. Le militant de base est *en face* des camarades qu'il invite à l'action : il *leur* parle et ils écoutent; mais il n'est pas fréquent qu'il puisse parler *avec* eux. Un syndicaliste, Guy Thorel, s'exprime en ces termes : « Parcourez les usines, allez sur les chantiers, bavardez dans les bureaux, assistez aux réunions à auditoire nombreux ou restreint. Écoutez la voix des militants et observez la masse : vous serez frappé de constater qu'il y a rarement dialogue entre les militants et la masse. Il y a un monologue des militants et une grande passivité de la masse. Cette passivité, il arrive souvent que les militants ne réussissent pas à l'entamer. La masse écoute mais ne dit rien. Et si vous interrogez directement quelqu'un parmi la masse, vous n'obtiendrez souvent aucune réaction qui vous éclaire [1]. »

1. Paru dans *Esprit*, juillet-août 1951, page 170.

Cela n'étonnera pas : ces hommes sont seuls ensemble. Séparés par la fatigue et la misère, lequel d'entre eux aurait l'audace de parler au nom de tous? Rapprochés par la conscience commune de leur isolement, lequel oserait encore parler en son propre nom? Le militant leur demeure étranger : il ne leur reflète pas encore leur puissance et leur unité. Pourtant c'est à lui de faire des conjectures sur leurs dispositions, sur l'effet qu'ont produit ses discours, sur les possibilités objectives de la situation. En admettant que son diagnostic soit exact, reste que la transmission altère les messages transmis : les « centrales » reçoivent des renseignements de seconde main, elles ont rarement le « contact direct » et, quand enfin le sommet rassemble toutes les informations dont il dispose, la synthèse qu'il opère n'est elle-même qu'une reconstruction dont la probabilité, dans le meilleur des cas, ne peut dépasser celle d'une hypothèse scientifique avant la vérification expérimentale. Naturellement il y aura une contre-épreuve : mais comme c'est l'action elle-même qui tient lieu d'expérimentation, l'erreur coûte cher et peut conduire à un désastre : en bien des cas, heureusement, il ne sera pas nécessaire d'attendre l'issue du conflit pour s'apercevoir que la lutte était mal engagée dès le départ; l'ordre sera bientôt suivi d'un contre-ordre. Mais, précisément parce que la masse est *autre* que les militants, l'appareil risque de s'isoler en exigeant des troupes ce qu'elles ne peuvent donner sur l'instant et, pour rectifier leur erreur, les dirigeants risquent de se mettre à la remorque des dirigés. Bien sûr l'expérience, le jugement, les qualités personnelles interviennent à tous les échelons : reste que l'« autoritarisme » et le « suivisme » sont les Charybde et Scylla de l'action syndicale; les fonctionnaires dirigent les mouvements par approximations successives : un coup de barre à gauche, un coup de barre à droite. Voilà pourquoi les militants ont pour tâche essentielle de « garder le contact avec les masses ». Ces mots n'auraient pas eu grand sens au temps du syndicalisme d'élite. Dira-t-on qu'ils n'en ont pas davantage aujourd'hui? Car enfin le propre de la dispersion moléculaire, c'est de rendre le contact impossible. On prend contact avec un groupe, par l'intermédiaire de ses représentants, mais non pas avec une somme de particules discrètes. Si le militant veut « contacter » les masses, il faut d'abord qu'il leur donne un semblant d'organisation. Est-ce un cercle vicieux? Non, car il s'agit pour ui lde les affecter sans cesse d'une manière d'éréthisme collectif pour les maintenir en voie

de solidification. Et, comme l'action seule peut les baratter jusqu'à les faire « prendre », on multipliera les mots d'ordre pour susciter sans cesse des commencements d'action : même si ces commencements n'ont pas de suite, ils rapprochent les individus, provoquent des courants émotionnels, permettent d'éprouver et de contrôler la combativité ouvrière. Les patrons et l'élite professionnelle en prendront prétexte pour reprocher à la bureaucratie de préférer le désordre aux véritables intérêts ouvriers : le « bon » syndicaliste, d'après eux, agit au bon moment, mène son action proprement, nettement pour obtenir des résultats limités et termine la lutte au moment où ces résultats sont obtenus. Mais cette lutte fine et précise, qui commence et finit dans l'ordre, n'est possible qu'aux syndicats d'élite qui sont *tout entiers activité.* L'inertie des masses fait, au contraire, que le mouvement leur vient du dehors; elle implique donc sa contrepartie, l'agitation, qui a pour but d'entretenir par un brassage perpétuel un rudiment de vie collective là où la mort risque perpétuellement de s'installer. Sans l'agitation, les grands mouvements populaires seraient plus hésitants, ils mettraient plus longtemps à naître et l'on en viendrait à bout plus aisément.

L'extension.

L'O.S. est « interchangeable », la concurrence a cédé la place au monopole : pour cette double raison, la grève ne peut plus réussir au niveau de l'entreprise; il faut qu'elle s'étende à toute la branche de l'industrie ou à toute la nation. Du coup, en chaque fabrique particulière, la décision échappe à l'ouvrier. Ou plutôt il décide encore mais sous pression : avant l'autre guerre, il appréciait une situation locale, il mettait en balance les risques et les chances, il entrait en action pour des intérêts concrets; aujourd'hui on lui demande de s'engager dans un mouvement qui le dépasse et dont il ne fait peut-être qu'entrevoir la signification. Le militant sert d'intermédiaire entre le tout et les parties. L'appareil s'est identifié au mouvement qui s'amorce : ainsi le fonctionnaire local parle *au nom du tout* ; chacun de ses auditeurs est encore isolé dans la masse mais on leur fait entendre que le prolétariat partout se recompose : il ne tient qu'à eux de céder à l'entraînement général et d'échapper à la solitude. Avant même que l'intégration soit achevée, ils éprouvent la puissance coercitive d'une collectivité primaire en voie de recomposition. Cela ne va pas sans altérer

profondément la démocratie syndicale, au sens classique du terme. Dès que le sujet collectif [1] se manifeste, on le reconnaît à la pression qu'il exerce sur les membres. Les décisions sont prises à haute température. Certes, il faut délibérer et les masses entendent décider librement de la conduite à tenir. Mais elles savent que l'efficacité de leur action sera proportionnelle à la puissance d'intégration du groupe. Chacun peut donner son avis; mais, pour qu'une proposition soit retenue, il ne suffit pas qu'elle soit *pratique :* comme le danger d'effondrement subsiste en permanence au sein de l'unité, il faut que la motion proposée réalise *l'accord de tous.* Qu'une opinion échoue à renforcer l'unité collective, elle glisse et disparaît sans laisser de traces, oubliée par ceux mêmes qui l'ont exprimée d'abord. On dira qu'il en est de même dans les assemblées parlementaires, puisque la minorité s'incline devant les décisions de la majorité. Mais cela n'est point vrai : elle s'incline mais elle subsiste, juxtaposée à la majorité comme sa tentation permanente, et conserve ses prétentions à devenir un jour majoritaire. Dans les masses, la majorité mange la minorité. Ou plutôt, il y a des minorités *en mouvement* qui s'esquissent et disparaissent dès qu'elles se sont comptées; et l'unité se refait sans cesse par la liquidation des opposants : s'ils résistent, on ira jusqu'à leur faire violence : aux yeux du groupe le dissident est un criminel, qui préfère son sentiment particulier à l'opinion unanime, un traître qui, plutôt que de reconnaître son erreur, accepte le risque de rompre la cohésion ouvrière. Notre gouvernement a su tirer parti de la situation : il a imposé la pratique du *referendum* et étendu le droit de vote aux non-syndiqués. Il s'agissait, bien entendu, de protéger les droits de l'homme. En fait, on voulait détendre les liens collectifs

1. J'entends par « sujet collectif » le *sujet de la praxis* et non je ne sais quelle « conscience collective ». Le sujet c'est le groupe *rassemblé* par la situation, *structuré* par son action même, *différencié* par les exigences objectives de la praxis et par la division du travail, d'abord improvisée puis systématique, qu'elle introduit, *organisé* par les dirigeants qu'il se choisit ou qu'il se découvre et trouvant *en leur personne* sa propre unité. Ce qu'on a nommé le « pouvoir charismatique » prouve assez que l'unité concrète du groupe est *projective*, c'est-à-dire qu'elle lui est nécessairement extérieure. La souveraineté diffuse se rassemble et se condense dans la personne du chef qui la reflète ensuite à chacun des membres et chacun, dans la mesure même où il obéit, se trouve vis-à-vis des autres et des étrangers, dépositaire de la souveraineté totale. S'il y a un chef, chacun est chef au nom du chef. Ainsi la « conscience collective » est nécessairement incarnée : c'est pour chacun la dimension collective qu'il saisit dans la conscience individuelle de l'autre.

Cette supercherie montre au grand jour l'abîme qui sépare une démocratie bourgeoise d'une démocratie de masses. Il est vrai : voter à main levée, c'est céder d'avance aux pressions collectives; mais le vote à bulletin secret replonge les masses dans leur dispersion originelle. Chacun, retrouvant sa solitude, n'exprime que ce qu'il pense seul, faute de savoir ce qu'il penserait *en groupe*; tout à l'heure, au meeting ou à l'atelier, il *voyait* sa pensée se former, il *l'entendait*, il *l'apprenait* sur les lèvres de ses camarades; à présent son opinion, s'il en a une, n'est plus que son ignorance de l'opinion des autres. En prétendant sauver la personne, nos ministres l'ont fait retomber au niveau de l'individu. Ces consultations favorisent l'inertie : la décision de lutter est prise en commun, à chaud; l'enthousiasme est contagieux; mais dans l'isoloir, le doute renaît : chacun redoute la défaillance des autres, on redevient n'importe qui. Un exemple entre mille : en novembre 47, les ouvriers des établissements Citroën décident de faire la grève sur le tas. La police intervient et fait évacuer l'usine. Là-dessus, les pouvoirs publics organisent un referendum; le but est manifeste : on fait voter les ouvriers sur un demi-échec. La C.G.T. leur recommande aussitôt de s'abstenir. Le referendum a lieu : sur 10.000 inscrits, il y a 3821 abstentionnistes : ceux-là ce sont les durs, ceux qui refusent de capituler. Et, tout naturellement, ce sont aussi les plus hostiles à cette forme de consultation populaire. Parmi les votants, 1201 se sont déclarés pour la continuation de la grève : d'accord avec les premiers sur les objectifs et la tactique, ils n'ont pas suivi les consignes de la C.G.T.; c'est qu'ils entendent user librement du droit de vote, même si c'est le gouvernement qui le leur garantit[1]. En tout 5021 partisans de la grève. En faveur de la reprise du travail : 4.978 voix. Or la grève a commencé sans vote préalable; mais il est évident qu'on n'eût pas osé la décider à une si faible majorité. Autrement dit, les 5.000 « durs » ont entraîné les autres; les hésitants se sont ajoutés au groupe par crainte de rester seuls, les opposants se sont tus, abandonnant leur résistance pour en avoir reconnu l'inefficacité. Voilà donc deux classements différents; libre aux patrons de prétendre que le second est seul valable : en fait ils sont valables tous les deux mais ils correspondent à deux états bien différents

1. On pourrait supposer — mais les détails manquent et ce n'est qu'une conjecture — qu'il s'agit d'ouvriers professionnels : ils sont à la fois « durs » et partisans d'un suffrage qui garantit les droits individuels.

du groupe. Il est vrai que l'évacuation des usines a porté un coup sérieux aux partisans de la grève. Pourtant, sans le referendum celle-ci continuait : et les indécis se déclaraient pour elle, faut de connaître un moyen de l'arrêter; le vote ravive les hésitations des « mous » et rend courage aux opposants. Ainsi la grève traduit la brusque intégration du groupe et la consultation en provoque la désintégration partielle. L'unité de combat est une formation primaire qui s'établit dans la passion et se maintient souvent par la contrainte. Les fonctionnaires syndicaux sont *autoritaires* dans la mesure où le groupe les a choisis pour exercer en son nom la dictature sur chacun de ses membres.

La radicalisation.

Jamais les masses ne *mandatent* : elles ne votent pas pour des programmes; elles indiquent le but à atteindre; au militant de trouver le plus court chemin. Et leurs exigences sont si simples que la réalisation en paraît d'abord à portée de la main : du pain, des logements, l'abrogation d'une loi scélérate, la fin d'une guerre. En fait, leur désir le plus élémentaire est séparé de son objet par l'univers et ne peut être comblé que par un travail de longue haleine. Du pain, des logements? Nous avons vu qu'il faudrait produire davantage et, par conséquent, renoncer tout à fait aux pratiques malthusiennes, ce qui implique, *à tout le moins*, qu'une autre majorité se forme et qu'un nouveau gouvernement impose ses volontés aux grands patrons. L'illusion « spontanéiste » incline de bons esprits à croire que l'exigence populaire est une politique comprimée : il suffirait de la *déplier* pour trouver en elle le moyen de la satisfaire. Cela n'est pas : le besoin n'est qu'un manque; il peut fonder un humanisme mais non une stratégie. En réclamant du pain, les masses amènent leurs représentants à lutter contre le malthusianisme; mais leur revendication n'implique pas *par elle-même* une condamnation des pratiques malthusiennes[1]. Ainsi le militant prend en charge le conflit permanent qui oppose le mouvement révolutionnaire, dont les tâches sont infinies; et l'élan révolutionnaire, qui pose les fins d'un seul coup pour en réclamer la

1. Ou si l'on préfère : *objectivement* la satisfaction de ces exigences est incompatible avec le maintien d'une économie dépressive. Mais elles peuvent être posées *subjectivement* sans que les ouvriers aient du tout connaissance du malthusianisme.

réalisation immédiate. Puisqu'elles ne peuvent bouger sans ébranler la société, les masses sont révolutionnaires par leur situation objective : pour les servir, les responsables doivent élaborer une politique révolutionnaire. Mais, par là même, ils s'opposent doublement à elles : l'objectif précis et limité qu'ils se proposent d'atteindre à tel moment de l'histoire est à la fois trop lointain et trop particulier pour leurs troupes. Trop particulier : dans la mesure où la fin qu'on leur propose n'est qu'un moyen d'atteindre un autre moyen, elles n'y reconnaissent pas toujours les fins absolues pour lesquelles elles ont accepté de se battre et de mourir. Trop lointain : dans la mesure où cette fin n'est qu'un résultat tactique, elle s'éloigne de la satisfaction immédiate qu'elles revendiquent. Car c'est tout un pour elles de réclamer du pain ou l'établissement d'un ordre humain : mais elles n'en concluront pas d'elles-mêmes qu'il faut être pour ou contre l'échelle mobile. En un mot l'essence même des masses leur interdit de penser et d'agir politiquement. Et, sans aucun doute, la politique de l'appareil est l'expression pratique et temporelle de leur exigence ; et, comme elles représentent les forces mêmes qui peuvent réaliser l'entreprise révolutionnaire, on dira qu'elles sont les moyens de cette politique dans la mesure même où elles en sont la fin. Mais, comme la stratégie leur demeure par principe étrangère, on ne peut soutenir à proprement parler qu'elles *font* cette politique mais plutôt qu'elles en sont les instruments. Bien entendu, les dirigeants se refusent à *manœuvrer* leurs troupes : ils exhortent sans cesse, sans cesse ils expliquent et cherchent à convaincre. Mais la difficulté ne vient pas des chefs ni de leurs rapports avec les soldats : elle manifeste simplement la contradiction féconde qui oppose l'immédiat au différé, l'instant à la durée, le besoin à l'entreprise, la passion à l'activité. Convaincus qu'il est tout à fait impossible de mobiliser les masses pour des fins lointaines et abstraites, les dirigeants font un usage constant de ce qu'on appelle le « double objectif » ; cela veut dire qu'ils appuyent l'objectif le plus général et le plus éloigné sur un objectif immédiat et concret et que, réciproquement, ils ne négligent jamais de montrer, derrière l'objectif proche, un objectif lointain qui en constitue, pour ainsi dire, la signification politique. Ainsi expliqueront-ils aux salariés que la revalorisation des salaires est liée à la cessation des hostilités au Vietnam et au désarmement général. En un certain sens, cet usage si décrié du « double objectif » n'est qu'une

manière d'*expliquer* l'histoire : on découvre aux masses les conséquences lointaines de leur action revendicative, on leur apprend à quelles conditions générales leurs revendications particulières esront satisfaites. Et il n'est pas douteux, en effet, que le prolétariat, dans la circonstance présente, doit imposer le désarmement s'il veut élever son niveau de vie et que, réciproquement, il freine chaque jour « l'effort de guerre » dans la mesure où il défend son salaire contre les patrons. Mais le caractère heurté de l'action populaire, ses « décalages », son instabilité, ses brusques raidissements, ses imprévisibles effondrements ont pour effet de mettre en lumière la « politisation » du syndicalisme. Une grève gagnée apparaît comme un fait total; sa signification politique ne s'isole pas. Une grève perdue, c'est le contraire : les travailleurs ont repris le travail parce que la caisse syndicale était vide? peu importe : il semble toujours qu'ils aient renié leurs chefs; et qu'ont-ils désavoué sinon la « politisation » de la grève? L'appareil reste en l'air, tout abstrait, sa « distance aux masses » s'accentue; il revêt aux yeux de tous l'aspect d'une bureaucratie politicienne. Les chefs disaient aux masses : en luttant pour vos salaires, n'oubliez pas que vous luttez *aussi* contre la guerre. Vaincues par la faim, les masses abandonnent provisoirement la lutte : on en conclut qu'elles se moquent du désarmement.



Au fractionnement du prolétariat correspond un éclatement de la souveraineté populaire. Pour l'élite professionnelle, la souveraineté se fonde sur le mérite, c'est-à-dire sur la compétence, l'énergie et la culture : le manœuvre n'est « souverain », pour sa part, que dans l'exacte mesure où il est encadré, entraîné, contrôlé. Pour l'ouvrier spécialisé, la souveraineté émane directement des masses et d'elles seules; elle ne fait qu'un avec le mouvement par lequel, sous la pression des circonstances extérieures, elles se rassemblent en *corps*. La classe ouvrière est déchirée par un conflit de pouvoirs.

Le pluralisme syndical est donc un effet plutôt qu'une cause : certes il contribue à accroître les divisions ouvrières mais il ne fait d'abord que les refléter. Avant 36, la C.G.T. de Jouhaux groupait essentiellement des ouvriers professionnels, des fonctionnaires ou travailleurs des services publics et de petits employés; en gros,

« l'élite » du secondaire et quelques éléments du tertiaire. Après la fusion de 36, qui s'opèra à chaud et sous la pression des événements, ces militants s'inquiétèrent : ils parlaient déjà de colonisation; aux approches de la guerre, ils se hâtèrent de reprendre leur liberté. Après la libération, les effectifs de la C.G.T. se gonflent de nouveau; la C.F.T.C. reste seule en face d'elle; l'unité organique est à l'ordre du jour. Mais presque tout de suite les anciens militants de la C.G.T.-Jouhaux se plaignent de n'être plus chez eux. « Ils font figure d'étrangers dans leur propre maison », écrit Bothereau en 1947. La phrase est révélatrice : la C.G.T. de 45, malgré son nom vénérable, a tous les caractères d'une organisation nouvelle et qui cherche encore sa voie; mais « l'élite » ouvrière persiste à la considérer comme une institution très ancienne et qui lui appartient : elle y accueille les nouveaux venus comme si c'était sa propre maison et déplore la mauvaise éducation de ses invités. Bien entendu, ces militants ne songent pas à incriminer leurs camarades de la grande industrie rationalisée : ce sont les dirigeants communistes qu'ils accusent; sans eux, l'unité syndicale se maintiendrait d'elle-même. Mais les reproches qu'ils adressent au P.C. atteignent *d'abord* les masses. Les communistes, disent ils, préfèrent les travailleurs inorganisés aux militants expérimentés : les premiers sont plus faciles à manœuvrer que le seconds. Mais n'est-ce pas leur faire un grief de ce qu'ils représentent les masses plutôt que l'élite? Les nouveaux dirigeants recourent trop facilement à la violence, ils entretiennent dans les usines une agitation sans but qui nuit aux intérêts du prolétariat, ils font preuve dans les négociations d'une intransigeance qui risque de les faire échouer? On conçoit que cette barbarie scandalise les militants avertis. Mais la violence, je l'ai montré plus haut, naît de la situation même; l'agitation n'est qu'une lutte perpétuelle contre l'action continue des forces massifiantes; quant à l'intransigeance, elle a deux causes principales : c'est d'abord que la condition de l'O.S. est intolérable; c'est, ensuite, qu'il n'a pas la possibilité de *manœuvrer*; son seul recours étant la violence, c'est dans un climat de violence qu'il fait valoir ses revendications : l'usine est occupée, les C.R.S., peut-être, vont la faire évacuer; ils tireront si l'on résiste; la situation n'est pas propice au compromis : il faut beaucoup de courage et de colère pour faire face aux dangers; les masses considèrent donc, à bon droit, le patron comme l'ennemi; les concessions, les conciliations, elles les tiennent pour des trahi-

sons : elles exigent tout tant qu'elles tiennent; si leurs forces les abandonnent, elles s'effondrent. Les dirigeants communistes ont étouffé la démocratie syndicale? Mais laquelle? La seule qu'on ait jamais pratiquée était aristocratique. L' « élite » a oublié qu'une démocratie peut être autoritaire si l'autorité émane des masses elles-mêmes. La « dictature » syndicale — si dictature il y a — s'exerce sur les minorités au nom de la majorité mais il serait absurde de croire qu'elle puisse s'exercer sur la majorité elle-même : on ne peut ni mobiliser ni manœuvrer les masses, elles se déterminent à l'action quand elles se transforment en communauté agissante sous l'action des circonstances extérieures. Les syndicats « communistes » sont politisés? C'est que l'existence des masses en tant que telles est incompatible avec le régime économique et social qui les produit. Qu'on m'entende : je ne prétends pas que la structure actuelle du P.C., ses objectifs et ses méthodes soient entièrement et exclusivement déterminés par les exigences objectives de l'O.S.; ce parti a son histoire, sa dialectique propre; il est conditionné par l'univers. Mais je soutiens que ces accusations visent les masses au premier chef : ce sont elles que le militant d'élite condamne par personnes interposées; il en a peur et elles le fascinent : demain l'automatisation des tâches peut le ravaler au rang de l'O.S.

Les représentants des masses, à leur tour, accusent F.O. et la C.F.T.C. de faire « sournoisement » de la politique et ils n'ont pas tort. Quand tout est lié, le malthusianisme et la misère, la hausse des prix, le réarmement et la marshallisation, refuser la politique du P.C., c'est faire celle du gouvernement; au reste la C.G.T.-F.O. s'appuye sur le parti socialiste et la C.F.T.C. sur les ministres M.R.P Contenir les revendications ouvrières sur le terrain économique et professionnel, c'est vouloir changer les effets sans toucher aux causes; c'est, surtout, laisser les mains libres à la majorité parlementaire. On veut obtenir le maximum dans le cadre du régime; on réclame de menues faveurs et, pour les mériter, on condamne le communisme dans des discours « apolitiques » et l'on reçoit « apolitiquement », les émissaires des syndicats américains. Et pourtant ils atteignent aussi le militant de base, les reproches que la C.G.T. adresse aux dirigeants : après tout, Force Ouvrière, jusqu'en 1947, ne représentait qu'une « tendance » minoritaire à la C.G.T.; ni Jouhaux ni ses lieutenants ne voulaient prendre l'initiative de rompre l'unité et ce sont les militants de province

qui ont imposé la rupture en menaçant de ne pas renouveler leurs cartes syndicales. A la conférence des Amis de Force Ouvrière, convoqués en hâte, les dirigeants proposaient un compromis : on exigerait des « majoritaires » la « démocratisation » de la C.G.T. En vain : les militants ne voulurent rien savoir et l'état-major les suivit à contre-cœur dans la sécession [1].

Dirons-nous que les masses se sont rangées tout entières derrière la C.G.T.? Que seuls les ouvriers professionnels sont inscrits à F.O. ou à la C.F.T.C.? Ce serait simplifier. Beaucoup d'ouvriers qualifiés sont restés à la C.G.T. par discipline de classe [2]. D'autres ont adhéré aux syndicats autonomes. Et puis le caractère confessionnel de la C.F.T.C. vient encore compliquer le problème : dans certaines régions, le courant de déchristianisation n'a pas encore pénétré les masses. Toutefois, à prendre les choses en gros, notre division reste vraie : la C.G.T. polarise les tendances révolutionnaires du prolétariat mécanisé de la grande industrie; la plupart des autres syndicats représentent la tendance réformiste d'une élite professionnelle qui lutte contre la disqualification. En un sens, le pluralisme syndical est légitime puisqu'il est le reflet d'une déchirure profonde; en un autre, c'est une catastrophe pour la classe ouvrière puisque la pluralité des *appareils* aggrave les conflits en donnant une configuration et des limites à chacune des tendances et en obligeant chaque groupe à se définir par son opposition aux autres. Mais, de toute façon, la déchirure a une cause plus profonde : c'est le plus beau cadeau que le malthusianisme patronal ait fait à la classe ouvrière.

(*A suivre.*)

Jean-Paul Sartre.

1. Les grèves de l'été dernier permettent, au contraire, d'espérer un rapprochement imposé par la base. J'y reviendrai dans mon prochain article.

2. La Fédération du Livre, par 28.000 voix contre 18.000, a décidé en 1947 de rester à la C.G.T., malgré une longue tradition réformiste.

George Lamming.

LES ILES FORTUNÉES (II)

A l'intérieur de l'école on avait distribué les pennies et le directeur qui était remonté sur l'estrade, était assis derrière son bureau, à tourner les pages du cahier d'appel. Ses doigts courts et gras tremblaient en tenant la feuille qu'il faisait passer d'un côté sur l'autre. Il avait remis la lanière dans le tiroir et tout le monde paraissait soulagé sauf ceux de la classe enfantine qui se trouvaient près de l'estrade. Ils étaient à moins d'un mètre, et cette proximité leur donnait un sentiment de culpabilité. Il y eut une pause dans le déroulement des opérations entre la distribution des pennies et l'ordre de sortie. La pause semblait faire partie des opérations. La classe enfantine se tenait coîte.

Pendant cette pause, le directeur avait coutume de parcourir le registre et de noter certaines choses dans son petit carnet noir. Au moment de donner le coup de sifflet qui annonçait la sortie, il faisait certaines remarques d'après ce qu'il avait noté dans le carnet.

Pendant ce temps, les maîtres qui se tenaient assis sur un banc derrière leurs classes s'occupaient à des bagatelles. Il y en avait qui se taillaient les ongles, d'autres qui griffonnaient des dessins sur des bouts de papier.

La plupart des élèves étaient occupés à examiner leurs pennies. Ils étaient en cuivre flambant neuf. Les élèves réfléchissaient à la façon dont ils pourraient les reproduire et faisaient diverses tentatives pour les dessiner au crayon. Ils posaient le penny sur la table, mettaient une feuille de papier blanc dessus et hachuraient lourdement la partie de la feuille qui recouvrait le penny. Puis ils déchiraient le cercle nettement tracé par l'empreinte du penny. Ils examinaient l'empreinte et réfléchissaient longuement avec application aux moyens de fabriquer des pennies.

Il y en avait qui discouraient tranquillement sur les dimensions de la tête du roi et sur la manière dont elle avait été gravée. Ils trouvaient que c'était rudement bien fait. C'était vraiment une tête, la même tête qu'ils avaient vue sur des images.

D'autres disaient que c'était une vraie photo du roi qu'on avait collée sur quelque chose et peinte ensuite avec du cuivre. Cette tête était fascinante. Existait-il des pennies sans tête ? Les élèves examinaient attentivement les pièces et faisaient des remarques sur ce qu'ils voyaient ; comment avait-on fait pour mettre là une tête ? Ils étaient perplexes

Il y en avait qui disaient qu'on avait dessiné la tête du roi avec une épingle pendant que le cuivre était encore mou. Ils avaient vu fondre du plomb. On mettait la dure et terne plaque dans un récipient et quand on revenait voir un peu plus tard, c'était un liquide brillant comme du cristal qui durcissait de nouveau peu à peu. On faisait la même chose avec le cuivre. Il fallait d'abord le faire fondre et quand il était à un certain degré de mollesse on dessinait dessus avec l'épingle. C'était un vrai travail de patience. Mais il fallait bien le faire si on voulait avoir des pièces de monnaie et tout le monde sait que la monnaie c'est quelque chose d'important.

C'était difficile mais nécessaire. Mais d'autres pensaient que ce n'était pas réalisable. Il fallait être idiot pour croire qu'il pouvait se trouver des gens de bon sens pour faire un pareil travail.

Les Anglais, qui étaient le seul peuple de la terre à se servir de pence, étaient des gens pleins de bon sens. On ne pouvait pas embarquer un roi dans cette histoirre absurde de cuivre fondu et de dessin à l'épingle. Et comment est-ce qu'il aurait trouvé le temps de poser pour tous ces millions de pence ? Ça ne tenait pas debout. Un autre dit qu'il aurait été impossible de se servir du cuivre fondu pour ça, et en plus qu'un seul homme fasse tous les pennies. C'était trop pour un seul homme.

Un autre affirma qu'un seul homme avait fait tous les pennies. La tête du roi était la même sur tous les pennies, jusque dans les moindres détails. Ce n'était pas possible que plusieurs personnes dessinant la même tête arrivent à faire tellement pareil. Rien que le nez, peut-être, ou un œil et une

oreille, mais pas la tête entière et tout le monde voyait bien que c'était exactement la même tête. Dans les moindres détails. Il n'y avait pas une seule différence. Uu autre dit que c'était toujours le même penny — le premier fabriqué — qui était le vrai penny et tous les autres avaient été comme imprimés. Il suffisait d'avoir le premier penny et l'outillage nécessaire et on pouvait en faire des milliers d'autres.

— Mais alors demanda un élève, ce n'était pas possible de dépenser le premier penny ?

Qelqu'un demanda comment le premier penny avait été fait. En admettant qu'il y eut un premier penny qui avait servi à faire tous les autres, il fallait bien qu'on ait fait un jour ce premier penny.

— C'était bien simple, expliqua le garçon : le penny avait été fait comme vous le voyez, mais sans la tête du roi. On l'avait chauffé de manière à ce qu'il prenne et garde les empreintes : enfin on l'avait envoyé au roi qui n'avait eu qu'à le presser d'un côté contre son visage. Cela avait donné le dessin qu'on voyait. C'est pourquoi on ne voyait qu'un côté du visage. Parfois il fallait qu'il le presse contre son nez.

De nouvelles objections s'élevèrent. S'il y en avait qu'on pressait contre le visage et d'autres contre le nez, ça aurait dû faire plus d'un penny. Ça en aurait fait au moins deux.

Certains prétendaient que le roi n'avait pas le temps de presser tous les pennies du monde. Il ne pouvait pas mettre tous ces pennies sur son visage parce que ça lui aurait fait mal. A force de toucher du cuivre, il serait tombé malade.

Ce n'était pas possible. Mais le garçon leur rappela qu'il avait suffi d'une seule fois, tous les autres pennies avaient été faits par le procédé d'impression dont il avait parlé.

Mais tous les arguments en faveur du dessin ou de l'impression furent réduits à néant quand un élève déclara qu'il savait de source sûre qu'on ne pouvait pas voir le roi.

— A la rigueur quand il était bébé et encore, plus tard, petit garçon, mais à partir du moment où il devenait roi, nul ne le voyait plus. C'est pourquoi on vous demandait parfois si vous vous preniez pour un roi.

Il n'y avait pas si longtemps que le directeur avait parlé de certains garçons qui se prenaient pour des rois. C'était une chose considérable que d'être un roi. Cela voulait dire

qu'il fallait s'habituer à l'idée que vous alliez vivre tout seul dans une grande pièce où personne ne pourrait vous voir et où vous seriez votre seul maître. Libre et seul. Quelqu'un voulut alors savoir pourquoi la tête du roi se montrait dans les journaux. Plusieurs l'avaient vue à maintes reprises et certains qui étaient allés au cinéma avaient vu le roi passer des revues et recevoir des saluts. Le garçon répliqua que les journaux ne savaient pas ce qu'ils racontaient. Les journaux étaient toujours en retard sur les événements, jamais en avant. Ce n'est pas dans les journaux qu'il fallait chercher des renseignements. Ils imprimaient d'habitude ce qu'ils pensaient qui ferait plaisir aux gens, et ils n'avaient pas d'explications à fournir. Ce n'était pas le roi qu'on voyait, ce n'était pas du tout le roi. C'était l'ombre du roi. Quelques élèves éclatèrent de rire. Ils croyaient qu'il avait voulu dire que l'ombre du roi le suivait partout où il allait et que les photos qu'on prenait étaient les photos de l'ombre et pas du roi. Mais il parvint à s'expliquer. Il y avait un faux roi, une ombre de roi qui faisait tout ce que font les rois. C'est l'ombre qui allait aux défilés, qui recevait les saluts et qui faisait tout ce qui nous paraît convenir à un roi. L'ombre de roi faisait partie de la tradition anglaise.

— Les Anglais aiment les ombres, expliqua le garçon. Ils ne font jamais rien au grand jour. Et le roi lui-même, le plus grand de tous les Anglais, n'agit qu'au moyen de son ombre.

Quelqu'un demanda si, lorsqu'on parlait à un Anglais, on parlait à un homme réel ou à une ombre, et le garçon dit oui, certains étaient à la fois homme et ombre, mais plus ombre qu'homme. Mais il fallait toujours prendre garde quand on avait affaire à un Anglais. C'était très difficile de distinguer entre l'homme et l'ombre, et parfois il n'y avait que l'ombre. L'homme s'était perdu quelque part, et il ne restait plus que l'ombre. La plupart des élèves ne purent rien comprendre à ces discours sur l'ombre. L'un d'eux dit que ce n'était pas vrai de dire que personne ne pouvait voir le roi puisqu'il avait femme et enfants. Il n'était pas vraiment seul au monde puisque sa famille était toujours là. C'étaient des êtres humains comme n'importe qui. Ses enfants étaient les princesses que la plupart des gens

avaient vues sur des photos, entre leur père et leur mère. Le garçon n'était pas d'accord. Il déclara que leur ignorance était encore plus grande qu'il n'aurait cru. Tout cela faisait partie de la tradition qui voulait qu'un roi eût des fils et des filles appelés princes et princesses. Ces mots mêmes faisaient partie de la tradition. Mais c'était une grosse erreur de croire que le roi avait quelque chose à y voir. Tout cela, c'était l'ombre. Le roi, lui, était seul. Il s'habillait seul et faisait seul tout ce qui lui était nécessaire. On ne le voyait pas. Telle était la tradition. Ce que nous voyions n'était que l'ombre. C'est pourquoi ses enfants s'adressaient à lui en public en l'appelant Sa Majesté. Ils ne pouvaient pas lui dire papa, comme vous et moi. Ce n'était pas le terme à employer. Il n'était pas papa puisqu'il était tout seul.

— Mais alors, est-ce qu'ils étaient ses enfants ? demanda un élève.

— Oui et non, répondit le garçon. Ils l'étaient et ne l'étaient pas.

— Tu veux dire, demanda quelqu'un, tu veux dire que c'est aussi l'ombre qui ?...

Le directeur lança un coup de sifflet et le silence se fit. Il ferma son carnet. Il resta assis et tout le monde comprit qu'il n'était pas prêt à ordonner la sortie. Quand il était prêt à le faire, il se mettait debout, l'air triste et grave. Ils en avaient tous pris l'habitude. Chacun connaissait ses gestes. Chacun obéissait aux ordres non proférés. Quand le sifflet fit son petit bruit perçant, tout le monde comprit ce qu'il y avait à comprendre. Un seul coup de sifflet voulait dire quelque chose, et deux coups quelque chose de très différent. L'habitude s'était peu à peu établie. Il n'était pas prêt à ordonner la sortie, ils le savaient. Ce coup de sifflet avait pour but de rétablir le silence. Le bourdonnement était devenu trop fort et le directeur avait sifflé pour rappeler qu'il était toujours là. Tout le monde avait compris. Le silence fit son apparition comme un homme qui pénètre dans une pièce pour peu de temps et qui va bientôt disparaître. Les garçons se regardaient, souriaient ou faisaient des grimaces. Le bourdonnement reprenait en sourdine. Il pointait comme une tête curieuse derrière un mur. Tout doucement. Il n'était pas encore tout à fait présent dans ce pointement,

dans cette tendance à reparaître. Il était là quand il était là, c'est-à-dire seulement quand sa présence était pleine et entière. Alors il continuait jusqu'à ce que quelque chose le fasse taire. Le bourdonnement grandit. Il était de nouveau là jusqu'au prochain coup de sifflet. Alors il se retirerait, comme un escargot se glisse lourdement dans sa coquille, plein de frayeur et d'un étrange respect. Tout le monde comprenait.

Dans une autre classe, les élèves bavardaient au sujet de la reine. La reine dont avait parlé le directeur. La reine Victoria. Il apparut que ceux qui s'étaient trouvés le plus près du mur, dans la cour, avaient entendu les vieux, assis sur le mur, parler de la reine. Une grande et bonne reine, avait dit le directeur, et les vieux avaient dit à peu près la même chose. Les enfants ne comprenaient pas très bien. Ils comprenaient les drapeaux. Ils les comprenaient parce qu'ils n'avaient pas besoin de leur poser de questions. Les drapeaux suffisaient à rendre compte de leur présence, et du défilé, et de l'inspecteur. Toutes ces choses étaient simples. Elles étaient, tout simplement. Mais les vieux avaient dit autre chose, à propos de la reine. Ils avaient dit que c'était une bonne reine parce qu'elle les avait libérés.

— C'est ça qu'ils ont dit, répétait un petit garçon. Ils ont dit qu'elle nous avait libérés, toi et moi et lui et toi. Je l'ai entendu.

Comment ça se faisait que la reine les avait libérés ?

— Moi aussi je l'ai entendu, dit un autre ? J'ai trouvé que c'était bien bizarre, mais j'ai pas cherché plus loin parce qu'il s'agissait pas de moi.

La reine les avait libérés. Il étaient peut-être enfermés dans une espèce de cachot autrefois.

— C'est ça, dit tranquillement un enfant. Autrefois, à un moment, presque tout le monde était en prison. Et il semble que lorsque cette bonne et grande reine était montée sur le trône, elle avait ordonné que ceux qui n'étaient pas libres soient libres à partir de ce moment.

Cela commençait à avoir un sens. Ils comprenaient maintenant ce que voulaient dire ces discours sur la liberté. Un élève dit qu'il avait demandé au maître, mais le maître avait dit qu'il ne savait pas de quoi les vieux voulaient parler.

Peut-être bien qu'ils radotaient. Lui, jamais personne n'avait eu à le rendre libre. Voilà ce que le maître avait dit. Jamais personne n'avait eu besoin de le rendre libre. Les enfants comprenaient. Les vieux étaient sans doute des forçats, et, à l'avènement de la reine, ils avaient été libérés. Ça n'avait rien à voir avec eux. C'était troublant, cette pensée de n'être pas libre. Comment pouvait-on le supporter ? Si on vous disait que vous n'aviez pas le droit de faire ceci ou cela, ou d'aller ici ou là. C'est cruel. Un autre enfant intervint posément. Les explications des autres ne le satisfaisaient pas. C'était encore un cas dans le genre des pence et du roi. Il dit qu'il avait entendu parler d'esclaves. Une vieille femme avait dit qu'autrefois ils étaient esclaves, mais que maintenant ils étaient libres. Et elle avait dit que c'était ça que la grande et bonne reine avait fait. Elle les avait rendus libres. Le petit garçon était perplexe. Il comprenait le sens des mots cachot et prisonnier. Il avait vu plusieurs fois des prisonniers. Ils passaient enchaînés à la file, le matin en allant au travail. Il savait ce que cela voulait dire. Ils étaient punis. Quand ils auraient purgé leur peine, ils seraient de nouveau libres. Mais la vieille femme sur le mur n'avait pas voulu parler de ça. Elle parlait de quelque chose d'autre. Quelque chose d'important. C'est ce qu'il lui semblait. Il demanda au maître ce que c'était qu'un esclave et le maître le lui expliqua. Mais ce n'était pas clair. Il ne comprenait pas comment quelqu'un pouvait acheter quelqu'un d'autre. Il savait qu'on pouvait acheter des chevaux et des chiens pour les faire travailler. Mais il ne comprenait pas comment un homme pouvait en acheter un autre. Il dit au maître ce qu'avait dit la vieille. Qu'elle avait été une esclave. Et le maître dit qu'elle radotait. L'esclavage, c'était il y a très, très, très longtemps. Il était question d'esclaves il y a très, très, très longtemps. Cela n'avait rien à voir avec la vieille dame. Elle n'était pas assez vieille. De plus, cela n'avait rien à voir avec les habitants des Barbades. Personne n'avait jamais été esclave aux Barbades, dit le maître. C'est dans d'autres coins du monde que ces choses-là arrivaient. Pas dans la Petite Angleterre. Le petit garçon n'aimait pas ces explications. Il avait chassé de son esprit les phrases sur les esclaves, mais il était inquiet pour la vieille femme. Qu'est-ce

qui avait pu lui mettre dans la tête qu'elle était une esclave ? Elle, ou avant elle, son père ou sa mère ? Il était certain que la vieille femme ne savait pas lire. Elle n'avait pas pu lire ça dans un livre. Quelqu'un le lui avait dit. Et en plus, elle disait qu'elle en était une; une de ces choses-là. Une esclave. C'était la première fois que le petit garçon avait entendu ce mot et quand le maître en avait expliqué le sens, il avait ressenti une étrange impression. L'impression qui vous vient quand quelqu'un raconte un meurtre. Dieu merci, il n'avait jamais été esclave. Ni lui, ni son père ou le père de son père. Ça n'avait pas l'air cruel. C'était seulement irréel. Cette idée de posséder. Un homme qui en possédait un autre. Ils se mirent à rire paisiblement. Imaginez un homme dans un coin du monde qui posséderait un homme ou une femme des Barbades. Ils allaient oublier tout cela puisque ça se passait il y a si longtemps. D'ailleurs on ne leur en avait jamais parlé. Ils avaient lu des choses sur la bataille de Hastings et sur Guillaume le Conquérant. Ça se passait il y avait des centaines d'années. Et l'esclavage se passait des milliers d'années avant cela. C'était trop loin pour que personne se soucie de l'enseigner en histoire. C'est pour ça qu'on ne l'enseignait pas. C'était bien trop loin. Il fallait bien que l'histoire commence quelque part, mais pas si loin. Et personne ne savait où cette histoire d'esclaves s'était passée. Le maître avait dit seulement : pas ici, ailleurs, quelque part. Ça n'était sans doute jamais arrivé. Pauvre vieille, pauvre sotte. Il ne fallait pas lui en vouloir. Elle avait dû rêver. C'était un mauvais rêve. Ils riaient paisiblement. Il y eut un coup de sifflet. Silence, silence ! Le silence entra comme un fantôme pour vite se dissiper de nouveau.

.. ..

— Je sais, dit un garçon. Je sais ce qu'il y a.

Il parlait avec beaucoup d'aisance.

— La vieille femme ne radote pas. Elle savait ce qu'elle disait. Elle était esclave. Nous sommes tous des esclaves. La reine a libéré quelques-uns d'entre nous, mais la plupart de nous sont des esclaves.

Les élèves l'écoutaient passionnément tandis que le bourdonnement s'amplifiait dans un autre coin. Le directeur était assis, les mains collées au front. Elle ne radotait pas du tout,

la vieille femme. Elle avait bonne mémoire. Quand Lucifer, c'est-à-dire le diable, quand le diable fut chassé du jardin, il entraîna avec lui un tas d'anges. Les anges qui étaient pour lui dirent qu'ils le suivraient, et ils quittèrent le ciel pour la terre. C'est-à-dire là où nous vivons. Leur départ du jardin fut quelque chose d'horrible à voir. Mais ils dirent que ça leur était égal, qu'ils s'en tireraient très bien sans Dieu. Les élèves écoutaient. On aurait dit une leçon de l'école du dimanche.

— Ils descendirent sur terre, continua le garçon, et ils s'installèrent ici sur la terre. Mais ça ne dura pas longtemps. Ils étaient tellement habitués au jardin qu'ils ne pouvaient pas s'en arracher. Ils avaient cru qu'ils le pourraient mais ils s'étaient trompés. C'est comme s'ils avaient eu le jardin dans le sang. Quand on a quelque chose dans le sang, on ne peut pas s'en débarrasser à moins de se vider de son sang. Ils ne pouvaient pas bien s'arranger sur terre, parce qu'ils ne pouvaient pas se débarrasser de l'idée du jardin. Le jardin était tout le temps au fond de leur pensée. Ils essayaient de se détourner de lui, mais ils ne pouvaient pas en détourner leur mémoire. C'était enfoncé en eux tout au fond. Alors ils devinrent très tristes. Ils ne pouvaient plus se supporter les uns les autres. La vue d'un des leurs sur la terre les rendait malades. Et il ne fallut pas longtemps pour qu'ils commencent à se battre. C'est ainsi que la guerre commença. Les anges du diables qui furent les premiers hommes ne purent pas se supporter les uns les autres sur la terre. Ils ne pouvaient pas s'en empêcher. Ce n'est pas qu'ils avaient envie de se massacrer. Ce n'était pas ça du tout. C'est simplement qu'ils ne pouvaient pas s'en empêcher. Et à dater de ce jour la guerre n'a plus cessé. Ils nous l'ont passée de génération en génération. Et plus la terre a vieilli, plus nous nous sommes mis à détester la vue des autres. Et plus les combats sont devenus terribles. Quelques anges dirent qu'ils voulaient retourner dans le jardin. D'autres avaient honte. Le diable dit qu'il aimerait mieux mourir. Il mourrait plutôt que de se résoudre à rentrer. Mais Dieu ne voulait plus d'eux. Il dit qu'il n'en voudrait pas tant qu'ils ne se seraient pas repentis. Il leur faudrait demander pardon. Ils auraient à devenir des sortes d'esclaves. Ça allait très bien pour ceux

qui ne voulaient pas rester sur terre. Ça leur coûtait si peu de s'excuser, mais pour les autres, c'était très dur. Ils ne pouvaient pas s'y résoudre facilement. Ils devinrent des esclaves. Tous furent bientôt des esclaves. Vous comprenez, ça leur avait tenu à cœur de quitter le jardin. Ils avaient absolument voulu voir quelque chose de nouveau, de différent. Mais quand ils virent ce quelque chose, ils ne purent pas le supporter. Ils étaient comme enchantés de penser qu'il existait autre chose. Et si jamais Dieu les chassait de nouveau, ils savaient qu'ils avaient un endroit où aller. Mais ils avaient peur. Ils ne pouvaient pas supporter d'être seuls sur la terre. Il leur fallait quelque chose à quoi s'accrocher. Et ils furent tous d'accord pour rentrer. Ils dirent qu'ils se repentaient et qu'ils rentraient. Et ils avaient terriblement honte. Ils avaient honte parce que d'un sens ils ne voulaient pas se repentir. Ils pensaient qu'ils pourraient s'arranger. Mais c'était le jardin. Ils ne pouvaient pas ôter ce jardin de leur pensée. Et plus ils pensaient au jardin, plus ils avaient honte. Et plus ils se repentaient. Ils étaient tous esclaves. Et ils nous rendirent esclaves nous aussi. La reine libéra quelques-uns de nous en nous faisant comprendre que l'Empire c'était plus grand que le jardin. C'est ça que la vieille a voulu dire. D'une certaine façon la reine a libéré quelques-uns de nous. Nous nous sommes mis à penser à l'Empire plus souvent qu'au jardin, et plus rien n'a compté que l'Empire. Mais maintenant on a mis les deux ensemble. L'Empire et le jardin. On est venu à en parler de la même façon. Ils appartiennent à la même personne. Ils appartiennent à Dieu tous les deux. Le jardin est le vrai jardin de Dieu et l'Empire est l'unique empire de Dieu. Ils nous font tous les deux du bien. Dieu sauve le roi qui nous aidera à retrouver le jardin. Nous n'avons plus qu'à penser à cela maintenant, à l'Empire et au jardin. Mais la vieille n'avait pas tort. Nous sommes des esclaves. Nous sommes toujours des esclaves de ces deux-là, l'Empire et le jardin. Et nous sommes contents d'être esclaves. Ce n'est pas la même chose que d'être prisonnier. Personne n'a envie d'être prisonnier. On n'est pas libre quand on est prisonnier. Mais c'est différent d'être esclave. Quand on est esclave à la fois de l'Empire et du jardin, on peut être libre d'appartenir aux deux. Et

on peut être libre d'avoir honte de ne pas assez penser à eux. Et puis plus on pense à eux plus on a honte. Mais aussi moins on pense à eux et plus on a honte. Ma mère qui fait l'école du dimanche l'a bien expliqué. Nous n'avons rien d'autre à faire, elle me dit, que de nous réjouir de notre dépendance. C'est comme ça qu'elle l'appelle. Elle parle pas d'esclaves. Elle dit dépendance. Quand le jour viendra nous serons délivrés de notre dépendance par ce qu'elle appelle la grâce. C'est pas d'une fille qu'elle parle. C'est d'autre chose. C'est comme le salut. C'est ce qu'elle dit quelquefois. Le salut par la grâce. Nous retournerons tous au jardin, nous serons tous libres de nouveau, et surtout ceux qui, ici-bas, auront appartenu à l'Empire. Nous serons libres de nouveau, les autres périront. Ceux qui ne veulent pas retourner au jardin parce qu'ils sont entêtés, ils périront. Et pas seulement par le feu. Ma mère appelle ça l'abandon. Ils seront abandonnés à ne pas pouvoir le supporter. L'abandon leur donnera le vertige. Ils seront malades de vertige. Parce qu'ils auront été entêtés. On peut pas vivre sans Dieu, dit ma mère, on peut pas à moins d'être capable d'affronter l'abandon et la maladie. Et c'est plus qu'un homme ordinaire en peut supporter. Ceux qui auront choisi le jardin, ce sera bien différent pour eux. Ils seront des esclaves, c'est entendu, comme a dit la vieille. Ils seront des esclaves, mais tout ira mieux et sera plus agréable pour eux. Beaucoup plus agréable.

Les élèves avaient écouté patiemment. Ils savaient que la mère de l'autre enseignait à l'école du dimanche et que ce qu'elle disait avait du poids. Ils avaient un peu peur. Ils étaient d'accord pour penser que si les choses se passaient comme avait dit le garçon, il valait mieux appartenir à l'Empire et retourner au jardin pour finir. Après tout il n'y avait rien à perdre si on appartenait à l'Empire. Ils étaient tous très pauvres. Et d'ailleurs c'est grâce à l'Empire qu'ils pouvaient faire des défilés. Ils adoraient les défilés et les drapeaux et les discours. Ça les faisait se sentir plus importants qu'ils n'étaient. Assister à un discours de l'inspecteur, par exemple. Ça donnait l'impression d'être une grande personne et quand on défilait au pas en saluant, on se croyait un soldat. Un vrai soldat. Ils choisissaient l'Empire et le jardin,

il n'y avait rien à leur reprocher, et ils avaient tout pour eux : des fleurs, des drapeaux, des pennies.

***

Les perruches poussaient des cris stridents à la cime des arbres, la rosée dégouttait des hautes herbes et des haies que nous escaladions, l'empreinte de nos pas laissait derrière nous une piste d'herbe saccagée dont chaque brin mouillé frissonnait. L'herbe se dressait devant nous et la rosée perlait en d'innombrables gouttes au bord de chaque tige, tels des milliers d'yeux dans la lumière trouble de l'aube naissante. Il était cinq heures et la cloche sonnait dans la cour du maître comme nous franchissions les limites du village pour nous rendre au bord de la mer. Bob avait enroulé son costume de bain autour de son poing, on aurait dit un gant de boxe dur et bien ajusté ! Je portais le mien sous mon pantalon et j'avais noué à mon bras une serviette. La cloche sonnait toujours et l'on entendait alternativement les cris des perroquets et le tintement. La cloche se tut, et l'on n'entendit plus que les cris stridents des perroquets qui montaient au ciel comme une plainte déchirante. Au-dessus de nous, l'étoile du matin dure et lointaine comme un diamant. Sa lumière évoquait la rosée, mais elle ne brillait pas. On eut dit un éclat de diamant à quatre facettes qui se serait effrité sous le choc d'un marteau, dispersé en un million de parcelles chacune aussi dure et nette que l'étoile elle-même. Nous voyions l'étoile mais nous ne disions rien et, brusquement, je compris que quelque chose n'allait pas. Mais ça n'avait pas d'importance, car tout aussi brusquement de l'autre côté du ciel les nuages se fendirent et dans la déchirure monta une brume mobile de lumière. Vue de loin, elle semblait avancer à tâtons comme un aveugle dans les rues obscures. Nous étions maintenant à Belleville où habitaient les Blancs, et les rues bordées de palmiers s'appelaient maintenant des avenues.

Toutes les maisons étaient hautes, spacieux bungalows à galeries ouvertes et à portiques. Des bouteilles de lait étaient rassemblées sur les marches. De temps à autre une lumière brillait au fond de la cuisine où les domestiques préparaient

le café matinal. Nous descendions l'avenue, cinglant les haies, poussant à coups de pied les cailloux du trottoir. Le matin prenait forme ; je dis à Bob de m'attendre et tandis que je me glissais derrière un palmier pour faire pipi, je me rendis vraiment compte de cette transformation. Les perruches étaient toujours là, sautillant de branche en branche et poussant leurs cris stridents dans la lumière. Nous descendions dans toute sa longueur l'avenue qui se terminait à une rue transversale; ensuite ce n'était plus qu'un sentier entre un petit groupe de misérables cases. Bob se baissa et ramassa un galet qu'il se mit sous la langue. Il l'enleva et, faisant face à l'est, il le lança en l'air pour se concilier le sort. Puis il marmonna, la tête rejetée de côté d'un air de défi, que nous ne devions pas prendre la même route. Il voulait savoir laquelle était la plus courte, dit-il ; lui prendrait le sentier qui passait là-bas parmi les cases.

— On court pas, dit-il, on marche comme on marche d'habitude.

Je dis :

— Bon !

Et il partit d'un air conquérant sur le sentier.

J'attendis, observant les détours du sentier qui se frayait difficilement un passage entre les cases. Puis je cessai de faire attention et je me rendis compte que j'étais planté au coin des chemins, tournant et retournant l'idée de Bob dans ma tête. Tout à coup, je dévalai le sentier que Bob avait pris pour tourner à gauche. Je rasais la barrière en avançant et au tournant je fonçai, tête baissée, me heurtant, sembla-t-il à une autre tête qui, de l'autre côté, avait fait un mouvement similaire. Nos boules se cognèrent dans la pénombre. Bob, un peu étourdi, dit qu'il ne pensait pas que j'allais l'espionner, et moi, tout juste remis du choc, je lui demandai pourquoi il était revenu m'espionner. Nous nous regardâmes, mais ni l'un ni l'autre ne parla et je compris que quelque chose allait de travers.

Maintenant, les déchirures des nuages s'étaient élargies, formant des vallées par lesquelles la lumière ruisselait comme une large rivière qui se répand dans la plaine. J'avais pris la route transversale qui commençait à l'endroit où se terminait l'avenue, les maisons y présentaient à peu près le

nême spectacle que dans l'avenue : elles étaient spacieuses et léjà animées. Maintenant le matin annonçait clairement le jour. Les cris des perruches s'étaient tus ou bien ils se nêlaient au chant des autres oiseaux qui étaïent de diverses espèces : pépiement des moineaux, rapide et entrecoupé, né, semble-t-il, plutôt du hasard que d'une intention précise, plainte suraiguë des merles accrochés aux branches feuillues, excessive et lugubre comme la couleur de leur plumage. Seules les tourterelles semblaient avoir trouvé quelque paix lans les alentours. Elles étaient presque toutes par terre, allant et venant de la rue au trottoir, sautillant le long des naies, s'élançant jusqu'aux basses branches des arbres et se aissant tomber de nouveau sur la chaussée. Elles paradaient en groupes serrés sur la pelouse du tennis. Tous les corps pruns élevaient leur courbe d'un même mouvement jusqu'au petit col cerclé de bleu que surmontait une tête ni ronde ni plate. Tachetées de soleil, elles tournaient en rond sur la pelouse. La ligne était inégale mais le mouvement était régulier tandis qu'elles traversaient d'un bout à l'autre le vert gazon, roucoulant en mesure avec dans leurs yeux toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. Ni les moineaux ni les merles bruyants ne quittaient leurs arbres pour se joindre à elles et, brusquement, je m'avisai que les tourterelles s'étaient rarement jointes aux moineaux et aux merles qui étaient dans le village les victimes habituelles de nos pièges.

J'avançai en flânant jusqu'au bout de la route tout en observant les nuages. Le soleil les avait éparpillés dans plusieurs directions leur donnant des formes diverses. Ils s'étaient massés dans une vaste région du ciel pour former une épaisse vague blanche. Celle-ci semblait entraînée par quelque force extérieure, mais bientôt la vague éclata sous une poussée interne et l'éruption gagna peu à peu la surface. La vague devint plus mince et plus blanche, se morcela, prenant la forme d'îles, d'hommes et de bêtes et ces formes se disloquèrent jusqu'à n'être plus que de petites taches qui volaient comme l'embrun sur le visage du ciel rieur. Et le ciel, géant tyranique, décidait de la vie et de la mort de ces formes incertaines. Je regardai l'autre côté du ciel où tout était plus paisible : les nuages mettaient en scène une légende. De ce côté étaient les hommes et les bêtes. Sous le cou d'un

lion, juste à l'endroit où retombe l'épaisse et mousseuse crinière reposaient deux agneaux endormis. Le museau du lion pointait vers le bas de la voûte céleste, si bien qu'un espace vide et courbe enveloppait presque les agneaux. A quelque distance, deux hommes échangaient des injures au cours d'une querelle qui semblait être une question de vie ou de mort. Quand on les examinait bien, il était clair que c'étaient des hommes, mais comme forme ce n'était pas tout à fait ça. Le dessin des animaux était beaucoup plus précis. Les hommes paraissaient déformés. Sous la lumière mobile leurs corps semblaient changer de couleur. L'un devint de plus en plus blanc, car il se trouvait placé sous une lumière favorable, tandis que l'autre s'épaississait et s'assombrissait comme s'il allait pleuvoir. Tout à coup les formes devinrent plus nettes et les couleurs plus distinctes. Le nuage de pluie avait tourné au noir, présentant un visage plein et lourd comme celui de presque tous les villageois. Les hommes étaient immobiles et ils se regardaient longuement, fixement, comme s'ils appartenaient au même chaos originel que ni l'un ni l'autre ne pouvaient comprendre mais dont tous deux désiraient ardemment sauver le monde. Ils regardaient et déjà leurs yeux n'étaient plus là, mais ils semblaient toujours se voir de quelque étrange manière. Et tandis qu'ils se regardaient, les nuages qui s'incurvaient au-dessus de leurs têtes formèrent un arc fait de mots qui disaient « n'êtes-vous pas un frère ? » Chaque forme accusa ses contours ; les formes blanches s'assombrirent et s'alourdirent et finalement elles s'éparpillèrent en larges gouttes de pluie qui se déversèrent du haut des précipices célestes. Anéantissement complet. Qui avait parlé ? On ne savait, et les nuages n'avaient tracé aucune réponse. Mais les hommes étaient partis. L'incident était aussi imprécis que les nuages qui lui avaient donné un sens et je me contentai de répéter la question, tout en me détournant pour m'orienter par rapport à l'avenue, le long de laquelle s'alignaient les grandes et belles maisons. J'oubliai les mots en me souvenant de Bob et en me demandant s'il avait atteint la plage. Il bruinait quand j'atteignis le bout de la route. Je regardai autour de moi et humant l'air salé je courus sur le rivage à la rencontre des vagues qui déferlaient.

Bob était en train d'ouvrir des oursins en les frappant contre un tuyau qui arrivait de l'intérieur des terres pour se vider dans la mer. Il faisait éclater les coques contre le tuyau puis les séparait en deux moitiés qu'il trempait dans l'eau de mer avant d'extraire de leur nid les intérieurs charnus. Le rivage était jonché d'innombrables coquilles et les rayons du soleil soulignaient les derniers tressaillements de leurs piquants. Bob ouvrit un autre oursin. J'accourus dans l'espoir d'en partager le contenu mais il abrégea l'opération. Sans plus d'histoire il extirpa la chair cachée sous les filaments verdâtres et relança la coque dans la mer. Il remonta la plage en courant comme s'il était à la recherche de quelqu'un. Je courus après lui mais il changea rapidement de direction et, tournant derrière l'établissement de bain, il disparut bientôt dans le petit bois de pamplemousses. Je vis bien que ça allait mal. Je redescendis sur la plage, et m'étant assuré que mes vêtements étaient bien au sec sur les rochers, je me jetai à l'eau et nageai vers le large passant sous les bateaux et les contournant. Quand je revins à la surface, je m'aperçus que j'avais de l'eau dans l'oreille. Cette eau se déplaçait à chaque mouvement de ma tête, produisant une sorte de démangeaison à l'intérieur de l'oreille. C'était comme si un lézard m'avait rampé sur tout le corps. Je nageai jusqu'à ce que j'eusse pied et je me mis à sauter sur une jambe et à secouer la tête par mouvements saccadés d'un côté puis de l'autre. L'eau se fraya un chemin par l'oreille et s'écoula sur le lobe en un mince filet. Le conduit de l'oreille brusquement libéré, j'éprouvai la sensation d'un immense soulagement comme lorsqu'on vide sa vessie après s'être longtemps retenu. Je m'étendis sur le dos, laissant bras et jambes flotter sur l'eau et je me demandai ce qui se passait avec Bob.

Etait-ce jeudi ou vendredi ? Je ne me rappelais pas, mais Bob était assis sur les escaliers de la boutique, en train de dessiner avec un morceau de charbon. Je rentrais à la maison après les classes du matin, celles que nous appelions les leçons particulières ; je m'arrêtai au coin de la rue pour lui dire bonjour, mais ma mère me vit de la vérandah et me cria de me dépêcher. Je courus à la maison, ma mère prit la ceinture au clou et me fouetta consciencieusement. Bob enten-

dit les cris et s'approcha de notre maison pour écouter. Chaque fois qu'ils le pouvaient, les garçons allaient écouter les autres prendre des raclées. Bob s'approcha donc et entendit ce que ma mère avait sur le cœur au sujet du coin de la rue. Elle parlait tout en fouettant afin que je pusse voir, je suppose, pourquoi je méritais d'être fouetté, et je ne répondais jamais parce que ce n'était pas l'habitude, chez nous, de répondre dans ce cas-là. Elle fouettait et parlait de ce coin de rue tout en fouettant. Elle en avait assez de ce coin de rue où les hommes passaient leur temps à jouer de l'argent et les femmes à cancanner en se racontant toutes leurs histoires. Je revoyais la ceinture, et sa voix, par une résurrection inattendue, s'élevait avec le bruit des vagues.

— Et quand j'parle de tout ça à ce garçon y veut rien entendre. Matin, midi et soir, je prie et je supplie, je lui explique c'que c'est qu'la vie et c'qui l'attend et l'écoute jamais rien, jamais, jamais il écoute un mot. J't'empêche pas d'jouer, j't'empêche pas d'avoir des amis, mais c'coin-là, y t'vaut rien. J'te répète une fois, deux fois, trois fois, j'te dis d'choisir. Ou bien tu vas dans l'coin avec la bande, tu leur obéis, tu fais c'qui t'disent de faire, tu vis comme y vivent et alors, compte plus sur moi. Ou bien tu fais c'que j'te dis. On peut pas servir deux maîtres. Je sais que les vieux ont raison. On peut mener un cheval à la mare mais on peut pas l'obliger à boire et si tu veux pas, pas la peine que j'essaie, autant tout laisser tomber tout de suite. Un homme, c'est ce qu'il a dans la tête ; voilà tout c'que j'ai à dire et j'te l'dis, j'te l'dis pour la première fois, pour la deuxième, pour la troisième et pour la dernière fois, si j'te prends encore dans c'coin, j't'écorche vif.

Bob en avait entendu assez et il était retourné au coin de la rue ; il enfonçait son orteil dans la terre en pensant peut-être à ce qu'il avait entendu dire à ma mère au sujet du coin et de la bande. C'est alors que la querelle éclata ; ma mère entendit les cris et s'approcha de moi avec la ceinture en me menaçant d'une nouvelle raclée :

— C'est bien c'que j'te disais et si j't'avais pas appelé, Dieu seul sait ce qui te serait arrivé. Mais Dieu merci, j'ai des yeux pour voir et une tête pour comprendre : oreilles dures, t'entends pas, oreilles dures, tu sentiras.

Et je sentis la morsure du cuir sur mes jambes et je hurlai plus fort que jamais.

— Oreilles dures, t'entends pas, oreilles dures, tu sentiras.

Elle leva de nouveau la ceinture mais je ne pus résister à l'image qui s'imposait tout à coup à moi comme d'un coup de bascule. J'éclatai de rire à travers mes larmes car ma mère évoquait par ces mots la salle de classe et notre maître le bedonnant Mr. Bruce que nous singions en répétant ces mêmes mots « oreilles dures, t'entend pas, oreilles dures, tu sentiras ». Je ne pouvais plus m'arrêter de rire à cause du bedonnant Mr. Bruce et je frissonnais, les joues ruisselantes, sous la main levée de ma mère et la ceinture dansait au-dessus de ma tête. Les larmes ruisselaient et je riais à travers mes larmes si bien que ma mère ne pouvait rien comprendre à ce qui se passait en moi. J'étais comme un matin scintillant, alors que le soleil et la pluie se déversent avec une force égale et que les villageois se demandent le temps qu'il va faire. Ma mère fit un geste comme pour taper encore et je me dépêchai de lui dire à quoi je pensais, ce qui m'était arrivé et pourquoi ce qu'elle avait dit me faisait rire, « oreilles dures, t'entends pas, oreilles dures, tu sentiras » et le bedonnant Mr. Bruce qu'elle connaissait au moins aussi bien que moi. Alors il se fit en elle le même coup de bascule et elle se mit à rire comme si Mr. Bruce était encore plus drôle que je ne l'avais soupçonné. Elle riait en renversant la tête comme une jeune fille et le soleil qui entrait par les fentes du plafond l'éblouissait et la faisait pleurer, si bien que son visage était inondé comme le mien. Mr. Bruce avait quelque chose de si drôle que chaque fois que je voulais prononcer son nom j'étouffais de rire et elle étouffait aussi. On aurait dit que nous riions et pleurions et pleurions et riions en même temps comme les enfants au cirque et je crois que nous ne cessâmes pas de rire ce matin-là, moi dans la chambre pendant que je me peignais, elle dans la cuisine pendant qu'elle préparait mon déjeuner, tous deux nous riions interminablement.

Le dimanche suivant, je partis pour l'école du dimanche tandis que Bob, Po King et Boy Blue jouaient à la marelle au coin de la rue. Ma mère sortait toujours sur le seuil pour me surveiller jusqu'à ce que j'aie tourné le coin et même elle

restait sur le seuil à me surveiller attentivement pendant tout le trajet. Ce qui la préoccupait plus encore que ce coin ou les camarades, c'étaient mes souliers. Je mettais mes plus beaux souliers seulement le dimanche et en ces occasions l'attitude de ma mère à mon égard et à l'égard des cailloux de la rue était celle du surveillant. Elle était sévère, brutale, féroce... On eût dit qu'elle sentait que j'allais prendre part à quelque conspiration secrète des cailloux contre les souliers et quand je rentrais à la maison vers la fin de l'après-midi elle examinait les bouts, les semelles et les talons avec la minutie que j'ai remarquée chez les joailliers qui soupèsent l'or.

Quand j'arrivai au coin je me retournai pour voir si elle était encore là et sa voix aussi sèche qu'une balle m'arrêta net.

— Qu'est-ce que t'as à te retourner ? cria-t-elle,

Je m'appliquai à tenir la tête bien droite et je dépassai le coin de la rue d'un pas étudié, ignorant Bob et les autres et leur marelle. Je continuai mon chemin sans plus me retourner de crainte qu'elle ne fût là, derrière moi, prête à juger de mes intentions.

J'étais en train d'assembler tous les morceaux de ce puzzle en me demandant où pouvait bien s'emboîter Bob. A ce moment ma tête racla sur le sable et je repris conscience de la mer et de ce qui m'entourait. Mon corps flottant sur la vague, celle-ci m'avait poussé vers le rivage. Je me secouai et me mis à marcher de long en large pour me faire sécher par le soleil. Les vêtements de Bob étaient toujours sur les rochers à quelques mètres des miens, je savais donc qu'il n'était pas parti. Si je trouvais Bob, pensais-je, je tirerais tout au clair avec lui. On avait beau dire et beau faire, je savais ce que je voulais. Je voulais être un garçon parmi les autres garçons.

La plage était éclairée par le soleil et les pampres de vigne sauvage couraient sur le sable et s'entortillaient autour de mes pieds. Des fillettes construisaient des châteaux de sable ; l'une était étendue, le dos à la mer, pour barrer l'eau qui montait tandis que les autres creusaient les fondations. Les petits crabes rouges se risquaient entre les feuilles de vigne et pour la première fois je vis deux crabes étrangement associés. Ce fut comme une révélation de voir les corps attachés

par leurs pinces, serrés l'un contre l'autre. Chacun faisait le tour complet de l'autre avec ses pinces tandis qu'ils étaient collés par le ventre. Leurs yeux, comme de petites pilules rouges restaient si fixes dans leur cavité que dans cet exercice silencieux ils avaient l'air de dormir. Quelle chance d'avoir vu ça, pensai-je, car si maintenant je trouvais Bob je pourrais commencer par lui parler des crabes. J'avançai le long de la haie en bordure de la vigne, je dépassai le cimetière militaire et je me dirigeai vers le phare. La mer encerclait la terre d'une ligne sinueuse. De ce côté du phare la séparation n'était pas si nette entre les deux éléments que de l'autre côté. On n'aurait pas su dire où commençait la différence car la terre faisait saillie, s'écartant de la côte en pointe d'aiguille. Le phare était une espèce de sentinelle de bois qui marquait la séparation entre le reste de la côte et cette pointe de terre qui s'avançait aussi fine qu'une aiguille bien loin dans la mer. Mais pour la mer il semblait que la séparation commencât à l'extrémité de la fine pointe de terre. Du côté où je m'étais baigné l'eau était calme et claire comme du cristal avec çà et là des plaques d'algues dont la couleur rompait la monotonie du sable blanc. Quelquefois, nous faisions tomber des épingles dans l'eau, nous les laissions descendre jusqu'au sable et nous plongions pour les attraper. Mais avant de plonger on pouvait voir l'éclat mat du métal se détachant sur la teinte moins claire du sable. Plus au large, les grands garçons attrapaient des pièces de monnaie. Les Blancs — invariablement des touristes — lançaient, du club, des pièces dans toutes les directions et les garçons se bousculaient sous l'eau. Là, la mer était plus profonde et les pennies n'atteignaient jamais le sable car les garçons pouvaient les suivre tout au long de leur lente descente jusqu'au sable. Quand les Blancs s'amusaient vraiment ils empêchaient les garçons de sauter avant que les pièces soient arrivées au fond. Les garçons plongeaient et les Blancs regardaient les membres noirs s'agiter et lutter. Quelques minutes plus tard, les garçons revenaient à la surface, se disputant et s'accusant les uns les autres. Certains se plaignaient d'avoir reçu des coups, d'autres des écorchures dans la lutte. Les Blancs riaient et ensuite décidaient de mettre fin à la dispute en lançant d'autres pièces. Si la dispute conti-

nuait encore quand ils étaient remontés, les Blancs leur disaient de se battre et les garçons se battaient.

Il fallait quatre garçons pour une lutte dans l'eau et deux d'entre eux étaient les vrais combattants. Les deux autres portaient les combattants sur leurs épaules. Les Blancs ne pouvaient comprendre comment ils arrivaient à faire ça et ils les regardaient avec curiosité comme s'ils examinaient des animaux pendant que les garçons montés sur les épaules de ceux qui les portaient laissaient pendre leurs jambes dans l'eau. Ceux qui portaient esquissaient de vagues mouvements de nage, tenant tout juste la tête hors de l'eau. En moins d'une minute les combattants perdaient l'équilibre et chaque fois que cela se produisait ils remontaient jusqu'à ce que la lutte devînt une sorte d'absurde jeu de cheval et alors les Blancs leur ordonnaient de combattre seul à seul. Seul à seul, les combattants nagaient à la rencontre l'un de l'autre, s'éclaboussant d'énormes gerbes d'eau en nageant et se lançant l'eau à la tête par une violente secousse du poignet. La gerbe d'eau était leur arme, et leur bataille continuait jusqu'à ce que l'un des deux se rendît, incapable de supporter l'eau salée qui lui cuisait les yeux. Alors un Blanc lançait une pièce et le vainqueur l'attrapait. De ce côté, la mer n'emportait jamais personne vers le large et les vagues en s'avançant semblaient une troupe d'hippocampes chevauchés par des enfants. Elle s'élevaient et retombaient en une douce ondulation comme la succession régulière des sillons dans les champs labourés, et la mer s'étendait comme un champ ridé jusqu'à la pointe de terre effilée à l'horizon.

Peu de gens savaient à quoi ressemblait cette extrême pointe de terre, mais de ce côté-ci du phare tout avait changé. L'air était chargé de l'odeur âpre et rude de la mer et la mer était démontée. Les vagues s'élevaient de plus en plus haut jusqu'à ce que tout fût caché derrière elle et l'écume blanche s'éparpillait comme une folle libation aux nuages. Parfois nous pensions que quelque chose s'était détraqué sous la mer et que l'île serait anéantie pendant la nuit. Des gens disaient que c'était à cause des sous-marins que la mer avait une éruption. Les sous-marins laissaient échapper une espèce de gaz qui était mauvais pour les coraux qui formaient le soubassement de l'île et à la suite de quelque

change mystérieux entre la terre et la mer les vagues faiient explosion. D'autres disaient que c'était là une des manistations de Dieu : d'un côté le calme et la sérénité désinaient le père de miséricorde et de l'autre la tempête et la estruction signifiaient les fléaux des mauvais esprits. Beauoup pensaient que la mer était ce qui nous rappelait le ouvoir de Dieu. Chacun essayait de deviner pourquoi ces eux aspects de la mer étaient si différents et chacun l'expliuait à sa façon, mais tous étaient d'accord pour voir du anger dans les vagues en furie. Personne ne s'aventurait en ier de ce côté-là, sauf les pêcheurs dont les bateaux avaient iaviré. Quand cela se produisait leur pêche était perdue et s pêcheurs s'enfonçaient dans la mer avec des malédictions ır les lèvres. Ils sifflaient tout le rhum qu'ils avaient pu ıuver et faisaient savoir à Dieu ce qu'Il pouvait faire pour ıx. Ils lui disaient de les rendre aveugles s'il le pouvait eux leur mère et toute la noire race des bâtards qui se nourssaient de poissons et pour qui ils allaient mourir. Et dans frénésie de la mort ils sombraient en pêcheurs endurcis et orieux, crachant leur mépris à l'océan indifférent. Bien es jours plus tard, leurs corps noirs, bleuis et gonflés aient ramenés par la vague sur le rivage, et ils puaient omme pue le poisson pourri.

. . . .

La mer montait et notre rire se perdit dans le bruit des ıgues. Une vague s'élança d'un bond jusqu'à la ligne formée ır l'empreinte de nos pas sur le sable. L'eau se retira décou-'ant la pente raide du sable jusqu'à la mer, et l'écume de vague faisait de petites bulles sur le sable entre nos doigts pieds. Cela formait un dessin qui ressemblait à un rayon miel dans la ruche après que les abeilles l'ont abandonné. 'espace entre les bulles était net et distinct comme un trou. ıns bouger les doigts de pieds, nous regardions les bulles qui venaient transparentes au soleil et qui, chassées par le vent, sparaissaient dans la pente sableuse. Cette écume était très lie, tout à fait différente de celle qu'on voyait toujours ıtter à la surface de la mélasse. C'était apaisant de regarder tte écume de mer brillante et fragile tandis que le vent calmait entre les arbres et que la mer assagie et à peine

ridée paraissait étale. Le silence était revenu, il planait sur les arbres et sur la mer et sur les molles ondulations de l'air. Un grand calme, une grande tranquillité. Boy Blue, étendu sur le dos, regardait le ciel. Il voulait savoir combien de temps il pouvait regarder le soleil. La lumière ruisselait comme du verre en fusion et ses yeux semblaient se liquéfier dans cette lumière. Sous sa peau noire, ses os étaient gros et puissants. Sa peau était ferme et lisse et recouvrait les os avec une merveilleuse exactitude. La peau de Boy Blue paraissait assez résistante pour être impénétrable au soleil. Les rayons la frappaient et semblaient rebondir tandis qu'il contemplait le ciel à travers cette vibration de lumière. Son nez luisait sous une fine couche de sueur. La fente de sa bouche à l'endroit où ses lèvres se rencontraient en une courbe sombre était aussi nettement dessinée qu'une coupure dans la chair. Il avait des lèvres noires qui semblaient encore plus noires quand on voyait ses dents, larges dents blanches se détachant sur les gencives sombres. De temps à autre il grimaçait un sourire au soleil, et il rentrait alors les lèvres et les joues, comme si les rayons du soleil les avaient doucement contraintes à se résorber. Il ne pouvait pas regarder le soleil bien longtemps, mais il gardait le visage dans la même position et, frémissantes, les paupières s'élevaient et s'abaissaient dans la lumière.

Trumper regardait la mer, droit devant lui. Il était assis, les bras rejetés en arrière. Il était plus grand que Boy Blue mais il avait le visage plus petit. Il avait à peu près quatorze ans et juste six mois de moins que Boy Blue. Ses cheveux étaient courts, mais raides et emmêlés comme de la paille de fer. Son visage trahissait rarement une émotion. Il était étroit et lisse et assez quelconque avec une cicatrice au-dessus de l'œil droit. Ses oreilles étaient de taille moyenne et son nez aussi. Mais il y avait un détail frappant dans ce visage et c'étaient les sourcils. La peau à cet endroit était trop lisse et légèrement gonflée et les sourcils n'étaient pas longs et plats comme des cheveux mais courts et frisés comme de petits bouts de soie. Quand le soleil frappait en plein sur les sourcils, c'était la peau au-dessous d'eux et non les sourcils qui brillaient. A l'endroit où ils n'avaient pas poussé, la chair avait l'air irritée, un peu rapée comme une peau qui vient

l'être rasée pour la première fois. Personne ne savait où Trumper avait pris ces petits bouts de sourcils ni la vilaine peau sur laquelle ils poussaient. Mais on se livrait à diverses hypothèses et la plus répandue était sans doute la bonne. Quand il avait neuf ans on l'avait envoyé dans un pénitencier. C'était une institution où l'on envoyait les délinquants trop jeunes pour purger leur peine. Trumper était allé là-bas et, disait-on, on lui avait entre autres rasé les sourcils. Quand on ne pouvait venir à bout d'un garçon, on lui rasait complètement les sourcils, peut-être pour rappeler qu'il était différent des autres. Trumper n'avait jamais dit si c'était vrai, il n'avait jamais dit si on rasait ou non les sourcils des garçons, mais c'est là ce qu'on supposait ; ses sourcils avaient quelque chose de bizarre et il le savait. Ce qui sauvait tout ce visage, c'était la couleur de la peau. Il était noir lui aussi, mais pas aussi noir que Boy Blue. Personne n'était aussi noir que Boy Blue. Trumper avait ce que nous appelons une peau presque blanche ou une peau pâle ou mieux encore une peau claire. Boy Blue était tout simplement noir, d'un noir qui nous faisait rire. Chaque enfant avait une réponse classique quand on parlait du noir. Nous étions nourris de plaisanteries sur la couleur comme d'un pain quotidien. Les extrêmes n'étaient pas appréciés. Aucun enfant noir n'aurait voulu être blanc, mais il est certain aussi qu'aucun enfant noir n'était content d'être réellement noir. Une peau brune était un moyen terme satisfaisant et une peau brune cela voulait dire un mélange de blanc et de noir. Les plus jolies filles du village et de toute l'île étaient celles dont les mères avaient eu des rapports avec des Blancs. Elles avaient une peau brune, douce, telle un chocolat onctueux et de longs cheveux bouclés que le vent soulevait. Il y avait une famille qui pouvait se vanter d'avoir les plus jolies filles de l'île. Le père était un vieux planteur écossais qui avait vécu de temps à autre avec les femmes qui travaillaient dans les champs de cannes à sucre. Les filles étaient ravissantes et l'une d'elles était célèbre dans l'île sous le nom de « sucre candi ». Le nom de « sucre candi » n'aurait convenu à aucun de nous et il n'y en avait pas beaucoup dans le village qui n'étaient pas noirs, tout simplement noirs. Nous avions beau presque tous être noirs, la couleur nous servait contre ceux qui voulaient

se mêler de nos affaires. Quand nous nous mettions en colère, nous accusions l'autre d'être un sombre idiot ou un sombre crétin. Parmi les gens de meilleure éducation et parmi les puissants ces injures n'étaient peut-être pas proférées en public, mais elles avaient la même signification. Le maître d'école était très brillant, disait-on souvent, mais il était vraiment trop noir. Les petites filles qui se retrouvaient le soir pour jouer dans les ruelles discutaient ensemble de quelle nuance elles seraient plus tard. Elles en parlaient ouvertement. Les plus noires d'entre elles disaient « ça m'est égal d'être de cette couleur ou même un peu plus foncée, mais je ne voudrais pas être comme ça ». Et comme ça voulait dire couleur d'encre. Parfois nous nous amusions à nous demander l'un à l'autre pourquoi celui-là était si noir. Et quelqu'un disait que ça ne valait rien pour le cerveau. Et puis il était toujours à craindre que le sang ne devienne noir. Quand on en arrivait là, celui qui était en cause se mettait en colère et répondait aux autres que le charbonnier n'avait pas à se moquer du mécanicien, et ainsi de suite. Mais Boy Blue ne se mettait jamais en colère. Quand on lui demandait pourquoi il était si noir, il répondait d'un air sérieux et convaincu : « C'est pasque la lampe s'est éteinte juste au moment où je suis né. » Il n'y avait rien à répondre à cela ; nous devions admettre que la lampe s'était éteinte pour beaucoup d'entre nous.

Trumper passa la main sur sa tête et regarda Boy Blue en souriant. Boy Blue regardait toujours le soleil afin d'éprouver l'endurance de ses yeux. Trumper l'observait et, brusquement, lui appuya la main sur l'estomac.

— A quoi penses-tu ? dit-il en riant au nez de Boy Blue.

Sous le coup, Boy Blue s'était redressé ; il ne répondit pas tout de suite.

— Tu m'as coupé le souffle, dit Boy Blue.

— Ben ! reste pas à regarder dans le vide, comme tu sais qui, dit Trumper. Y a un endroit pour mettre ceux qui commencent à rester assis toute la journée à regarder dans l'vide.

— J'étais pas assis, dit Boy Blue, j'étais couché.

— C'est pareil, dit Trumper. Regarder dans l'vide, c'est regarder dans l'vide, comme que tu sois posé ; et regarder

ar un trou, c'est regarder par un trou, comme que soit
'trou.

— J'pensais à cette histoire, dit Boy Blue. J'trouve qu'y
uraient dû mett' Jon où tu dis qu'on met les gens qu'tu
arles.

— P'êtr' ben, dit Trumper, p'êtr' qui devraient tous nous
mettre. Pasque personne peut dire c'qu'il aurait fait à la
lace de Jon. Si un homme a peur de mourir, il a peur de
nourir. Y a pas à sortir de là ; la mort elle a pas besoin
l'un bâton pour faire peur au monde.

Une vague se souleva et s'élança à l'assaut du rivage.
Quand elle s'affaissa sur le sable pour se retirer nous aper-
ûmes trois crabes rouges en train de se frayer un chemin
lans le sable. Le sable faisait un monticule comme une
ourmilière puis s'abaissait et l'on voyait émerger leurs dos.
.es dos étaient rouge foncé et les pinces était roses. Les pinces
'élevaient presque plus haut que les dos à mesure qu'ils
vançaient. Et ils étaient couverts de petits poils raides
omme une main d'homme. Ils rampaient en balayant le sable
le leur ventre et quand les pinces sortaient du sable et que
e corps tout entier avançait en tâtonnant, ils laissaient une
mpreinte inégale sur le sable. On aurait pu en suivre le
lessin avec le doigt. Ils avançaient d'une allure incertaine
t lente de vieille femme, repliant et projetant leurs pinces
our à tour. Nous ne pouvions définir la couleur de leurs yeux.
ls étaient si jolis. Ni rouges, ni verts, ni jaune clair, ni
range foncé, ni rien de bien précis mais un mélange bizarre
t enchanteur de toutes ces couleurs. Ils n'y avait pas d'yeux
lus énigmatiques que ceux des crabes. Dans la lumière, ils
araissaient transparents. Quand les crabes les soulevaient de
uelques millimètres au-dessus de leur dos nous essayions de
rouver à quoi ils ressemblaient. Ils étaient comme de minus-
ules pilules de verre posées sur des gonds qui allaient bien-
ôt tomber et se casser. Quand c'était la pleine lune, les
arçons du village essayaient de voir l'homme dans la lune.
ls remplissaient d'eau une bouteille de verre et regardaient
a lune à travers le fond de la bouteille. La lumière réfléchie
ar l'eau et diffusée sur la surface de verre était d'une cou-
eur indescriptible. Quand ceux qui n'avaient rien pour regar-
er demandaient à quoi ça ressemblait, personne n'essayait

d'expliquer. On disait simplement «Tiens, prends et regarde!» La couleur des yeux de crabe était pareille à la couleur de la lumière de la lune traversant le verre et l'eau pour s'y réfléchir. Et les mouvements des yeux du crabe étaient également merveilleux. Ils se soulevaient de telle sorte qu'on aurait dit qu'ils voyaient partout et dans toutes les directions à la fois. Sortis de leurs cavités, ils avaient l'air de gens assis et quand ils y retournaient pour se reposer, c'était sans le moindre effort apparent. On n'aurait pas cru que le crabe y était pour quelque chose. Les yeux bougeaient à volonté et les crabes auraient aussi bien pu être cachés quelque part dans leur carapace, attendant que les yeux leur envoient un télégramme pour leur dire le temps qu'il faisait. Les yeux des crabes ressemblaient bien plutôt à une main. Une main d'homme qui va et vient, une machine travaillant à peu près automatiquement. Quelquefois, quand vous tournez vos doigts en tous sens, les laissant se fermer et s'ouvrir de toutes les façons possibles, vous regardez vos mains qui font des gestes et vous avez l'impression que ça se passe en dehors de vous. Vous regardez, et les doigts continuent leur jeu enchanté : craquements et froissements, danses et contorsions. Vous regardez, et la main semble vous regarder à son tour comme une chose indépendante qui vous envoie un message au moyen de ses propres instruments, les doigts. Il y avait de cela dans les yeux du crabe. Ils n'étaient pas sans rapport avec le crabe enfermé dans sa carapace, mais pourtant leurs mouvements étaient indépendants. Nous les regardions ramper sur la pente de sable et soudain les vagues les recouvrirent et les entraînèrent au bas de la pente.

.. ..

Quand vint la nuit, ce fut comme si l'obscurité s'était abattue du ciel. A quatre heures, le soleil qui semblait se déplacer en direction de la mer brilla à l'ouest d'un éclat rouge. Les routes de marne blanche miroitaient. Le vent était tombé et les arbres ne bougeaient pas. A cette heure, le village était d'un calme qui semblait irréel. Le ciel, les arbres, le vent, les nuages. Toutes ces choses auparavant si proches paraissaient maintenant inertes et lointaines. Aucun nuage et la haute voûte céleste avait l'air taillée dans un

solide. Tel un corps étranger indésirable un soleil sanglant semblait suspendu dans le ciel pour répandre sa lumière sur la terre. Les arbres se dressaient comme des réverbères, raides et stupides, et les maisons ternes et résignées se confondaient avec la carrière de pierre à chaux. Dans un coin, à l'ombre des acajous, une vieille femme était assise derrière un plateau d'oranges, de prunes et de noix. Le plateau était placé sur un banc de la même forme et de la même taille que celui sur lequel elle était assise. Elle avait un mouchoir blanc sur la tête et un tablier bleu. Elle dormait, la tête retombée, le menton paresseusement enfoncé dans le pli du cou, les lèvres molles et pendantes. Un petit garçon se tapit derrière elle, chipa une prune sur le plateau et se la fourra dans la bouche puis inclina la tête vers le sol. La vieille femme entr'ouvrit les yeux, se gratta l'oreille et marmonna quelque chose à l'enfant. Il ne répondit pas. Elle passa la main sur la tête de l'enfant et referma les yeux. Celui-ci attendit et détacha une banane. Puis il bourra ses poches de prunes et de noix mais au total il n'en prit pas pour plus d'un penny. Il arrangea rapidement les bananes qui restaient, fit un nouveau tas avec les prunes et les noix et s'assit tranquillement. Encore un coup d'œil à la vieille femme et il eut bientôt fait le tour des arbres avant de disparaître. Personne n'avait rien vu, la vieille femme dormait sur le banc et dans son sommeil elle semblait vieille, lasse et lointaine comme les maisons.

Mais de ces corps qui paraissaient inertes en avaient surgi d'autres qui à d'autres moments transformaient le ciel en champs de bataille où s'affrontaient les lumières. Le mur élevé qui traversait une grande portion du village, séparant une partie des cases de l'autre, était garni de tessons de bouteilles et on aurait dit que ceux-ci renvoyaient en l'air la lumière verte venue des haies. De plus, un grand nombre de maisons avaient des toits de zinc et la lumière qu'ils réfléchissaient semblait rebondir pour se mêler à celle des tessons de bouteilles et se propager le long du mur. Au loin les arbres semblaient toujours aussi immobiles mais plus près on voyait légèrement se balancer les branches et de temps à autre les feuilles bougeaient. A quatre heures, l'air tremblait d'un éclat aveuglant et le village était l'arène où la lumière

livrait son combat. A cinq heures, il n'y avait plus que de l'ombre. Les toits de zinc et les tessons de bouteilles étaient d'un gris terne et uniforme au-dessus des maisons et du grand mur. Peu à peu, les feuilles parurent prendre la couleur de la lumière et entre les branches les espaces vides parurent se remplir de gris. Le crépuscule s'assombrit et les révervères au coin des rues s'allumèrent. Dans quelques maisons on alluma les lampes mais on savait qu'elles étaient là plutôt qu'on ne sentait la présence de la lumière. C'était l'heure où s'affrontent les deux lumières, lumière du jour déclinant et lumière naissante des réverbères et des lampes. La vieille femme avait installé le plateau sur sa tête, posé les bancs en équilibre sur son bras et elle s'éloignait. Le crépuscule toujours sombre se changeait en une nuit épaisse. Et tout à coup, comme à un signal, l'éclat des réverbères devint agressif et celui des lampes resplendissant. La nature de cette transformation était celle d'un vrai commencement. On alluma les lampes des boutiques et on s'agita autour des réverbères au coin des rues. La lumière jaillit de toutes les fenêtres et des boutiques et des réverbères. Cela faisait ressortir l'obscurité de la terre et du ciel maintenant encombrés d'étoiles. Il était six heures. Il faisait nuit.

Mais il y avait une autre lumière ; elle s'imposait moins que celle des réverbères. Au carrefour des routes une petite assemblée de fidèles se tenait en cercle autour d'une table. Il y avait une nappe blanche sur la table et sur la nappe une bouteille verte dans le goulot de laquelle était fiché un cierge. La flamme du cierge était sans cesse agitée par le vent. Le prédicateur était assis au centre, près de la table et donnait ses instructions pour la cérémonie. Il y avait quelques spectateurs parmi lesquels Trumper, Blue Boy et moi et aussi un autre garçon qui se tenait très près du cercle des fidèles. Intéressés et immobiles, nous écoutions le prédicateur qui expliquait aux autres ce qu'il fallait faire. Nous étions venus tôt, espérant filer avant l'arrivée de la foule. Le prédicateur ne faisait pas attention à nous mais le garçon que nous ne connaissions pas était en grande conversation avec une des femmes. Les femmes formaient la majorité et elles s'appelaient du nom de sœurs : Sœurs Jones et Sœur Belle. Il y avait deux hommes qu'on appelait frères : Frère Franklin

et Frère Low. Le prédicateur était Frère Dickson. Il était grand, fortement charpenté, il avait un visage noir, de grandes mains et l'air combattif. Trumper dit qu'il fallait s'éloigner des fidèles parce qu'ils allaient être possédés par l'esprit, quand ils étaient possédés par l'esprit, ils dansaient et hurlaient dans une langue étrange : c'était l'esprit qui parlait par leur bouche. Et quand l'esprit devenait trop puissant pour eux ils obligeaient ceux qui étaient près d'eux à les aider à porter le fardeau de ce surcroît d'énergie. Nous nous éloignâmes d'un ou deux pas et attendîmes. A un signal du prédicateur les fidèles s'agenouillèrent et se mirent à prier en silence. Comme par suite d'un accord tacite et d'une longue habitude leurs prières à tous eurent la même durée et ils se levèrent en même temps pour dire *amen* à mi-voix. Puis les femmes s'assirent, quelques-unes sur des bancs, d'autres sur des chaises tandis que les hommes se tenaient debout, agitant leurs mains en l'air et esquissant de larges et bienveillants sourires. Tout à coup, une femme s'avança brandissant un tambourin et entonna un cantique d'une voix perçante. Son tambourin et ses hanches tremblaient d'une jubilation sauvage et Trumper me chuchota que l'Esprit allait entrer en elle. Nous ne pouvions suivre les paroles du cantique mais les fidèles dont l'oreille était exercée reconnurent le cantique et se joignirent à la femme. Une autre s'avança de même avec son tambourin. Puis une autre et encore une autre. Les instruments étincelaient à la lumière du cierge tandis que les voix fusaient vers le ciel. La cérémonie en plein air avait commencé. Le nombre des spectateurs s'était accru. En entendant le bruit ils arrivèrent de toutes parts pour se joindre aux chants. Un flot continu de gens arrivaient tandis que les voix et les tambourins résonnaient dans la nuit.

Le cantique achevé, le prédicateur s'avança vers le petit garçon et lui dit quelques mots au sujet de son âme. L'enfant semblait acquiescer mais il avait peur. Tous les yeux s'étaient tournés vers lui. C'est pour cela que les spectateurs étaient venus. Ils aimaient voir comment les autres faisaient leur salut et ils entendaient parfois leurs confessions, si intimes souvent que c'en était gênant. Leur candeur était le signe de leur purification et ils confessaient spontanément les péchés qu'ils avaient commis en pensée, en parole et en

action et surtout les péchés de la chair. Le petit garçon résistait. Le prédicateur lui parla encore de l'âme et l'enfant baissa la tête. Sa résistance faiblissait. Le prédicateur invoqua la colère divine et les fidèles exhalèrent leur douleur en un gémissement sourd et prolongé. L'enfant semblait frappé de contrition et de terreur. Le prédicateur lui tenait la main et les femmes s'agenouillèrent en psalmodiant un cantique d'initiation.

— Resteras-tu ce soir ? lui demanda le prédicateur.

Tout le monde se taisait.

— Je ne peux pas, répondit l'enfant avec précipitation.

Mais ce n'était pas un refus direct. Il avait peur. Le prédicateur répéta la question d'un air encourageant. L'enfant secoua la tête et le prédicateur lui lâcha la main.

— Mais il faut rester, mon fils, il le faut.

Il parlait avec une sorte de douceur et de sollicitude, d'une voix incertaine et comme brisée par l'anxiété. C'était extraordinaire comme chez lui tout semblait se fondre en une seule émotion : l'anxiété pour le salut d'un autre.

— N'endurcis pas ton cœur, dit-il. C'est plus facile pour toi qui es jeune, tes péchés sont moins nombreux et si tu es emporté brusquement il te sera plus aisément pardonné.

Le prédicateur avait reculé d'un pas et il semblait s'adresser à tout le monde. Trumper donna un coup de coude à Boy Blue et dit qu'il était temps de s'en aller.

— C'est à sept ans que nos yeux s'ouvrent, dit le prédicateur. Sept ans, c'est l'âge de raison. Tu as plus de sept ans maintenant et si tu es appelé ce soir dans la maison de ton père, tu auras à répondre pour toi-même. Tu as franchi les frontières de l'innocence, il n'y a plus pour toi ni père, ni mère, ni parrain, ni marraine. Tu es seul et nu dans ton péché, et tu dois accepter ta condition et faire ton salut avant qu'il ne soit trop tard. Le salut par le Christ est la clef qui ouvre les portes du ciel.

— Oui, dit l'enfant, mais c'est le cierge qui me fait peur.

L'enfant frisonna. Le prédicateur regarda autour de lui les reflets qui s'étiraient sur les visages des fidèles. Il semblait intrigué par ce qu'avait dit l'enfant car le cierge n'avait rien d'effrayant pour personne. Les femmes, anxieuses, attendaient.

Vous voyez, dit l'enfant, le cierge me fait penser à Elvirah et pis à c'qu'elle fait. Elle fait brûler le cierge pour éloigner les démons pasqu'elle est catholique et qu'ils disent qu'y faut brûler les démons.

Il avait des larmes dans les yeux et le prédicateur semblait profondément ému.

— Dieu de miséricorde, aie pitié de nous, dit-il. Epargne l'innocent, sauve-le des pièges de Lucifer et montre-lui la voie.

Son éloquence était remarquable et il gardait en réserve un langage particulier pour faire face à chaque situation nouvelle. L'enfant était sur le point de pleurer. Le prédicateur avait joint ses mains autour de son cou et il avait rejeté sa tête en arrière si bien que son menton pointait en direction du ciel et qu'on ne voyait que le blanc trouble de ses yeux. Il baissa brusquement la tête et fixa l'enfant avec une expression de profonde détresse dans les yeux.

— Le cierge ne lui servira à rien, dit-il, car l'important ce n'est pas le cierge, l'important c'est la lumière que l'oint du Seigneur a répandue par la grâce sur la noirceur du cœur humain. Quand tu verras la lumière tu oublieras le cierge et l'esprit d'erreur de ceux qui adorent les idoles. Ce sont de faux dieux. Nous n'avons pas de faux dieux. Mais un seul Dieu, le Dieu qui nous a envoyé son fils unique notre Sauveur Jésus-Christ, pour qu'il meure pour nos péchés. Ceux qui portent des cierges n'ont jamais vu la lumière : ils sont les disciples du Mauvais. Et c'est cela qui peut t'être épargné si tu restes ici ce soir ; tu verras la lumière et tu renaîtras, âme vivante et homme nouveau en Jésus-Christ.

Le prédicateur s'agenouilla dans la poussière et prit la main de l'enfant qu'il serrait dans la sienne. Leurs mains étaient agitées mais l'enfant semblait agité surtout par le pressant appel qui lui était adressé et ses genoux obéissaient mécaniquement à la prière, il s'agenouilla aussi. Ils étaient agenouillés tous deux sur la route marneuse au milieu du cercle que les fidèles formaient autour de la table. Nous étions subjugués et Trumper qui nous avait pressés de partir comprit et resta aussi. Ils s'étaient rapprochés de la table et le visage du prédicateur brillait sans aucune ombre, noir et mouillé comme du bronze sous une pluie fine et serrée. Sa

peau était rude, ses doigts courts et épais. Je croyais sentir l'étreinte qui tenait le garçon cloué au sol, prisonnier de la lumière, condamné à être sauvé, à être libéré de l'esprit du mal, libéré de la chair et du monde et des désirs profanes. Le prédicateur parlait pendant qu'ils étaient à genoux. Trois ou quatre membres de l'assemblée s'étaient agenouillés formant un petit cercle autour du garçon et du prédicateur. Agenouillés là, ils semblaient en quelque sorte avoir dressé une barrière pour le retenir. C'était une conspiration de prière en vue de son salut. L'étreinte de la main de l'homme donnait la sensation d'une porte fermée par laquelle on ne pourrait jamais s'échapper et le visage de l'homme dans l'attitude de la prière ne semblait plus être formé d'un nez, d'yeux, d'oreilles, d'os et de chair. Je fermai les yeux pour me défendre mais quand je n'entendis plus les voix ou quand je ne pus plus suivre les prières, je continuai à voir le visage solitaire, noir et mouillé comme du bronze sous une pluie fine et serrée. Le prédicateur s'arrêta et, brusquement, il parla à nouveau, entr'ouvrant à peine les lèvres.

— Resteras-tu ce soir ?

L'enfant baissa la tête très bas et demeura immobile, soumis et résigné. Les femmes chantèrent le cantique d'initiation, le prédicateur était immobile, épuisé mais satisfait.

— Vaut mieux s'en aller, maintenant, dit Trumper, pasque c't'a peu près l'moment qu'on éclaire quand y va s'passer que'que chose.

Il approcha sa tête de la mienne pour qu'on n'entendit pas ses paroles. L'enfant était toujours agenouillé à côté du prédicateur et incapable de résister davantage. Ils étaient devenus le point de mire de tous les regards. Ceux qui étaient déjà là quand l'enfant s'était agenouillé avec le prédicateur étaient avides de voir ce qui allait se passer et ceux qui étaient arrivés en retard poussaient les gens pour voir de plus près qui c'était. On entendait un faible bourdonnement tandis qu'ils regardaient, essayant de reconnaître le converti et le bourdonnement grandit en même temps que le sourd murmure des prières. Puis tout se calma peu à peu et chacun attendit pour voir ce qui allait se passer ensuite.

Trumper approcha sa tête de celle de Boy Blue et lui chuchota ce qu'il m'avait dit. Boy Blue sourit et continua à

regarder le prédicateur et l'enfant. Trumper lui donna un coup de coude et Boy Blue fit du bruit. L'homme qui se tenait à côté de lui fit un signe du doigt et Boy Blue reprit son sérieux. Trumper parla à nouveau.

— T'as peur, dit Boy Blue, parlant sans tourner la tête.

— C'est pas que j'ai peur, dit Trumper, mais faut qu'on parte, maint'nant, pasqu'il est tard. Ça a pas d'sens d'arriver en plein milieu pasqu'on sait pas c'qu'y a eu avant.

Il baissait la tête en parlant.

— Y faut qu'on parte.

L'une des femmes qui était assise dans le cercle près de la table leva la tête et fronça les sourcils. Trumper se tut. Puis la femme baissa la tête de nouveau, mais nous voyions bien à son air qu'elle ne tarderait pas à la relever. Elle semblait se mordre les lèvres tandis qu'elle fixait de son regard oblique le prédicateur et l'enfant. Nous voulions partir, mais nous voulions aussi savoir ce qui allait arriver au garçon, et sans doute que le prédicateur n'aurait pas tardé à venir nous poser des questions sur notre salut. Derrière nous la foule était maintenant plus dense, et il était toujours difficile en pareilles circonstances de se frayer une issue. De plus, nous avions honte, au fond, que les autres nous voient partir. C'était toujours comme ça dans l'assemblée en plein air ou dans la grande église. Si vous vous leviez pour partir avant la fin du service, les gens vous regardaient fixement tant que vous étiez encore en vue. On avait honte comme si on s'était rebellé et comme si on avait tourné en dérision ce qu'on avait vu. Au cours d'une assemblée il fallait s'attendre à ce que le prédicateur se dresse pour dire ce qu'il pensait de votre conduite. Le pasteur n'aurait pas interrompu le service divin pour faire une remarque quelconque, mais le prédicateur ne perdait aucune occasion avec les âmes à sauver. S'il pouvait les convaincre en faisant de leur lâcheté un exemple pour tous les autres il n'hésitait pas à le faire. Et souvent ça réussissait et il pensait qu'il le faisait pour leur bien. Il ne fallait avoir honte de rien quand il s'agissait du salut, et le salut était plus important que tout le reste. Trumper me donna un coup de coude dans les côtes et me fit un signe de tête. Il semblait en colère que nous ayions tant attendu.

— Faut partir à présent, dit-il, pourquoi qu'vous m'avez

fait trouver c'que j'ai trouvé pour vous si c'est pas pour venir ? Dites-moi tout d'suite si vous venez oui ou non, pasque j'peux y aller tout seul.

La femme leva la tête et fronça à nouveau les sourcils. Et cette fois elle nous fixa pour nous faire bien comprendre qu'elle était fâchée. Elle ne pouvait supporter ce babillage irrespectueux sous l'œil de Dieu, car Dieu était présent ; ils l'avaient toujours dit ; chaque fois que deux ou trois fidèles sont assemblés en son nom, Il est au milieu d'eux. Elle nous regardait toujours. Brusquement elle tourna la tête et chuchota quelque chose sur le respect qu'on doit à la parole de Dieu. Son voisin se tourna vers un autre et chuchota ce qu'avait dit la femme. Trois au quatre autres encore furent avertis. Ils levèrent les yeux et regardèrent fixement comme l'avait fait la femme. L'homme qui se tenait à côté de Boy Blue se rendit compte de ce qui se passait ainsi que ceux qui étaient tout près de moi et de Trumper. La femme avait l'air de vouloir que les autres, élus ou non-élus, sachent ce qu'elle éprouvait ; la plupart du temps les non-élus partageaient ces sortes de sentiments. Peu à peu nous étions devenus un spectacle, tout autant que le petit garçon et le prédicateur. Nous nous regardâmes et décidâmes de partir. Et nous voulions que personne ne comprenne pourquoi nous partions. Maintenant les femmes baissaient la tête.

— Un par un, dit Boy Blue. Moi d'abord. Puis tu viens quelques minutes après et ensuite Trumper, ou bien l'inverse, mais pas tous ensemble.

Nous fîmes comme si nous n'avions pas vu Boy Blue se glisser hors du cercle. Trumper et moi regardions toujours le prédicateur et l'enfant agenouillés près de la table. Ils priaient en silence et maintenant l'enfant, en pleine lumière, semblait avoir terriblement peur. Le prédicateur était touché par sa soumission. Les femmes levèrent la tête et semblèrent soulagées quand elles s'aperçurent que Boy Blue était parti. Elles avaient l'impression que c'était lui le fauteur de désordre, comme elles auraient dit. C'était lui qui nous incitait à manquer de respect. Trumper me poussa à nouveau du coude et me fit un signe de tête. L'homme à côté de lui recula et Trumper s'esquiva. L'homme avait compris ce qui se passait et il semblait laisser la place libre pour que je puisse partir

à mon tour. Les femmes levèrent la tête, il était clair qu'il n'en restait plus qu'un. Elles étaient sûres que le premier des garçons était le démon. C'était Boy Blue qui nous avait amenés à tourner en dérision la parole divine et quand il avait vu qu'il n'y parviendrait pas, il avait préféré nous emmener. Elles chuchotaient entre elles, indignées mais calmes. Bientôt le calme fut rétabli. Le prédicateur s'était relevé et, debout, dominait l'enfant. Je ne savais pas ce qui allait se passer mais je les avais toujours entendu parler de sacrifice. Je ne savais pas au juste ce qu'était un sacrifice, mais je pensais que le sacrifice allait avoir lieu. J'étais sûr qu'ils allaient le sacrifier et je voulais voir comment ils allaient le faire. Les femmes regardaient de côté et le prédicateur vit leur regard. Il ne parut pas comprendre pourquoi elles me regardaient ainsi. Elles baissèrent la tête puis soudain me regardèrent de nouveau. Le prédicateur s'éloigna de l'enfant et se dirigea de mon côté. Il avait le même air résolu et déterminé que j'avais déjà remarqué quand il avait persuadé l'enfant de faire son salut. Mes pensées s'embrouillèrent et pendant un instant je n'eus qu'une idée : fuir ce visage, rejoindre Boy Blue et Trumper. Le prédicateur s'approcha de moi les mains jointes et la tête bien droite. Le voyant s'approcher, je reculai, fit demi-tour et bousculai les gens pour passer. Quelques éclats de rire fusèrent parmi les spectateurs. J'entendis le rire. Il devint de plus en plus net comme le bruit dans une salle de concert. Je cherchai du regard Trumper et Boy Blue tout en essayant d'entendre ce qu'allait dire le prédicateur. J'entendis un homme dire que si le prédicateur n'y prenait pas garde, il allait perdre l'âme qu'il avait eu tant de peine à sauver et le rire redoubla. Puis on entendit un bruit. Sans doute la voix du prédicateur et bientôt les voix des fidèles dominèrent les rires et tout rentra dans l'ordre. Je m'éloignai pour rejoindre Trumper et Boy Blue tandis que les voix lançaient une confession qui m'atteignait au cœur.

Un puissant de la terre un soir vint à Jésus
Cherchant la voie de la lumière et du salut
Le Seigneur lui dit en mots clairs et beaux
Il vous faut naître à nouveau.

***

Il vous faut naître à nouveau
Il vous faut naître à nouveau
En vérité, en vérité, je vous le dis
Il vous faut naître à nouveau.

Il n'y avait pas d'autre lumière que les réverbères des carrefours. La lueur du cierge n'éclairait pas au-delà du troisième cercle des fidèles et des curieux, et pourtant il me semblait voir le visage du prédicateur. Il se détachait de l'obscurité comme un rocher, et nous entendions toujours le cantique de celui qui était venu un soir près de Jésus. Nous n'avions pas beaucoup parlé depuis que nous nous étions retrouvés. Trumper avait l'air un peu fâché que j'aie tant tardé. Il trouvait que je n'aurais pas dû faire attention aux femmes qui chuchotaient entre elles ni à la manière dont elles nous regardaient. Nous marchions bien tranquillement dans les hautes herbes entre les arbres et j'avais l'impression que nous pensions tous les trois à la même chose. Ce n'était pas la première fois que nous nous étions rencontrés à une assemblée en plein air, mais c'était la première fois que nous allions faire ce que Trumper avait proposé. Les paroles du cantique semblaient tomber comme une petite pluie fine à travers les arbres et pénétrer en nous. Il vous faut naître à nouveau, il vous faut naître à nouveau. Les paroles avaient quelque chose d'effrayant, et plus encore tout ce qui les entourait. Les fidèles avaient entonné le cantique pour mettre fin aux ricanement des spectateurs et peut-être aussi parce que je m'étais enfui. C'était comme si on m'eût rappelé une dette exorbitante. Le prédicateur était une sorte de représentant de Dieu sur la terre qui offrait généreusement le salut en échange des souffrances des autres. Il vous faut naître à nouveau, à nouveau. Ces paroles semblaient nous poursuivre et je n'étais pas sûr que nous entendions toujours les voix, en tous cas les paroles étaient là. Il vous faut naître à nouveau. Enfin Trumper parla, mettant fin à notre long silence. Il était évident au son de sa voix qu'il faisait le brave. La voix était aiguë et il parlait vite comme si ce qu'il disait ne devait être

xaminé ni trop longuement ni trop sérieusement. Il mar-onna un juron à l'égard du prédicateur, puis il parla tout aut. Boy Blue et moi nous n'étions pas à notre aise.

— C'est bien c'que dit Mr. Slime, dit-il, ils nous abrutis-nt avec toutes ces histoires de bonnes femmes, y faut naître nouveau ; et avec ça nous aurons jamais une chance de nous a sortir et d'arriver à rien. Rien de rien changera ici, tant a'on cessera pas d'écouter ces idioties du vieil homme qui va aître à nouveau. Pas seulement qu'c'est stupide, mais ç'a aequ'chose de dégoûtant et c'est ça dont Mr. Slime veut us. L'a parlé d'tout ça hier dans son discours, l'a dit a'c'était du boniment, qu'c'est ça qui nous rend comme on t, y dit.

— Y m'semble qu'y a seulement deux grands hommes par i, dit Boy Blue, Mr. Slime et le propriétaire, et si on n'fait is attention, y en aura bientôt qu'un, et ce s'ra Mr. Slime. propriétaire y restera comme qui dirait dans sa grande aison, mais Mr. Slime y s'ra l'capitaine du navire. Pasqu'y passe pas un jour sans que quelqu'un d'ici parle pas d'lui d'la « Penny Bank » et d'la « Société des Amis ». L'a pas is longtemps pour dev'nir une espèce de Jésus des Noirs.

— On a rien dit d'lui l'aut' jour au bord de la mer, con-iua Boy Blue, et pourtant Dieu sait d'quoi on n'a pas usé, et on a jamais pensé à rien dire d'la Banque et d'la ciété et tout ça.

— C'est pas pareil, dit Trumper, c'est tout à fait d'aut' ose qu'on causait.

— C'est vrai, dit Boy Blue, y a des choses qu'on peut dire is y fourrer Mr. Slime pasque la Banque et la Société et it ce qu'ils appellent d'la politique, ça en fait pas partie.

— T'as raison, dit Trumper. C'est pasque ces choses, c'est s d'tous les jours. C'est pas des choses qui comptent pour gens. c'est pas du positif, comme y disent. Ces choses-là it nous avons parlé au bord de la mer, c'est seulement bien ur nous aut', quand on fait des rêves. Mais c'est pas pour autres, sauf ceux qui veulent se mettre à rêver aussi. is la politique et tout le reste c'est tout c'qui se rapporte ous ceux qui vivent ensemble à la même époque.

— C'est bien d'faire des rêves, dit Boy Blue, mais pas tout mps. Et pourtant c'qu'on a dit à la mer, c'est pas rêver.

En tout cas, moi, j'rêvais pas tout l'temps ou alors si j'rêvais, y a du vrai dans c'te sorte d'rêve.

— Ça vaut rien, dit Trumper, pasque quéquefois, on a une espèce de cauchemar, comme c'qu'on sentait si souvent quand on parlait d'solitude.

— Et ça s'rait pas bon pour Mr. Slime, dit Boy Blue, pasque si chacun commence c't'histoire de rêves, alors y aura plus b'soin de c'qui appellent la politique. N'auront plus beaucoup l'temps d'penser à c'qu'y a rapport à tous ceux qui vivent ensemble à la même époque. Et quand chacun se met à rêver tout seul, alors on peut même plus dire les gens. Y a plus que moi et toi et lui et elle.

— Qu'est-ce que tu penses de ce qu'il dit Mr. Slime à propos d'acheter la terre ? demanda Trumper. Y dit qui va faire de nous des propriétaires.

— Ça aussi, c'est du rêve, dit Boy Blue, mais c'est un aut' genre de rêve.

— Et pis, dit Trumper, j'veux pas d'terre, j'veux m'en aller.

— Où veux-tu t'en aller ? demanda Boy Blue, tu dis toujours que tu veux t'en aller.

— J'sais pas, dit Trumper, p'être en Amérique. On dit qu'c'est bien là-bas.

— Mr. Slime dit qu'c'est la Terre Promise et d'autres qui y sont allés et qui en sont revenus disent que c'est le pays de cocagne.

— Qu'est-ce qu'ils veulent dire par là ? demanda Trumper.

— J'suppose qu'ça veut dire qu'on peut avoir à manger tout ce qu'on veut, dit Boy Blue, d'la nourriture à gogo, et y disent aussi qu'on le fait pas cuire soi-même. Tout est différent.

— Alors qui qui la fait cuire, si on la fait pas cuire soi-même, demanda Trumper.

— Voilà c'que j'les ai entendu dire, dit Boy Blue. On pousse ce qu'y appellent une « dime » dans un p'tit trou, et le plat d'nourriture sort devant vous par un aut' trou. Et y en a qui disent qu'on peut mettre une aut' « dime » dans un aut' trou et qu'on entend la musique qu'on a envie d'entendre pendant qu'on mange.

— J'aime pas beaucoup ça, dit Trumper ; c'est vrai que

'faire la cuisine au bois vous donne un mal de chien pas-
u'il faut souffler sans cesse sur ce sacré feu et qu'la fumée
ous entre tout l'temps dans les yeux, mais on dira c'qu'on
oudra, j'aime voir une marmite sur le feu et j'aime enten-
re chanter l'eau dans la marmite pasqu'on a l'impression
u'y s'passe quelque chose, et si y a une chose que j'aime
ussi, c'est d'voir ma mère sortir c'qu'y a dans la marmite
our le mettre dans l'assiette. Ça vous fait rudement du bien
usqu'au fond de l'estomac et l'eau vous en vient à la bouche,
sans attendre vot' permission. Y me semble que c'est tout
qui fait la nourriture. La nourriture, y faut en faire cas,
est c'que ma mère dit toujours. Mange, Trumper, mange.
t loue le Seigneur pour ce qui est devant toi.

— Ce que j'aime pas, chez les Américains, dit Boy Blue,
que j'aime pas, c'est qu'on mange dehors. Et tout le
onde peut vous voir, voir comment vous tenez un os, et
mment vous mettez votre ongle entre les dents et puis
connais pas les règles de c'jeu qu'on appelle les bonnes
anières à table. Pasque vous savez bien qu'ici, quand nous
angeons, nous fermons tous la porte.

— Et j'aime pas non plus cette histoire de nourriture qui
ent par un trou, dit Trumper, pasque Dieu sait d'où elle
ent !

Nous avions trouvé la piste qui conduisait à travers bois
a maison sur la colline. Trumper battait les buissons et les
ies avec une baguette d'acajou qu'il avait coupée à l'arbre.
ndis que lui et Boy Blue parlaient de l'Amérique et de ce
'avait promis Mr. Slime, il me semblait qu'ils essayaient
carter de leur esprit ce qui allait arriver. Ils n'étaient pas
eur aise en causant de l'Amérique et je me demandais si
umper n'avait plus le courage de se lancer dans l'aventure
s'ils essayaient d'oublier les paroles du cantique. Il faut
tre à nouveau. Quant à moi, j'étais déchiré. Les paroles
cessaient de me revenir et de m'ébranler et d'autre part
opréhendais ce que Trumper avait entrepris de nous faire
e. Les voix des fidèles s'étaient tues et tout était silencieux
s le bois. Loin devant nous, nous pouvions voir une
ière dans la maison du maître. Il n'y avait aucun signe
branle-bas, mais Trumper, lui, était sûr de ce qu'il faisait.
- Ça me fait toujours bizarre quand j'approche de là, dit-

il. C'est comme si on entrait dans un endroit sacré. Quand il parlait, il paraissait moins sûr de lui.

— J'me d'mande si c'est prudent d'pénétrer là-d'dans, dit Boy Blue, pasqu'y ont des chiens et j'aime pas l'air de c'gros policier allemand qu'j'ai vu c'matin couché dans la cour. On dit qu'y boit du sang.

— Y auront pas détaché les chiens, dit Trumper, pasqu'y faut faire attention aux invités. Les chiens, y connaissent pas les marins, alors y ont dû les laisser attachés.

— Dis nous plutôt c'qu'y aura, dit Boy Blue, pasque j'crois pas qu'on pourra passer c'mur sans qu'y arrive quelque chose.

Trumper ne répondit pas et Boy Blue n'insista pas. Il avait trop peur pour exiger une réponse. Nous marchions en silence. Nous faisions le tour du mur qui entourait la maison du maître. On n'entendait rien si ce n'est le bruit des crapauds dans les buissons ou celui des chats qui parfois détalaient. On aurait dit que les chats se rassemblaient toujours dans le bois près du mur pour se battre et hurler et s'accoupler. Trumper le savait et lui et d'autres étaient allés plusieurs fois le soir observer les chats. Ils s'accouplaient avec une espèce de férocité qui fascinait et épouvantait les enfants. Trumper suivait le mur de la pointe de son bâton comme un aveugle qui cherche à tâtons son chemin. On l'entendait taper et gratter contre les briques. Les chats hurlaient et Trumper hésitait.

— Encore ces sales bêtes, dit-il. Dieu sait pourquoi elles viennent faire tous leurs trucs ici.

Les chats hurlaient dans l'obscurité et nous avions de plus en plus peur. Je n'aimais pas entendre hurler les chats et Boy Blue ne disait rien, ce qui voulait dire qu'il avait trop peur pour parler. Trumper se baissa pour ramasser une pierre. Il mit la main sur une chose qui semblait trop grosse pour qu'il puisse la saisir ; il la souleva rapidement puis la serra et leva le bras. La chose retomba et Trumper se renversa, tremblant, contre Boy Blue. Celui-ci frotta une allumette et nous vîmes une espèce de répugnante gelée sur la main de Trumper. Il l'essuya sur son pantalon tandis que Boy Blue promenait l'allumette pour chercher la pierre. Et c'est alors que nous vîmes ce que Trumper avait tenu et pressé : un couple de crapauds couverts de noires pustules.

Ils étaient tombés à terre avec un bruit mat, collés l'un à l'autre. Ils restaient dans leur posture hideuse, comme un enfant lourdaud qui tente d'escalader un banc. Trumper dit « Jésus » et nous continuâmes à marcher en direc.ion de la maison.

— A quelle heure est-ce que ça commence ? demanda Boy Blue.

Nous étions de plus en plus impatients et ça avait un peu retourné Trumper de toucher ces crapauds. Je détestais voir les crapauds et je me rappelais les avoir lardés de coups avec des bâtons. Maintenant Trumper se remettait.

— Je crois qu'c'est déjà commencé, dit-il, mais y ne dansent pas de ce côté de la maison, c'est pourquoi on voit pas plus d'lumières. C'est un vrai palais, c't'endroit.

Un bout du bâton se fourra dans la fente du mur et l'autre lui entra presque dans les côtes. Il arracha le bâton du mur et y mit la main pour en palper la surface. Il resta un moment immobile comme s'il était arrivé quelque chose.

— C'est bien ça, dit-il, c'est là qu'y faut entrer. C'est bien ça.

Nous nous approchâmes pour voir si vraiment Trumper avait trouvé une entrée.

— C'est ça, dit-il, nous écartant de la main. C'est la petite porte par laquelle il faut entrer.

Il se tourna vers nous et commença à nous donner des ordres. Il avait repris toute son assurance et nous aussi nous nous sentions plus tranquilles. J'aurais aimé voir son visage mais il faisait noir.

— Maintenant on entre, dit Trumper, puis on rampe droit à travers les buissons. Vous m'suivez et vous m'attendez. Y faut qu'on aille là-bas près des arbres, et de là on est aux premières loges pour voir la pelouse. Attendez-moi et causez pas avant que j'vous cause.

Trumper prit une clef dans sa poche et ouvrit la petite porte du mur. J'étais sûr que Boy Blue s'était retourné pour nous regarder, mais nous ne disions rien.

— Et faites le moins de bruit possible, dit Trumper, ou bien y arrivera ce qui faut pas. Avancez sur le ventre, comme les crabes.

Nous étions à l'intérieur de l'enceinte, à quelques mètres

de la maison du maître. Cela me procurait une sensation extraordinaire, comme de cambrioler ou, dans un autre ordre d'idées, de passer un examen. La maison paraissait tellement plus grande que je ne l'avais imaginée. C'était comme un de ces châteaux que nous avions vus sur des images. Elle n'était pas très éclairée de notre côté, mais on pouvait voir, par la lumière réfléchie plus loin que l'autre côté était complètement éclairé. Pliés en deux, nous nous faufilâmes entre les buissons et les arbres jusqu'à l'autre côté. Personne ne parlait, excepté Trumper qui nous rappelait que nous ne devions par parler et qui de temps à autre nous donnait ses instructions. Il montrait la direction et restait un peu en avant.

— Faut vite arriver de l'autre côté, dit-il, pasque le surveillant va pas tarder à être ici.

— Comment qu'tu l'sais ? demanda Boy Blue. Nous nous sentions de nouveau inquiets.

— Tu le sauras plus tard, dit Trumper.

Et nous ne dîmes plus un mot.

Tandis que nous rampions pour atteindre l'autre côté, nous pouvions sentir avec les genoux que l'herbe n'était plus la même. C'était de plus en plus différent des touffes hérissées qui poussaient à côté du mur. A gauche on voyait le jardin et à droite devant nous un grand tas de déchets : c'étaient les longues feuilles sèches des cannes à sucre. Il s'élevait et débordait comme un énorme cône de glace qu'on suce dans son cornet. Nous connaissions bien ces tas. On pouvait s'étendre commodément sur le sommet et quelquefois il y avait des trous bien pratiques pour jouer à cache-cache par exemple. On pouvait entrer à deux ou trois dans le trou et y rester caché. Dans la journée, ça avait l'air d'une grotte. Nous fîmes le tour du tas et nous nous installâmes sur l'herbe entre les arbres, à l'écart de la lumière. En d'autres circonstances nous aurions peut-être eu peur mais la nouveauté du spectacle ne laissait plus de place qu'à la curiosité et l'excitation. Nous étions bien cachés et bien assis et nous observions en silence le spectacle qui s'offrait à nous. La musique avait repris et les marins dansaient. Presque tous avaient l'air plus soignés et plus civilisés que les marins que nous avions coutume de rencontrer dans les rues. Quelques femmes por-

taient des robes du soir ornées de gros boutons brillants, des bijoux et des colliers qui leur encerclaient le cou comme ceux des chiens de luxe. Ils paraissaient tous plein d'entrain, les marins en particulier qui n'arrêtaient pas de boire. Nous ne disions mot. C'était si différent des assemblées en plein air ou des concerts de l'école, ou de tout ce que nous avions vu jusqu'ici. C'était comme ce qu'on appelait l'autre monde. La musique cessa et les marins parurent vouloir se fâcher et crièrent « encore ! ». La musique reprit bien vite et de nouveau ils dansèrent. Deux marins se mirent à danser ensemble, mais un troisième s'approcha d'eux et leur chuchota quelque chose. Alors ils se séparèrent vite et allèrent rejoindre des jeunes filles qui étaient assises tout près de là. Nous étions assis sur l'herbe bien à l'aise et bien tranquilles et nous regardions tous trois, Trumper, Boy Blue et moi, à l'abri derrière les arbres et disposés en demi-cercle. Quand la musique s'arrêta, les femmes sortirent avec les marins et se promenèrent de long en large sur les pelouses en se donnant le bras. Les oreilles me brûlaient et je sentais mes membres bizarrement raidis. Je ne m'étais jamais promené bras dessus bras dessous avec une fille et je n'étais pas sûr que Boy Blue ou Trumper l'aient fait. Un autre couple s'avança, et le bras du marin entourait complètement la taille de la femme. Trumper dit simplement : « Jésus ! » et je compris qu'il ressentait aussi cette étrange bouffée de passion. Je me mis à penser à ce que je ferais si j'avais une fille à mon bras, et comme je n'en avais pas, je me mis à imaginer laquelle je prendrais quand nous aurions quitté le bois et serions de retour au village. Aussi sûr que Dieu était au Ciel, j'allais faire quelque chose avec une fille.

Les couples se dispersèrent de divers côtés, et ceux qui restaient dans la maison continuèrent à boire. Ils paraissaient en retirer une telle plénitude de satisfaction, et dans un sens si étonnant pour nous.

— T'as jamais été si près, chuchota Trumper.

Et on eût dit qu'il claquait des dents.

— Jamais de ma vie, dit Boy Blue C'est comme l'autre monde, et c'qui boivent, et tout, et pis cette façon qu'i zont de s'tenir serrés.

— C'est comme la Noël, dit Trumper, sauf que ça arrive plus souvent. C'qu'on voit là c'est du courant pour eux.

— Qu'es'tu veux dire ? demanda Boy Blue; les marins y sont pas toujours là.

— Oui mais y font ça souvent, marins ou pas marins. Quand y a pas d'marins, y a les amis du maître et d'la fille, et ainsi de suite. Mais y s'mettent toujours plus en frais pour les marins, plus qu'pour les autres.

— Quand y sont arrivés ces marins ? demanda Boy Blue. Il redevenait très curieux.

— Sont arrivés c'matin, dit Trumper. C'est l'vaisseau d'Sa Majesté, *L'Goliath*. Sans doute que l'maître et les autres y zétaient au courant. Et y restent juste un jour et une nuit, paraît. C'est pour ça qu'y z-ont tout organisé.

— Ces marins-là, i z-ont pas l'air de vrais marins, dit Boy Blue.

— Qu'es tu veux dire, de vrais marins, demanda Trumper. Un marin est un marin.

— Y s'tiennent si bien, dit Boy Blue. Les marins, c'est pas si convenable d'habitude.

— J'sais pas, dit Trumper. P'têt' que ceux-là, c'est les convenables.

— Faut croire, dit Boy Blue. Pas qu'y z-ont pas l'air de marins, des marins qu'on voit dans les rues. Y sont pas com' ceux qui peuvent pas voir un' femme sans lui faire tout d'suite des choses. Ceux qui z-ont peur de rien, qu'on voit dans les rues et les autos et même les autobus, comment qui z-embrassent les femmes et qu'y leur tâtent les nénés.

Boy Blue avalait péniblement sa salive, comme s'il avait eu quelque chose dans la gorge.

— J'les vois faire des tas d'idioties, et s'mettre les nénés dans la bouche et j'te les suce et j'te les suce comme si z-étaient un p'tit bébé en train d'tetter. Et la police y-z-osent rien dire. Tu vois jamais un flic engueuler vraiment un marin quoi qu'c'est qu'y fasse.

— Mais les vrais as y sont pas comme ça, dit Trumper. Y z-ont d'la classe comme on dit dans la marine, et tous ceux qu'vous voyez ce soir en uniforme, c'est pas des simples matelots. Y-z-ont des galons.

La musique reprit et les couples regagnèrent le hall. Trum-

per parla de s'asseoir sur le tas de feuilles et Boy Blue lui demanda s'il était pas fou. Si on nous avait permis d'être là, ç'aurait été possible de s'asseoir sur le tas de feuilles d'où nous aurions eu une meilleure vue. Mais Trumper n'était pas sérieux. Il était plein de satisfaction non seulement de ce qu'il voyait, mais de ce qu'il avait fait. C'était lui qui nous avait amenés là. Dans le hall, la lumière passa du blanc éclatant à un bleu profond, la musique semblait se traîner, et, dans la pénombre, les danseurs avaient l'air de crâner comme des gens ivres. Nous ne pouvions plus voir les visages et nous avancâmes pour être mieux placés. Alors les lumières passèrent au rose pâle et nous pûmes revoir les visages. Puis elles revinrent au blanc éclatant et les marins firent entendre des cris de protestation. Elles passèrent au rose, et il y eut un chœur de grognements, comme si le rose n'était pas encore la couleur. Le bleu sombre revint et ils poussèrent des hourrahs. Ça allait mieux. Ils semblaient préférer la pénombre, et nous aussi car c'était plus sûr pour nous. La grande lumière ne revint pas, et nous restâmes assis à parler tranquillement, en écoutant la musique qui formait le premier plan du tableau.

— J'comprends pas comment t'as su tout ça, dit Boy Blue ; tu nous a juste dit d'venir, tu nous a rien expliqué.

— Z'êtes pas contents du spectacle ? dit Trumper.

Il souriait.

— Sûr que j'suis content dit Boy Blue, mais j'veux qu'tu m'espliques.

— C'est c'matin qu'j'ai su, dit Trumper. L'surveillant est v'nu chez nous voir mon père qu'est son frère, vous savez bien. Mais mon père l'était pas chez nous, et l'surveillant y commence à parler à c'te fille Cutsie qu'était là qu'attendait aussi mon père. Et j'l'entends qui lui dit c'qui allait s'passer.

— Pourquoi qu'y lui dit ? demanda Boy Blue.

Il ne faisait grâce d'aucune question.

— Pourquoi qu'tu veux tout savoir ? dit Trumper. Y lui a dit pasqu'y voulait arranger quèque chose avec elle. Y lui a donné rendez-vous dans l'bois près d'la p'tite porte et y lui a donné une p'tite clef, et lui dit qu's'il était pas là quand elle arriverait y fallait ouvrir la porte et s'asseoir tranquillement dans l'herbe jusqu'à ce qu'y vienne, pasque c'était pas

prudent d's'asseoir tout' seule dehors près du mur et qu'si elle refermait la porte tout irait bien.

— L'homme avec qui l'est pas allée, celle-là, Dieu l'a pas encore fait, dit Boy Blue avec irritation.

— Mais elle y est pas allée, dit Trumper. L'a laissé la clef chez nous, et j'l'ai prise pasque j'm'ai dit y a pas à tortiller faut que j'voie ça... Elle est pas du tout comme le surveillant, et pourtant lui y pourrait faire des choses pour les gens. C'est une bonne fille. J'ai toujours entendu les hommes dire ça. E's'conduit pas comme une honnête fille mais paraît qu'elle est fait' comme ça, et si vous êtes fait comme ça vous pouvez rien y changer. Mais on dit qu'y a une chose avec elle, elle a beau avoir traîné un peu partout, elle marchera pas avec le gouverneur lui-même si elle en a pas envie. Rien à faire quand elle a pas envie.

— Et qu'es' qu'y va faire le surveillant ? dit Boy Blue qui commençait à s'inquiéter.

— Y la verra pas, c'est tout, dit Trumper.

La musique s'était arrêtée, puis avait repris. La musique demeurait au bleu sombre.

(A suivre.)

George Lamming.

(Traduit par Colette Audry et Henriette Etienne.)

Jean Stoetzel.

JEUNESSE SANS CHRYSANTHÈME NI SABRE (fin)

DANS LES RELATIONS PRIVÉES

Au sein des relations privées, les jeunes Japonais font-ils preuve de plus d'indépendance que devant l'autorité publique ? Montrent-ils plus d'esprit d'initiative ? Comment accueillent-ils les nouvelles possibilités qui leur sont offertes ? Les réponses à ces questions sont fort importantes dans la ligne de l'enquête entreprise : non seulement il est certain que dans le domaine des institutions privées la tendance au changement a été imprimée tout autant que dans le domaine des institutions publiques; mais encore la modification dans les relations entre personnes est susceptible de se répercuter sur les relations entre l'individu et l'Etat. Un tel changement dans les attitudes privées pourrait être ainsi un signe avant-coureur de changements dans les processus de la vie politique.

On se posera la question d'abord dans le domaine de la famille. En bien des sociétés, en effet, organisation politique et organisation familiale tendent à se refléter, ou à se répercuter l'une sur l'autre; au point de vue culturel, sinon au point de vue individuel, le même atmosphère du comportement, libéral ou autoritaire, pénètre, on peut l'observer souvent, les relations publiques et les relations familiales. L'étude des attitudes de la jeunesse japonaise devant la famille et dans la famille, déjà intéressante en elle-même, devrait donc en outre permettre de prolonger et d'approfondir les analyses précédentes concernant la vie politique.

Or dans ce domaine de la vie familiale, les jeunes et leurs aînés ont tous le sentiment que les choses sont en train de changer, que la nouvelle génération ne veut plus suivre les

exemples de celles qui l'ont précédée. C'est là une des premières remarques qu'il nous fut donné d'entendre lors de notre séjour au Japon, et elle fut répétée bien des fois. Traitant de la délinquance juvénile en relation avec les tensions familiales au congrès de la Société japonaise de science culturelle, le juge Morita, du Tribunal familial de Tokyo, parmi un certain nombre d'autres causes, relevait le fait que la famille « n'intéresse plus » un grand nombre de jeunes, « n'a plus de charme pour eux ». Un groupe d'instituteurs avec qui nous avons pu converser à Sapporo, nous ont dit que les conflits entre parents et enfants augmentaient : non pas, disaient-ils, à cause de la suppression de l'instruction morale dans les écoles, mais par une fausse interprétation de l'idée de liberté : « la démocratie, expliquaient-ils, est mal comprise ». Vos, parmi les 100 jeunes qu'il a interrogés à Tokyo, a trouvé que 50 pensent qu'il existe un fossé entre eux et la génération précédente; 14 autres disent qu'il existe bien, quoique peu profond; 27 seulement pensent qu'ils sont en continuité complète avec leurs prédécesseurs; au surplus, 33 accusent ceux-ci de ne pas avoir agi comme ils le devaient, 20 qu'ils ont agi comme ils le devaient seulement « dans une certaine mesure », 21 seulement les approuvent sans réserve. Dans l'enquête représentative réalisée par l'Institut National de Recherches sur l'Opinion Publique, on voit que 66 % du public estiment que « les enfants qui n'écoutent pas leurs parents sont devenus plus nombreux récemment »; cette opinion est à peu près également répartie entre toutes les classes d'âge ; cependant elle atteint une fréquence de 69 % parmi les personnes habitant les villes, et âgées de plus de 30 ans. Sofue avait dans son questionnaire une question rédigée de la manière suivante : « Votre opinion diffère-t-elle parfois de celle de vos parents et des autres membres plus âgés de votre famille ? » La réponse « oui » a été unanime; les personnes avec qui les jeunes diffèrent le plus souvent dans leurs opinions sont les pères, ensuite les mères, les frères et les sœurs; les conflits ont lieu « entre les opinions démodées et les opinions nouvelles concernant des problèmes sociaux, tels que ceux qui concernent le divorce, l'égalité des sexes, et les principes d'éducation pour les frères et les sœurs... » La première impression que l'on retire de cet ensemble de

données, c'est donc que les attitudes des jeunes en face de la famille sont en train de changer.

Cependant, il est certain que la famille compte encore pour beaucoup dans les préoccupations des jeunes. Une bonne épreuve est la question posée par l'Institut National de Recherches sur l'Opinion Publique : « Y a-t-il quelque chose que vous désirez réaliser durant votre vie ? » Deux groupes de réponses concernent la famille : groupe I, « foyer (piété filiale) »; exemples : « Je veux m'évertuer au maximum dans la piété filiale pour mes parents », « Je veux que mes parents n'aient pas de souci pour moi quand ils mourront », « Je veux rendre harmonieuse la vie de ma famille »; groupe II, « croissance des enfants »; exemples : « Au minimum, je veux élever mes enfants d'une manière splendide, et en faire des hommes qui s'évertueront pour le profit de la société », « Si j'ai des enfants, je veux avancer dans la vie en accord avec leur libre volonté et les laisser être des êtres individuels qui ne sont pas dominés par leur milieu », « La seule chose que je désire, c'est faire de mes enfants des hommes francs et honnêtes ». La répartition de ces réponses varie selon les âges, comme le montre le tableau suivant :

	But de la vie		
	Piété filiale	Bien élever ses enfants	Total
	—	—	—
Urbains, 16-19 ans	12 %	9 %	21 %
20-24 —	6 %	12 %	18 %
25-29 —	3 %	27 %	30 %
30 et plus	3 %	41 %	44 %
Ruraux, 16-19 —	11 %	8 %	19 %
20-24 —	5 %	18 %	23 %
25-29 —	6 %	35 %	41 %
30 et plus	4 %	44 %	48 %

Les préoccupations familiales augmentent avec l'âge, et elles sont polarisées différemment, les adultes, chefs de famille, pensant surtout à leurs enfants, les jeunes pensant surtout au foyer dans lequel ils ont été élevés; avec l'âge, évidemment, le statut et les responsabilités changent. Cependant, dans chaque classe d'âge, les deux préoccupations familiales restent présentes et, même chez les plus jeunes, elles restent mentionnées comme but de l'existence par environ un cinquième des sujets. Un seul but de l'existence peut

faire concurrence à la dévotion familiale dans l'esprit de la jeunesse japonaise : le développement de l'instruction (20 % chez les urbains, 14 % chez les ruraux).

.. ..

Il apparaît que la tradition de respect et d'obéissance reste forte au Japon. C'est ce qu'établit l'enquête de l'Institut National de Recherches sur l'Opinion Publique.

La double question posée était : « Pensez-vous qu'il n'y a pas de mal à ce que les enfants obéissent en tout à leurs parents ? En est-il de même quand les enfants sont devenus indépendants ? » A la première question, deux types de réponses ont été donnés : « Il n'y a pas de mal à cela » et « Je ne puis le dire (cela dépend des circonstances, je ne puis donner une réponse générale, je ne sais pas) »; trois types de réponses ont été donnés à la seconde question : « Il n'y a pas de mal à cela même dans ce cas », « Quand ils sont indépendants, c'est différent », et enfin : « Quand ils sont indépendants, je ne sais pas ». Finalement, en prenant les deux questions globalement, en obtient quatre groupes de réponses: « Dans tous les cas, il n'y a pas de mal à ce que les enfants obéissent en tout à leurs parents », « Il n'y a pas de mal à ce que les enfants obéissent à leurs parents, mais quand ils sont devenus indépendants, c'est différent », « Quand ils sont indépendants, je ne peux rien dire, mais ils doivent obéir quand ils sont petits », « Je ne puis rien dire ». La distribution est la suivante :

	Les enfants doivent obéir à leurs parents			
	Dans tous les cas	Mais pas quand ils sont indépendants	Mais quand ils sont indépendants je ne sais pas	Sans réponse
Urbains, 16-19 ans	8 %	35 %	4 %	53 %
20-24 —	16 %	31 %	4 %	49 %
25-29 —	8 %	33 %	5 %	53 %
30 et plus	11 %	38 %	3 %	47 %
Ruraux, 16-19 ans	11 %	19 %	7 %	64 %
20-24 —	13 %	27 %	8 %	52 %
25-29 —	14 %	31 %	7 %	48 %
30 et plus	12 %	35 %	6 %	47 %

On remarquera d'abord la très fréquente évasion devant ι question, évasion qui tend à être encore plus fréquente hez les jeunes; une proportion moyenne de 50 % d'absten·.ons doit être considérée comme exceptionnelle dans les ·nquêtes d'opinion, bien qu'on en ait vu d'autres exemples u Japon, notamment quand la police est impliquée dans la uestion. On pourrait penser que cette réaction est le refuge ·e ceux qui, sans approuver la tradition d'obéissance, ne ésirent pas prendre nettement position; c'est vraisemblable·ıent le cas d'un certain nombre d'enquêtés, mais non de ›us; à cet égard, on peut observer que les urbains de 20 à 4 ans manquent à la règle qui fonctionne dans les autres as, suivant laquelle les abstentions sont plus fréquentes chez ›s jeunes : or ce n'est pas pour affirmer plus souvent la berté des jeunes devenus indépendants, c'est au contraire ·our dire davantage que l'obéissance aux parents ne saurait ımais être un mal. La proportion moyenne de ceux qui dmettent que la situation indépendante des enfants les délie ans quelque mesure de leur obligation d'obéissance est du .ers de l'ensemble, des deux tiers de ceux qui expriment une pinion. Ces proportions ne sont pas faibles : mais on remar·uera que ce ne sont pas les jeunes qui réclament le plus ›uvent l'émancipation; les proportions ont au contraire une ›ndance à augmenter en même temps que l'âge. En parti·ulier chez les ruraux, les fréquences sont basses. On a bien 'impression que les jeunes auront de la peine à conquérir ›ut seuls leur liberté dans la famille : elle leur sera bien lutôt accordée.

Par contre, en ce qui concerne les relations entre enfants 'une même famille, là où l'autorité du père ne se fait plus ›ntir directement et où il s'agit moins d'affronter des volon·és ou des puissances personnelles que la force de la tradition, ›s jeunes opinent davantage que les autres en faveur de éformes devant amener plus d'égalité; ils sont plus souvent ostiles au droit d'aînesse, à tout privilège de l'aîné. Il est rai qu'il ne s'agit là que de comportements relatifs. Le droit e l'aîné à l'héritage, aboli par les dispositions légales récen·›s, conserve la faveur du public japonais; 66 % y restent avorables, et les ruraux y sont encore plus favorables que les rbains. Ces attitudes ont assurément des conditions écono-

miques sous-jacentes, notamment à la campagne : le partage égalitaire des terres aggraverait l'émiettement déjà trop poussé. Mais même quand il s'agit de mettre en question la position privilégiée de l'aîné dans la famille, aucune majorité ne se dessine clairement dans l'ensemble du public : 48 % sont partisans du privilège, 49 % de l'égalité. Le tableau par âge des attitudes est le suivant :

	Héritage de l'aîné		Privilège de l'aîné	
	Pour	Contre	Pour	Contre
Urbains, 16-19 ans	53 %	45 %	35 %	64 %
20-24 —	52 %	48 %	39 %	59 %
25-29 —	54 %	42 %	39 %	60 %
30 et plus	64 %	34 %	50 %	48 %
Ruraux, 16-19 ans	57 %	37 %	37 %	55 %
20-24 —	63 %	33 %	40 %	55 %
25-29 —	68 %	28 %	46 %	50 %
30 et plus	76 %	22 %	56 %	42 %

La même acceptation prudente des idées nouvelles se rencontre, chez les jeunes, devant diverses phases du fonctionnement de l'institution familiale. Un cas est celui du statut de la belle-mère dans la famille et de la manière traditionnelle dont elle traite sa belle-fille. « Que pensez-vous, demandait le questionnaire de Vos, de la position de la belle-mère et de son attitude envers sa belle-fille ? » Quarante et un pour cent des jeunes intéressés à Tokyo ont dit que ceci doit être changé, 2 % seulement n'y ont rien trouvé de mal; mais 30 % ont passé une condamnation sans demander aucun changement, et 27 % n'ont rien trouvé à dire.

C'est qu'en effet les relations familiales forment un système, dont il n'est pas facile de changer un rouage sans compromettre le fonctionnement de l'ensemble, à moins de procéder à une restructuration totale. Un Occidental peut s'indigner de la tyrannie traditionnelle de la belle-même. Ruth Benedict raconte, avec des sentiments contenus, ce fait divers pénible : « Une Japonaise « évoluée » maintenant en Amérique recueillit dans son appartement à Tokyo une jeune épouse enceinte que sa belle-mère avait obligée à quitter son jeune époux désolé. Elle était malade, le cœur brisé, mais ne blâmait pas son mari. Peu à peu, elle prit de l'intérêt pour le bébé qui devait naître prochainement. Mais quand l'enfant

fut né, la mère arriva accompagnée de son fils silencieux et soumis, pour réclamer l'enfant. Il appartenait, naturellement, à la famille du mari, et la belle-mère l'emporta. Elle le plaça immédiatement en nourrice. »[1] Cette histoire racontée à une jeune fille de Tokyo âgée de 20 ans, produisit le commentaire suivant : « Le mari fut faible à l'égard de sa mère. Il n'est pas bon de vivre avec ses parents quand on est marié. Le bébé aurait peut-être été heureux en restant avec sa mère. Mais quand nous pensons à l'avenir, il fût devenu un fils sans famille. Il est meilleur que le bébé ait été pris par la famille de son père. La jeune femme aimait l'enfant, mais elle n'avait pas de position sociale. La mère du mari aimait son fils. Son amour n'était pas social. » Ce jugement est celui d'une jeune fille de 20 ans, qui sera donc bientôt mariée; peut-on dire qu'elle demande un changement dans le rôle de sa future belle-mère ? peut-on même dire qu'elle envisage la possibilité d'une autre organisation de la famille ?

Pour les jeunes, l'institution familiale signifie deux choses qui, tout en étant liées, n'en sont pas moins différentes : le foyer qui les a nourris et dirigés, et celui qu'ils vont fonder. Le deuxième aspect n'a pas encore été envisagé. Mais avant de passer à l'étude des attitudes des jeunes devant l'institution matrimoniale et devant la paternité, il est indispensable d'aborder les questions que pose la condition des femmes, qui n'ont pas encore trouvé place jusqu'ici.



Traditionnellement, les femmes japonaises sont des mineu-es. Le régime nouveau leur confère désormais des droits gaux à ceux des hommes. Mais la condition des personnes 'est pas seulement réglée juridiquement, elle dépend, et eaucoup plus encore, des attitudes qui règnent dans la ociété. A première vue, le public japonais, et plus encore es jeunes, a accueilli avec facilité, et même satisfaction, a nouvelle égalité accordée aux femmes.

Une question posée par l'Institut National de Recherches ır l'Opinion Publique peut servir à introduire l'analyse :

1. *The Chrysanthemum and the Sword*, p. 121.

« Il y a souvent des femmes qui disent, concernant diverses questions : « Je n'y connais rien, parce que je ne suis qu'une femme »; les femmes ont-elle raison de se conduire ainsi ? » Voici la répartition des réponses :

	Elles ont raison	Je ne le pense pas	Sans opinion
	—	—	—
Ensemble	8 %	88 %	4 %
Urbains, 16-19 ans	4 %	89 %	7 %
20-24 —	12 %	85 %	3 %
25-29 —	7 %	88 %	5 %
30 et plus	11 %	86 %	3 %
Ruraux, 16-19 ans	4 %	90 %	6 %
20-24 —	5 %	93 %	2 %
25-29 —	9 %	91 %	
30 et plus	9 %	88 %	3 %

En très grande majorité, par conséquent, les Japonais pensent que l'infériorité sociale des femmes n'est pas une chose inévitable, les ruraux sont au moins aussi positifs que les urbains sur cette question; les jeunes tendant à être encore davantage de cet avis, s'il est possible, à l'exception du groupe urbain de 20 à 24 ans, on ne voit pas trop pourquoi. De toute manière, il n'y a pas lieu de s'attarder : les Japonais, jeunes et vieux, n'approuvent pas les femmes qui professent leur infériorité .

Sofue a constaté que, parmi les 59 sujets qu'il a soumis à son questionnaire, tous sauf deux se déclarent partisans de l'égalité des sexes; les deux exceptions sont deux femmes, l'une du village de F., l'autre du village de H. La première s'exprima en ce tes termes : « J'y suis opposée, car les femmes sont inférieures aux hommes ». La seconde dit : « J'y suis opposée, car les femmes sont plus heureuses quand elles obéissent aux ordres des hommes ». Mais ces mêmes sujets, sauf deux, pensent aussi que l'égalité n'est pas encore réalisée. Dans le groupe interrogé par Vos, 88 % sont partisans de donner aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes, 10 % seulement y sont opposés.

L'opinion majoritaire est également que les filles doivent recevoir une instruction égale à celle des garçons : c'est celle de 53 % dans le groupe de Vos, et, parmi les sujets de Sofue, de 96 % chez les jeunes gens, de 84 % chez les jeunes filles.

Ce dernier groupe est également favorable à l'organisation le l'enseignement sur une base mixte, à la « coéducation » : 'est la position de 75 % des jeunes gens, de 48 % des jeunes illes; les proportions d'opposants sont de 18 % et de 33 % espectivement. Les jeunes syndiqués sont très favorables à e système, les adversaires sont les plus nombreux parmi les ultivateurs du village de F., à Kyushu, qui ont donné maints émoignages de leur esprit conservateur. On peut obser- er aussi que les attitudes des femmes sont nettement plus onservatrices; mais finalement, même chez les plus conserva- eurs, il se trouve toujours de substantielles proportions pour outenir l'idée d'une égalité des hommes et des femmes, et our approuver des mesures qui doivent aider à réaliser cette galité.

Le travail rémunéré des femmes en dehors du foyer est un es facteurs qui a le plus contribué à l'émancipation des mmes en Occident. Les jeunes Japonais ne sont pas opposés u travail des femmes. Ainsi, chez les étudiants de Kyoto, la roportion des oppositions ne dépasse pas 6 % parmi les arçons, 5 % parmi les filles quand il s'agit de femmes non ariées, 22 % parmi les garçons et 25 % parmi les filles uand il s'agit de femmes mariées. Chez les syndicalistes de awata et de Bibai, sur 13 hommes, 4 seulement font des bjections, sur 10 femmes, une seulement. On a même par- is l'impression que les hommes tendraient davantage à tenir les femmes, que celles-ci sont davantage prêtes à ener à l'extérieur une vie indépendante; dans une enquête écutée en 1948 par l'Institut National de Recherches sur Opinion Publique auprès des femmes qui travaillent, une oportion de 7 à 8 % parmi celles qui ont moins de 25 ans t déclaré qu'elles travaillaient « pour voir la vie », et % environ « pour leur argent de poche ». Le travail des nmes en dehors du foyer n'est pas chose nouvelle au pon, n'a pas de difficulté pour être approuvé.

Il reste cependant à déterminer si les jeunes Japonais sont posés à favoriser activement et personnellement l'égalité s sexes. Vos a constaté que dans le groupe des jeunes de kyo qu'il a interrogés, 61 % sont favorables ou très favo- bles aux talents féminins, tels que la pratique de la céré- nie du thé ou la technique de l'arrangement floral; ce sont

là, lui a-t-on dit, des occupations qui « mettent l'âme dans un état de repos », « qui raffinent le caractère féminin ».

Il est intéressant de voir comment les étudiants se représent l'application de l'égalité des sexes dans leur propre foyer futur. La question qui leur avait été posée était libellée ainsi : « Si vous vous mariez et avez une famille, qui, d'après ce que vous escomptez, aura le plus d'influence dans la direction et le gouvernement des affaires de la famille ? »

	Kyôtô		
	Hommes	Femmes	Sapporo
	—	—	—
Le sujet	21 %	7 %	12 %
Le conjoint..............	13 %	16 %	0 %
Égalité des deux..........	66 %	75 %	82 %
Sans réponse	0 %	2 %	6 %

Dans les trois groupes, une nette majorité se propose de réaliser dans son foyer le principe de l'égalité des sexes; les étudiants de Sapporo, qui tout au long du questionnaire ont tendu à manifester les dispositions les plus libérales, se proposent aussi d'appliquer le principe égalitaire dans leur propre ménage. A Kyôto, dans un milieu relativement homogène, les jeunes filles semblent revendiquer l'égalité plus souvent que les jeunes gens ne sont prêts à la leur accorder. On peut observer aussi, dans les réponses de Kyôto, que la femme est parfois considérée comme dirigeant le ménage, et deux fois plus souvent dans des réponses masculines que dans des réponses féminines : ces réponses trahissent certainement un trait de culture très réel, qui coexiste au Japon, comme en d'autres sociétés à autorité masculine, avec la prédominance des hommes. Mais les réponses les plus remarquables sont celles qui admettent la persistance de l'autorité du mari; parmi ces jeunes gens cultivés, qui absorbent toutes les idées libérales, et qui sont destinés à former les cadres du nouveau Japon démocratique, il s'est trouvé pour prévoir que les affaires de leur propre foyer seront dirigées par le mari, 12 % de réponses chez les étudiants très « gauchisants » de l'Université de Hokkaido, 16 % chez les jeunes filles de Kyôto, 21 % chez les étudiantes mâles de cette ville.

La planche 4 du test projectif de Sofue permet de pénétrer

ncore plus profondément dans les attitudes relatives à l'égaité des sexes. Elle représente un homme, apparemment chez ui, assis les jambes croisées, attitude corporelle de détente u Japon, buvant du vin devant une table à manger; une rocession de membres de sa famille à genoux vient lui pporter à manger; ils portent tous un air anxieux sur leur isage. Sofue classe les réactions à cette scène en deux types :

Type I : Attitude de vive critique à l'égard de la scène, estinant qu'elle exprime une prédominance « féodale » des ommes sur les femmes. Exemple, Femme du village de F. travaillant à la ville voisine, Kagoshima) : « Cette image donne une impression de féodalité. Il semble que rien n'a été changé depuis la guerre. La femme semble essayer de servir son mari et de lui faire plaisir. On pense qu'il y a beaucup d'exemples de ce genre dans les localités rurales. La peine des femmes est immense ».

Type II : On regarde au contraire l'image comme repréentant une scène paisible. Exemple, Femme du village de ., (restée au village) : « C'est vraiment une scène paisible. Le père boit, seul. Nous pensons que toutes les familles feraient mieux de se comporter gaiement de cette manière, quoique évidemment cela dépende des familles ».

Les réactions observées sont en majorité du type I : elles onstituent 56 % de l'ensemble; 25 % ont donné des répons ambiguës, inclassables; le type II se rencontre dans 19 % es cas. Les réactions féminines sont plus souvent du type II 2 %). Plus souvent ambiguës aussi (31 %); aucun ouvrier ndicaliste de Yawata ou de Bibai n'a donné de réponse ı type II; le village de T., plus libéral que le village de F., moins donné de réponses de ce type.

Plus de la majorité par conséquent, dénonce le caractère, ıe les Japonais dénomment « féodal », de cette image. ɔurtant Sofue, commentant ses observations, se déclare non tisfait : « Le nombre de ceux qui considèrent la scène de tte image comme « féodale » est faible, contrairement à ce ı'on pouvait attendre : en particulier inférieur à la moitié s femmes dans l'ensemble et, en ce qui concerne celles du llage de F., il est nul, ce qui ne peut nous empêcher d'être rpris. C'est qu'en effet, d'abord, l'image ne comportait ıcune équivoque, faisait au contraire ressortir avec brutalité

le contraste entre le confort du père et la servilité inquiète de la famille à son égard.

De plus, on ne doit pas oublier que la quasi-totalité des sujets examinés par la voie du questionnaire, ont déclaré qu'ils étaient partisans de l'égalité des sexes, visiblement contredite sur cette image. Enfin, troisième fait très important, sur lequel Sofue a raison d'insister, un certain nombre de sujets masculins n'ont pas manqué de se projeter expressément sur la personne du père, mais, rationalisant une conduite qu'ils ne peuvent s'empêcher de trouver inacceptable, ils ont proposé des excuses à la défense de ce personnage. Voici un exemple de cette réaction: Homme, Yawata: « Dans la maison de cet ouvrier, le père a une très forte autorité et il trouve son seul grand plaisir dans la boisson. Dans son usine, il est grandement abaissé par ses supérieurs, en réaction de quoi il donne libre cours à sa colère à la maison ». En même temps que le sujet cherche à s'absoudre à ses propres yeux et aux yeux du psychologue d'une conduite qu'il désapprouve mais dont il sent qu'il partage la responsabilité, il donne une analyse psychologique d'une rare finesse : les relations des personnes dans la famille ne sont pas réglées exclusivement par les dispositions légales, ni même par la tradition; elles sont encore liées aux autres phases de la vie sociale, et notamment aux relations personnelles dans la vie professionnelle ; s'il est vrai que les modes de vie dans la famille ont leurs reflets et leurs répercussions dans les autres comportements sociaux, la réciproque est aussi exacte, et ne doit pas être perdue de vue ; c'est par un processus naturel qu'elle devient le lieu des compensations et des transferts d'agressions pour les frustrations endurées ailleurs. En d'autres sociétés, ce rôle est aussi joué par l'institution politique, mais, on l'a vu, ce n'est guère le cas actuellement au Japon. La dureté des conditions économiques et professionnelles apparaît comme l'un des obstacles sérieux qui s'opposent à la démocratisation de la famille japonaise.

Bien des femmes d'ailleurs, tout en cédant au goût du jour, et en déclarant qu'elles approuvent le principe nouveau de l'égalité des sexes, n'y croient guère, ou ne le désirent pas vraiment. Dans le groupe de Sofue, 39 % des jeunes filles interrogées disent qu'elles auraient préféré être un homme, con-

61 % qui sont contentes de leur sort. Celles qui auraient
éféré la condition masculine, insistent sur la supériorité des
mmes : « Les hommes ont plus de pouvoir que les fem-
s », « Les hommes peuvent subvenir à leurs besoins », « Si
tais un homme, je pourrais entrer à l'école supérieure ».
lles qui préfèrent la condition féminine, font ressortir la
férence sociale des sexes, ou expriment leur préférence
ır l'humilité de leur condition : « Les femmes ont des acti-
és particulières, telles que le ménage ou la couture, et qui
peuvent être exécutées que par les femmes; je suis adaptée
es travaux de ce genre et aussi je les aime ». « Je suis con-
te d'être née femme, parce qu'il est entendu que les fem-
s n'ont pas de responsabilités ». On doit cependant relever
réponse suivante, unique dans le rapport de Sofue : « Je
se que la vie d'une femme mérite d'être vécue, parce que
t la femme qui abattra la féodalité. »

ependant, les femmes semblent bien plus insatisfaites que
hommes ; simplement, elles n'atribuent pas cette insatis-
ion à leur condition féminine. Certaines questions du ques-
naire de Sofue ont bien fait ressortir cette situation. Alors
54 % des sujets masculins, s'ils avaient le choix de la
ode du temps où ils devaient vivre, choisiraient le présent,
t le cas de 29 % seulement des jeunes filles ; parmi les
ux, les trois quarts des jeunes gens désirent rester dans
s villages, la moitié des jeunes filles désirent aller ailleurs.
ıe fait ressortir que chez les garçons on trouve parfois as-
és le regret d'être né dans ce village, et la décision d'y
er : « J'aimerais être né ailleurs. Mais puisque je suis né
ce village, je désire rester ici désormais, afin d'améliorer
llage ». L'attitude diamétralement opposée se rencontre
les jeunes filles : « Comme je suis née dans ce village et
j'y ai passé de longues années, je m'y sens attachée. Mais
ıtenant je suis fatiguée de vivre ici, je désire aller ai-
s ». Autrement dit, on peut reconnaître chez les jeunes
nais un sens plus grand des réalités, chez les jeunes Ja-
ıises davantage d'insatisfaction inefficace.

.. ..



Pour étudier les attitudes des jeunes à l'égard de l'institution religieuse, on est dans une situation très défavorable. Les instruments d'enquête n'ont pas été préparés spécialement pour une telle investigation, et la question est certainement très complexe. Le cliché communément accepté est que « les Japonais ne sont pas religieux ». Comprise selon les normes occidentales, la formule est probablement exacte, mais une recherche ethnographique pourrait difficilement être satisfaisante si elle se contentait de cette norme. Le nombre des chrétiens est très faible au Japon, inférieur à 400.000, moins de un demi pour cent. De plus, la religion est dans un état de crise ; en même temps que la liberté de tous les cultes a été proclamée, le Shintoisme d'Etat a été aboli et dénoncé comme pernicieux. La distinction légale rigide établie entre ce culte et le Shintoisme des sanctuaires n'est peut-être pas aussi claire dans l'esprit d'une partie des fidèles et il faudrait une étude particulière pour étudier la démoralisation incidente que la suppression du Shintoisme d'Etat a pu produire. En fait, il ne suffit pas de distinguer abstraitement entre les activités religieuses personnelles des sujets et le conformisme qu'ils peuvent manifester par rapport aux institutions religieuses restées intactes, pour dissiper la confusion et les contradictions des données dont on dispose.

.. ..

La morale est aussi une institution en crise. L'enseignement de la morale a été suspendu dans les écoles. Les adultes sont enclins à dénoncer la récente immoralité des jeunes. Dans les Universités, certains nous ont dit : « On distribue trop l'instruction intellectuelle, pas assez d'éducation morale. Il faut enseigner un nouveau code de morale, qui doit être préparé par le ministère de l'Education. » Un test de la situation est donné par une double question, posée dans l'enquête représentative de l'Institut National de Recherches sur l'Opinion

Publique. Elle concerne *giri*, conduite morale centrale du Japon traditionnel. Il est indispensable de reprendre d'abord la description qu'en a proposée Ruth Benedict.

Les relations entre les hommes d'une société sont réglées, c'est-à-dire qu'il existe des règles de conduite. D'un individu qui ne les observe pas, on dit en Français qu' « il ne sait pas se conduire ». On dit fréquemment en Japonais qu'il « ne connaît pas *giri* »; l'équivalent banal de cette formule pourrait être : « il ne connaît pas son devoir », « il ne connaît pas ses obligations ». Mais *giri* ne signifie pas n'importe quelle obligation; en particulier ce n'est pas une obligation morale, un impératif catégorique. C'est l'obligation quasi-contractuelle de celui qui a reçu une faveur (un *on*) et qui est ainsi devenu un « obligé ». Agir par *giri*, c'est par conséquent s'acquitter d'une dette, non pas dans un sens figuré, mais dans un sens littéral ; négliger *giri*, c'est en somme ne pas faire honneur à ses affaires, c'est se déshonorer, exactement comme un failli. Tel est du moins l'essentiel de l'analyse que donne Benedict, avec beaucoup de nuances techniques.

Tout en louant la pénétration de la grande ethnographe américaine, les Japonais n'ont pas manqué de lui adresser de vifs reproches, et notamment celui d'asseoir son étude sur une base trop étroite, négligeant trop l'observation de la masse et se reposant sur les documents fournis par des intellectuels formés à la tradition des samourai. Les résultats de l'enquête de l'I.N.R.O.P. permettront sans doute d'apporter quelque lumière dans cette discussion. Mais d'abord, que pense le public japonais de la manière dont on se comporte actuellement relativement à *giri ?*

Dans le texte japonais, la question était posée dans les termes suivants : « Il y a des gens qui disent que dans le monde actuel il est désastreux que le nombre de ceux qui ne connaissent pas *giri* soit devenu si grand ; est-ce aussi ce que vous pensez ? » Cette question paraît double : est-il désastreux qu'on ne connaisse plus *giri* ? est-il vrai de dire que le nombre de ceux qui ne connaissent pas *giri* augmente ? C'est en réalité, sans équivoque, cette deuxième question qui a été comprise. Les réponses se répartissent de la manière suivante :

	Oui	Non.	Sans opinion
	—	—	—
Ensemble	72 %	21 %	7 %
Urbains, 16-19 ans	64 %	20 %	16 %
20-24 —	60 %	26 %	14 %
25-29 —	67 %	24 %	9 %
30 et plus	77 %	18 %	5 %
Ruraux, 16-19 ans	61 %	24 %	15 %
20-24 —	71 %	24 %	6 %
25-29 —	75 %	18 %	7 %
30 et plus	75 %	19 %	6 %

Ce premier tableau enseigne beaucoup de choses. Il montre d'abord l'importance qui est accordée par les Japonais à *giri :* un grand nombre, dans toutes les catégories, s'accordent à reconnaître qu'on ne respecte plus assez cette règle morale. Cette opinion est plus fréquente chez les personnes plus âgées, et aussi chez les ruraux, défenseurs habituels de la tradition. On voit également que les jeunes, et ceci est particulièrement vrai dans les villes, s'abstiennent plus souvent de répondre, soit qu'ils manifestent plus d'indifférence à ce comportement moral fondamental, soit qu'ils soient plus ignorants. Mais on peut aussi constater que des proportions plus élevées d'abstentions chez les jeunes, si elles sont accompagnées de proportions plus faibles de réponses affirmatives (exprimant la conséquence arithmétique élémentaire que l'un des termes d'une somme constante augmentant, l'autre doit décroître), ne produisent pas le même effet sur les réponses négatives : au contraire, les jeunes tendent à dire plus souvent que le nombre de ceux qui ne connaissent pas *giri* n'augmente pas. Tout se passe comme s'ils tendaient par là à repousser un reproche qui leur est plus particulièrement adressé; cette hypothèse n'est pas absolument gratuite : elle se fonde sur des analogies de situation ; quand par exemple on donne l'occasion au public, dans une enquête d'opinion, de porter un blâme sur certaine catégorie sociale d'une manière plus ou moins indirecte, on voit que les jugements impliquant le blâme sont moins fréquents dans la catégorie incriminée. C'est ce qui semble bien se passer ici.

La deuxième question sollicitait une définition de *giri* : « Si quelqu'un dit par ici « il ne connaît pas *giri* », qu'est-ce que cela veut dire, par exemple ? »

Dans l'ensemble du public, un tiers (32 %) s'est montré incapable de donner aucune définition. Les proportions sont plus élevées à la campagne qu'à la ville, et plus parmi les jeunes que chez les autres. Cette combinaison de différences est plutôt inusuelle; elle tend à suggérer l'existence de deux facteurs : d'une part, les jeunes connaissent moins *giri*, et s'y intéressent moins : ainsi la notion de *giri* représente une tradition en train de s'affaiblir; d'autre part, cette tradition n'est pas essentiellement populaire, c'est-à-dire rurale; les villes y ont eu plus facilement accès, en tant que tradition aristocratique, soit par voie scolaire et livresque, soit par suite des échanges sociaux.

Ces hypothèses ne sont pas démenties par l'examen des réponses faites; celui-ci apporte en outre d'autres enseignements. Les réponses, très variées, ont donné lieu dans le code japonais de dépouillement à une classification compliquée. Elles peuvent être regroupées en cinq catégories; ne pas connaître *giri*, c'est :

1) ne pas reconnaître un *on* reçu, c'est-à-dire une obligation envers quelqu'un, une dette de reconnaissance; la très grande majorité de ceux qui ont fait cette réponse ont pensé à un tiers quelconque; quelques-uns cependant ont fait allusion à un *on* reçu de parents, de collatéraux, d'employeurs, mais toujours dans le cas où il s'agit de services spécifiques rendus par ceux-ci, et non pas d'une obligation naturelle générale;

2) ne pas s'acquitter de ses dettes matérielles : on ne rend pas un objet emprunté; quelqu'un vous a prêté de l'argent dans des jours difficiles, vous ne vous souvenez pas de lui quand il est en difficulté lui-même;

3) manquer aux obligations formelles de la vie sociale : ne pas répondre quand on a reçu une invitation; ne pas remercier après avoir reçu un cadeau; ne pas répondre à des félicitations envoyées à l'occasion d'une cérémonie;

4) manquer aux obligations de la moralité en général :ne pas se soucier de voisins dans l'embarras; ne penser qu'à soi; écraser les autres quand ils vous gênent; ne pas tenir ses promesses; ne pas faire ce qu'on doit;

5) autres réponses : manquer de tact, de compréhension d'autrui; dire du mal dans le dos des gens; faire sentir dans

les relations sociales que l'un est riche et l'autre pauvre; mal entendre les principes de la démocratie.

Voici maintenant la répartition des réponses :

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	Ne savent pas
Ensemble	30 %	5 %	10 %	19 %	4 %	32 %
Urbains, 16-19 ans ..	28 %	7 %	8 %	14 %	3 %	40 %
20-24 — ..	30 %	9 %	10 %	18 %	4 %	29 %
25-29 — ..	34 %	7 %	10 %	15 %	3 %	31 %
30 et plus ..	36 %	6 %	10 %	20 %	4 %	22 %
Ruraux, 16-19 ans ..	19 %	3 %	8 %	12 %	3 %	55 %
20-24 — ..	26 %	4 %	11 %	18 %	3 %	38 %
25-29 — ..	29 %	4 %	10 %	17 %	3 %	37 %
30 et plus ..	30 %	3 %	9 %	23 %	3 %	32 %

Ce tableau est très intéressant, il mérite d'être examiné avec beaucoup d'attention. Les réponses de la catégorie 1) correspondent plus ou mions à la définition proposée par Benedict. On voit tout de suite que dans cette colonne, les proportions croissent avec l'âge; on voit aussi que, à âge égal, les différences entre les urbains et les ruraux sont ici les plus considérables, du même ordre, mais en sens inverse, que les différences entre les proportions d'abstentions. Les réponses de la catégorie 2) ne sont que la transposition dans le domaine matériel du sens donné à *giri* par ceux qui font les réponses du type 1). Ici encore, les différences de proportions qu'on peut observer entre les urbains et les ruraux sont grandes; en ce qui concerne les comparaison par âge, toutefois, à la différence de ce qui s'est passé à la colonne précédente du tableau, on aurait plutôt l'impression, dans chaque habitat, que les proportions voudraient décroître quand l'âge augmente; c'est vrai si l'on fait abstraction de la catégorie la plus jeune. Si l'on considère maintenant les trois colonnes suivantes, correspondant aux réponses 3), 4) et 5), et que l'on compare les proportions dans chaque classe d'âge selon l'habitat, on constate que, à la différence de ce qui s'est passé pour les deux premières colonnes, l'habitat n'a pratiquement aucun effet : pour un âge donné, les proportions de réponses tendent à être identiques. On a donc le sentiment que les réponses de la catégorie 1), et aussi leur traduction maladroite sous la forme 2), sont un secret qui a été réservé aux

urbains ou plutôt, s'il est vrai que la source en est dans la morale aristocratique, qui s'est diffusé d'abord dans les villes, puis dans les campagnes, mais à un moindre degré. Au contraire, les réponses des types 3), 4) et 5) appartiennent en somme à la moralité banale; selon l'interprétation qu'elles donnent de *giri*, *giri* signifiera « faire son devoir », ou une formule aussi vague, « faire ce qu'on doit », et ainsi de suite. Un aspect particulier de cette interprétation, c'est la catégorie 4), qui entend *giri* dans le sens des obligations de la morale naturelle envers autrui, telles qu'elles ont pu être prêchées en Asie et en Europe par les grandes religions universalistes à tendances éthiques.

Ainsi, pour les besoins de l'analyse ,les cinq catégories de réponses ont été ramenées à deux groupes, une interprétation technique et une interprétation banale de *giri*. Si l'on combine effectivement les proportions de réponses selon ce plan, on découvre que dans chaque habitat, les réponses des jeunes de moins de 20 ans se détachent nettement de celles des autres, tandis qu'entre les différentes autres classes d'âge, les désaccords sont minimes, et en tous cas inconsistants : ainsi les proportions globales des réponses du deuxième groupe, dans les deux habitats, urbain et rural, atteignent un minimum entre 25 et 29 ans. Il faut surtout remarquer que, dans le premier groupe de réponses, rassemblant par conséquent les catégories 1) et 2) de définitions, à partir de l'âge de 20 ans, dans chaque habitat, les proportions par classes d'âge sont très stables. Ceci est dû au fait que les jeunes, à partir de 20 ans, compensent l'insuffisance de la fréquence de leurs réponses du type 1) par une fréquence plus grande des réponses du type 2), qui sont en somme la traduction grossière, impure si l'on veut, des réponses du type 1). Par contre, groupées comme on le voudra, les réponses des moins de 20 ans sont toujours moins nombreuses que celles des autres classes d'âge.

Une hypothèse, qui n'est pas nécessairement exacte, mais rendant compte des faits qui viennent d'être analysés, serait la suivante :

1) La notion de *giri* appartient à la morale traditionnelle de l'aristocratie; par le théâtre, la littérature, les contacts

sociaux, elle s'est diffusée, mais d'abord dans les villes, puis dans les campagnes, à un moindre degré;

2) Elle a été assimilée correctement par un tiers environ du public japonais, une fraction un peu moindre en ayant entendu parler, mais lui donnant une interprétation purement matérielle;

3) Un autre tiers environ de la population connaît l'expression, mais ne sait nullement ce qu'elle signifie; il lui donne le sens des diverses conduites de moralité qu'il peut connaître, depuis les règles de la politesse rigide, jusqu'aux inspirations de la charité. Cette moralité générale étant commune à toutes les catégories de la société, ce genre d'interprétation de *giri* se retrouve partout en proportion sensiblement constante.

4) La connaissance exacte du sens de *giri* décroît avec l'âge des sujets interrogés; *giri* est une notion qui semble actuellement être en train de se perdre; les jeunes gens arrivés à leur majorité, qui en ont encore entendu parler, font plus souvent l'erreur de lui donner un sens purement matériel. Les plus jeunes très nettement le connaissent moins, la différence est très sensible ;

5) L'ignorance et l'indifférence morales des plus jeunes (moins de 20 ans) ne se limite pas à *giri* : ignorant le sens technique de cette expression, ils n'ont même pas la ressource comme leurs aînés de faire appel à des définitions morales banales; dans ce genre de réponses, la différence avec leurs aînés est, ici aussi, très marquée.

Par conséquent, en abandonnant maintenant la discussion technique sur la nature de *giri* et la réception de cette notion dans le public japonais, il ressort, en ce qui concerne plus particulièrement les jeunes, qu'ils manifestent une connaissance moins bonne des valeurs morales, non seulement traditionnelles et restreintes, mais même générales. Ceux qui ont atteint leur majorité trahissent leur insuffisance par le caractère moins raffiné de leurs conceptions; chez les plus jeunes, ce sont de franches lacunes que l'on peut observer. Il n'est pas possible d'avancer des prédictions sur la foi des éléments actuels d'observation dont on dispose; ceux qui n'ont pas 20 ans aujourd'hui se développeront-ils dans le sens de leurs aînés en vieillissant, ou n'avanceront-ils pas au-delà du point

auquel ils sont parvenus ? La réponse ne dépend pas seulement de la connaissance du développement moral chez les individus mais aussi, très certainement, de la direction dans laquelle, laissée à elle-même par la fin de l'occupation, la société japonaise va maintenant s'engager.

En dépit de cette situation de la moralité parmi les jeunes, en dépit du fait qu'ils s'intéressent davantage que leurs aînés aux peuples de l'étranger, et, non seulement à leurs techniques, mais aussi à certains aspects de leur culture artistique et intellectuelle, on se tromperait beaucoup en s'imaginant que les jeunes se sentent comme étrangers dans leur propre culture, ont perdu leur attachement et leur confiance dans les traditions nationales. Un fait minime tendrait à nous indiquer que la situation est tout différente : les jeunes sont souvent enclins à rejeter des obligations mineures comme celles d'envoyer des souhaits de bonne année; cette habitude est très répandue au Japon. Une enquête faite par l'Institut National de Recherches sur l'Opinion Publique et qui comportait une question relative à cette habitude, montre que ce n'est nullement parmi les jeunes qu'on désire le plus voir s'affaiblir cette tradition : c'est surtout l'avis de ceux qui ont entre 30 et 50 ans, et tout particulièrement de ceux qui ont fait des études supérieures; les jeunes ne sont pas non plus les plus nombreux à en souhaiter le renforcement : en nette majorité, et plus que n'importe quelle autre classe d'âge, ils sont d'avis de laisser les choses telles qu'elles sont.

Les Japonais sont très attachés à leur histoire nationale. En de nombreux cas dans les enquêtes qui ont été réalisées, les jeunes ont saisi l'occasion d'y faire des allusions, qui montrent qu'ils la connaissent, et qu'ils y tiennent. Parmi les jeunes interrogés par Vos, bien que 29 % seulement disent qu'ils s'y rendent de temps en temps, la moitié (49 %) déclarent qu'ils aiment les représentations de *kabuki* (le théâtre historique japonais). Ils adressent des reproches au caractère national, et notamment, dans l'enquête de Sofue, on voit qu'ils se reprochent d'être enthousiastes sans persévérance, de s'emporter facilement, d'être pointilleux pour des bagatelles, de conserver l'esprit féodal; ils ont accepté entièrement le reproche stéréotypé que leur adressent les étrangers de ne pas être ponctuels, et sont hantés par cette idée : une

étude ethnographique du trait de ponctualité, des fonctions qu'il exerce dans la société industrialiste et urbaine de l'Occident et de sa diffusion dans les autres cultures. mériterait d'être entreprise; ils trouvent souvent aussi qu'ils sont trop imitateurs. Mais ils savent à l'occasion reconnaître l'avantage que leur donne leur plasticité culturelle, ils savent qu'ils sont diligents et persévérants, qu'ils ont de la volonté, qu'ils sont adroits, modestes, courtois, qu'ils ont le sens du devoir. Bref, on l'a vu, en très grande majorité, et malgré les épreuves qui viennent de les frapper, la très grande majorité des jeunes Japonais sont heureux et fiers d'être nés dans leur patrie. Parmi les plus grands malheurs qui pourraient les frapper personnellement, 4 % des étudiants de Kyoto ont pensé à mentionner la perte de l'indépendance du Japon dans l'avenir. Pour le présent, dans l'enquête de l'I.N.R.O.P., 4 % des sujets interrogés ont cité la conservation de l'indépendance du Japon comme ayant été pour eux l'occasion d'un grand bonheur : les jeunes ont donné cette réponse plus souvent que les autres; il n'est pas sans intérêt de souligner aussi que de telles réponses sont faites environ deux fois plus souvent par les ruraux.

Jean STOETZEL.

J.-B. Pontalis.

LA MALADIE DE FLAUBERT (fin)

Plus d'un grand livre dissimule son vrai sujet, mais *Madame Bovary ?* « Montrer le déséquilibre d'une âme oscillant de ses rêves à la réalité et son acheminement vers l'adultère puis vers le suicide » : voilà pour le titre, selon le spécialiste de Flaubert [1] ; quant au sous-titre, *Mœurs de Province*, il inviterait à chercher au delà de la biographie (à tendance moralisante) une étude de milieu (à tendance caricaturale). On connaît l'équation : Flaubert c'est le réalisme. Apparemment, pas de mystère : voici un homme tout occupé pendant cinq ans à décrire une réalité psychologique au sein d'une réalité sociale.

Mais la difficulté commence dès que l'on se propose de définir ces réalités. Thibaudet le notait, en affirmant que plus qu'une biographie, *Madame Bovary* était le roman de *la* biographie humaine ; Jules de Gaultier l'a manifesté plus vigoureusement, en créant le concept de *bovarysme* [2] pour rendre compte de cette vocation commune à la plupart des personnages de Flaubert : la recherche d'une forme, qu'elle soit modèle d'emprunt qu'on parodie ou rôle social qu'on endosse et où parfois l'on s'épanouit. S'il est malaisé de définir par exemple ceux que Flaubert appelait sa *petite femme* et le *couillon* de Léon, ce n'est pas qu'ils soient trop complexes ou trop divers ; mais ils se laissent séduire, capter par des constructions imaginaires ; Emma ne détruit un mythe personnel que pour en animer un autre, avec, pour seul signe qui la distingue de son entourage, une vigueur passionnée qui se précipite à la fin, virant à la frénésie, quand, les

1. René Dumesnil : *Gustave Flaubert*, 3e éd., p. 337.
2. Qu'il définissait un peu naïvement comme « le pouvoir départi à l'homme de se concevoir autre qu'il n'est ».

mythes se dégradant, elle cesse d'en être dupe. Comment le lecteur pourrait-il trouver dans des personnages de ce style un noyau compact ou ce simple principe de liaison qui assure l'unité d'un comportement et qu'on nomme caractère ? Leur mal est précisément de ne pouvoir s'y référer, Flaubert leur ayant refusé une telle certitude comme remède à cette absence qu'ils perçoivent en eux-mêmes. Ce n'est pas pour autant qu'ils s'inventent à tout instant ; rien de moins libre que ces gens, même pour l'échec. Nulle spontanéité, nulle initiative ; quand Emma se décide à aimer ou à fuir, c'est comme si ses rêveries, pesant soudain trop lourd, la faisaient basculer dans l'action. Dès les premières pages du livre, le destin des personnages est inscrit dans leur défaillance, dans leurs vêtements, mais plutôt comme un parfum qui s'évapore que comme une force secrète d'éclosion. On ne saurait non plus invoquer quelque déterminisme et il faut savoir gré à Flaubert de ne pas avoir donné dans ces grands mythes scientifiques du XIX[e] siècle : l'hérédité et l'influence du milieu. Mais, à la différence des romanciers contemporains qui refusent aussi, plus systématiquement, de recourir à une causalité psychologique ou sociale, Flaubert est très loin de réduire une vie à une succession de conduites, un être à la labilité de ses apparitions ; même la changeante Emma reste toujours attachée aux fantasmes de son adolescence et quand, par exemple, Flaubert parle, à propos de Charles, de la volupté qu'il trouvait dans sa douleur, il paraît soudain l'éclairer plus vivement, non nous en révéler un aspect vraiment inattendu. Place-t-il enfin son roman sous le « c'est la faute de la fatalité », cette fatalité n'offre rien de surhumain ni de tragique ; elle serait plutôt sous-humaine, et il faudrait en chercher les signes dans une vie sourde des choses et des lieux qui palpite sous la chronique.

On le voit, ni caractères qu'on analyse, ni comportements qu'on enregistre, ni produits biologiques ou sociaux, ni spontanéités créatrices, les personnages de Flaubert ne sont pas si faciles à saisir. On reconnaîtra donc dans *Madame Bovary* une présence diffuse du psychologique ; à s'interdire de la localiser, on gagnera du moins de ne pas y chercher seulement les tribulations d'une jeune femme mal mariée ni même l'odyssée d'une âme éprise d'impossible plénitude,

À défaut d'une réalité psychologique circonscrite et immé-
liatement reconnaissable, y trouverons-nous une réalité
ociale, qui, elle, serait ainsi définie ? Le premier texte publié
le Flaubert : *Une leçon d'histoire naturelle, genre Commis*
— ou description à la manière d'un entomologiste de l'em-
loyé de bureau — prouvait déjà, plus que son goût pour
'observation, sa passion pour la caricature. Et même dans
ne scène de genre comme celle des comices d'Yonville, il
lépasse le tableau de mœurs et s'élève comme l'a bien vu
Thibaudet à une sorte de dialectique de l'idée reçue. Il est
rai que tout romancier s'interroge sur ce que *veut dire* cette
ociété qu'il dit mais précisément ce qui frappe dans *Madame*
ovary, c'est comment Flaubert ne se préoccupe pas de
nettre à jour les forces essentielles que camoufle le fonction-
ement manifeste de la vie sociale. Il n'analyse pas plus la
ociété qu'il n'analyse les individus et c'est pour la même
aison ; il ne se représente pas le social comme une réalité
ui agirait sur les hommes de l'extérieur et, commandant
eurs gestes et leurs pensées, leur laisserait aussi le pouvoir
le s'y opposer franchement, mais comme un air qu'à la fois
ls produisent et respirent et qui s'infiltre jusque dans
eurs rêveuses intimités. L'attention féroce que Flaubert
orte au langage de tous ses personnages et le soin qu'il
rend de nous en fournir pour chacun d'eux des échantil-
ons, se rattachent à cette manière, révolutionnaire il y a un
iècle, de voir dans le social une dimension de la personne
t non seulement un système de forces objectives et même de
assions ; voyez, entre tant d'exemples, la première rencon-
re à l'auberge d'Emma et de Léon : ils croient livrer leurs
oux secrets, ils ne trahissent que leur situation sociale ; à
eur insu, elle vient se condenser dans cette concrétion
umaine, qui cesse de relever du simple pittoresque : la parole
ndividuelle. A ce maléfice, nul n'échappe : Emma aussi bien
ue Homais ; les propos amoureux de Rodolphe rejoignent
e discours du conseiller de préfecture.

Diffusion du psychologique, intériorisation du social, nous
ommes à l'antipode d'un réalisme défini comme l'inventaire
'une réalité à la troisième personne. Mais le plus étonnant
'est pas que Flaubert échappe à un tel réalisme, c'est qu'il
aille commencer par critiquer le préjugé qui les associe l'un

à l'autre. Car lui-même savait fort bien à quoi s'en tenir. « On me croit épris de réel alors que je l'exècre »; un aveu parmi d'autres et qui fonde son esthétique : « les accidents du monde dès qu'ils sont perçus apparaissent au romancier transposés comme pour l'emploi d'une illusion à décrire, tellement que toutes les choses y compris son existence ne semblent pas avoir d'autre utilité ». S'il dit vrai et si nous voulons comprendre son entreprise têtue et douloureuse, il convient d'interroger, comme il le suggère lui-même cent fois, bien plutôt que ce réel qu'il exècre, ce qu'il est devenu pour lui : un style.

***

Proust a invoqué dans un article célèbre [1] « ce grand trottoir roulant que sont les pages de Flaubert au défilement continu, monotone, morne, indéfini » ; il a montré par quelles innovations stylistiques ou déformations légères mais systématiques de la syntaxe, Flaubert s'était rendu immédiatement reconnaissable : *adverbes* rejetés à la fin d'une phrase comme pour l'alourdir ou placés là où on les attend le moins, pour « boucher les trous » ; conjonction *et* commençant une phrase secondaire, pour indiquer que « la vague refluante, de nouveau, va se refermer » ; *style indirect libre* pour confondre dans un même flux anonyme les propos et les actes et noyer pareillement dans une éternité vaine la parole de l'auteur et le regard du lecteur ; *imparfait fréquentatif*, temps de la durée, qui rend actives les choses tandis qu'il empâte les sentiments et les gestes humains. Certes, « l'hermétique continuité du style » est encore rompue dans *Madame Bovary* par une intention caricaturale trop visible, des mots d'auteur, et, dans les plus mauvais passages, des descriptions tout extérieures à leur objet : autant de preuves que le style le plus cohérent n'est le produit ni d'un choix délibéré ni d'une humeur.

Si l'on cherche à compléter ces remarques, on les verra toutes s'orienter dans le même sens. Flaubert dédaigne le *présent* qui constate des faits rigoureusement objectifs et situés ou bien exprime un temps haletant, comme toujours

1. *Nouvelle Revue Française*, 1er janvier 1920.

happé par le moment qui vient. Son *passé simple* n'a pas cette valeur logique et rassurante que lui donne généralement le récit ; il indique un spectacle dont on ne sait trop pour qui il se donne et qui y participe (exemple : « un râle métallique se traîna dans les airs », etc...). Quant à l'*éternel imparfait* dont on n'oublie jamais le mouvement compact et funèbre, il ramasse tout dans sa durée indéfinie (« On s'était dit adieu, on ne parlait plus ; le grand air l'entourait [...]. Elle souriait là-dessous à la chaleur tiède ; et on entendait les gouttes d'eau, une à une, tomber sur la moire tendue »), à moins que la période ne se brise brutalement comme une lame et ne retombe en de courtes phrases au parfait. Le voilà le style de *La Nausée* au XIXe siècle ! Ce rythme incantatoire de périodes et de coupes, ces lentes et obscures gradations puis ces retombées, imposent un temps lourd des choses qui se désagrègent au moment où l'on s'attend enfin à les voir mûrir. Bien plus, ils signifient que la fatalité est ici fondée non sur un arrière-monde mais sur une durée ; curieusement *Madame Bovary* commence par une évocation de souvenirs : « Nous étions à l'étude [...]. Il serait maintenant impossible à aucun de nous de se rien rappeler de lui » et on sait qu'il ne sera plus jamais ensuite question de ce *nous*. Mais c'est assez : le roman tout entier se trouve ainsi placé sous le signe d'une mémoire collective qui cesse presque aussitôt d'être portée par un sujet et, devenue anonyme, laisse les émotions et les actes, les événements et les choses s'organiser spontanément en discours comme s'ils secrétaient d'eux-mêmes le temps et qu'on pouvait lire sur eux « cet allongement de perspective que le souvenir donne aux objets [1] .»

Madame Bovary apparaît alors comme un chant intentionnellement monotone et massif : les faits s'annoncent de loin, les thèmes toujours se reprennent, variant seulement d'amplitude, les destins s'accomplissent d'eux-mêmes et le fiévreux érotisme d'Emma ne parvient pas à briser une plainte toujours recommencée.

On voit qu'on ne saurait parler du style sans être aussitôt renvoyé à un aspect du monde ; cela revient alors au même d'analyser la manière dont Flaubert gauchit la langue

1. *Madame Bovary*, 2e partie, chap. V.

ou l'originalité de son rapport aux choses ; ainsi, et l'on s'en doutait, ce que confirmerait surtout une analyse stylistique, c'est l'effort de Flaubert pour donner à sentir une réalité différente de celle que le langage se charge habituellement de rendre reconnaissable. Si le langage est voué à une tâche nouvelle, il doit subir une métamorphose, qui lui interdise d'être un vain décor s'élevant sur la pâte des choses; il faut donc que Flaubert l'empâte à son tour, l'alourdisse, brise ses élans, installe la ruine dans ses triomphes mêmes, comme dans ces choses dont il est destiné à nous donner une équivalence seulement plus impérieuse. Les mots deviendront alors plus que verre transparent mais moins que nouvelle matière, — car le langage est humain et ce n'est certainement pas la gloire de l'homme qu'il s'agit de célébrer. N'oublions pas que *Madame Bovary* est née d'une mise en accusation du langage et que, dans tout le cours du roman, Flaubert ne cesse d'en montrer à la fois la puissance et l'inconsistance. Pour son malheur, Emma baigne dans un monde verbal et ce sont toujours les mots qui la séduisent ; avec Léon : « un commerce continuel de livres et de romances » ; avec Rodolphe : « son orgueil s'étirait tout entier à la chaleur de ce langage [1] ».

Pourquoi alors localiser, fût-ce dans des innovations stylistiques sensationnelles, une opération expressive assez radicale pour mettre en cause son instrument ? En outre, le style d'un auteur est un ensemble de traits qui nous aide à le repérer : c'est le visage qu'un artisan nous livre de soi — et qu'il ne saurait voir, lui, sans complaisance — non sa main qui travaille. Le parti que Flaubert tire des ressources de la langue est évidemment subordonné à une intention plus générale de signifier, qu'il faut maintenant retrouver. C'est à quoi nous invite le patient commentaire de M. Bopp [2].

1. Charles, beau parleur, aurait eu ses chances lui aussi. Son silence de dormeur ne donne pas à rêver, mais quand il parle, c'est pire. Il aboie *Charbovari* quand on lui demande son nom, balbutie : « Père Rouault, père Rouault... » quand il veut faire sa demande en mariage; plus tard il écrit à Rodolphe qu'Emma « est à sa disposition et qu'il compte sur sa complaisance » et il répond au faire-part de mariage de Léon avec Mlle Léocadie Lebeuf : « Comme ma pauvre femme aurait été heureuse! » etc. Cette infaillibilité dans la maladresse fait son destin.

2. Léon Bopp : *Commentaire sur Madame Bovary*, éd. La Baconnière, 1951.



On a souvent noté la prédilection de Flaubert pour les objets grotesques tristes : la *casquette* qui, ouvrant le livre, en annonce la perspective plus que le ridicule épais de Bovary, la *pièce montée* du repas de noces et ce *jouet* grandiose des enfants Homais dont Flaubert, sur les instances de Bouilhet, supprima la longue description ; mais ces accessoires ne sont que l'aspect le plus spectaculaire de ce « parti-pris des choses » qu'est *Madame Bovary ;* M. Bopp met en évidence un réseau d'objets clés où viennent se cristalliser des désirs, des déceptions, se condenser l'être de la province, se dégrader un temps. Citons seulement le *bouquet de mariée* qu'Emma brûle en quittant Tostes (où en arrivant elle avait découvert un bouquet semblable, provenant de la première femme de Bovary), le *curé de plâtre* qui commence à s'effriter dans le jardin de Tostes et se brise pendant le déménagement, et ce *porte-cigares* « tout bordé de soie verte et blasonné à son milieu » découvert dans un chemin au retour du bal des Vaubyessard et dont Emma aime « flairer l'odeur » : autant d'objets à valeur emblématique.

Et puisqu'on ne peut reconnaître un personnage à son caractère ni même à ses sentiments (« mon mari aime sa femme un peu de la même manière que mon amant » note Flaubert) et que chacun souffre d'une même insuffisance fondamentale, ce sont, en particulier pour Emma, des signes qui l'annoncent : ses séjours si souvent répétés à la fenêtre, ses accrochages — robe qui se prend dans les chardons, les grandes herbes —, ses évanouissements, son besoin irrésistible de s'appuyer sur quelqu'un (et même sur l'épaule de Homais quand elle se sent devenir amoureuse de Léon, sur celle de son mari pendant son aventure avec Rodolphe) ; voilà, entre bien d'autres signes, à quoi se reconnaît la présence obsédante d'Emma jusqu'à ce qu'elle s'achève pendant la toilette mortuaire par ce dernier signe : un vomissement noir.

Ce sont encore des signes qui accompagnent les quelques événements qui émergent de la monotonie compacte du récit : le grand écart que fait le cheval de Bovary pénétrant pour

la première fois dans la ferme des Bertaux pour soigner le père Rouault ; l'auvent de la fenêtre qui annonce la réponse favorable d'Emma à sa demande en mariage ; le baromètre qui tombe du mur quand Emma hait son mari après sa malheureuse tentative chirurgicale ; la lettre déchirée qui s'envole du fiacre, et surtout tous ces *cris lointains*, celui qu'entend Bovary amoureux, fasciné par Emma, « d'une poule, au loin, qui pondait dans les cours », celui d'Hippolyte après son amputation, celui, sans doute trop symbolique, du mendiant aveugle, et le plus beau, anonyme, ce « cri vague et prolongé », après l'amour, tandis que Rodolphe, le cigare aux dents, répare les brides des chevaux.

Cette passion que Flaubert voue aux objets et qui allait incontestablement chez lui jusqu'au fétichisme sexuel [1], il la communique à tous ses personnages : à Emma, bien sûr, pour qui l'univers paraît toujours réduit à ses aspects sensibles, à ce qu'on peut respirer, caresser du regard et de la main ; mais Charles aussi, jeune marié, touche les peignes, les bagues de sa femme, et quand elle est morte, s'éprend de ses robes, s'achète des bottes vernies pour une séduction posthume ; même un personnage épisodique comme Justin rêve sur les chaussures d'Emma dont « la crotte se détachait en poudre sous ses doigts ». A-t-on remarqué, enfin, que les premières rencontres décisives entre Emma et Charles gravitent autour de quelques objets et que cette insistance leur assure, dans la chaleur et l'ombre de la salle où elles se déroulent, leur résonance érotique très particulière ?

Ces exemples, entre beaucoup d'autres, suffisent sans doute à donner une idée du tissu de l'œuvre, de ses lignes de force qui l'emportent sur le découpage en scènes, de la constance de ses thèmes qui préexistent à la pluralité des personnages, du jeu subtil de connexions voulues ou non qui assurent à

1. De Louise Colet, ce sont probablement les pantoufles qui lui inspirèrent les sentiments les plus vifs. Et dans une esquisse de *Madame Bovary* on lit ceci : « Petits faits : Léon prend un gant (regarde ça comme hardi, se monte la tête dessus). Faire comprendre qu'il se br... avec ce gant, le passe à sa main et dort la tête posée dessus, sur son oreiller. » On trouvera dans les notes que Flaubert prenait pour son usage personnel et que J. Pommier et G. Leleu ont réunies en tête de leur édition de *Madame Bovary, nouvelle version*, mille indications brutales sur la manière dont les choses sollicitent une sensualité.

ce chant d'une seule voix, une palpitation vivante. On voit alors le livre gagner une existence bien différente de celle que nous lui prêtions d'abord et que Flaubert, découragé, lui reconnaissait parfois; pourtant, on ne nous en propose pas une traduction inédite; c'est seulement comme si nous comprenions soudain à quoi un visage familier doit ce fléchissement incontrôlé qui nous serre le cœur. Flaubert rêvait que *Madame Bovary* donnât l'impression de plénitude d'un corps qui vibre et respire et nous fasse ainsi oublier « les malices de plan, les combinaisons d'effet, tous les calculs de desseins » qu'il jugeait nécessaires mais dont il craignait qu'ils ne fussent trop visibles.

Si un roman est plus que le compte rendu d'un fait divers, s'il a une odeur, un rythme, une manière d'être qui le rendent en tous points comparable à un organisme, avec ses comportements privilégiés et ses zones de sensibilité, c'est que son sens immédiatement lisible est porté par tout un mouvement, qui s'arrête parfois en une mise en scène, des dialogues, une formule. Un exemple : la signification sociale de *Madame Bovary*. Elle est diffuse, nous l'avons montré, mais facile à déceler : l'ascension de Homais et la faillite d'Emma nous disent une bourgeoisie qui liquide ses rêves dans le même temps où elle organise son pouvoir et son industrie. Mais ce double mouvement, nous ne le voyons jamais indiqué explicitement [1], il s'incarne en un objet, un visage, un endroit. Qu'est-ce qui fascine Emma au bal du château ? Un vieillard gâteux, bégayant, aux lèvres pendantes ; « il avait mené une vie bruyante de débauches, pleine de duels, de paris, de femmes enlevées, avait dévoré sa fortune et effrayé toute sa famille ». Il symbolise aux yeux d'Emma la profusion, la gratuité, la consommation pure, et ce sont toujours ces aspects du monde qui l'attirent ; elle en recherche les signes dans les églises, les invitations au voyage, sur les étoffes, les romans, et cette odeur des citronniers qu'elle rêve de respirer : plaisirs interdits dans une société dont l'impératif catégorique est l'enrichissement, où seul l'usurier

1. Sauf dans les toutes dernières lignes du livre : « M. Homais fait une clientèle d'enfer; l'autorité le ménage et l'opinion publique le protège. Il vient de recevoir la croix d'honneur. »

Lheureux[1] s'active avec une parfaite aisance. La véritable origine de cette vocation d'Emma, la racine de son bovarysme, quelle est-elle ? Flaubert n'en décide pas : vie de province, mari installé dans ses baillements, position sociale médiocre, il se pourrait que tous ces maux ne soient que l'expression du malheur d'être femme : « un homme, au moins, est libre [...]. Mais une femme est empêchée continuellement [...]. Il y a toujours quelque désir qui entraîne, quelque convenance qui retient ». Encore une telle idée n'est-elle pas proposée comme une explication, elle naît peut-être de la seule faiblesse d'Emma. Quant à l'évolution catastrophique du destin de son héroïne, Flaubert la manifeste toujours comme si la corruption venait des choses plutôt que de la faillite des désirs ; à la prestigieuse fête des Vaubyessard, fait écho le piteux bal costumé de Rouen ; au tilbury attelé d'un cheval noir du Vicomte, à la sensuelle promenade à cheval avec Rodolphe, ne répondra finalement que la course à travers Rouen d'une voiture « plus close qu'un tombeau et ballotée comme un navire ».

M. Bopp signale bien d'autres « correspondances » (*Madame Bovary* paraît la même année que *Les Fleurs du Mal*) mais il semble parfois les tenir pour le résultat des seuls soucis d'artiste de Flaubert, de sa passion de la composition, voire de ses obsessions. Il passe alors à côté de ce qui ressort pour nous avec évidence de son Commentaire : *Madame Bovary* n'est pas une biographie à laquelle s'ajouteraient l'étude d'un milieu social et la description d'un climat; on ne sait au juste où commencent et s'achèvent le psychologique, le social, le sensible ; la passion amoureuse, les crises religieuses, les paroles sont toutes socialisées et même le contact avec la nature que les romantiques confondaient avec une intuition de l'Etre, Flaubert n'y voit plus qu'une imposture du langage. Cela revient à dire que les significations psychologiques et sociales ne gagnent une existence péremptoire et diffuse que si l'écrivain réussit à les incarner dans sa phrase même, à les faire percevoir dans les gestes et les propos qu'il rapporte comme dans le moindre objet qu'il décrit. Un peintre de chromos, un romancier naturaliste ne font pas tant

1. Quand on connaît l'importance que Flaubert attachait au choix des noms on se doute qu'il y a dans celui-ci une intention transparente.

d'embarras ; le ciel est bleu ? Je prends du bleu sur ma palette ; cette femme est triste, je tire quelques notations fines de mon expérience, quelques adjectifs de mon dictionnaire des synonymes. Mais dès qu'il y a *expression*, le sens est résultat, indirectement obtenu, non cherché d'abord. .

Flaubert le pressent quand il parle de « déguiser et de fondre » son récit, de « peindre ton sur ton », ou encore de « bien noyer l'élément dramatique dans le ton général du livre ». Il l'indique en affirmant : « le style est autant *sous* les mots que *dans* les mots » et : « il faut faire des tableaux. montrer la nature telle qu'elle est, mais des tableaux complets, peindre le dessus et le dessous ». Mais pour comprendre la peine que ces opérations lui coûtèrent et leur sens exact, il reste à préciser leur véritable origine.

***

Rappelons d'abord sur quels refus se fonde l'intention de Flaubert écrivant *Madame Bovary* : refus d'enfermer ses rêves sous de somptueuses carapaces verbales et de céder à la tentation de glorifier des scènes imaginaires ; méfiance envers un langage qui ne demande qu'à se griser et à trahir le mouvement des choses qu'il importe de retrouver.

On connaît ce passage d'une de ses lettres : « Il y a en moi, littérairement parlant, deux bonshommes distincts : l'un qui est épris de gueulades, de lyrisme, de grands vols d'aigle, de toutes les sonorités de la phrase ; un autre [...] qui voudrait faire sentir presque *matériellement* les choses qu'il reproduit » ; c'est plus que l'aveu d'un conflit entre deux tendances qui se fait jour ici : la recherche d'un nouveau mode d'expression, ni « lyrique » — vaine gloire du langage — ni « vulgaire » — vaine promotion de la réalité. C'est surtout quand il s'agit d'Emma que l'on sent chez Flaubert la volonté de calquer sa phrase sur le langage « équivoque et inépuisable » des apparences auquel il s'efforce de rester fidèle. Car servir le langage — c'est-à-dire lui faire exprimer le plus — et faire voir « les pores des choses », c'est tout un. « Il y a des choses insignifiantes qui me prennent aux entrailles ; je tombe dans des rêveries et des distractions sans fin. » C'est admettre qu'elles ne sont pas insignifiantes. Flaubert n'est si fasciné par les choses que parce que tout à

la fois il ignore ce qui les définit et est persuadé qu'un sens les imprègne, qu'elles en sont habitées comme une maison abandonnée par des odeurs, un vêtement posé sur une chaise par un corps.

Ce sens, on se doute qu'il ne tient pas dans l'ustensilité. « Ce n'est pas sans un certain plaisir que j'ai contemplé mes espaliers détruits, toutes mes fleurs hachées en morceaux, le potager sens dessus dessous. En contemplant tous ces petits arrangements factices de l'homme que cinq minutes de la nature ont suffi pour bousculer, j'admirais le vrai ordre se rétablissant dans le faux ordre, dans cette rebuffade atmosphérique une sorte de revanche ». Le plaisir que Flaubert prend à cette averse dit sa morgue morose, non quelque satanisme baudelairien. Les hommes s'imaginent que leur bon vouloir — parole ou action — fait sortir un ordre du chaos et voilà qu'un peu de grêle renverse les rôles, les laissant face à face avec des objets préhistoriques épars où ils sont bien forcés de reconnaître leur marque. Le monde humain réduit à des cloches à melon à demi-brisées dans de la terre humide, voilà qui console de bien des choses. Car, enfin, qui empêcherait Flaubert d'admirer ce « vrai ordre » de la nature, visible ou caché, si les « arrangements factices » lui soulèvent le cœur ? Pourquoi s'enferme-t-il dans sa chambre [1], dormant une partie du jour, travaillant la nuit, et renonçant bien vite à aller « par les champs et par les grèves » ? L'objet n'est ni ce que j'en vois ni ce que j'en fais, soit, mais nu, délivré des fantasmes et du travail humains, qu'en reste-t-il ? Il pourrit, il est fléchissement et défaite, et la nature, cet ensemble d'objets, n'est pas l'ordre établi, hiérarchisé, serein, qu'on nous apprend, mais une grande âme molle, traversée de courants vagues, avec pour tout mouvement, de légers sursauts et des retombées profondes. *Madame Bovary* n'est qu'une question toujours reprise : « D'où venait donc cette insuffisance de la vie, cette pourriture instantanée des choses où elle s'appuyait ? [2] »

Quelles conséquences entraîne cette attitude dans le domaine

1. Dont on pourra, par curiosité, regarder une reproduction : bel exemple d'arrangement factice!
2. 3e partie, chap. VI.

lè la création esthétique ? Et d'abord, quant au lan-
;age proprement dit ? Il faudra qu'il se tienne à mi-chemin
ntre l'allusion et la nomination, qu'il masque autant qu'il
lévoile. Nommer — ou faire rentrer les apparences sous des
atégories — c'est admettre que la parole peut instituer un
ordre impérieux et exemplaire ; il reste dans toute nomi-
ation franche quelque chose de divin : je crée l'être en im-
osant le nom ; à défaut, j'identifie en le nommant un objet
ermanent et accompli. Or Flaubert ne reconnaît pas ces
aractères, ni aucun autre, à l'objet, qui tend à l'expression
nais n'a pas plus de *nature* que les hommes. Quant à l'allu-
ion, elle suppose une complicité : on fait allusion à ce sur
uoi les regards humains peuvent s'accorder ; mais il n'y a
'accord véritable que pour ceux qui fabriquent les objets
u s'en servent ; autrement chacun est enfermé dans ses
ythes. Flaubert cherche donc à inventer un style[1] — il
'est pas dit qu'il y réussisse toujours — qui nous fasse
énétrer au cœur des apparences, sans au départ en privi-
égier aucune, et nous fournisse au moins l'équivalent de leur
ouvement effectif. Si l'opération est laborieuse et demande
es ruses, c'est qu'on n'en a jamais fini avec les objets, une
ois qu'on ne se contente plus de les prendre, et qu'on est
ossédé de la « rage de l'expression ». En tous cas, une des
aisons majeures des difficultés de Flaubert vient de là.

Du coup, il devient difficile de se consoler en voyant dans
a littérature l'intervention décisive qui sauverait à la fois
ne nature enlisée et un homme inutile. Certes, Flaubert a
ontribué à fortifier le mythe du « salut par l'art », mais il
e revêt pas toujours sous sa plume une apparence bien glo-
ieuse : « la vie n'est tolérable qu'avec une marotte. Dès
u'on abandonne sa chimère, on meurt de tristesse. Il faut se
ramponner dessus et souhaiter qu'elle nous emporte ». Si
art doit, en définitive, nous délivrer de la nausée, il com-
ence par l'accentuer. Et puis l'art n'est peut-être qu'une
iggestion hystérique (Emma) ou un vice un peu morne.
inet, le percepteur, utilise ses loisirs à tourner des ronds de
erviette ; et Flaubert : « quelle drôle de manie que celle de

1. Il le définit tant bien que mal « rythmé comme le vers et précis
mme le langage des sciences ».

passer sa vie à s'user sur des mots et à suer tous les jours pour arrondir des périodes ». Avouons-le : ce n'est pas bien encourageant.

Mais écrire, dira-t-on, c'est encore communiquer. Seulement à qui cet homme solitaire, qui méprise les bourgeois, le peuple, les hommes de lettres, pourrait-il bien faire appel ? Toute communication repose sur la volonté de partager un horizon, une passion, une entreprise, ou bien sur une nature commune, psychologique ou sociale. Mais Flaubert ne rêve que d'envelopper dans sa prose funèbre, en y trouvant une délectation amère, un monde humain et naturel qui se fait et qui se défait en même temps et n'en finit pas de pourrir. Car les choses dont il a décidé de parler, il ne les aime pas.

La maladie du langage qui l'a rongé continue, de l'avis des médecins spécialistes, de miner, avec des symptômes divers, la littérature depuis un siècle. Mais cette littérature doit peut-être ses glorieux désastres aux misères de l'écrivain. elle s'en nourrit. C'est du moins ainsi que les critiques se consolent habituellement.

J.-B. Pontalis.

ean Pouillon.

ILLUSIONS AVANT GENÈVE

« Nous sommes unanimes, a dit M. Laniel [1], à souhaiter ésormais régler le conflit par voie de négociation. » C'est ıns illusion que M. Mendès-France lui a demandé alors s'il ıtendait ainsi condamner la politique de ses prédécesseurs. out le monde en effet sait bien qu'il n'en est rien, que la olitique française reste inchangée et que, simplement, le ouvernement s'imagine avoir trouvé un moyen de la rendre lus efficace. Ce moyen, c'est la prochaine conférence de enève, et c'est pour lui « souhaiter » une issue conforme à urs vœux de toujours que « désormais » nos ministres sont unanimes ». Mais ce n'est qu'un souhait et si l'unanimité est faite, c'est parce que ce souhait ne remet pas en cause s buts, que depuis longtemps nos gouvernements se sont xés et qui sont, il faut le rappeler une fois de plus, des buts guerre. Nos dirigeants successifs ont pu soutenir des conptions différentes sur le sort futur de l'Indochine après hypothétique succès du corps expéditionnaire, ils ont pu oposer des interprétations diverses des notions d'union ançaise et d'indépendance des Etats associés : discussions cessoires ! Le point fixe de toute leur politique était et ste le refus de traiter avec Ho Chi-minh, la volonté d'éliiner la République démocratique du Vietnam. Nous ne viendrons pas sur les raisons invoquées pour justifier cette titude ni sur son sens véritable. Nous voulons seulement uligner qu'au moment même où il parle de négociation, le uvernement ne renonce nullement à des buts que seule une ıerre victorieuse permettrait d'atteindre. Il refuse de prene une initiative quelconque en faveur de négociations

1. Discours prononcé devant l'Assemblée nationale le 5 mars 1954.

directes[1], il déclare sans doute qu'il accepterait d'examiner des propositions « raisonnables » de « cessez-le-feu », mais, à ses yeux, le raisonnable serait que l'adversaire renonce à ses avantages et laisse le corps expéditionnaire consolider les siens. En particulier, M. Laniel imagine complaisamment et — espérons-le pour lui — sans trop y croire, un armistice qui, sur le théâtre principal d'opérations, le delta tonkinois, lui garantirait ce qu'il n'a pu obtenir par les armes : le contrôle effectif du pays, le retrait des unités Vietminh qui s'y sont infiltrées. Il parle de « zones de stationnement » où devraient se retirer les troupes de la République démocratique, et envisage même certains cas où elles devraient mettre bas les armes. N'est-ce pas prétendre dicter à un adversaire écrasé les conditions d'une paix victorieuse ? Le président du Conseil ne peut pas croire que des conditions aussi déraisonnables seront acceptées. La vérité, c'est qu'il entend poursuivre la guerre et que cette politique n'est à ses yeux nullement contradictoire avec l'espoir de négociations fructueuses à Genève. Bien au contraire : il a besoin que la guerre continue comme par le passé pour que ses plans mirifiques aient à Genève une petite chance de se réaliser. Des personnes bien intentionnées affirment que le gouvernement serait en bien meilleure posture, si avant la conférence des pourparlers étaient engagés avec Ho Chi-minh. Mais c'est précisément de ces pourparlers qu'il ne veut pas et c'est pour les éviter qu'il ira à la conférence. Qu'en attend-il donc ?

N'en doutons pas : nos dirigeants veulent aussi la paix. Ils aimeraient bien se décharger du fardeau de la guerre. Mais la paix, pour eux, ce n'est pas la guerre arrêtée par un accord avec Ho Chi-minh dont l'existence politique serait enfin reconnue, c'est la guerre menée à son terme logique : la suppression du système politique et militaire de l'adversaire. Comment y parvenir ? Dans les conditions actuelles, la victoire est impossible. La grande pensée du gouvernement français est alors, non pas d'y renoncer, mais de tourner cette impossibilité, de modifier les conditions qui aujourd'hui nous interdisent la victoire. Voilà ce qu'il attend de la confé-

1. « Heureusement, a dit encore M. Laniel, notre effort en vue d'une négociation n'était pas spécialement orienté vers un tête-à-tête avec l'adversaire.» Admirable litote.

rence de Genève : une négociation extérieure au conflit, qui permette de le « régler » non pas en y mettant fin, mais en en modifiant les données de telle sorte que le poids de notre force en face d'un adversaire affaibli puisse se faire enfin sentir de façon décisive. En somme, il ira à Genève pour essayer de faire rabattre le prix de la victoire. On comprend ainsi pourquoi il refuse la négociation directe et un « cessez-le-feu » avant la conférence : la situation actuelle doit durer jusqu'au moment où l'on saura s'il est possible de terminer militairement la guerre. Cette conférence doit être simplement, dans l'esprit de nos représentants, une exploration négociée de nos chances de victoire. D'ores et déjà, elle est le dernier espoir des partisans de la guerre, l'espoir de ceux qui ne se consolent pas d'avoir manqué en 1947 une facile expédition punitive contre des rebelles. Car voilà ce qu'on espère : à l'issue de la conférence, Ho Chi-minh, abandonné par la Chine et l'U.R.S.S., redevient un rebelle promis à l'écrasement rapide pour la plus grande joie des populations qui, comme celles du Maroc ou de la Tunisie, pourront connaître enfin la paix française. Tel est le rêve !

L'idée n'est pas nouvelle. On jouait déjà avec elle il y a plus d'un an, et nous l'avons à l'époque critiquée. Mais qui croyait vraiment l'an dernier à une telle solution ? On ne la mettait en avant que pour rassurer les Américains, nos bailleurs de fonds, et donner en même temps aux Français l'impression qu'on ne se résignait pas à poursuivre indéfiniment la guerre. Aujourd'hui, après Berlin, la situation paraît s'être modifiée. Si, dit-on, les Russes ont accepté qu'une conférence avec la Chine se tienne à Genève et soit limitée à des questions précises, parmi lesquelles la guerre d'Indochine, il n'est pas absurde d'attendre quelque chose de cette rencontre. On va même allègrement plus loin : ce sont surtout les Russes et, derrière eux, les Chinois qui ont voulu cette deuxième conférence, ils sont en position de demandeurs, le plan français a donc des chances de se réaliser. D'ailleurs Radio-Pékin a récemment indiqué que le gouvernement Ho Chi-minh approuvait le principe de la conférence. De là à conclure que Russes, Chinois et Vietnamiens pourraient accepter les conditions du gouvernement français,

il n'y a qu'un pas que celui-ci s'est empressé de franchir à la suite de M. Bidault.

Pourtant, ce dernier doit savoir combien est équivoque l'accord conclu à Berlin sur la conférence de Genève. M. Molotov demandait une conférence avec participation de la Chine pour traiter de toutes les grandes questions internationales. M. Dulles n'en voulait à aucun prix. Le compromis fut la décision de tenir une conférence limitée aux questions de Corée et d'Indochine. Les Russes ont accepté cette limitation parce qu'ils voulaient avant tout faire rentrer la Chine dans le circuit des conférences internationales. Croit-on vraiment qu'ils se soient engagés plus avant et notamment à soutenir les thèses françaises ? L'ont-ils seulement donné à penser ? A en croire certains journalistes, M. Bidault s'en flatte. Mais de quoi ne se flatterait-il pas ? Rien ne permet de dire que la conférence de Genève se déroulera comme l'espère le gouvernement français. Celui-ci peut sans doute se féliciter de cette rencontre parce qu'elle est évidemment une condition nécessaire à la réussite de son plan : si l'on veut que les Chinois abandonnent Ho Chi-minh, il faut bien négocier avec eux. C'est même, aurait dit M. Edgar Faure, le seul moyen d'éviter la négociation avec Ho Chi-minh ! Mais il est pour le moins osé d'imaginer que cette condition nécessaire est en outre suffisante et que les Chinois se rallieront aux vues de MM. Laniel et Bidault.

Le président du Conseil a clairement exposé les raisons de son optimisme : « La Chine, sans le voisinage de laquelle la guerre d'Indochine serait terminée depuis longtemps, n'a-t-elle pas besoin de la paix pour sa consolidation intérieure ? Ne peut-elle redouter qu'une prolongation du conflit aboutisse à l'étendre ? Ne peut-elle escompter d'une rencontre avec les puissances occidentales des avantages concrets, en contrepartie de l'aide qu'elle apporterait au rétablissement de la paix en Indochine ? La recherche d'un accord avec les puissances occidentales sur la pacification de l'Asie ne répond-elle pas aux souhaits de la Russie dans la mesure même où Moscou souhaite le reflux des forces américaines hors de Corée et appréhende peut-être aussi toute initiative autonome de la Chine en Extrême-Orient et particulièrement dans le Sud-Est asiatique ? Quant aux grandes démocraties, qui

jusqu'ici nous ont fourni une aide considérable dans la guerre d'Indochine, leur présence dans ces négociations serait non seulement précieuse mais essentielle, car elle multiplierait les possibilités de transaction. » Bel exemple de pensée optative !

Que la paix en Indochine soit de l'intérêt de la Chine, c'est peut-être vrai. Encore faudrait-il savoir de quelle paix il s'agit. L'écrasement de la République démocratique, la constitution d'une Indochine anticommuniste, voilà qui ne devrait guère lui plaire. On comprendrait plutôt qu'elle fasse tout pour éviter une telle issue. Or c'est précisément cette paix-là que nous voudrions lui faire accepter ! D'autre part, M. Laniel se contredit dès cette première phrase : si, comme il l'insinue, la Chine est responsable de la continuation de la guerre, c'est donc qu'elle y a quelque intérêt. Nos officiels ont d'ailleurs souvent prétendu que le « communisme international » entretenait la guerre pour nous affaiblir. Les choses ont-elles changé ? Ou bien ont-ils toujours menti ? Il faudrait choisir. Mais surtout M. Laniel oublie que s'il est sûrement un pays qui a besoin de la paix, c'est bien la France. Cet oubli singulier devrait au moins lui enseigner que le besoin de paix n'est pas toujours suffisant pour pousser aux concessions : il le prouve par l'exemple ! Quant à l'argument selon lequel prolonger le conflit risque de l'étendre, ou bien il s'agit d'une constatation et elle vaut autant pour nous que pour les Chinois, ou bien il s'agit d'une menace implicite et elle révèle les arrière-pensées d'un gouvernement qui ne souhaite peut-être pas tellement une intervention américaine en Indochine, mais qui aimerait que les États-Unis la fassent craindre aux Chinois[1]. Est-il nécessaire de souligner les dangers d'une semblable menace, qu'il s'agisse ou non d'un bluff ?

La phase suivante sur les « avantages concrets » semble plus sérieuse et paraît résoudre la contradiction signalée plus haut : on paierait le renoncement chinois. Mais qui paierait

1. Les récentes déclarations de MM. Eisenhower et Dulles, les appels à l'aide du gouvernement français montrent que l'idée d'une telle intervention fait de rapide progrès. A mesure que la situation militaire se détériore, l'illusionnisme fait place au cynisme : on préfère risquer la guerre générale, plutôt que négocier.

et quel prix ? La mention des puissances occidentales, ainsi que, un peu plus loin, l'allusion aux possibilités de transaction qu'offrirait la participation des « grandes démocraties qui jusqu'ici nous ont fourni une aide considérable », est significative : si les Chinois n'abandonnent pas gratuitement la République démocratique par amour de la paix ou par crainte d'une guerre générale, les Français comptent que le prix du renoncement sera payé par d'autres, c'est-à-dire par les Etats-Unis. Mais comment peut-on nourrir un tel espoir ? Si les Etats-Unis envisageaient d'accorder quelques satisfactions à la Chine, ils auraient à Berlin accepté la conférence de portée générale que proposaient les Russes. Or. ils n'ont toléré qu'une conférence limitée ; c'est donc bien qu'ils se refusent encore à faire la moindre concession. Croit-on d'ailleurs qu'ils se contenteraient de l'abandon de Ho Chiminh et qu'ils ne demanderaient pas davantage aux Chinois ? Et ceux-ci seraient-ils disposés aujourd'hui à répondre ? De toute façon, si malgré tout une telle discussion s'engageait, la question indochinoise deviendrait une simple monnaie d'échange. Est-il sûr alors que l'échange se ferait à notre profit ? Mais, dira-t-on, il y aura aussi à Genève une conférence sur la Corée, et la simultanéité des deux négociations permettra peut-être un compromis. M. Bidault a exclu cette liaison des deux négociations et, pour une fois, il a eu raison, car elle aboutirait à subordonner le règlement indochinois à l'hypothétique règlement coréen, beaucoup plus important aux yeux des Chinois et des Américains. Le compromis risquerait donc de se faire à nos dépens. Ce pourrait même être, comme s'en est inquiété M. Mendès-France que le démenti de M. Bidault n'a guère impressionné, le résultat le plus clair de la conférence de Genève.

Le gouvernement, il est vrai, espère peut-être poser le problème sur un autre plan que politique. Les Américains ne feraient pas de concessions directes, mais ils autoriseraient les Français et les Anglais à commercer avec la Chine, ce dont celle-ci ne serait certainement pas mécontente. On se demandera d'abord si les principaux bénéficiaires de l'opération ne seraient pas les Anglais, qui ont beaucoup plus à offrir que nous et moins à demander. D'autre part, qui s'engagera le premier ? Les Français réclameront préalablement

a cessation de l'aide chinoise. Mais les Chinois y consen-iront-ils en échange de contrats commerciaux dont la réali-ation ne pourra être immédiate et dont l'expérience leur montré qu'ils étaient aisément rompus ? Enfin, si les Chi-ois ont un intérêt certain au développement du commerce nternational, notre intérêt n'est pas moindre, et cela reste rai, que la guerre d'Indochine se poursuive ou non. La ques-ion des relations économiques et celle de la guerre d'Indo-hine ne sont pas liées, c'est nous qui voudrions qu'elles le oient. Pourquoi les Chinois l'accepteraient-ils ? S'ils refu-ent et si les relations commerciales franco-chinoises restent u point mort, qui aura perdu le plus ?

Reste une dernière hypothèse, toujours en ce qui concerne e prix à payer pour l'abandon de Ho Chi-minh. On a parlé ans certains journaux de consentir à la Chine des avan-ages en Indochine même. Il s'agirait en somme de conclure vec Mao Tsé-toung un accord analogue à celui qui avait été égocié avec Tchang Kaï-chek en 1946 et qui comportait octroi aux Chinois de divers privilèges économiques. otamment d'un port franc à Haïphong. Il serait particuliè-ement significatif que le gouvernement y ait songé ! En 946, en effet, l'accord fut conclu pour permettre aux troupes rançaises de reprendre pied au Tonkin et d'y installer à ouveau l'ancienne autorité française. Le but ne serait pas ujourd'hui tellement différent ! Mais l'idée est folle. Tout audrait donc mieux que de reconnaître Ho Chi-minh et de 'entendre avec lui ? Après lui avoir refusé l'indépendance, n l'a accordée à Bao-Daï — il est vrai que cela ne tire guère conséquence — et aujourd'hui on consentirait à la Chine es avantages que, s'il en avait le pouvoir, il lui refuserait eut-être ! Il est vrai que, selon nos dirigeants, Ho Chi-inh n'est qu'un pantin entre les mains des Chinois et qu'il ur livrerait toute l'Indochine, si nous n'étions pas là pour en empêcher. Mais s'il en est ainsi, pourquoi les Chinois se ntenteraient-ils d'un port franc à Haïphong, pourquoi n'at-ndraient-ils pas paisiblement la victoire finale de Ho Chi-inh, ou plus simplement que celui-ci finisse par obliger la rance à traiter avec lui dans les plus mauvaises conditions ssibles ? Mais chacun sait que la situation militaire est cellente et que, comme le déclarait si pertinemment le

11 mars M. Macdonald, commissaire général britannique pour le Sud-Est asiatique, « les succès du Vietminh ne sont que des victoires de propagande politique sans la moindre valeur militaire » !

En résumé, il est peu probable que nos alliés veuillent tirer pour nous les marrons du feu et ce que nous pouvons offrir nous-mêmes à la Chine n'apparaît pas tellement séduisant. Mais M. Laniel n'est pas encore à court d'arguments, il n'oublie pas le rôle que pourrait jouer cette bonne U.R.S.S., qu'il faudrait inventer si elle n'existait pas, cette U.R.S.S. qui peut être la pire et la meilleure des puissances et qui, dans le cas présent, va très évidemment s'opposer à sa vieille ennemie, la Chine de Mao Tsé-toung, et appuyer les vues de la France, gratuitement cela va sans dire ! Qui peut le croire ? Certes, la Russie désire un règlement général en Asie et agira pour l'obtenir. Il n'est pas sûr non plus que ses vues coïncident avec celles de la Chine. Mais de là à penser qu'elles coïncideront avec les nôtres ou que, si elle doit faire un compromis de coulisse, elle le fera avec nous plutôt qu'avec les Chinois, il y a un grand pas. Aussi bien la conférence prévue n'a-t-elle pas pour but un règlement général. Si donc les Russes envisagent à propos de l'Indochine d'appuyer un compromis en notre faveur, ce ne peut être qu'à la condition que de notre côté nous agissions sur les Etats-Unis pour élargir le cadre de la conférence. Est-ce concevable avec le gouvernement que nous avons ?

Toute cette critique des illusions gouvernementales ne signifie pas qu'il soit impossible de négocier avec la Chine, ni que la Conférence de Genève soit inutile. Quand M. René Mayer déclare qu'il faut saisir toute occasion de discussion, il a raison. Son tort est de soutenir un gouvernement dont la politique va à l'encontre de toute discussion réelle. Il faut, a-t-il dit, discuter partout de la « coexistence ». Eh bien ! qu'on commence donc par en discuter avec Ho Chi-minh. Genève pourrait fournir l'occasion : dans cette perspective l'internationalisation de la négociation serait simplement pour chacune des deux parties le moyen de sauver la face et de ne pas faire le premier pas; ensuite la négociation directe pourrait commencer. Du même coup d'autres négociations avec la Chine pourraient avoir lieu et les cartes que M. Laniel

imagine avoir dans son jeu lui serviraient à obtenir par
xemple des accords commerciaux favorables et même peut-
re un certain appui dans une négociation avec Ho Chi-minh.
ais il faut pour cela qu'une négociation directe s'engage
vec la République démocratique. L'illusion n'est donc pas
e croire que nous pouvons négocier avec la Chine, elle est
imaginer que la négociation pourrait porter sur l'élimina-
on de la République démocratique.

Pour supposer malgré tout que les Chinois pourraient aban-
nner les Vietnamiens, on invoque d'abord de prétendus
écédents : l'attitude des communistes russes à l'égard des
mmunistes chinois lorsque Tchang Kai Chek avait le pou-
ir, et ensuite l'affaire Markos. Aucune des deux comparai-
ns n'a de sens. Staline n'abandonna pas le parti chinois,
i'il n'avait d'ailleurs guère le moyen de soutenir matériel-
ment, il voulut lui imposer une politique certainement con-
stable et que les communistes antistaliniens critiquèrent. Si,
autre part, pendant un temps Tchang Kaï-chek l'emporta,
est parce qu'il fut réellement le plus fort et non parce que
s communistes chinois avaient été « abandonnés ». Markos,
i, fut réellement laissé pour compte, mais la situation
ternationale de la Grèce n'était pas celle du Vietnam, et, au
rplus, Markos n'a jamais réussi à affermir son pouvoir au
int d'ouvrir pour les Grecs qui le suivaient des perspectives
mparables à celles qu'ouvre Ho Chi-minh aux Vietnamiens.

On se fonde ensuite sur les déclarations qu'auraient faites
cemment un responsable chinois. M. Chen Yun, le 8 mars,
rait indiqué que la consolidation du communiste en Chine
urrait rendre nécessaire dans d'autres pays un recul tempo-
ire du mouvement communiste. Cela veut dire que la Chine
peut avoir actuellement l'ambition de favoriser l'installa-
n de régimes communistes chez ses voisins et que, si des
rtis communistes étrangers comptaient sur son aide pour
endre le pouvoir, ils se trompaient. S'il y a dans ce discours
avertissement à Ho Chi-minh, c'est celui de ne pas se
ntrer trop intransigeant en cas de négociations avec la
ance, mais on aurait tort d'y voir l'annonce d'un abandon.
gouvernement français devrait en conclure que le moment
propice à une négociation directe avec la République

démocratique, parce qu'en ce cas la Chine inviterait peut-être Ho Chi-minh à se montrer conciliant. En conclure au contraire que la France peut sans risques continuer la guerre est une absurdité : ce serait le plus sûr moyen d'obliger les Chinois à soutenir plus efficacement Ho Chi-minh, surtout si la poursuite de la guerre signifie de notre côté l'intensification de l'aide américaine. La Chine peut pousser Ho Chi-minh à un compromis, on ne voit pas pourquoi elle lui conseillerait de se saborder. Nos dirigeants l'espèrent parce qu'ils se font une idée fausse des rapports entre la République démocratique et le gouvernement chinois. Ils les conçoivent sur le modèle de ceux qui existent entre Bao-Daï et eux-mêmes. Mais s'il y a en Indochine un pantin dont on peut imaginer la disparition du jour au lendemain, ce n'est pas Ho Chi-minh, c'est Bao-Daï.

La sottise du gouvernement n'est pas simplement de penser que les Chinois peuvent abandonner Ho Chi-minh, elle est en fin de compte de supposer que cet abandon résoudrait le problème. Admettons en effet que les Chinois se désintéressent de l'issue de la guerre, que, convenablement dédommagés, ils restent indifférents devant un éventuel écrasement de la République démocratique. Cela suffirait-il pour qu'effectivement Ho Chi-minh soit bientôt écrasé ? Aurait-on donc oublié qu'il a lutté seul pendant longtemps ? Il se peut que M. Chen Yun ait voulu dire aussi qu'un parti communiste d'Asie non soutenu par la Chine, ce n'est pas grand-chose. Mais au lieu de partager sur ce point son erreur [1], nous devrions être les premiers à comprendre qu'il se trompe ! Nous n'avons aucune raison de penser qu'une entente avec la Chine aux dépens d'Ho Chi-minh rapprocherait de la victoire le corps expéditionnaire. Cette ignominie tournerait plutôt à la confusion de ceux qui l'auraient commise.

Mais supposons même que la manœuvre réussisse, qu'aidés plus encore par les Américains sous l'œil inexplicablement indifférent des Chinois et des Russes, les Français parviennent à éliminer politiquement et militairement la République démocratique, auront-ils pour autant « pacifié » l'Indochine ? Pourront-ils alors accorder une indépendance effective au

1. On sait d'ailleurs que son discours a été volontairement déformé.

'ietnam unifié sous le régime de leur choix et en retirer
eurs troupes ? Il faudrait être fou pour le croire. Le Viet-
am deviendrait simplement un nouveau Maroc, une nou-
elle Tunisie, et il y aurait sans doute souvent des « Cap
Bon » à « ratisser » Si leur réalisation doit aboutir à cette
onclusion, nous devons souhaiter, dans l'intérêt même de la
'rance, que les espoirs mis par le gouvernement dans la
onférence de Genève soient déçus. Mieux vaudrait encore
ue la guerre continue et que Ho Chi-minh par sa résistance
asse comprendre à nos dirigeants que c'est avec lui qu'il
aut traiter, car là seulement est notre intérêt.

La conférence de Genève ne mettra donc pas fin à la
uerre, à moins que le gouvernement français ne renonce à
gnorer la République démocratique et ne saisisse enfin cette
ccasion pour entrer en contact avec Ho Chi-minh. Peut-
tre d'ailleurs y sera-t-il contraint. Si la Chine propose l'ad-
ıission de représentants de Ho Chi-minh, pourra-t-il s'y
pposer sans endosser ouvertement la responsabilité de
échec de la conférence ? Et si des propositions acceptables
ıi sont faites, pourra-t-il les repousser sous le prétexte
u'elles impliqueraient la reconnaissance du gouvernement
'o Chi-minh ?

Mais il ne songe sans doute à ces éventualités que pour
ıercher un moyen de les écarter. Les conditions mises par
président du Conseil à un « cessez-le-feu » révèlent — on
ent de le voir — les plans qu'il tire sur la comète, elles
anifestent aussi son refus persistant de négociations directes
par conséquent son acceptation de la poursuite indéfinie de
guerre. Dans cette perspective, la conférence de Genève
est pour lui, comme l'a fort bien dit M. Mendès-France,
ı'un alibi destiné à masquer sa dérobade. Certains s'en
ınnent et font observer que la fin de la guerre en Indochine
ndrait plus aisée la ratification de la C.E.D. en permettant
parer à quelques-uns de ses dangers, notamment au désé-
ilibre militaire franco-allemand, inévitable si la guerre
ntinue. Le gouvernement a pour une fois une vue plus juste
s choses. Apparemment la logique est contre lui : la guerre
un fardeau pénible dont il se passerait volontiers. Mais la
ix ne l'intéresse qu'à certaines conditions : qu'elle facilite
ratification de la C.E.D. et ne remette pas en cause l'orien-

tation actuelle ; il faut par conséquent qu'elle résulte d'une politique de force. Alors, en effet, les parlementaires français penseront peut-être qu'une politique analogue en Europe aurait également d'heureux résultats. C'est pourquoi le président du Conseil prétend qu'en refusant de négocier avec Ho Chi-minh et en comptant sur le lâchage de ce dernier par la Chine il prépare vraiment une solution pacifique. La conférence de Genève ne serait donc pas seulement un alibi pour continuer la guerre, ce serait aussi un alibi pour faire ratifier la C.E.D.[1]. En revanche, s'il apparaissait enfin aux yeux de tous que la paix dépend uniquement de négociations directes et si l'on s'engageait dans cette voie, il deviendrait impossible de se refuser en d'autres domaines à de nouvelles discussions et de ne pas reprendre avec l'U.R.S.S. en Europe une conversation qui, cette fois, remettrait en cause la C.E.D. N'en déplaise à M. Bidault, il ne s'agirait pas d'un « marchandage planétaire », ce serait simplement la conséquence d'une politique cohérente.

Jean Pouillon.

1. En tout cas, c'est dans cet esprit que les Américains l'ont acceptée.

laude Lanzmann.

MESSAGE D'OUTRE-TOMBE

On conseille au lecteur des *Temps Modernes* de se procurer dernier numéro de la revue américaine *Preuves* (n° 37). es caissiers de cette publication s'étonneront d'un afflux habituel d'argent français, mais le lecteur des *Temps odernes* y gagnera de prendre connaissance du *Petit Guide es Névroses politiques* de Mr. Arthur Koestler. On sait que rthur K., pour justifier sa rupture avec le communisme, ait opéré un retour aux principes ; à l'aide donc de l'indé- rminisme, de la théorie des quanta, de « l'excitation péna- satrice du professeur Toynbee », d'un zeste de psychanalyse de quelques traces de yogisme, il avait édifié une cosmo- nie originale, qui lui permettait de se passer de Marx, topiste sanglant. Maurice Merleau-Ponty a dit là-dessus tout qu'il fallait dire. Toutefois, ce pillage des bibliothèques ientifiques traduisait trop clairement un désarroi intime ur qu'on s'en indignât. Les méditations d'Arthur K. sur le agique, le trivial et le « thalamus » lui permettaient d'accé- r, au petit matin, à un plan de vérité supérieur : c'était ieure où son automobile éventrait les réverbères ; assis au rd du trottoir, il expliquait le cours de l'histoire aux ser- nts de ville.

Pour qui a vu Arthur K. gravir à quatre pattes les escaliers la « Troïka », il est piquant de le retrouver aujourd'hui ns le rôle d'un psychiatre à l'œil clair. Sans doute a-t-il mpris que ni la cosmogonie ni l'alcool ne suffisaient à ren- rser le cours de l'histoire et que la bombe atomique consti- ait le seul système de protecion efficace. Les certitudes de estler se sont durcies au cours des années : désespérant de us les faire partager, il conclut que ses contemporains, initivement sourds à la voix de la raison, relèvent désor-

mais d'un autre traitement. Raccourci saisissant : l'uranium 235 devient la vérité du thalamus et le penseur de la gauche européenne se mue en conseiller psychiatrique des gouvernements occidentaux. Ce n'est plus à nous que Koestler s'adresse : le *Petit guide des névroses politiques*, c'est l'appel impérieux d'un profond connaisseur de la nature humaine à des hommes d'Etat trop naïfs : « ... Nous continuons à nourrir l'étrange illusion que le citoyen moyen, lorsqu'il n'est pas dans une foule est un être politiquement raisonnable. (Or) les faits tendent à prouver que *l'homme du vingtième siècle est un névrosé politique*[1]. Les totalitaires ont compris cela dès le début. Ils sont les forces mortelles à l'assaut de notre civilisation et, comme la mort se nourrit de la maladie, l'ange de la mort, lui, a des diagnostics sûrs. Si nous voulons survivre, il nous faudra l'égaler... Freud et ses successeurs ont abattu un pan de cette foi optimiste en l'homme considéré comme un être de raison : nous admettons que notre libido sexuelle est déformée. Il est temps de reconnaître que notre libido politique est tout aussi chargée de complexes, refoulée et difforme, si ce n'est davantage... »

Arthur K., en l'état d'extrême péril où il se trouve, a su se déprendre des illusions du suffrage universel : le citoyen moyen peut lui faire confiance, les recettes du traitement de masse sont éprouvées. Mais ce mépris des hommes est vieillot, K. se devait d'infuser un sang neuf à la théorie des élites : la libido politique, sa dernière trouvaille survient à point pour la renouveler. On sait que cet auteur est un champion du raisonnement par analogie : à toute névrose, sa libido ; puisque l'homme du vingtième siècle est politiquement atteint, il faut le doter d'une libido politique. Entre les libidos, il y a parallélisme : à chaque déformation de la libido sexuelle correspondra une déformation de la libido politique : « Si l'on applique ce schéma simplifié (celui du névrosé, défini comme individu dont le contact avec la réalité est imparfait), on constate qu'il répond à toute la gamme de la pathologie politique, depuis la « schizophrénie contrôlée » (sic) d'un Klaus Fuchs jusqu'à l'évasion de la réalité du neutraliste... Quand par exemple, M. Merleau-Ponty écrit que le marxisme

1. Souligné par Kœstler.

n'est pas une philosophie de l'histoire, c'est la philosophie
e l'histoire et y renoncer, c'est faire une croix sur la raison
istorique », le dialogue logique devient impossible, et l'on
oit céder la place à la psychothérapie ».

On pratiquera donc électro-chocs ou lobotomies sur Klaus
'uchs et Merleau-Ponty. Mais ils ne sont que des cas limites :
ntre l'espion atomique et l'intellectuel évadé du réel, qui se
ituent aux deux extrémités du spectre, il y a tout le marais
es pêcheurs à la ligne. Est considéré, en effet, par Koestler,
omme névrosé politique, tout individu qui n'est pas abso-
ıment persuadé de la nécessité de déclencher contre
'U.R.S.S. une guerre préventive. Le raisonnement est sim-
le : 1°) il y a une réalité, objectivement terrifiante, que tous
es faits « tendent à prouver » : l'U.R.S.S. veut notre mort ;
°) donc l'homme normal doit avoir peur : c'est ainsi qu'il
pérera son « emotional adjustment » ; 3°) la bombe ato-
ıique américaine est notre seule chance de survie. Mais la
ombe, tant qu'elle n'est pas jetée, n'est qu'une idée de
ombe. Or une idée ne rassure pas : l'homme sain est voué
la terreur.

C'est l'absence de peur qui définit la névrose : le pêcheur
la ligne, homme simple et paisible, capable, par les temps
ıi courent, de suivre un bouchon au fil de l'eau est évidem-
ent le plus atteint, la monstrueuse perversion de sa libido
olitique le relègue au dernier rang de la sous-conscience :
Nous voulons (disent les Français) qu'on nous fiche la paix.
ous ne voulons ni de vos aumônes, ni de votre coca-cola, ni
vos bombes atomiques. Si vous nous fichez la paix, les
ısses nous la ficheront aussi... Des variations étendues sur
thème paraissent chaque jour dans les journaux français
toutes nuances. Le seul point qu'on ne mentionne pas est
fait tragique et crucial que la *survivance matérielle de la*
ance dépend du potentiel atomique américain[1]. Si ce
int était reconnu, toute la structure fictive s'effondrerait.
si l'on supprimait l'élément d'illusion dans l'univers du
rosé — mélange d'illusion et de peur — alors la peur seule
neurerait : la terreur intolérable et refoulée d'une Europe
tuellement sans défense devant l'expansion soviétique... »

1. Souligné par moi.

Le pêcheur, cet ingrat, ignore à qui il doit la possibilité de pêcher. Qu'il l'apprenne, il n'est pas guéri pour autant : l'illusion a disparu ; reste la peur, autre élément de la névrose. Peut-on le guérir de la peur ? Non, car « la réalité (est) si terrifiante que l'homme sain lui-même ne peut la contempler sans frémir... » Chacun tremble : il convient seulement de transformer la peur du malheureux, aux yeux brutalement descillés, en une sainte peur, celle de Koestler, considéré comme étalon de l'humanité saine. La première, c'est la terreur nue des victimes — « alors la peur seule demeurerait » —, l'autre comporte son propre dépassement. La santé, c'est la peur plus quelque chose, non pas peur surmontée, mais peur plus intense encore, panique du clairvoyant qui sait qu'il est trop tard. Devenu lapin, le pêcheur à la ligne attend, fasciné : si l'ennemi arrive, il est perdu. Arthur K., qui tolère mal cette humble sagesse hypothétique, lui crie : « Réveille-toi, le monde est foutu, l'ennemi est déjà là ! » L'Armée Rouge campe aujourd'hui dans nos murs, dans le lit d'Arthur K. et lui-même est déjà mort : de peur. Voilà le secret de sa sérénité.

C'est sans doute ce qui confère au *Petit Guide* son caractère irrévocable de message d'outre-tombe. Koestler n'est désormais accessible qu'aux amateurs de tables tournantes. On demande : « Esprit, es-tu là ? » et Arthur K., avec le pédantisme des revenants, dresse aussitôt la nomenclature des névroses :

1° *Culpabilité refoulée :* cas des Allemands, qui disent : « Notre Gœthe, notre Beethoven, (mais jamais) notre Auschwitz, nos bébés gazés... ; cette réaction trahit un complexe de culpabilité inconsciente. »

2° *Amnésie collective :* Cas des Français qui oublient que « la France fut libérée, non par le maquis, mais par la puissance de la machine de guerre anglo-américaine, par les chars britanniques et anglais... Dans (leur) cas, l'identification mène à une gloire partagée et permet à la libido politique de se dilater majestueusement. »

3° *Evasion de la réalité :* Cas des Anglais. A l'époque des bombardements de Londres, un conférencier faisait une cau-

erie sur « La violence dans le roman américain ». « La plupart des gens, disait-il, rencontrent bien rarement la violence au cours de leur vie. Ils se lèvent le matin, cultivent leur jardin... » ... « Une bombe siffla (c'est Kœsler qui parle) et éclata à quelques maisons de là, et les batteries antiaériennes commencèrent leur vacarme infernal. Le petit bonhomme attendit patiemment un moment de répit, puis reprit tranquillement : « Je veux dire que la violence survient rarement dans la vie des gens ordinaires et il ne convient pas qu'un artiste consacre tant de temps et de place à ce genre de choses... » Pendant quoi, Koestler qui, lui, ne s'évade pas du réel, était caché sous une table. Il conclut, naturellement, que « toute la politique étrangère britannique envers l'Union européenne » est à l'image du conférencier.

Après cet essai fulgurant de psychologie des peuples, le fantôme considère plus particulièrement l'individu et traite de « quelques aberrations mineures » :

1° *Ambivalence :* Comme on peut tout ensemble aimer et haïr une maîtresse difficile, l'Américain et le Britannique éprouvent l'un pour l'autre des sentiments mêlés. C'est là le secret de la querelle livre-dollar : « Tous les six mois à peu près, les relations anglo-américaines s'enveniment et une petite crise se produit, causée la plupart du temps, non par un réel conflit d'intérêts, mais par l'exaspération mutuelle caractéristique des associations ambivalentes ».

2° *Fétichisme :* A l'adoration des jarretelles ou des bottes d'écuyère correspond, dans l'ordre politique, l'idôlatrie du parti, « ce qui n'est plus considéré comme un accessoire de l'objet authentique, mais comme un élément d'adoration en soi ».

3° *Eternels adolescents :* existent surtout aux Etats-Unis et en France. Cas de X. : ex-communiste, ex-trotskyste, secrétaire impénitent, « il souffre d'une libido politique de type incestueux ». Cas de Y., « le masochiste politique ». Il proteste contre les injustices commises dans son propre pays, mais reste sourd aux appels des concentrationnaires soviétiques : « Y. est un patriote inverti dont la haine de lui-même

et la soif d'auto-punition sont devenus haines de son propre pays et désir du fouet qui le cinglera ». Enfin, il y a Z., le « touche à tout, dont le nom est de tous les comités « progressistes », dont la voix s'élève pour protester contre toutes les injustices... et qui n'a jamais rien accompli sur cette terre. X. est l'équivalent politique d'un *nymphomane* ; il souffre d'un excès de libido politique. Cette sorte de névrose fleurit, elle aussi, plus particulièrement sous le climat de gauche car, d'une manière générale, la gauche est politiquement hypersexuée... »

Le message s'arrête là. Si Arthur K. n'était pas déjà mort, on le définirait volontiers comme sexuellement hypopolitisé. Sur ce type d'impuissance, les dragées d'Hercule sont sans effet. Un seul remède, peut-être : se faire aménager une mignonne garçonnière à Los Alamos, à l'ombre de la bombe, ou, plus près encore, dans le ventre même de l'engin.

Claude LANZMANN.

N. D. L. R.

Les fragments de Jean Basque qui ont paru dans notre numéro de mars 1954 font partie d'un livre intitulé : *Journal d'une Double Libération*, à paraître aux Éditions de la Table Ronde.

Le Gérant : Francis JEANSON.

Imprimerie CHANTENAY, Paris. — Avril 1954
Dépôt légal : 2e trimestre 1954

BIBLIOGRAPHIE

. — PHILOSOPHIE. RELIGIONS

LOVER (Edward). Freud ou Jung? Traduit de l'anglais par Lucy Jones.
(P.U.F., « Bibliothèque de Psychanalyse », 600 fr.)

UITTON (Jean). Dialogues avec Monsieur Pouget sur la pluralité des mondes, le Christ des Évangiles, l'avenir de notre espèce.
(Grasset, 495 fr.)

EQUENNE (Fernand). Le drame cathare ou l'hérésie nécessaire. Préface de Robert Kanters.
(René Julliard, 600 fr.)

IARCHAL (Georges). Essais sur le fait religieux.
(Berger-Levrault, 450 fr.)

MAURIAC (François). Paroles catholiques.
(Plon, 330 fr.)

NAVRATIL (Michel). Introduction critique à une découverte de la pensée.
(P.U.F., « Bibliographie de Philosophie contemporaine », 400 fr.)

PALIARD (Jacques). Profondeur de l'âme.
(Aubier-Montaigne, coll. « Philosophie de l'Esprit », 495 fr.)

POROT (Dr Maurice). L'enfant et les relations familiales.
(P.U.F., coll. « Paideia », 500 fr.)

WAHL (Jean). Les philosophes de l'existence.
(Armand Colin, 250 fr.)

II. — LITTÉRATURE

a) *Essais. Histoire littéraire*

CHASSE (Charles). Les clefs de Mallarmé.
(Aubier-Montaigne, 540 fr.)

CHATEAUBRIANT (Alphonse de). Des saisons et des jours, 1906-1924.
(André Bonne, 420 fr.)

DAVY (Marie-Magdeleine). Introduction au message de Simone Weil.
(Plon, coll. « L'Épi », 540 fr.)

DIMITROV (Georges). Sur la culture et sur l'art.
(Éditions de la Nouvelle Critique, 130 fr.)

DUBOURG (Pierre). Dramaturgie de Jean Cocteau. Avant-propos de Thierry Maulnier.
(Grasset, 390 fr.)

FAUCHIER-MAGNAN (A.). Gœthe et la cour de Weimar.
(La Palatine, 720 fr.)

FULOP-MILLER (René). Dostoïevski. L'intuitif, le croyant, le poète. Traduit de l'anglais par Louise Servicen.
(Albin Michel, 450 fr.)

GERMAIN (Gabriel). Genèse de l'Odyssée.
(P.U.F., 1.600 fr.)

LAFUMA (Louis). Histoire des Pensées de Pascal (1656-1952).
(Éditions du Luxembourg, 800 fr.)

LEIBRICH (Louis). Thomas Mann.
(Éditions Universitaires, coll. « Classiques du xxe siècle », 210 fr.)

Lettres de Katherine Mansfield à J. D. Middleton Murry, 1913-1918. Traduction de Anne Marcel. Préface d'André Bay.
(Stock, 690 fr.)

Monsieur Gurdjieff.
(Éditions du Seuil, 750 fr.

SACHS (Maurice). Tableau des mœurs de ce temps.
(Gallimard, 630 fr.)

VIENNOT (Odette). Le culte de l'arbre dans l'Inde ancienne.
(P.U.F., 2.000 fr.)

b) Théâtre, poésie.

ARNAUD (Georges). Les aveux les plus doux. Pièce en un acte.
(René Julliard, 225 fr.)

ARNOUX (Alexandre). Faut-il brûler Jeanne? Mystère en trois journées.
Gallimard, 390 fr.

AYMÉ (Marcel). Les 4 vérités. Pièce en 4 actes.
(Grasset, coll. « Les Cahiers verts », 450 fr.)

BERRY (André). L'Ancien d'Europe. Poèmes.
(René Julliard, 900 fr.)

Copeau parle. N° de janvier-février de la revue l'Art sacré.
(Éditions du Cerf, 800 fr.)

ÉLUARD. Les sentiers et les routes de la poésie.
(Gallimard, 350 fr.)

GREEN (Julien). L'ennemi. Pièce en 3 actes et 4 tableaux.
(Plon. Édit. orig., 1.800 fr.

LANG (André). Fernand Ledoux.
(Calmann-Lévy, coll. « Masques et Visages », 375 fr.)

SCHEHADÉ (Georges). La soirée des proverbes. Trois actes.
(Gallimard, 520 fr.)

SIMONE. En attendant l'aurore. Pièce en 2 actes.
(Plon, 330 fr.)

YEATS (W. B.). Théâtre. Traduit de l'anglais par Madeleine Gibert.
(Denoël, 480 fr.)

c) *Romans, récits, nouvelles*

ANDERSCH (Alfred). Les cerises de la liberté. Traduit de l'allemand par Jean Rousset.
(Éditions du Seuil, 330 fr.)

ANGLADE (Jean). Les mauvais pauvres.
(Plon, 495 fr.)

AUBIER (Dominique). Vive ce qu'on raconte.
(Éditions du Seuil, 330 fr.)

BARON (François). Les frontières du bonheur.
(Gallimard, coll. « L'Air du Temps », 590 fr.)

BELLOW (Saül). L'homme de Buridan. Traduit de l'américain par Michel Déon.
(Plon, coll. « Feux Croisés », 450 fr.)

BILLY (André). Madame.
(Flammarion, 425 fr.)

BOISSAIS (Maurice). Le goût du péché.
(René Julliard, 480 fr.)

BOLL (Heinrich). Rentrez chez vous, Bogner! Traduit de l'allemand par André Starcky.
(Éditions du Seuil, 390 fr.)

CABRIÈS (Jean). Saint Jacob.
(Plon, 690 fr.)

CASTILLOU (Henry). Soleil d'orage.
(Albin Michel, 480 fr.)

CATTIN (Étienne). Trains en détresse.
(René Julliard, 500 fr.)

CHALAIS (François). Avant le déluge. D'après le scénario original d'André Cayatte et Charles Spaak.
(Gallimard, 450 fr.)

CONSTANT. Les compagnes de la nuit.
(Robert Laffont, 480 fr.)

D'EAUBONNE (Françoise). Le quadrille des matamores.
(Plon, 690 fr.)

DE BOISSEL (Henriette). Le bal triste.
(Le Sycomore, 360 fr.)

DESMAREST (Marie-Anne). Châteaux en Espagne.
(Denoël, 450 fr.)

DHOTEL (André). Le maître de pension.
(Grasset, 540 fr.)

DOS PASSOS. Numéro Un. Traduit par Jean Collignon.
(Gallimard, coll. « Du Monde entier », 550 fr.)

DUVIGNAUD (Jean). Le piège.
(Gallimard, 500 fr.)

FITZ-GIBBON (Constantine). L'oiseau d'Arabie. Traduit de l'anglais par René Guyonnet. Préface de Dominique Rolin.
(Calmann-Lévy, coll. « Traduit de... », 630 fr.)

GAILLARD (Robert). L'aventure portugaise.
(André Martel, 600 fr.)

GAUTIER (Jean-Jacques). Maria-la-Belle.
(René Julliard, 540 fr.)

GIL (Ildefonso-Manuel). L'enfer de Carlos Seron. Traduit de l'espagnol par Bernard Lesfargues.
(La Table Ronde, 620 fr.)

GILLÈS (Daniel). Jetons de présence.
(René Julliard, 600 fr.)

GUILBERT (Annie). Vincente Vernon.
(René Julliard, 390 fr.)

"Lire avec l'oreille"

YVES GIBEAU (Les Nouvelles Littéraires)

uteurs
du
0e siècle
SUR DISQUES
MICROSILLON
33 t/m

Oui, l'oreille lit mieux que l'œil. Elle rétablit le contact direct avec la pensée du créateur, car le langage est d'abord parole. L'écrivain, même s'il ne les soumet pas comme Flaubert à l'épreuve du " gueuloir ", écoute intérieurement ses phrases avant de les confier au papier.

Ainsi la nouvelle collection " Auteurs du 20e siècle " en vous offrant les textes les plus significatifs des grands écrivains, lus par eux-mêmes et par les meilleurs interprètes, enregistrés sur disques microsillon 33 t/m, vous réserve des joies insoupçonnées.

Déja parus :

Disques enregistrés par

PAUL LEAUTAUD — A 76.711 R — *et* MICHEL BOUQUET

ANDRÉ MAUROIS — A 76.712 R — *et* JEAN DEBUCOURT de la Comédie Française, JEANINE CRISPIN

JULIEN GREEN — A 76.713 R — *et* RAYMOND ROULEAU, PIERRE VANECK, FRANÇOIS GUERIN

FRANÇOIS MAURIAC — A 76.714 R — *et* FERNAND LEDOUX de la Comédie Française, JEAN SERVAIS

JEAN COCTEAU — A 76.715 R — *et* SERGE REGGIANI, J. L. BARRAULT, JEAN DESAILLY

ANDRÉ MALRAUX — A 76.717 R — *et* JEAN VILAR, MICHEL BOUQUET

A paraitre :

SAINT-EXUPÉRY - ROMAIN ROLLAND - BERNANOS - COLETTE - APOLLINAIRE - CAMUS

avec Dominique Blanchar, Pierre Blanchar, Michel Bouquet, Maria Casarès, Edwige Feuillère, Pierre Fresnay, Frédérique Hébrard, Jean Marchat, de la Comedie Française, Serge Reggiani, Raymond Rouleau, Jean Vilar

et JULES ROMAINS, BLAISE CENDRARS, PIERRE MAC ORLAN, etc...

En vente chez les disquaires

PRODUCTION JACQUES CANETTI
RÉALISATION GILBERT SIGAUX



HILIPS

HAUWUY (Jean-Jacques). Histoires brutes. (La Table Ronde, 390 r.)

HOUDYER (Paulette). La grande Bucaille. (René Julliard, 690 fr.

HOUGHTON (Claude). Je suis Jonathan Scrivener. Traduit de l'anglais par Jean Rosenthal. Préface de Henry Miller. (Corrêa, 690 fr.

HOUGRON (Jean). Les portes de l'aventure. (Domat, 465 fr.)

HUTCHINSON (R. C.). L'éléphant à la tour. Traduit de l'anglais par Jeanne Fournier-Pargoire. (Albin Michel, 990 fr.)

JOUHANDEAU. Confidences. (Gallimard, 350 fr.)

CHARLES CHASSÉ

LES CLÉS DE MALLARMÉ

…ù se trouve la clef? Dans Littré. …démonstration me paraît lumi…se et convaincante » dit Albert …zat.

Un volume...... 540 fr.

BERNARD SHAW

LA MILLIARDAIRE

…médie de caractères contempo…, esquissés avec la férocité sati… habituelle à Bernard Shaw.

Un volume........ 390 fr.

JULIAN MARIAS

PHILOSOPHES ESPAGNOLS DE NOTRE TEMPS

…ude rigoureuse sur quatre pen… de notre siècle qui expriment …ntiel de ce que la philosophie a …uit en Espagne à notre époque, … trois siècles d'absence quasi …e. (*Coll. Philosophie de l'Esprit.*)

Un volume...... 525 fr.

JACQUES PALIARD

PROFONDEUR DE L'AME

…gard d'un homme sincère sur sa …e destinée en sa phase la plus …que. Le lecteur qui aimera …me comprendra sa philosophie. … *Philosophie de l'Esprit.*)

Un volume...... 495 fr.

MARYSE CHOISY

LE SCANDALE DE L'AMOUR

C'est la première étude profonde sur ce sujet qui ait jamais été écrite par une femme.

Un volume...... 600 fr.

G. ZINK

LE CYCLE DE DIETRICH

Morceaux choisis avec introduction, notes et glossaire. (*Bibliothèque de philologie germanique.*)

Un volume...... 960 fr.

A. VALENSIN

LA VIE INTÉRIEURE D'UN JÉSUITE

Le journal spirituel du P. Albert Valensin, avec une introduction par son frère le P. Auguste. (*Coll. Vie intérieure.*)

Un volume...... 495 fr.

JEAN RIMAUD

DE L'ÉDUCATION RELIGIEUSE

Écrit pour les parents, ce livre retiendra aussi l'attention des prêtres et de tous les éducateurs chrétiens.

Un volume...... 540 fr.

Robert Laffont

Réimpression

RENÉ MASSON

DES HOMMES QU'ON LIVRE AUX ENFANTS

20e mille — 800 fr.



LAMBERMONT (P.-M.). Videz vos poches. Histoire du groupe Lorraine.
(La Table Ronde, 600 fr.)

LUTZ (E. H. G.). Les mains d'or. Traduit de l'allemand par Michel Tournier.
(Plon, 480 fr.)

MELIS (Francesco, R. P.). Mon école dans la Chine en feu.
(René Julliard, 570 fr.)

MELVILLE. Cocorico et autres contes. Traduction de Pierre Leyris.
(Gallimard, 470 fr.)

MICHENER (James H.). Retour au paradis. Traduit de l'américain par Max Roth.
(Flammarion, 400 fr.)

MILLER (Henry). Le cauchemar climatisé. Traduit de l'américain par Jean Rosenthal.
(Gallimard, coll. « Du Monde entier », 600 fr.)

JACQUES PERRY

Prix Renaudot 1952

MONSIEUR D'USTELLES

le nouveau roman de l'auteur de "**L'AMOUR DE RIEN**" *et de* "**LE MOUTON NOIR**"

JULLIARD

BERG (Wilhelm). Les émigrants. Adapté suédois par Gilberte Marchegay.
(Robert Laffont, 750 fr.)

RIN (Jean). Les royaumes du monde.
(Éditions du Seuil, 390 fr.)

RY (Jacques). Monsieur d'Ustelles.
(René Julliard, 450 fr.)

RAMAURE (Michel). Paradis entre quatre ırs.
(Robert Laffont, 540 fr.)

AND (Danielle). L'huissier et le sergent.
(René Julliard, 480 fr.)

KELYNCK (Bernard). Le fils de Made-iselle Hess.
(Les Éditions ouvrières, 360 fr.)

OELL - LANGLOIS (Marguerite). ıomme nouveau. Précédé d'une lettre du Schweitzer.
(René Debresse, 475 fr.)

RIOUI (Ahmed). La boîte à merveilles.
(Éditions du Seuil, 390 fr.)

ITIN (Lucien). Un jeune patron.
(Éditions du Scorpion, 630 fr.)

SCA (Maurice). L'expérience amoureuse.
(Albin Michel, 500 fr.)

IN (Général Martial) et SOMMER ançois). Les sans-culottes de l'air. Récit.
(Robert Laffont, 600 fr.)

VON KIRCHBACH (Maria La déesse souriante. Traduit de l'allemand par Edith Vincent.
(René Julliard, coll. « Capricorne », 600 fr.)

WAUGH (Evelyn). Hommes en armes. Traduit de l'anglais par Dumas-Simart.
(Stock, 600 fr.)

III. — HISTOIRE. BIOGRAPHIES. GÉOGRAPHIE. VOYAGES.

AUJAY (Édouard). Talleyrand.
(Tallandier, 350 fr.)

AZEMA (M. A.). La conquête du Fitz-Roy.
(Flammarion, 600 fr.)

DEUTSCHER (Isaac). La Russie après Staline.
(Éditions du Seuil, 480 fr.)

DUCHÉ (Jean). L'Histoire de France racontée à Juliette.
(Amiot-Dumont, 850 fr.)

DUTHURON (Gaston). La Révolution (1789-1799).
(Fayard, coll. « Connaissance de l'Histoire », 800 fr.)

EIDE (Arthur Hansin). Tam Tam arctique. Traduit de l'anglais par Mme L. Fleury.
(André Bonne, 530 fr.)

GIAEVER (John). **Maudheim. Deux ans dan[s] l'Antarctique.** Traduit du norvégien pa[r] Jacques Poterat.
(Denoë, coll. « Êtres et Mondes », 950 fr.)

HERRMANN (Paul E.). **L'homme à la décou[-]verte du monde.** Traduit de l'allemand pa[r] René Jouan et Max Roth.
(Plon, 1.200 fr.)

HOMO (Léon). **Périclès. Une expérience d[e] démocratie dirigée.**
(Robert Laffont, coll. « Figures anciennes, nouveaux Visages », 900 fr.)

LÉON (Paul). **Mémoires du Prince de Talley[-]rand et Ce qu'il n'a pas dit.**
(Henri Javal).

MARRET (Mario). **Sept hommes chez le[s] Pingouins.**
(René Julliard, coll. « La Croix du Sud », 750 fr.)

MENDE (Tibor). **Regards sur l'histoire de demain.**
(Éditions du Seuil, 390 fr.)

MOUSNIER (Roland). **Les XVIe et XVIIe siècles. Les progrès de la civilisation euro[-]péenne et le déclin de l'Orient, 1492-1715. Tome 4 de l'Histoire générale des civilisations, publiée sous la direction de Maurice Crouzet.**
(P.U.F., 2.000 fr.)

ROMEUF (Jean). **Le niveau de vie en U.R.S.S.** Préface d'Alfred Sauvy.
(P.U.F., 540 fr.)

SAUZET (Armand). **Desaix, le « Sultan juste ».**
(Hachette, « Bibliothèque variée », 700 fr.)



.— SCIENCES SOCIALES, ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

(Paul-Louis). Information et démocratie.
(Marcel Puget, 600 fr.)

SAN (D. W.). Le prix de la Révolution. luit de l'anglais par René Guyonnet.
(Calmann-Lévy, coll. « Liberté de l'Esprit », 690 fr.)

RD (Ludwig). L'expansion économique nande.
(Domat, 975 fr.)

ICE (Anatole). Vers les temps meilleurs. te ans de vie sociale, II : 1905-1908. eil des articles politiques et sociaux atole France commentés par Claude ine.
(Émile-Paul, 600 fr.)

RD (Alain) et STOETZEL (Jean). Fran- et immigrés. L'attitude française. L'adapta- des Italiens et des Polonais.
(P.U.F., Institut national d'Études démographiques, 900 fr.)

ZE (Ch.). Les trois âges du Brésil. de politique.
(Armand Colin, 650 fr.)

EAU (Émile). Souvenirs d'un gouver- de la Banque de France. Histoire de la lisation du franc, 1926-1928.
(Librairie de Médicis, 990 fr.)

Problèmes de l'industrie d'Allemagne occidentale.
(Documents, 750 fr.)

V. — SCIENCES

DUFAY (Jean). Nébuleuses galactiques et matière interstellaire.
(Albin Michel, coll. « Sciences d'aujourd'hui », 1.650 fr.)

DESSE (Dr Georges). Guérir « l'homme debout ».
(La Table Ronde. 490 fr.)

HERBERT (Agnès). Histoire d'un lion. Traduit de l'anglais par Elian-J. Finbert.
(Albin Michel, coll. « Scènes de la Vie des Bêtes », 570 fr.)

MAURIAC (Pierre). Claude Bernard.
(Grasset, 450 fr.)

MEDICUS. De la cortisone au Bogomoletz.
(Gallimard, coll. « L'Air du Temps », 600 fr.)

SENDRAIL (Marcel). Le serpent et le miroir Préface de R. Escholier.
(Plon, coll. « L'Épi », 495 fr.)

VI. — BEAUX-ARTS

AGUETTANT (Louis). La musique de piano des origines à Ravel. Préface de Henri Rambaud. Lettre de Paul Valéry. Texte établi par Jacques Lonchampt.
(Albin Michel, 750 fr.)

Art baroque en Amérique latine. Texte de Géo-Charles. 66 illustrations.
(Éditions d'Histoire et d'Art. Un vol. 16 × 22,5 : 600 fr.)

Art d'aujourd'hui. Allemagne, Pays nordiques. (Éditions de l'Architecture d'Aujourd'hui. 2 numéros : 300 fr. chaque).

BEAUFILS (Marcel). Musique du son, musique du verbe.
(P.U.F., « Biblio. internationale de Musicologie », 800 fr.)

CADET (A.). La Mahakma de Casablanca. 106 photos de l'auteur.
(Paul Hartmann, 975 fr.)

Chagall. 80 reproductions offset.
(Diffusion Française. Un vol. 14 × 19 : 525 fr.)

CŒUROY (André). Weber.
(Denoël, 580 fr.)

COSTERE (Edmond). Lois et styles des harmonies musicales.
(P.U.F., 2.400 fr.)

États-Unis. Nombreuses illustrations.
(Éditions de l'Architecture d'Aujourd'hui, 1.700 fr.)

Fer gorgé (le). Introduction de Henri Clouzot. 320 pages d'illustrations. Documents de ferronnerie ancienne du moyen âge à la fin du XVIIIe siècle.
(Albert Morancé. Un vol. 22 × 29 : 4.800 fr.)

GAFFÉ (René). ntroduction à a peinture française de Manet à Picasso. Avec illustr.
(La Nef de Paris, 1.140 fr.)

HOBSON (R. L.). Art chinois. 100 planches couleurs.
(Charles Massin. Un vol. 23 × 29 : 3.950 fr.)

HUGO (Jean). Voyage à Moscou et Leningrad 19 gouaches de l'auteur.
(Cercle d'Art, 1.200 fr.)

Peinture vénitienne (la) de Bellini à Véronèse. Préface de Philippe Erlanger.
(Art et Style, 1.000 fr.)

Venise. 95 photos hélio. de Feruccio Leiss. Préface de Jean Cocteau.
(Bordas, 1.800 fr.)

Vie de Berlioz (la) racontée par Berlioz. Textes rassemblés par Jean Roy. Préface de Darius Milhaud.
(René Julliard, coll. « Quel roman que ma vie », 570 fr.)

WINCKELMANN. Réflexions sur l'imitation des œuvres grecques en peinture et en sculpture. Introduction, traduction et notes par Léon Mis.
(Aubier, coll. Bilingue, 540 fr.)

WITOLD (Jean). Mozart méconnu.
(Éditions Le Bon Plaisir, coll. « Amour de la Musique », 660 fr.)

SOMMAIRE

EXPOSÉS

CHRONIQUES

